

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur : ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite de ce travail expose à des poursuites pénales.

Contact : portail-publi@ut-capitole.fr

LIENS

Code la Propriété Intellectuelle – Articles L. 122-4 et L. 335-1 à L. 335-10

Loi n°92-597 du 1^{er} juillet 1992, publiée au *Journal Officiel* du 2 juillet 1992

<http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg-droi.php>

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>



Université
de Toulouse

THÈSE

En vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par Université Toulouse 1 Capitole
Discipline ou spécialité : Science Politique

Présentée et soutenue par Otabek RAVSHANOV

Le 09 Mai 2015

Titre : LA POLITIQUE DE LA RUSSIE EN ASIE CENTRALE SOUS LE PRESIDENT
VLADIMIR POUTINE (2000-2008)

JURY :

Mme Danielle CABANIS

Professeur à l'Université de Toulouse 1 Capitole (Directrice de thèse)

Monsieur François-Pierre BLANC

Professeur à l'Université de Perpignan (Rapporteur)

Monsieur Iqboljon QORABAYEV

Professeur à Turgut Ozal University School of Law, Ankara (Rapporteur)

Monsieur Jean-Marie CROUZATIER

Professeur à l'Université de Toulouse 1 Capitole

Ecole doctorale : Sciences juridiques et politiques
Unité de recherche : Centre Toulousain d'Histoire du Droit et des Idées Politiques

THESE

**En vue de l'obtention du
Doctorat de l'Université de Toulouse**

**Délivré par l'Université de Toulouse 1 Capitole
Discipline ou spécialité : Science Politique**

Présentée et soutenue par OTABEK RAVSHANOV

Le 09 Mai 2015

**LA POLITIQUE DE LA RUSSIE EN ASIE CENTRALE SOUS LE PRESIDENT
VLADIMIR POUTINE (2000-2008)**

JURY :

Madame Danielle CABANIS

Professeur à l'Université de Toulouse 1 Capitole (Directrice de thèse)

Monsieur François-Pierre BLANC

Professeur à l'Université de Perpignan (Rapporteur)

Monsieur Ikboljon QORABAYEV

Professeur à Turgut Ozal University School of Law, Ankara (Rapporteur)

Monsieur Jean-Marie CROUZATIER

Professeur à l'Université de Toulouse 1 Capitole

Ecole Doctorale : Sciences juridiques et politiques

Unité de Recherche : Centre Toulousain d'Histoire du Droit et des Idées Politiques

L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier en premier à ma directrice de recherche, le professeur Danielle Cabanis, pour sa confiance, sa grande générosité et pour sa patience lors de la lecture de mes textes.

Je remercie aussi les membres de jury, le professeur François-Pierre Blanc, le professeur Iqboljon Qoraboyev et le professeur Jean-Marie Crouzatier, pour avoir acceptés de lire cette thèse et d'en faire un rapport.

Je remercie aussi à l'école doctorale de l'Université de Toulouse 1 Capitole et surtout à Mme Marie-Françoise Ille, pour sa gentillesse et sa disponibilité.

Enfin, je suis reconnaissant à toute ma famille et à mes amis de m'avoir encouragé pendant les moments difficiles de cette recherche.

ABREVIATION

ABM	Anti Ballistic Missile (Traité)
ADM	Armes de Destruction Massive
AFRI	Annuaire Français des Relations Internationales
AIEA	Agence Internationale de l’Energie Atomique
APEC	Asia – Pacific Economic Cooperation
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
BEAC	Barents Euro – Atlantic Council
BERD	Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
BRIC	Brésil – Russie – Inde – Chine
BTC	Bakou – Tbilissi – Ceyhan (oléoduc)
CACI	Central Asia Caucasus Institute
CAREC	Central Asia Regional Economic Cooperation
CBSS	Council of the Baltic Sea States
CE	Communauté Européenne
CEE	Communauté Economique Eurasienne
CEI	Communauté des Etats Indépendants
CERI	Centre d’Etude et de Recherches Internationales
CFE	Conventional Armed Forces in Europe (Traité)
CPC	Compagnie pétrolière de la Caspienne
CTR	Cooperation Threat Reduction
EOR	Eglise Orthodoxe Russe
EUCAM	Europe – Central Asia Monitoring
EURASEC	Communauté Economique Eurasienne
FMI	Fonds Monétaire Internationale
FPS	Federalnaya Pogranichnaya Sluzhba (Service fédérale de la douane)
FSB	Federalnaya Sluzhba Bezopasnosti (Service fédérale de la sécurité)
GAN	GosAtomNadzor (Fédérale inspection de sécurité nucléaire et radiation)
GUUAM	Georgia – Ukraine – Uzbekistan – Azerbaijan and Moldavia
KCTS	Kazakhstan Caspian Transportation System
KGB	Komitet Gosudarstvennoy Bezopasnosti (Comité d’état de la sécurité)

MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MIO	Mouvement Islamique d'Ouzbékistan
NEI	Nouveaux Etats Indépendants
NMD	National Missile Défense
NPM	Novoe Politicheskoe Mishlenie (Nouvelle pensée politique)
TNP	Traité sur la Non – prolifération des armes nucléaire
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
NVO	Novoe Voennoe Obozrenie (Nouveau observateur militaire)
OCCA	Organisation de Coopération Centrasiatique
OCE	Organisation de la coopération économique
OCED	Organisation pour la Coopération et de Développement Economique
OCS	Organisation Coopération de Shanghai
ODKB	Organisatsiya Dogovora Kollektivnoy Bezapostnosti (OTSC en russe)
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernemental
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole
OSCE	Organization for Security and Cooperation in Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OTSC	Organisation du Traité sur la Sécurité Collective
PNUD	Programmes des Nations Unies pour le Développement
PPP	Partenariat pour la Paix de l'OTAN
PUF	Presses Universitaire de France
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
SRAT	Structure Régionale Anti – Terroriste de l'OCS
TACIS	Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States
TRACECA	Transport Corridor Europe – Caucase – Asie
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

LISTE DES CARTES

Carte 1. La Russie et Asie centrale.....	22
Carte 2. La Russie et son étranger proche	43
Carte 3. Asie centrale.....	72
Carte 4. La carte administrative de l'Asie centrale.....	77
Carte 5. Le couloir sud.....	96
Carte 6. Les oléoducs Nord Stream et South Stream	96
Carte 7. Les oléoducs européen et russe.....	97
Carte 8. L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan.....	97
Carte 9. Les bases russes au Tadjikistan.....	161
Carte 10. Les bases de Manas et Kant.....	162
Carte 11. Les barrages en Asie centrale.....	169
Carte 12. Les bassins producteurs en Russie et en Asie centrale.....	183
Carte 13. L'Organisation de coopération de Shanghai.....	189
Carte 14. L'Organisation de traité de la sécurité collective.....	200
Carte 15. L'Organisation de coopération de Shanghai.....	202
Carte 16. La langue russe en ex-URSS.....	230

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
PARTIE1 LA RUSSIE DE POUTINE ENTRE REALISME ET NOSTALGIE IMPERIALE.....	24
TITRE1 L'HERITAGE STRATEGIQUE ET HISTORIQUE	25
<i>Chapitre1. L'illusion et désillusion de la puissance</i>	<i>25</i>
Section1 L'évolution de la politique étrangère de la Russie post-soviétique	26
Section2 La politique étrangère de Poutine: une nouvelle approche.....	52
<i>Chapitre2. L'Asie centrale dans la politique étrangère de Poutine</i>	<i>70</i>
Section1 Interaction entre les facteurs internes et externes	70
Section2 Les intérêts russes en Asie centrale.....	85
TITRE2 LES ENJEUX DE LA POLITIQUE REGIONALE ET DE SECURITE EN ASIE CENTRALE ...	99
<i>Chapitre1. L'impact du 11 Septembre 2001 et la politique de la Russie</i>	<i>100</i>
Section1 Le retour de la Russie : le protecteur historique	100
Section2 La Russie statut de superpuissance énergétique	108
<i>Chapitre2. Grandes puissances et le complexe de sécurité régionale en Asie centrale</i>	<i>121</i>
Section1 L'Asie centrale comme enjeu dans le partenariat stratégique russo-américain	121
Section2 L'Asie centrale comme enjeu dans le partenariat stratégique sino-russe	138
PARTIE2 L'EVOLUTIONS DES RAPPORTS ENTRE LA RUSSIE ET LES PAYS DE L'ASIE CENTRALE	156
TITRE1 APPROCHE BILATERALE ET MULTILATERALE	157
<i>Chapitre1. Les structures bilatérales et ses fondements juridiques.....</i>	<i>157</i>
Section1 La coopération stratégique bilatérale	157
Section2 La Russie et l'Asie centrale : Asymétrie politiques et économiques	172
<i>Chapitre2. Les structures multilatérales et ses fondements juridiques.....</i>	<i>185</i>
Section1 La coopération stratégique multilatérale	186
Section2 Les organisations régionales dans l'ordre régional.....	194
TITRE2 SOFT POWER RUSSE EN ASIE CENTRALE	208
<i>Chapitre1. Les principes du soft power russe</i>	<i>209</i>
Section1 Soft power et relations internationales	209
Section2 Soft power russe en Asie centrale	216
<i>Chapitre2. La dimension du soft power russe</i>	<i>228</i>
Section1 La stratégie du soft power russe	228
Section2 La limite du soft power russe en Asie centrale	241
CONCLUSION GENERALE	253
BIBLIOGRAPHIE GENERALE.....	258
ANNEXES	279
TABLE DES MATIERES	359

INTRODUCTION

Malgré la déception et le désarroi qui ont touché les citoyens de l'URSS, la disparition de l'union soviétique restera dans l'histoire comme un énorme soulagement pour la majorité des acteurs internationaux comme de beaucoup de particuliers. Le système politique international se dessine autrement, le monde bipolaire a disparu. La répartition des capacités internationales dans l'après-guerre froide a été fondamentalement changée.

Comme état indépendant, la Russie doit élaborer sa propre politique étrangère afin d'intégrer la politique internationale globale. Les idées relatives aux choix à faire sont multiples et divergentes. D'entrée de jeu, il y avait, bien sûr, plusieurs limites au développement de la politique étrangère russe. La Russie doit faire face à la faiblesse de l'économie et au mauvais état de ses ressources militaires¹. Toutefois, ceux qui sont impliqués dans le débat sur la politique étrangère ne tiennent pas nécessairement compte de ces contraintes, un fait qui contribue à expliquer les écarts entre les débats, des déclarations politiques officielles et les résultats de la politique étrangère².

Les problèmes économiques de la Russie expliquent pourquoi son gouvernement n'aurait pas pu poursuivre des projets onéreux néo-impérialistes même si elle avait voulu. Cependant, ces mêmes problèmes économiques ont également été humiliants pour la fierté nationale de la Russie et ont donc contribué à provoquer une rhétorique politique étrangère énergique et une réaction anti-occidentale à l'intérieur du pays.

Le président russe, qui a lancé le processus vertical du pouvoir à l'intérieur du pays, apparaît comme un ardent défenseur du «nouveau réalisme», qu'il considérait comme un mécanisme de bon fonctionnement pour l'élaboration et la mise en œuvre des décisions de politique étrangère. Selon le président, la Russie avait perdu le respect, la crédibilité et une image positive en raison de son absence des mécanismes internationaux, ce qui l'a rendue incapable de défendre correctement ses intérêts nationaux dans une ère de post-guerre

¹ FACON I., « La politique extérieure de la Russie de Poutine : acquis, difficultés et contraintes », *Annuaire français de relations internationales*, Bruylant, 2003, p.7

² JACKSON N. J., “*Russian foreign policy and the CIS: theories, debates and actions*”. Routledge, 2003, pp.7-8

froide. Une autre caractéristique importante de la politique étrangère du président est sa diplomatie personnelle. Comme un adepte du «nouveau réalisme», le leader russe préfère des pourparlers qui se déroulent loin des regards du public et se plaît à prendre des décisions diplomatiques, sur la base des relations personnelles étroites avec une grande puissance dirigeante, derrière des portes closes.

Les principes de la politique étrangère de la Russie, qui comprend des nouvelles lignes directrices pour la politique étrangère de la Fédération de Russie ont été formalisés et adoptés en 2000³. Il s'agit de préciser :

- le concept de sécurité nationale⁴,
- la doctrine militaire⁵,
- le concept de politique étrangère⁶,
- le concept de sécurité de l'information⁷,
- le concept de défense nationale

L'apparition de ces documents montre les changements qualitatifs dans les estimations du nouvel ordre mondial et place de la Russie dans le monde moderne, la compréhension de ses intérêts nationaux et les priorités de ses activités internationales. Le renforcement du pouvoir vertical fut considéré comme un effort de rétablissement de l'ordre fédéral dans toute la Russie. Mais en 2004, l'échec de cette politique apparaît d'autant plus clairement qu'il s'accompagne d'une aggravation de la paupérisation de la population. Pendant quelques années, les dirigeants régionaux firent mine d'obéir au pouvoir central, tandis que l'absence de sanction effective les poussait à mener une politique autonome parfois clairement contradictoire avec les intérêts du centre. Si le gouvernement de chaque région encourt le risque maximum de ne pas être réélu face à la concurrence d'un autre candidat proposé par le Kremlin, l'impunité est totale pour tous ses subordonnés hiérarchiques sur lesquels le gouvernement central ne dispose d'aucun levier de pression.

³ SHAKLEINA T. A. (Шаклеина Т.А.) « Внешняя политика и безопасность современной России 1991-2002 » (la politique extérieure et sécuritaire de la Russie post moderne) ХРЕСТОМАТИЯ - vol. 4 Moscou, 2002. p. 5

⁴ Approuvé par le décret (Ukaz) N°24 de président de la Russie du 10 Janvier 2000

⁵ Ukaz N°706 du 21 Avril 2000

⁶ Ukaz du 21 Juin 2000

⁷ Ukaz du 09 Septembre 2000

De nombreux analystes pronostiquent des changements profonds de la nature du régime à partir de la mise en œuvre, début 2005, de la réforme structurelle proposée par Poutine visant à transformer l'État fédéral en État unitaire. Parmi les scénarios évoqués existe celui de guerres civiles régionales inter-ethniques au sud de la Russie et dans les régions de la Volga peuplées par des ethnies turcophones musulmanes, qui développeraient aux marges de l'Union Européenne une grande instabilité caractérisée par un haut degré de militarisation en même temps que la question nucléaire resterait pendante.

Un autre cas de figure est celui du remplacement de l'état fédéral par un autre système, gouverné par des forces nationalistes rendant les relations avec l'union européenne, les États-Unis et la Chine très difficiles. Ce scénario est rendu d'autant plus probable que de telles forces ont déjà pris une envergure importante en Russie, alors que le gouvernement s'efforce d'en cacher l'ampleur aux yeux du monde extérieur. Les facteurs d'instabilité clés que constituent les velléités indépendantistes des élites nationales et les nationales et le nationalisme du peuple russe demeurent très peu étudiés en Europe. On peut penser que c'est trop peu.

Paradoxalement, le combat contre le terrorisme mené par les États-Unis et en particulier l'intervention en Afghanistan a permis aux élites locales de renforcer leur pouvoir et leur légitimité. Avant le 11 septembre 2001, les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale étaient la cible de nombreuses critiques des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme. Ainsi, le Président de l'Ouzbékistan, Islom Karimov, était critiqué pour avoir écrasé avec violence l'opposition. Le Kazakhstan était le théâtre de scandales permanents liés aux comptes de la famille présidentielle en Suisse et aux pots de vin aux compagnies pétrolières américaines. De façon générale, ces régimes étaient largement reconnus comme autoritaires et anti-démocratiques par l'occident, et seule la Russie continuait à entretenir ouvertement des relations politiques amicales avec eux et les pays occidentaux se contentant d'y défendre leurs intérêts économiques (pétrole, gaz, ...).

La Russie, même confrontée à une grave crise intérieure, continue à jouer un rôle stabilisateur en Asie centrale, dans la mesure où ses propres difficultés sont bien moindres que celles auxquelles doivent faire face les régimes d'Asie centrale. Dans la période

d'acquisition de l'indépendance, entre 1989 et 1991, tandis que le Kremlin ne s'intéressait pas aux mouvements à l'œuvre dans les républiques soviétiques, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan furent le théâtre de nombreuses manifestations⁸. Alors que la partie européenne de l'Union Soviétique (pays baltes, Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) élitait relativement démocratiquement les nouvelles structures du pouvoir législatif et exécutif, la direction des États d'Asie centrale restait aux mains des élites de la période soviétique, avec un pouvoir fondé sur des structures claniques et non légitimé par de véritables élections. Les dirigeants d'Asie centrale vécurent la disparition de l'Union Soviétique comme un événement qu'ils n'avaient pas désiré et sur lequel ils n'exerçaient aucune influence.

Pour protéger leur position, ces dirigeants se sentirent alors obligés de concentrer tous les mécanismes du pouvoir et de régner sans limite, amendant au besoin la constitution. Cela est d'autant plus dangereux pour la stabilité de ces pays que ces dirigeants sont déjà âgés, et risquent de laisser le pays sans mécanismes institutionnels de gouvernement, sans élite politique et sociale. En Ouzbékistan et Kazakhstan, les dirigeants essaient de légitimer et faire reconnaître leurs propres enfants comme leurs successeurs naturels au pouvoir. A minima, ils leurs assurent un accès sans réserve ni contrôle à toutes les ressources de l'Etat, leur permettant de se constituer des fortunes personnelles très importantes. Les jeunes dauphins disposent ainsi d'un peu de temps pour occuper leur légitimité d'autant plus qu'ils ont les moyens de la corruption; ainsi les pays d'Asie centrale s'apparentent de plus en plus à des monarchies.

La Russie entend préserver une influence mondiale comme puissance indépendante et s'assurer la domination dans l'espace de l'ex-URSS. La Russie doit être pragmatique et consacrer les ressources rares ou non du pays à ces objectifs (il s'agit du pétrole et du gaz essentiellement)⁹. L'influence mondiale devait être exercée par l'activisme diplomatique¹⁰ de la Russie et la visibilité institutionnelle, plutôt que de la projection de puissance matérielle. La domination régionale a également été considérée par le Kremlin en termes

⁸ L'incident le plus sanglant eut lieu en 1998, à Osh, région kirghize peuplée par des ouzbeks et fit environ 20 000 victimes et 50 000 réfugiés.

⁹ SMITH Mark A., "A Review of Russian Foreign Policy", Conflict Studies Research Center, Defense Academy of the United Kingdom, 2007, p.8

¹⁰ SHEN X. H. S., « Qualitative energy diplomacy » in Central Asia : a Comparative Analysis of the Policies of the United States, Russia and China, *The Brookings Institution*, April 2011, pp. 2-3.

de puissance douce (soft power)¹¹, plutôt que comme contrôle impérial sur les priorités de ses voisins nationaux et internationaux. La Russie avait une capacité économique, diplomatique, institutionnelle et culturelle suffisante à l'échelle régionale pour tenter de négocier les postures internationales qui auraient la préférence des anciens Etats soviétiques. Pourtant, la Russie a choisi de limiter les subventions économiques et activités militaires à l'étranger et de s'appuyer principalement sur le marché des outils d'influence internationale.

Le consensus politique étranger concernant les objectifs clé de la Russie et des moyens n'a pas été contesté principalement depuis 1999. Les politiciens et les experts débattent des relations prioritaires du pays avec l'Europe, la Chine, les Etats-Unis et les Etats de l'ex Union soviétique. Les pro-occidentaux, les anciens libéraux et les partisans d'Andreï Kozyrev ont longtemps disparu dans le camp de ceux défendent l'indépendance de la Russie, plutôt que son intégration au sein des institutions occidentales, et ses priorités politiques (soutenues par des politiciens présentés comme marginaux ainsi Mikhail Kassianov et Boris Nemsov). Les politiciens qui soutiennent un Etat indépendant (étatistes), donnent de la valeur à des relations plus solides avec l'Europe ou les Etats-Unis ce qui n'altère pas la capacité de la Russie à agir de manière indépendante et à développer les liens avec les pays non occidentaux.

Produit d'un large consensus politique, une grande stratégie traverse les différentes administrations et les divers groupes au sein de l'establishment au pouvoir. Poutine en partage les principaux éléments. Après son discours tranchant à la Conférence de Munich sur la politique de sécurité, Poutine a souvent montré un style rhétorique agressif dans les relations avec les Etats-Unis¹². Les documents officiels soulignent également la nécessité pour la Russie de préserver son influence mondiale et jouer le rôle d'un centre régional important par une voie pragmatique¹³. Ses objectifs internationaux sont passés de tenter l'équilibre avec l'Ouest à la volonté de l'exploiter à l'avantage de la Russie. La Russie de Poutine cherche plus activement à façonner le système politique et économique du monde

¹¹ KASTOUEVA – JEAN T., « Soft power » russe: discours, outils, impacts ». *Russie.Nei.Reports*. n°5, Octobre 2010, pp. 8-10.

¹² La Conférence de Munich sur la politique de sécurité en 2007. RAMONOV P. (Ria Novosti) avait comparé le discours de Poutine au discours de Churchill à Fulton début de la Guerre froide. Avec son discours Poutine avait résumé entre autre non respect de la promesse de l'Occident envers la Russie, l'illégalité de l'élargissement de l'OTAN vers l'est, la perversité d'un monde unipolaire avec Washington au centre de direction qui imposé ses lois etc.

¹³ Le concept de la politique étrangère et le concept de la sécurité nationale de 2008, par exemple.

et d'être reconnu dans ces efforts par les nations occidentales. Il y a une réflexion pour aboutir à un véritable projet, ce qui indique un changement important puisque le concept de politique étrangère 2000 a explicitement mis en garde contre une menace d'une structure unipolaire du monde sous la domination économique et militaire des Etats-Unis¹⁴.

Un nouvel aspect de la politique étrangère de la Russie de Poutine en Asie centrale a été la transition décisive vers des actions concrètes et des initiatives visant à développer la coopération institutionnelle. Le président Poutine par rapport son prédécesseur a utilisé des mécanismes d'intégration et de nouveaux formats, plutôt que de la réanimation de vieilles pratiques et stratégies (comme par exemple, la CEI). Moscou en est venue presque simultanément développer des multiples programmes d'intégration à l'instar d'institutions comme la CEE, l'EEE, l'OCAC, l'OTSC. La communauté économique eurasiatique (CEEAA) a été la plus efficace par rapport à d'autres institutions. En 2000 à Astana, la capitale du Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan ont signé l'accord de la création de la CEEAA. Cette création a donné un grand élan à l'expansion de la coopération entre les pays de la CEI.

Le prochain défi pour la Russie concernant la nouvelle politique étrangère est venu avec la déstabilisation de l'Asie centrale. En Mars 2005, le Kirghizistan a subi un changement de pouvoir qui a entraîné une manifestation de masse. Comme cela s'était passé en Géorgie et en Ukraine¹⁵, l'opposition au Kirghizistan a contesté le régime d'Askar Akaev sur le processus et les résultats des élections législatives et l'a contraint à la démission. Contrairement à ce qui s'est passé en Géorgie et en Ukraine, au Kirghizistan la révolution n'a rien eu d'une révolution de velours. Bien que le régime ait refusé d'appliquer la force, les protestations étaient loin d'être organisées et sous contrôle, elles ont été au contraire marquées par la violence et les pillages. Un développement encore pire s'est produit en Ouzbékistan en mai 2005, lorsque des milliers de manifestants sont descendus dans la rue à la suite de l'emprisonnement par l'Etat de plusieurs hommes d'affaires à Andijan. Le gouvernement a utilisé la force, en la justifiant comme une

¹⁴ POUTINE V., « Dayu vam chestnoe partiynoe slovo » (je vous donne ma parole de parti), *Kommersant*, 30 Août 2010.

¹⁵ BHATTY S. KH., « Russia: Traditional hegemon in Central Asia », *Perception*, Autumn 2008, p.55

nécessité pour affronter la menace des extrémistes islamiques croissante dans la région. Plusieurs centaines de manifestants sont morts¹⁶.

Les deux événements (au Kirghizistan et en Ouzbékistan) comportent le risque de propagation de la plus grande violence dans la région. Dans les deux pays, la Russie avait une présence militaire considérable et des relations bien établies avec les régimes au pouvoir. En réponse à la crise, le Kremlin a souligné l'importance de préserver la légalité et l'ordre au Kirghizistan et a soutenu le président d'Ouzbékistan dans la façon dont il a géré sa crise. Les néo-impérialistes en Russie ont blâmé la protestation sur la présence militaire américaine dans la région. Les *occidentalismes libéraux*, toutefois, mettent en garde contre le soutien de la Russie au régime de Karimov, qui pourrait déclencher une guerre civile en Ouzbékistan. Boris Nemtsov de *l'union des forces de droite* ont fait valoir que le régime de Karimov a été condamné et que le Kremlin était adossé un scénario de défaite, comme il l'avait subi en Ukraine.

Au moins au court terme, la réponse de la Russie à la crise de l'Asie centrale a été justifiée et cela dans le cadre pragmatique de l'action d'une grande puissance. Au Kirghizistan, Moscou s'est abstenue de toute ingérence et a rapidement établi des relations avec la nouvelle direction en assurant la continuité des politiques. En Ouzbékistan, la Russie n'avait pratiquement pas d'autre choix que de prêter un soutien à Karimov. Tout en exerçant une influence considérable dans la région, le Kremlin n'a pas eu la possibilité de changer les régimes, ce qu'il ne souhaite sans doute pas. Manquant de moyens de pression sur les nouveaux Etats, il ne pouvait entretenir des relations approfondies avec les régimes au pouvoir. Établir des relations avec l'ensemble du spectre politique des pays voisins peut être souhaitable, mais les rébellions violentes au Kirghizistan et en Ouzbékistan ont démontré que l'Asie centrale n'était pas la Géorgie ou l'Ukraine.

La réaction de la Russie à l'évolution de l'Asie centrale n'était pas fondamentalement en contradiction avec celle de l'Occident, notamment lorsque les pays occidentaux ont été appelés aux fins d'enquête dans l'événement à Andijan¹⁷, mais la Russie s'est abstenue d'appeler à la démission de Karimov. Ses intérêts dans la région et

¹⁶ TSYGANKOV A.P., "New Challenges for Putin's Foreign Policy", *Orbis* (Published by Elsevier Limited on behalf of Foreign Policy Research Institute), winter 2006, p. 161-162

¹⁷ La manifestation sociale dans la ville d'Andijan au mai 2005 a été maitrisée violemment par le gouvernement ouzbek..., la répression armée faisant de nombreux morts

celui de coopérer avec l'Occident dans les domaines de préoccupation mutuelle semblent être essentiels pour la Russie.

La perspective d'une évolution profonde de la nature de l'État russe ne peut qu'avoir des conséquences importantes sur l'Asie centrale. La disparition de la présence militaire russe dans la région d'Asie centrale fait peser de nouvelles menaces sur l'indépendance de ces républiques par rapport à la Chine, et en tout premier lieu celle du Kirghizstan et du Kazakhstan¹⁸. Même la présence militaire des États-Unis dans la zone ne peut empêcher la Chine de combler le vide laissé par les troupes russes. Dans ce contexte, la seule mention formelle de la continuité de la présence de la Russie en Asie centrale permet de protéger les républiques des appétits chinois ce que l'armée américaine seule ne pourrait réussir à faire sans expérience de la situation locale et sans motivation à combattre. On peut penser que la rivalité avec la Chine est plus complexe, car dans la ligne traditionnelle de l'Empire du Milieu, la République populaire de Chine cherche plus à influencer via le soft power que par des démonstrations de force militaire qui conduiraient à des invasions.

Les responsables chinois voient leur Etat comme une puissance montante mondiale et régionale plus avec un projet d'expansion de ses intérêts en Asie centrale qu'à la revendication d'une présence accrue. Les fonctionnaires et les analystes dans les deux capitales ont exprimé un intérêt à limiter ou à réduire le rôle des Etats-Unis à la fois régionale et mondiale, en préconisant une stratégie «multipolaire». Pour leur part, les responsables américains ont régulièrement exprimé des préférences pour l'économie de la région, le développement politique et militaire qui ne pouvait être servi par un rôle continu ou même grandement amélioré.

Pour chacune des principales puissances extérieures, les intérêts de sécurité les plus pressants dans la région ne sont pas ceux qui peuvent être atteints uniquement au détriment d'une autre puissance majeure. Au contraire, les responsables au plus haut niveau de tous les gouvernements concernés mettent le plus grand accent sur les intérêts de sécurité et exigent la coopération des autres pouvoirs. Malgré la défaite du régime taliban en Afghanistan, le terrorisme transnational continue d'être la préoccupation majeure pour tous. Etroitement lié à ce problème est l'extrémisme religieux et, surtout, de l'extrémisme

¹⁸ FACON I., « L'Asie centrale comme enjeu dans le « partenariat stratégique » sino-russe » *Fondation pour la Recherche Stratégique*. 27 février 2008, p.20

islamiste, que les États-Unis, la Russie et la Chine ne voient pas seulement comme une menace transnationale de l'Afghanistan et du Pakistan en particulier vis-à-vis du Cachemire, mais aussi comme une menace potentielle qui pourraient émaner de l'Asie centrale d'États notamment d'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Kirghizistan.

Pendant la guerre de la Tchétchénie la Russie restait embourbée dans une guerre de plus en plus « *radicalisée* », qui imposait des charges financières lourdes sur le gouvernement et les forces armées, tout en entravant la réforme et suscitant des attaques terroristes à Moscou et dans d'autres villes. La Chine est particulièrement inquiète du mouvement séparatiste ouïgour au Xinjiang, qui ces dernières années a pris un tour islamique et aurait le soutien d'éléments au sein de ses États voisins.

Les responsables russes et chinois affirment que les mouvements tchéchènes et ouïgours appartiennent à un réseau terroriste transnational ayant des liens avec les talibans et Al-Qaïda, et qui représentent une menace pour la sécurité principale. Les États-Unis ont approuvé l'orientation de la représentation russe et chinoise de leurs liens avec les réseaux terroristes large. Compte tenu de la prolifération des armes de destruction massive¹⁹ (ADM) liés à l'accès aux armes chimiques, biologiques, et des matières nucléaires, soit dans l'Asie centrale ou en Russie, facilitée par des installations mal sécurisées et des frontières largement poreuses, la sécurité est une priorité pour tous les intéressés, mais surtout à l'ordre du jour aux États-Unis.

Bien que la saillance stratégiques en Asie centrale ait été à la hausse, les priorités des grandes puissances stratégiques sont ailleurs. Pour chacun des trois grands acteurs extérieurs, les relations bilatérales avec les autres sont beaucoup plus importantes que n'importe quel jeu qu'ils détiennent en Asie centrale. Les grands objectifs stratégiques de la Chine et la Russie restent le développement économique et de modernisation²⁰.

Alors que les deux pays sont animés par une quête de prestige de grande puissance, il y a un réel consensus parmi les fonctionnaires des deux capitales pour privilégier la

¹⁹ En septembre 2002, les cinq États d'Asie centrale que sont le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan ont adopté à titre provisoire un projet de texte de traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale. Les pays membres du P5, en présence des 5 pays d'Asie Centrale, ont signé, en marge de la réunion du 3ème Comité préparatoire au TNP 2015, le 6 mai 2014 à New-York le protocole au Traité établissant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie Centrale.

²⁰ FACON I., op. cit. p.4

modernisation lorsque les deux objectifs entrent en conflit. Par ailleurs, pour la Chine, la Russie et les Etats-Unis, leurs préoccupations stratégiques principales ne sont pas l'Asie centrale dans leur hiérarchie d'intérêts. La guerre américaine contre le terrorisme s'est déjà déplacée vers le golfe Persique. Les préoccupations de la Russie de sécurité les plus urgentes restent en Tchétchénie et au Caucase, tandis que la Chine reste concentrée sur Taïwan.

La préférence pour le modèle multipolaire reflète les politiques des deux gouvernements en favorisant des approches multilatérales des problèmes de sécurité communs globalement et régionalement. En outre, la posture anti-États-Unis est parfois utile comme repoussoir pour favoriser la coopération régionale. Quelle que soit la valeur que l'on pourrait vouloir donner à l'acquisition de propriété ou au contrôle du transport des ressources naturelles aujourd'hui, ils ne peuvent avoir qu'une incidence sur l'issue d'un affrontement entre les États dotés de l'arme nucléaire. Par ailleurs, il y a des raisons impérieuses d'ordre théorique, soutenue par des recherches empiriques, que le contrôle sur les ressources naturelles n'est pas pertinent, voire un obstacle à la création d'une économie concurrentielle. Pendant le période post – soviétique, la politique russe en Asie centrale a subi plusieurs changements, allant de l'indifférence totale au début des années 90 et de haut niveau de coopération avec eux aujourd'hui²¹.

La Russie de Poutine démontrait petit à petit une récupération interne et l'intention d'avoir une politique extérieure cohérente. Les outils de cette politique comprennent l'énergie, la puissance militaire, la diplomatie, la culture et les expertises technologiques. Dans un environnement géopolitique prévisible comme la Russie les outils peuvent être suffisants pour mener à bien la stratégie générale de défense afin de préserver son influence internationale.

²¹ PAROMONOV V. et STROKOV A., "The evolution of Russia's Central Asia policy", *Advanced Research and Assessment Group, Central Asia Series, Defense Academy of the United Kingdom*, 2008. p. 5

Cadre théorique et conceptuel général

Comme disait Mucchielli, la recherche constructiviste doit faire appel à « un cadre référence théorique » large et souple qui est vu comme « une carte provisoire du territoire, composée des connaissances générales à propos du phénomène qu'il s'apprête à étudier, ainsi que des repères interprétatifs... »²².

Dans la perspective de l'histoire des relations internationales, il n'en reste pas moins que c'est dans le domaine de l'étude de la politique étrangère qu'ont eu lieu les premières passes d'armes entre paradigmes concurrents et davantage, que c'est l'hypothèse de l'état comme « unité d'analyse principale de la politique étrangère » qui est à l'origine des recherches les plus fructueuses : suite à la révolution behaviouriste, l'approche décisionnelle de la politique étrangère a remis en cause les postulats réalistes par l'intermédiaire desquels celle-ci était traditionnellement abordée, à savoir l'unité de l'acteur étatique personnifié dans le décideur ultime, la rationalité des choix de ce dernier et la radicale séparation des décisions de politique étrangère par rapport à la politique intérieure²³.

Réalisme

La première moitié des années 1990, la politique étrangère de la Russie n'a pas soutenu principalement l'idée d'équilibre des pouvoirs dans les relations internationales et le réalisme n'était pas l'impulsion dominante parmi l'élite de la politique étrangère concernant à la fois l'avenir de la Russie et dans le monde. De 1993 à 1999, les relations de la Russie avec l'Occident se sont détériorées progressivement tandis que la Russie elle-même a réaffirmé au détriment des autres états dans le territoire de l'ancienne Union soviétique²⁴. La seconde moitié des années 1990, l'idée d'équilibre des pouvoirs revient dans les discussions de politique étrangère. Le rôle et la stratégie de la Russie ont été redéfinis en termes de soutien d'un équilibre multipolaire du pouvoir dans le monde.

²² MUCCHIELLI A., Le développement des méthodes qualitatives et l'approche constructiviste du phénomène humaine. 2005. *Recherche qualitative et production de savoirs. Hors-serie n°1*, p. 22

²³ BATTISTELLA D., « Théories des relations internationales ». 2^e édition revue et augmentée. Paris, Presses de Sciences Po, 2006. pp. 323-324

²⁴ MACFARLANE N., "Realism and Russian Strategy after the Collapse of the USSR", in Ethan B. Kapstein, 1999, "*Unipolar Politics: Realism and State Strategies after the Cold War*", p.218

À la fin de 1999, lorsque Poutine est arrivée au pouvoir, il a développé une nouvelle approche de la politique étrangère qui combinait orientation traditionnelle de la Russie envers la *realpolitik* avec une reconnaissance de l'interdépendance et de l'intégration économique internationale. En outre, le problème de l'ordre mondial est entré dans le cœur des discussions de politique étrangère.

La théorie néoréaliste, fondée par Kenneth Waltz, affirme que c'est le système qui détermine le comportement des acteurs, et non pas les motivations des acteurs eux-mêmes. Et la paix pourrait être atteinte lorsque le rapport de force est atteint par les États les plus puissants dans le système²⁵. Les diverses approches telles que le réalisme, l'idéalisme et l'instrumentalisme reflètent la nouvelle tension réaliste de Poutine. Alors que la politique étrangère de la Russie est restée dans la large tradition néo-réaliste, Poutine a insisté que la Russie doit se rapprocher de la communauté occidentale, tout en suivant son propre chemin²⁶.

L'objectif principal de la Russie de Poutine est de créer une grande capacité économique dans un futur proche grâce à ses exportations d'énergie. C'est la preuve d'une politique réaliste de la Russie.

Selon Sakwa, le néo-réalisme de Poutine se caractérise en 7 points²⁷:

- l'« ékonomisation » de la politique étrangère,
- le politique européenne,
- la sécurisation,
- l'autonomie (Poutine a insisté sur le fait que la Russie serait un acteur autonome, mais pas une alternative, encore moins en concurrence avec l'Occident.
- le bilatéralisme,
- le statut de grande puissance (*derjavnost*) ou la grandeur (C'est une approche qui prend le statut de la Russie comme une puissance internationale majeure)

²⁵ WALTZ K., "Theory on International Politics", McGraw Hill, Boston, 1979

²⁶ SAKWA R., "New Cold War on Twenty Year's Crisis? Russia and International Politics", *International Affairs*, Volume 84, Issue 2, 2008, pp. 244-245

²⁷ SAKWA R., « *Putin Russia's choice* », 2^e édition, Routledge, 2008, pp. 275-279

- la normalisation des relations avec l'ouest.

Libéralisme

La théorie ou l'approche théorique libérale défend des valeurs de liberté, de tolérance et de démocratie dans le monde. Bien évidemment, on peut l'évaluer différemment selon les contextes sociaux et culturels.

Le défaut d'une économie moderne et fonctionnelle a poussé les responsables russes à construire une nouvelle économie de marché avec des mises en œuvre de l'économie libérale comme la privatisation. Les compagnies d'énergie, tels que Gazprom et Lukoil ont été privatisées. La démocratisation de la Russie post-soviétique a eu un impact direct sur la décision de politique étrangère. La politique et la libéralisation économique de la Russie a considérablement contribué à la multiplication et la diversification des acteurs impliqués dans la politique étrangère de la Russie en vue de son développement. Mais à l'arrivée de Poutine au pouvoir, la renationalisation de ces entreprises a été lourdement critiquée par les libéraux, en disant que la prévention de la compétitivité dans l'économie.

Les libéraux soulignent le rôle des institutions et autres liens entre les états-nations qui facilitent et encouragent la coopération, la coordination, et l'application non-violente des modes de résolution des conflits. Cette étude est largement située dans l'interprétation libérale qui considère la politique étrangère russe vers la CEI suscite des conflits qui sont le résultat d'une interaction complexe entre divers organismes gouvernementaux, des groupes de pression, des organisations et des personnalités influentes, tant au niveau national et international. En d'autres termes, contrairement aux formes les plus simples de réalisme, d'autres niveaux d'analyse (individus, groupes et autres structures nationales) sont examinés.

Dans un contexte de large, l'étude examine si les idées et les débats ont beaucoup, voire divers, rôle dans la formation de la politique étrangère. En analysant la politique étrangère, nous allons tenter d'appréhender des problèmes de sécurité régionale, la théorie de l'équilibre régional, la position réaliste, libérale, pragmatique et la théorie du soft power.

La délimitation de la problématique

La délimitation géographique de l'étude. La Russie et l'Asie centrale²⁸.



Source : internet

La délimitation du sujet d'études.

La problématique de notre étude est limitée à la politique étrangère aux débuts de l'ère Poutine en Asie centrale. C'est-à-dire les premiers deux mandats présidentiels de Poutine, entre du 2000 au 2008. Nous allons essayer d'analyser le problème à travers différentes situations en nous appuyant sur les analyses de différents chercheurs. La Russie se présente comme l'héritière légitime de l'union soviétique et se positionne au centre de l'influence eurasienne. Malgré sa faiblesse politico-économique au début des années 90, la Russie se prétend aujourd'hui une puissance eurasienne. Ayant une personnalité forte, le président Poutine devient le sauveur de la Russie, diminuée selon lui par la politique désastreuse de son prédécesseur.

²⁸ Le terme d'Asie centrale est assez large et complexe, nous allons traiter l'Asie centrale de l'ex-union soviétique qui comporte 5 républiques: Kazakhstan, Kirghizstan, Turkménistan, Tadjikistan et Ouzbékistan.

Considérations sur la méthodologie

Nous avons élaboré une méthodologie qui permettra de tester notre hypothèse au cours du développement de notre étude et de son cadre théorique. L'idée est de chercher à déterminer le but précis sur le sujet et le développer sans esquiver les difficultés.

En termes de sources utilisées, nous avons eu beaucoup de chance d'avoir des littératures abondantes sur le sujet et au même temps c'était aussi notre grand souci de faire un trait sélectif. Il faut préciser que les littératures utilisées dans les débats sont rédigée en majorités en anglais et en russe.

La structure de la thèse

Le travail est composé de deux parties. Dans la première partie, nous allons analyser globalement l'évolution des idées politiques de la Russie post – soviétique, l'évolution de la politique de la Russie en Asie centrale, la politique de la sécurité régionale de Poutine, l'Asie centrale, les enjeux régionales.

Dans la deuxième partie, nous allons analyser la politique de la Russie de Poutine en Asie centrale au niveau bilatéral et multilatéral et le soft power russe en général et en particulier en Asie centrale.

**PARTIE1 LA RUSSIE DE POUTINE ENTRE REALISME ET NOSTALGIE
IMPERIALE**

Titre1 L'HERITAGE STRATEGIQUE ET HISTORIQUE

Après l'effondrement de l'Union soviétique, les républiques d'Asie centrale se trouvent confrontées au dilemme de l'affirmation de leur souveraineté dans le contexte d'une relation séculaire d'interdépendance avec la Russie.

L'héritage stratégique et historique de cette relation, donne des droits et des responsabilités à la Russie qui continue de se percevoir comme le garant de la stabilité dans la région²⁹. La première décennie de l'après-guerre froide, l'Asie centrale restait en oubli ou indifférent de la politique de la Russie. Poutine a mis l'accent et la réaffirmation rigoureuse de l'autorité russe dans la région.

Chapitre1. L'illusion et désillusion de la puissance

Les dirigeants russes peinent néanmoins à stabiliser la relation de leur pays avec le reste du monde, à le faire passer du statut d'empire et de deuxième puissance mondiale au sein d'un monde bipolaire à celui d'Etat et de puissance moyenne dans un monde perçu selon les périodes comme unipolaire ou multipolaire³⁰. L'orientation de la politique étrangère russe a été caractérisée par une domination unilatérale des idées libérales occidentalistes³¹.

Les idées dominantes dans les débats de politique étrangère envisagent la Russie comme une nation occidentale, capitaliste orientée vers l'économie de marché sans visée expansionniste, autrement dit un état pacifiste et consensuel dans un monde pacifique dirigée par l'égalité des États et la diplomatie. La position du gouvernement reflète ces idées, tout comme ses politiques, qui ont porté principalement sur le développement de

²⁹ GATELIER K., «Les relations Russie-Asie centrale : entre souveraineté et interdépendance. La Résurgence de la Russie?», » Agir n°45, 2011, p.29

³⁰ Anne de TANGUY, « Moscou et le monde, ambition de la grandeur : une illusion ». Dans Anne de TANGUY, « La Russie et ses frontières, vingt ans après l'éclatement de l'empire soviétique ». Science Po, CERI. Septembre 2009, p.2

³¹ JACKSON N. J., « Russian foreign policy and the CIS: theories, debates and actions ». *Routledge*, 2003, p.52

relations étroites avec l'Occident, y compris le retrait militaire, l'acceptation de la défaite du communisme et de la négligence des anciens Etats soviétiques.

Il y a peu de différence entre les années d'Eltsine et de Poutine dans la présentation de la politique étrangère. Tout au plus peut on affirmer que l'illusion et la fabrication de mythes qui ont dominé tout au long des années 1990 a été abandonnée au profit d'une approche plus transparente. Mais il y a eu une transformation dans la façon dont la politique est décrite à un public national et surtout international. Alors que sous Eltsine, la diplomatie publique de Moscou a été marquée par l'utilisation intensive de la langue dramatique et symbolique et de communication d'un dynamisme de surface qui sont souvent masqués l'inaction politique, l'approche de Poutine a été pragmatique, avec l'illusion et la fabrication de mythes en supposant des formes plus sourdes mais efficaces³².

Section1 L'évolution de la politique étrangère de la Russie post-soviétique

En 1991, l'Union soviétique démantelée en quinze nouveaux États. Comme ancienne république dominante de l'Union soviétique, la Fédération de la Russie a héritée de nombreuses difficultés comme les responsabilités et les défis. En termes des affaires étrangères, la Russie a été soudainement confrontés à se développer quasiment de zéro, les politiques vers les quatorze États nouvellement indépendants. Toute une gamme de relations politiques, économiques et militaires a dû être forgé et anciens liens soviétiques démantelés ou reconstruit. La mise en place d'une politique nouvelle a été encore compliquée par le fait que la Russie subissait sa catastrophe économique et crise d'identité interne suite à l'effondrement de l'union soviétique.

³² JACKSON N. J. op. cit. p. 52

§1 Les idées et les orientations de la politique étrangère de Russie post – soviétiques

Pour faciliter le passage a notre but, nous avons décidé d’analyser l’évolution des idées et des orientations de la politique étrangère de Russie post – soviétique. Respectivement comme la majorité des chercheurs nous allons les regrouper en quatre étapes:

La première étape (1990-1993). Une période très courte dans laquelle les idées libérales occidentaliste ne sont pas encore sérieusement contestées ni par les événements ou d'autres façons de penser³³. L'opposition politique n'avait pas encore eu le temps d'organiser, de développer, ou de transformer publiquement leurs idées sur la position de la politique étrangère. Comme pour les «réformateurs» qui ont eu la totalité du pouvoir politique au sein du gouvernement, ils avaient peu d'occasions d'institutionnaliser les idées libérales occidentalistes. Même avant l'effondrement de l'Union soviétique, les politiciens réformistes dominaient le gouvernement russe sous l’influence de la nouvelle pensée du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Ils ont estimé que la puissance militaire, l'expansionnisme géopolitique et la construction d'un empire sont dépassés et coûteux³⁴ . .

Les Etats nouvellement indépendants n'étaient pas considérés comme une priorité immédiate, bien que Kozyrev ait proposé que la Russie établisse à long terme une intégration militaire et économique à travers les institutions de la CEI³⁵. D'autres sympathisants de l'orientation occidentaliste libérale, ont convenu que l'accent devrait être mis sur la CEI, mais ont fait valoir qu'elle devrait être plus qu'une institution provisoire qui permettrait la désintégration pacifique de l'ex-URSS. Ces idées générales ont été soutenues par les médias, qui ont été en grande partie dans les mains des réformateurs qui ont promu des politiques similaires. L'argument était que la Russie doit se débarrasser de sa mentalité impériale et plutôt se concentrer sur les réformes économiques intérieures nécessaires pour le développement des relations bénéfiques dans la région post-soviétique. Eltsine lui-même

³³ SAKWA R. “*Russian Politics and Society*”. Routledge. Second edition 1996, p. 42

³⁴ JACKSON N. J. op. cit. p. 54

³⁵ OLIKER O., CRANE K., Lowell H. Schwartz, YUSUPOV C., « *Russian Foreign Policy: Sources and Implications* ». Rand Project Air Force, p.93

expliqué que la Russie n'est plus le centre d'alimentation principale d'un énorme empire communiste.

Kozyrev et Eltsine faisaient constamment la référence à des normes internationales (telles que la protection des droits de l'homme). Ce retournement spectaculaire de la pensée soviétique traditionnelle, pour obtenir l'approbation de l'Ouest et l'aide financière, signifiait que même l'adhésion à l'OTAN a été vue comme un objectif à long terme, et que la proposition (alors populaire) pour unir les états slaves la Biélorussie et l'Ukraine a été rejetée.

Les débats de plus en plus complexes et conflictuels comme un éventail plus large et plus développé des idées alternatives ont été exprimées. Les idées libérales occidentalistes ont progressivement perdu leur monopole et les nationalistes pragmatiques sont devenues ascendantes. Les notions de «*renaissance nationale*» et d'«*unicité de la Russie* » ont été introduites dans le débat politique par les députés dans le Parlement russe et des comités parlementaires. Leurs défenseurs sont aussi bien des démocrates désillusionnés, d'anciens communistes (qui ont maintenant préconisé le nationalisme au lieu d'un retour du Parti communiste) et les membres du complexe militaro-industriel.

Le débat de la politique étrangère est centré sur la création des lignes directrices pour la politique étrangère russe. Ce débat conceptuel conduit à diverses nouvelles propositions et finalement à 1993, le gouvernement adopte un Concept de politique étrangère et de la doctrine militaire³⁶. Le projet de tous les concepts a tenté de délimiter globalement de nouveaux intérêts de la Russie au sein de la CEI. Ils étaient tous fondés sur le rejet de l'ancien communisme sur le plan idéologique et ils ont donné la priorité aux préoccupations internes (politiques, sociales et économiques) sur les objectifs externes.

Avec la priorité résolument mise sur le développement national, la préservation de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie a été jugée essentielle. L'abandon de la quête ancienne de l'URSS d'être une superpuissance mondiale signifiait que les intérêts russes de sécurité les plus vitaux sont maintenant largement admis que la stabilité, la paix et le développement de relations étroites avec ses voisins et des sujets historiques - en d'autres termes, les anciens États soviétiques. Tout simplement parce que l'URSS avait été

³⁶ MELVILLE A. and SHAKLEINA T., *Russian foreign policy in transition: concepts and realities*, op cit. p.27

un empire terrestre, toute perturbation ou le chaos dans ses anciennes colonies serait une menace très sérieuse.

Le député, Fiodor Shelov-Kovedyaev, l'un des premiers à donner la priorité à la question de la sécurité aux frontières russes et les conflits régionaux dans la CEI, a fait valoir sa position contre l'approche du pouvoir. Au lieu de cela, il a soutenu le maintien du *statu quo* et a préconisé des actions diplomatiques progressives et cohérentes vers les Etats de la CEI. Ce projet a ensuite été synthétisé par le Ministère des affaires étrangères (MAE) et le parlement commission des affaires étrangères, dont le chef Evgueni Ambartsumov, avec son conseiller Migranyan Andrannik³⁷, a fait valoir que l'ensemble post-soviétique devrait être inclus dans la sphère des intérêts vitaux russes.

Le concept, décrit ci-dessus, a été finalement approuvé par le Parlement en Octobre 1992, et a été publié en Janvier 1993 mais n'a toutefois jamais été adopté officiellement³⁸. La version finale du projet de concept MAE a néanmoins été le premier signe concret d'un changement de la politique officielle occidentaliste libérale jusque-là. Il décrit les diverses dimensions des étrangers de la Russie et la politique de sécurité mais s'est concentré principalement sur la coopération et l'intégration avec les États de la CEI. Dans les relations au niveau bilatéral et multilatéral et l'usage légitime de la force dans des cas extrêmes³⁹, la priorité de la Russie devrait être de préserver son intégrité territoriale, se concentrer sur les Etats étrangers proches et de maintenir la possibilité d'utiliser la force⁴⁰.

La doctrine militaire russe a été similaire à la notion de politique étrangère, et a également été rédigée par le Conseil de sécurité. Elle n'a été adoptée qu'en 1993, même si de nouvelles forces armées russes avaient été créées en mai 1992. La doctrine militaire, aussi, a été écrite dans un ton un peu autoritaire, dépeignant la Russie comme une puissance émergente face à de multiples menaces grande et avec un accent particulier sur l'importance du maintien d'une sphère d'influence dans les anciens États soviétiques (par opposition à l'accent anciens à l'Ouest).

³⁷ MIGRANYAN A., "Rossiya i blizhnee zarubezhe", (Russie et l'étranger proche) *Nezavisimaya gazeta*, 12 Janvier 1994, pp. 1-4. Le Conseiller de Président qui a utilisé le terme d' « étranger proche »

³⁸ MIGRANYAN A., "Vneshnyaya politika Rossii: tri vzglyada" (La politique étrangère de la Russie: trois regards), *Moskovskie novosti*, n°1, 3 January 1993, p. 13

³⁹ Le concept de politique étrangère de la Fédération de Russie en 1993. Концепция внешней политики Российской Федерации // Дипломатический вестник. — 1993. — № 1-2. С. 3.

⁴⁰ Ibid.

La doctrine militaire a affirmé que la Russie avait le droit d'intervenir dans la CEI, tout en soulignant que cela ne devrait être fait qu'en conformité avec les documents internationaux et de manière appropriée sur la base d'un accord mutuel. Le conseil de sécurité a commencé à travailler sur la doctrine militaire en avril 1993 ; les événements en Moldavie, au Tadjikistan et en Géorgie ont nécessité de procéder à certaines modifications dans la doctrine⁴¹. Le projet définitif a permis l'utilisation légale des forces armées dans les opérations de maintien de la paix au sein de l'ex-république soviétique et a reconnu que la force était légitime si elle est utilisée en réponse à la suppression des droits, libertés et intérêts légitimes des citoyens russophones dans les Etats étrangers.

Par ailleurs, sous la nouvelle doctrine, les forces russes pourraient être déployées à l'extérieur du pays pour sauvegarder la sécurité soit de la Fédération de Russie ou de l'une des autres anciennes républiques soviétiques⁴². Ainsi, la doctrine indique la volonté de maintenir une forte capacité offensive étant donné le fait que les frontières entre la Russie et ses voisins très instables, les anciens États soviétiques, ont été très perméables.

Le projet officiel a également proposé la création des forces mobiles et de maintien de la paix plutôt que le maintien de forces permanentes à grande échelle. Quand elle a été adoptée, la Doctrine militaire de 1993 a été généralement considérée comme très agressive, car elle pourrait justifier une domination militaire future au sein de la CEI. Cependant, en fait, plutôt que d'établir un nouveau plan d'action, la doctrine a formellement légitimé et justifié le rôle que les forces armées russes avait déjà joué dans l'ancienne région soviétique tout en laissant entendre que le gouvernement continuerait à soutenir de telles actions.

Malgré les controverses sur l'effet de la Doctrine militaire, depuis ses débuts il a été envisagé comme un document de développement et son importance réside ici dans son indication d'un abandon de la domination des libéraux et des vues occidentalistes. A la suite de son adoption, la doctrine a été citée par les politiciens dans les débats sur ce qu'il faut faire dans la CEI et aussi pour justifier l'utilisation par la Russie de la force pour maintenir le contrôle à la fois au sein de ses frontières (en Tchétchénie) et dans la CEI.

⁴¹ JACKSON N. J., op. cit.

⁴² GRACHEV P., *Nezavisimaya Gazeta*, 9 June 1994, 1, 5. (Grachev Pavel est le ministre de la Défense)

Ministre des affaires étrangères Kozyrev signale un changement dans les intentions de la politique étrangère en Octobre 1992 quand il fut contraint de défendre les politiques de son ministère dans un discours d'Etat. Tout en continuant à s'opposer à l'adoption de ce qu'il appelle une politique étrangère unilatérale « eurasianiste », il a convenu avec ses adversaires que la Russie devrait se concentrer sur l'étranger proche et développer un rôle de propagateur de la paix dans les anciennes républiques soviétiques. Kozyrev a souligné que la Russie n'avait pas le droit moral de rester indifférente aux demandes d'aide et de la force préconisée dans des circonstances spéciales⁴³.

Sous la pression des élites politiques et parce qu'il avait peu d'options, le gouvernement a adopté des idées nationalistes pragmatiques. Ces idées suggérées se veulent une réponse aux problèmes émergents de l'élaboration des conflits militaires⁴⁴:

- ils ont inclus la réalité des 25 millions de russophones de la diaspora ;
- de la difficulté du retrait militaire russe des ex-républiques soviétiques ;
- dépendance économique dans la région;
- les dangers et les conséquences de l'absence de contrôles aux frontières et
- l'instabilité politique dans la région.

La deuxième étape (1993-1996). L'adoption de la doctrine militaire de Novembre 1993 à Juin 1996. L'élection présidentielle⁴⁵, a été caractérisée par le déclin de nombreuses idées libérales occidentaliste dans les débats politiques étrangers et de la poursuite des idées fondamentalistes nationalistes. La nostalgie du passé et la nostalgie de statut de grande puissance ont été exploités par les membres de l'élite à travers le spectre politique. A ce stade, le débat général et ensuite préalablement conceptuelle est devenu de plus en plus concernés par les questions plus pratiques et spécifiques de la participation de la Russie dans l'étranger proche.

⁴³ JACKSON N. J., op. cit. p. 67

⁴⁴ MELVIN N., "Russians Beyond Russia: The Politics of National Identity", London: RIIA, 1995.

⁴⁵ 1996 Eltsine réélu pour un second mandat présidentiel. Il demission en 1999 en raison de sa santé.

Durant cette période, les quelques libéraux occidentalistes ont abandonné leurs accents unilatéraux sur les relations avec l'Occident. Au lieu de cela, ils ont appelé à long terme à une réintégration volontaire avec notamment les Etats de la CEI et une implication accrue dans le règlement des conflits de la CEI, et étaient généralement plus ouvertement nostalgiques de la fin de l'Union soviétique.

Par exemple, député à la Douma, Mikhaïl Mitiokov du Choix démocratique de la Russie, a plaidé pour l'intégration dans la CEI, qui doit être le résultat naturel de l'intégration économique et politique. Anatoli Tchoubaï, aussi a sauvegardé à ce sentiment, en faisant valoir que la réintégration de certains des anciens Etats soviétiques doit procéder volontairement, mais les coûts pour la Russie seront considérables. De même, Gavril Popov, ancien maire de Moscou et dirigeant du Mouvement de la Russie pour la réforme démocratique de l'organisation politique a déclaré que, « *La division des républiques de l'ex-URSS est une situation temporaire, une division interne temporaire. Nous devons cesser de subventionner les autres Etats où les minorités russes sont opprimées* ». La guerre en Tchétchénie a été utilisée comme un exemple de ce qui se passerait si la Russie n'avait pas cherché à maintenir la paix⁴⁶.

La force n'était pas une solution de la guerre en Tchétchénie, beaucoup ont tenté de promouvoir la position de négociation. Cette attitude témoigne d'un adoucissement de la Russie sur le thème de l'influence à l'égard de l'étranger proche. Néanmoins, la rhétorique anti-occidentale était encore forte et les débats de politique étrangère ont continué à se centrer sur l'étranger proche. La position du gouvernement reflète ces idées et vise à définir et à limiter les intérêts russes dans la CEI, pour résoudre les conflits sur ses frontières et à suivre un unique pro-russe de politique dans un monde multipolaire.

Les idées fondamentalistes nationalistes ont continué à exister à ce stade, mais elles ont généralement été moins virulentes et exprimées de manière plus nuancée. Plusieurs groupes politiques, y compris le Parti communiste et le Parti libéral démocrate, ont continué à affirmer que la Russie doit sécuriser et qu'elle mérite ce statut comme grande puissance⁴⁷. Ils ont soutenu que la force était nécessaire afin de protéger les intérêts russes,

⁴⁶ M. McFaul, "The Formation of the Political Party System in Russia, Moscow", Carnegie Endowment for International Peace, 1998

⁴⁷ KHAMRAEV V., *Segodnya*, Février 1995, p.3

que leur point de vue a été validé par les conflits dans les Etats de la CEI, et ils ont aussi continué à blâmer l'Occident pour tous les problèmes de la Russie (comme beaucoup d'autres politiciens à ce stade).

Alexandre Soljenitsyne a préconisé le retrait complet militaire de la Transcaucasie et l'Asie centrale. Ses idées caractérisent une version de la pensée isolationniste nationaliste. « *Le monde musulman est en pleine croissance. Ce sera le grand phénomène de XXIe siècle. . Nous ne devons pas le toucher* »⁴⁸. Toutefois, il se mit à préconiser la création d'une alliance uniquement avec les États slaves de Biélorussie, d'Ukraine et du Kazakhstan. « . . . *notre objectif primordial suprême et est de préserver notre peuple . . . pour préserver leur existence physique, leur culture et leur territoire* ». S'agissant des Ukrainiens et des Biélorusses, Soljenitsyne a écrit: « *Nous sommes des peuples frères qui doivent être ensemble, comme pour le Kazakhstan, en aucun cas ne doit-on fuir. Au Kazakhstan, les Kazakhs représentent à peine 40 % de la population. Les autres 60% sont non-Kazakhs* »⁴⁹.

De même, l'opinion militaire, quoique divisée, est devenue de plus en plus méfiante au sujet de l'augmentation des engagements russes dans les Etats de la CEI. Pour citer le colonel général Boris Pyankov: « *Nous ne sommes certainement pas prêts à unir nos forces armées aujourd'hui, que signifierait pour effrayer le monde et notre présent des partenaires de l'OTAN* »⁵⁰. Il a également réprimandé les autres pays de la CEI qui ne sont pas pour le partage du fardeau de la paix. Il a appelé le personnel pour la coordination de la coopération militaire entre les États de la CEI une institution de l'espoir pour devenir le centre d'un nouveau bloc politico-militaire, peut-être parallèle à l'OTAN.

En 1994 Migranyan rapporte que la Russie et l'étranger proche⁵¹ lui-même méritent d'avoir développé l'idée principale dans le Concept de politique étrangère de 1993, que les intérêts vitaux de la Russie sont situés dans les anciennes républiques de l'Union soviétique. Il a également soutenu que l'intervention russe pour sécuriser ses intérêts particuliers dans la région, par des moyens militaires si nécessaire, doit être légitimée.

⁴⁸ SOLJENITSYNE A., « Give the People Power », *Pravda*, 2 Novembre 1995

⁴⁹ JACKSON N. J., op. cit. p.55

⁵⁰ PYANKOV B., 'Military Cooperation from the Viewpoint of the Coordinating Staff', *Nezavisimaya Gazeta*, 4 June 1995, p. 3.

⁵¹ MIGRANYAN A., « Russia and Near Abroad », *Nezavisimaya Gazeta*, 12 January 1994

Un groupe nationaliste pragmatique qui pousse à des politiques qui ont influencé le débat, si ce n'est la politique réelle, a été dirigée par Arkadi Volski (un des fondateurs du club «*Forum pour nouvel accord*») ⁵² et les communistes unis modérés et les partis socialistes de tous les ex-républiques soviétiques. En Juin 1995, à une réunion du Forum, ils ont fait valoir qu'il était temps d'arrêter de parler d'idées intelligentes mais qu'il fallait les mettre en action. Volsky a suggéré que la Russie abandonne l'expression ancienne Union soviétique pour ne parler que de la future Union ⁵³. En vain, le Forum plaide pour la création d'une «Communauté eurasienne» et a appelé à l'échelle nationale des référendums sur la question. Membre du Forum Nikolaï Ryjkov favorisé la création d'une structure administrative qui pourrait organiser et d'unir les partisans de la nouvelle communauté.

En général, cependant, les nationalistes pragmatiques ont désormais préconisé des politiques basées sur une «*idée nationale modérée et l'isolationnisme*». Les frontières de la Russie étaient généralement acceptées comme celles de la Fédération de Russie, bien que les différences dans les visions existent encore. Selon Vitaly Tretiakov, rédacteur en chef de *Nezavissimaïa Gazeta*, «*il est évident pour moi que l'empire russe, l'Union soviétique et la Russie d'aujourd'hui sont une seule et même chose . . . pour moi, cela signifie un État* ».

Pendant ces années, une autre des idées clés de l'orientation pragmatique nationaliste, la défense de la diaspora russe et russophone, est devenue largement accepté dans la rhétorique si elle n'est pas pratique. Le Congrès des communautés russes (CCR), par exemple, a été formé afin de protéger les droits, et de renforcer les liens avec les diasporas russophones de la CEI. La CCR a été créé par Dmitri Rogozine, en 1993 ⁵⁴, puis dirigé par Iouri Skokov.

Outre leur défense orale des diasporas, des actions concrètes du Congrès ont consisté à appliquer une influence politique. Par exemple, le 18 mai 1995, la CCR a envoyé avec succès un appel au président Nazarbaev au Kazakhstan dans la défense de Boris Suprunyuk, chef de la communauté russe du Nord du Kazakhstan, qui a été arrêté

⁵² *Segodnya*, 12 June 1994, p.2

⁵³ *Segodnya*, 21 June 1995, p. 2

⁵⁴ LARUELLE M. op. cit. p.

dans ce qu'ils appellent une politique de «*génocide contre les non-Kazakhs et de mépris général pour les droits humains* ».

En dehors du Congrès, divers moyens ont été débattus sur la façon dont le gouvernement russe pourrait fournir différentes formes d'aide pour les russophones qui souhaitent revenir en Russie. Alexeï Arbatov, par exemple, a proposé un parrainage par l'État et des programmes d'immigration pour les russophones⁵⁵. La dépense, selon lui, serait certainement grande, mais elle était absolument nécessaire. Selon lui, un tel programme réduirait immédiatement les tensions à la fois dans les attitudes des russophones à l'étranger et dans les relations de la Russie avec ses voisins. Arbatov a fait valoir que la présence militaire russe ne pouvait pas résoudre ce problème.

Après l'adoption du Concept de politique étrangère et de la doctrine militaire en 1993, ministre des Affaires étrangères Kozyrev a tenté de donner crédit au gouvernement en introduisant la « doctrine Eltsine » le terme pour décrire ce qu'il appelait maintenant la Russie spéciale des intérêts de sécurité dans l'étranger proche⁵⁶. Dans un discours prononcé en 1994, Kozyrev affirmé que, *l'Etats de la CEI et les pays baltes constituent la zone de concentration des intérêts vitaux de la Russie. C'est aussi la région à partir de laquelle les principales menaces émanent de ces intérêts. . . . Je pense que poser la question sur le retrait complet et suppression de toute présence militaire russe dans les pays de l'étranger proche est un cas extrême, si elle n'est pas extrémiste, la suggestion comparable à l'idée d'envoyer [russe] des réservoirs à toutes les anciennes républiques d'établir il y a un peu d'ordre impérial*⁵⁷.

L'engagement du gouvernement pour des solutions de force comme une option réaliste pour sécuriser les objectifs semblait également être renforcé par la décision d'Eltsine en 1993, d'utiliser l'armée dans son affrontement avec le Parlement et plus tard dans la guerre tchéchène de 1994-1996. Sur la question de la protection de la diaspora russe, les documents gouvernementaux ont généralement ignoré cette question spécifique. La position du gouvernement était que la Russie avait le droit de protéger les Russes à

⁵⁵ ARBATOV A., "Imperial Infantilism and Russia's National Interests", *Nezavisimaya Gazeta*, 24 June 1995, 1-2

⁵⁶ KOZYROV A., "Russia's Peacekeeping Role in the CIS", *Nezavisimaya Gazeta*, September 1993, p. 1

⁵⁷ Kozyrev's speech 1994 to the CIS and Baltic ambassadors in Pushkov, *Moskovskie Novosti*, no. 4, 23-30 January 1994, p. 13

l'étranger mais le principe de base était que les diasporas devraient être intégrées dans leur pays de résidence⁵⁸.

En 1995, Kozyrev a adopté le langage de ses adversaires et une position pragmatique des idées nationalistes pour critiquer la Douma d'Etat parce qu'elle ne faisait pas passer une loi sur les opérations de maintien de la paix. Plus tard, parlant au Conseil de la Fédération, il a souligné avec force que la Russie n'avait pas d'ambitions impériales, mais espérait rassembler les anciennes républiques soviétiques. Il a demandé à des hommes politiques de soutenir les actions de maintien de la Russie et l'établissement de bases militaires. Il a également déclaré que la Russie est prête à faire tous les efforts pour combattre la lenteur de certains états de la CEI à rejoindre l'OTAN.

À l'époque, l'attitude officielle russe à l'égard de l'OTAN a été de plus en plus négative. L'OTAN a été accusée d'être attachés aux stéréotypes du bloc de pensée et la Russie était indécise quant à l'étendue de son engagement au Partenariat pour la Paix (PPP).

Du son côté, Primakov⁵⁹ a fait valoir que les réalités géopolitiques de la région (y compris l'augmentation du nombre d'États possédant ou susceptibles de posséder des armes nucléaires) ont été l'impulsion donnée aux états de la CEI pour créer un espace commun de défense pour assurer leur sécurité⁶⁰. Les zones de conflit en Europe centrale et une partie de la périphérie de l'ex-URSS sont en pleine d'expansion. Primakov a soutenu que les causes de ces conflits ont été que les états-frontières de la CEI hautement armées, l'Afghanistan, l'Iran et la Turquie, voulaient étendre leur influence dans la région et que l'extrémisme islamique prenait de l'ampleur. Il a conclu que, par conséquent les conflits entraîneraient des réactions disproportionnées. En mai 1996, le Conseil sur la politique étrangère et de défense a publié un document sur les relations de la Russie avec les Etats de la CEI qui a réaffirmé la priorité stratégique de la Russie d'être, d'abord, maîtresse de sa stabilité intérieure et, en second lieu, de l'étranger proche.

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ PRIMAKOV, *Izvestiya*, 6 March 1996, p. 3.

⁶⁰ Des accords – cadres sur la défense aérienne commune (février 1995)

La troisième étape (1996-2000). La recherche officielle pour définir la Russie et ses intérêts pragmatiques basés sur des idées nationalistes ont continué même après l'élection présidentielle en juin 1996. L'Eltsine nouvellement réélu⁶¹ a apporté avec lui un nouveau gouvernement de jeunes réformateurs choisis principalement pour résoudre les problèmes économiques de la Russie. En conséquence de ces nouvelles priorités, la politique étrangère de la Russie est devenue plus pragmatique, par exemple dans sa recherche de politiques, par opposition à des solutions militaires aux conflits de la CEI. En 1996, la nomination de Primakov comme ministre des Affaires étrangères de la Russie nouvelle semblait avoir tant réfléchi et a encouragé la consolidation du consensus politique étrangère de l'élite politique.

Après la nomination de Primakov, les intérêts russes étaient liés à sa sécurité, les relations économiques et psychologiques avec la CEI y étant naturellement associées. Primakov a toujours soutenu que la Russie était l'état dominant dans la région et que par conséquent la Russie doit être reconnue comme un partenaire nécessaire à l'activité politique, économique et militaire en Eurasie. Autrement dit les tentatives de la Russie à rétablir une partie de son statut international est de restaurer son rôle comme un acteur central dans l'espace post-soviétique. Toutefois, sa stratégie reste controversée en raison de ses discours politiques officiels, Moscou continue de flirter avec l'idée de créer une alliance euro-atlantique, ce qui inclurait la Russie⁶².

La vision du monde par le nouveau gouvernement russe a été celle d'un monde multipolaire avec la Russie comme partenaire égal de l'Amérique. Les représentants du gouvernement n'ont défini que la Russie a pour objectif les intérêts suivants au titre de sa politique étrangère⁶³:

- un besoin de développer des relations étroites avec les Etats de la CEI considérées comme vitales pour les intérêts russes;
- à promouvoir la paix dans la région;
- de continuer à développer les relations avec les Etats-Unis;
- de créer de nouveaux liens en Asie et au Moyen-Orient.

⁶¹ Il obtient plus de 53% de vote contre 40% le leader de parti communiste de la Russie, Ziouganov G.

⁶² LARUELLE M. « Rossiya v Sentralnoy Asii : davnya istoriya, novie trudnosti » (La Russie en Asie centrale : longue histoire, de nouveaux défis), EUCAM (EU-Central Asia Monitoring), Octobre 2009, p. 5.

⁶³ Le concept de la politique étrangère en 1993

La politique étrangère de la Russie envers les Etats de la CEI⁶⁴ pendant la période de la fin de 1993 à 1996 évolué parallèlement à l'évolution conceptuelle générale dans les lignes directrices de la politique étrangère de 1993. Bien que les déclarations du gouvernement aient souvent été beaucoup plus agressives que ses décisions effectives, les politiques ont généralement suivi les contours du nationalisme pragmatique. La Russie a activement cherché à consolider son statut de grande puissance régionale⁶⁵. Les intérêts ont été définis géopolitiquement, l'armée a été utilisée pour sauvegarder l'intégrité de la Russie et maintenir la paix dans la CEI et des mesures ont été prises pour décourager la désintégration de la CEI.

Il y a eu des tentatives aussi pour développer les politiques proposées dans la doctrine militaire de 1993, mais toutes n'ont pas réussi. Les troupes russes ont continué à patrouiller aux frontières de la CEI (bien que leur nombre n'ait pas augmenté), les bases militaires ont été maintenues et la Russie a conservé son statut de détenteur unique de l'énergie nucléaire dans la région. Des efforts infructueux ont été faits pour créer un système collectif de défense.

En dépit de ces initiatives politiques, il n'y avait pas une seule politique globale et cohérente vers l'étranger proche comme un tout au cours de cette période de trois ans, et les politiques russes ont varié par région et par sujet. Le résultat a été une politique étrangère d'engagement sélectif. Au cours de ces années, l'humeur de plus en plus isolationniste de l'élite politique et publique, et la prise de conscience croissante que la Russie manquait de ressources adéquates, a engendré des politiques qui, dans de nombreux cas, ont été calculées afin d'éviter des engagements coûteux.

Ainsi, malgré les déclarations de politique affirmant que l'intégration de la CEI militaire et économique et la protection de la diaspora seraient vigoureusement poursuivis, ils ont eu des résultats limités. Le seul domaine où la Russie n'a généralement pas manqué de force pour poursuivre ses intérêts était en engagement militaire dans les conflits en ex-républiques soviétiques. Toutefois, le gouvernement a également voulu pour voir la CEI

⁶⁴ BATYUK V., "Russia and the CIS: Does the CIS exist anymore?" p. 33

⁶⁵ JACKSON N. J., *op. cit.* p.60

comme une structure institutionnelle qui pourrait garantir les intérêts de la Russie dans l'ancien espace soviétique⁶⁶.

La Russie a lancé le développement de l'Union économique de la CEI, promu la coopération militaire à travers le Traité de sécurité collective de la CEI, et en 1994 pour la première fois créé un ministère de coopération avec les États de la CEI. Cependant, les tentatives de la Russie à développer la CEI en une organisation cohérente et viable dans une perspective multilatérale, ce qui pourrait réguler les relations dans l'ancien espace soviétique autour d'un centre russe, a largement échoué. L'intégration de la CEI a été entravée par de nombreuses circonstances: une adhésion différenciée dans laquelle chaque Etat a signé divers accords, l'absence de tout mécanisme d'application et les sensibilités des Etats concernant toute action qui pourrait empiéter sur leur souveraineté nationale.

En 1994, l'adhésion de la CEI a augmenté pour englober toutes les anciennes républiques soviétiques à l'exception des États baltes. Il y avait, cependant, aucun consensus quant à sa forme ou pouvoirs. D'autre part, les liens bilatéraux ont augmenté et permis à la Russie de poursuivre une approche différenciée pour les Etats de la CEI en fonction des intérêts de la Russie et des intérêts de chaque Etat en particulier. Les concepts théoriques de 1993 ont identifié la paix dans le pays de la CEI comme l'un des plus grands intérêts de la Russie⁶⁷. La politique russe a adhéré à ce principe que la Russie était politiquement et militairement impliquée pour aider les Etats de la CEI, où des conflits ont surgi. Cependant, la Russie s'est retirée des États baltes, où il n'y avait pas de conflits militaires. Les troupes russes ont quitté la Lituanie en Septembre 1993, et la Lettonie et l'Estonie à la fin du mois d'août 1994. Les politiques russes au cours de cette étape ont également continué d'être orientés vers la préservation des relations amicales avec l'Occident (ce qui est cohérent avec les idées nationalistes pragmatiques)⁶⁸.

⁶⁶ La CEI comme une sorte de paradoxe: la Russie joue un rôle dominant mais contesté

⁶⁷ Article 2 de la Charte de CEI notamment.

L'une des conséquences de cette expérience est la mise en place d'un cadre normatif assez développé concernant les activités de la paix. Les activités de la paix de la CEI sont régies par trois groupes des documents normatifs. Le premier groupe est constitué des provisions de la Charte de la CEI, du 22 Janvier 1993, et de la Conception de la prévention et de la régulation des conflits dans le territoire des Etats participants de la CEI, adopté le 19 Janvier 1996. Ces documents définissent la stratégie générale de la CEI et les approches communes des Etats membres en la matière. Selon la Charte de la CEI, les Parties prévoient l'utilisation de tous les moyens légitimes afin de prévenir les conflits, notamment sur les bases ethnique et confessionnelle.

⁶⁸ *Nezavisimaya Gazeta*, 14 Mars 1995, p.1-2

Pendant toute la période, les actions russes pour protéger les diasporas russophones dans les pays de la CEI ont été moins agressives que la rhétorique du gouvernement. Aucune action concrète n'a été prise pour les régions qui tiendront le plus grand pourcentage des russophones: les pays baltes, le nord du Kazakhstan et de la Crimée. Il y avait en général une pression politique pour donner un traitement spécial pour les diasporas russophones, mais les résultats concrets ont été seulement que le Turkménistan a accordé à sa minuscule population russe le droit à la double nationalité, et le Kirghizistan et le Kazakhstan ont fait du russe la langue officielle de l'état.

En termes d'intégration économique, une multiplication des politiques bilatérales a été mise en place en dehors du cadre de la CEI. Dans toute la région commerciale de la Russie avec les Etats de la CEI a diminué dans les années après l'éclatement de l'URSS, mais les exportations vers les pays de la CEI a lentement commencé à augmenter après 1994. En 1994, la Russie a exporté 14,5 milliards de dollars pour les Etats de la CEI, et cela a augmenté à 17,6 milliards de dollars en 1996. Le commerce de la Russie avec ces pays a également continué d'augmenter de 53 milliards de dollars en 1994 à 71 milliards de dollars en 1996⁶⁹.

Malgré les incohérences et les échecs, et malgré les différences entre son émission et une zone en particulier, la Russie avait développé une sorte de sphère d'influence à travers l'ancienne Union soviétique. Le plus pro russe de ces états a été la Biélorussie, et les deux Etats ont signé un accord sur l'union monétaire en avril 1994, bien qu'il n'ait pas été mis en place à ce stade. L'Ukraine, d'autre part, a constamment frustré les aspirations russes à créer un noyau slave au sein de la CEI, et a refusé d'aider à développer ou de rejoindre un système de sécurité. D'autres Etats de la CEI ont également été réticents à partager toutes les charges financières ou de paix.

Lorsque Primakov est devenu⁷⁰ ministre des Affaires étrangères en 1996, la politique étrangère russe est devenue de plus en plus centrée sur les préoccupations pragmatiques telles que le pétrole et les intérêts financiers⁷¹. De nombreuses politiques ont été initiées qui semblait le signal de nouvelles tentatives d'utiliser la CEI multilatérale pour

⁶⁹ Russia in Figures', *Handbook*, Moscow: State Committee of the Russian Federation on Statistics (Goskomstat), 1999

⁷⁰ SHAKLEINA T. A., op. cit. p.5

⁷¹ JACKSON N. J., op. cit. p.78

développer la réinsertion russe dans l'étranger proche. La sécurité collective a été une fois de plus au sommet de l'ordre du jour, et en Janvier, au niveau des chefs de la CEI du sommet de l'Etat, des plans pour un système unifié de défense antiaérienne ont été approuvés, ainsi que des règles pour traiter les conflits dans la CEI.

En Octobre 1996, le Conseil des ministres de la CEI Affaires étrangères ont convenu de rédiger des documents protégeant les frontières extérieures de la CEI qui avait échoué au passé au Conseil des chefs d'Etat de la CEI en Février 1995. Puis, en avril 1996, un accord bilatéral a été signé entre la Russie et la Biélorussie de créer une communauté d'États souverains. Toutefois, dans l'ensemble, les politiques suivies en Russie larges lignes nationalistes pragmatiques, même si des produits spécifiques ont été variés. Primakov a insisté pour que la Russie s'efforce de devenir un pôle de puissance indépendante dans un monde multipolaire, et qu'elle devrait être principalement motivée par ses propres intérêts de grande puissance, non pas par le désir d'être une partie de l'Occident. Le plan de Primakov a été pour que la Russie r contrebalance l'Occident, en particulier les Etats-Unis, en entrant dans des alliances avec des nations non occidentales, comme la Chine et l'Inde⁷²; en modernisant l'économie russe, et en renforçant sa capacité d'organiser et de contrôler l'espace post – soviétique.

L'approche de Primakov a également soutenu une coopération limitée avec l'Occident, mais il a insisté pour que dans chaque cas de la coopération internationale, l'égalité absolue du pouvoir doit exister entre les parties. Cette vision d'une grande puissance d'équilibre a été inspirée par les thèses russes et européennes de grande puissance et par la diplomatie traditionnelle. La nouvelle coalition d'industriels militaires, l'armée et les services de sécurité ont adopté cette vision. Certains d'entre eux ont partagé la vision de fierté blessée après la perte significative de territoires provoquée par l'effondrement soviétique. D'autres ont été déçus par l'échec du partenariat avec l'Occident dans les années 1990 pour apporter des améliorations visibles dans le niveau de vie ou pacifier les conflits militaires à la périphérie de la Russie. D'autres encore ont vu un potentiel jusqu'ici largement ignoré pour générer des revenus par le développement de nouvelles technologies et l'exportation des armes conventionnelles.

⁷² IWASHITA Akihiro, "Primakov Redux? Russia and the "Strategic Triangles" in Asia", p.3

Dans la plus dure des visions néo-impérialiste, l'identité culturelle de la Russie est non seulement nettement différente de l'Occident, mais est en réalité anti-occidentale. La réponse de ce groupe à des dilemmes de sécurité de la Russie a été beaucoup plus agressive que celle du *statu quo* plus orientée de Primakov. Certains de ses représentants soutiennent l'identité de l'empire russe, et leur notion d'équilibre comprend des éléments de l'expansionnisme de la politique étrangère. Dans cette perspective, souvent articulée par Gennadiy Ziouganov, le leader des communistes russes, la Russie doit rétablir l'équilibre perdu de la puissance mondiale.

Les néo-impérialistes estiment qu'il doit rester un organisme indépendant, la civilisation socialiste qui est autarcique, a une économie auto-suffisante, et est généralement isolée de toute influence étrangère de l'Ouest. Cette perspective de politique étrangère a été extrêmement marginalisée. Cependant la concurrence dans le discours dominant national est devenue un concours parmi les intégrationnistes, les équilibreurs de grande puissance, et encore une autre tendance, la grande puissance-normalisatrice. Les partisans de la normalisation de grande puissance ont émergé comme une critique de l'établissement de la politique étrangère d'équilibre de Primakov, qu'ils considéraient comme trop ambitieuse et trop anti-occidentale. Dans ce contexte, les normalisateurs restés philosophiquement proches de la thèse des équilibreurs sont décalés sur les moyens d'atteindre leurs objectifs de puissance comme la stabilité et la souveraineté. Le nouveau consensus pragmatiste a été résumé dans l'influent Conseil des affaires étrangères et de la stratégie politique de défense pour la Russie.

La quatrième étape (à partir de 2000). L'arrivée de Poutine au pouvoir. Cette étape est celle que nous allons détailler tout au long de notre étude.

§2 L' « étranger proche » dans la politique étrangère russe

Le terme de *l'étranger proche*⁷³ apparaît d'une manière éminente dans la pensée politique russe. Il dénote un ensemble de liens matériels, idéologiques et psychologiques que la Russie partage avec les ex-républiques de l'Union soviétique. Le maintien des relations étroites avec ses voisins de l'espace post-soviétique a une raison d'être - stratégique : la continuation de l'influence russe dans les territoires contigus des Etats voisins constitue la profondeur stratégique, nécessaire pour la défense de la Russie.

La Russie et son étranger proche



Source : Internet.

La continuation des similitudes dans les systèmes politiques, économiques et sociaux ainsi que la présence des larges portions de population russophone au sein des pays post-

⁷³ L'expression « étranger proche » est récente et si sa date de naissance reste incertaine, son utilisation est avérée dès 1992: à l'époque de la présidence de Boris Eltsine, le ministre des Affaires étrangères A. Kozyrev l'utilise pour désigner les anciennes républiques soviétiques désormais juridiquement indépendantes, bien que toujours sous l'influence de la Russie. La Communauté des Etats indépendants (CEI) est l'institution qui incarne le mieux cette expression. Voir TOURNON S. dans Revue « *Regards sur l'est* » dossier - la Russie et son étranger proche.

soviétiques crée des liens psychologiques et sociaux entre la Russie et ses voisins⁷⁴. L'importance de l'étranger proche découle de l'intention de faire de la Russie un centre de puissance de la politique internationale. Les pays issus de la décomposition de l'URSS constituent ainsi l'orbite de l'influence russe : ils forment la zone de l'influence de la Russie. L'Asie centrale fait partie intégrante de l'étranger proche. Notamment, le Kazakhstan a une place particulière. La Russie partage avec ce pays une frontière de 7600 kms, la frontière continentale la plus étendue dans le monde. Un tiers de la population du Kazakhstan est composé par des Russes. Boris Eltsine a clairement exprimé en définissant la CEI, forme institutionnelle de cet étranger proche, comme *une formation interétatique unique*⁷⁵.

Marlène Laruelle divise chronologiquement la politique de la Russie envers les russes de *l'étranger proche* en trois phases⁷⁶.

La première, qui s'étend de 1991 à la fin de l'année 1992, est dominée par les partisans d'une vision « *atlantiste* » de la politique russe, pour qui la question diasporique ne constitue pas une priorité. La création du Service Fédéral des Migrations durant l'été 1992 signale l'inquiétude du pouvoir à l'égard des flux migratoires qui commencent à s'amplifier, mais sans que la question du statut spécifique des russes de l'étranger proche ne soit évoquée en tant que telle. En effet, dans les toutes premières années qui suivent la disparition de l'Union soviétique, le sujet de la diaspora est considéré comme en partie tabou dans les milieux du pouvoir aux mains d'Eltsine.

Une deuxième phase se dessine de la fin de 1992 aux événements de l'automne 1993 qui opposent Boris Eltsine au Parlement. Le vote d'une loi restrictive sur la citoyenneté en Estonie, le conflit moldave et le sécessionnisme de la Transnistrie, tout comme les tensions avec l'Ukraine autour du statut de la Crimée, aiguïssent les oppositions internes sur cette question. Alors que les opposants à Boris Eltsine agitent la carte de l'abandon, par le pouvoir, de toute défense des russes, le Président et ses proches sont peu à peu obligés d'évoquer plus clairement leur intérêt pour la situation des russes d'étranger proche.

⁷⁴ LARUELLE M., « La question des Russes du proche-étranger en Russie », *Les Etudes du CERI*, n° 126, juin 2006, pp. 3-4

⁷⁵ CARRERE D'ENCAUSSE H. (académie française), *La Russie entre deux mondes*, Fayard, 2010, pp.110-111.

⁷⁶ LARUELLE M., op. cit. pp. 5-6.

La troisième phase, qui va de l'hiver 1993 à l'hiver 1995, est marquée par le succès de Vladimir Jirinovski⁷⁷ et du Parti communiste aux élections législatives. Toutefois, Andreï Kozyrev, ministre des Affaires étrangères de 1990 à 1996, tout comme Boris Eltsine lui-même, évoquent régulièrement leur souhait de voir l'Etat russe soutenir ses compatriotes. Bien que l'élite politique russe ait été en général d'accord que les conflits d'étranger proche sont une menace pour la sécurité russe. Nicole J. Jackson montre trois principales orientations de la politique étrangère, « *occidentaliste libérale* », « *nationalistes pragmatiques* » et « *fondamentalistes nationales* », dont chacun représente un point de vue distinct sur la façon la Russie doit réagir à des conflits militaires dans les Etats de la CEI⁷⁸.

« *Occidentaliste libérale* »

Les occidentalistes libéraux interprètent la définition de la sécurité pour y inclure les problèmes économiques et politiques ainsi que les questions militaires.

- les conflits de la CEI comme étant uniquement l'un des intérêts de la Russie de sécurité majeure et il faut limiter l'implication de la Russie si cela possible.
- les conflits ont été compris comme étant solubles, et les solutions ne résident pas dans l'usage de la force, mais dans les négociations et les efforts multilatéraux par des organismes comme les Nations-Unies (ONU) ou l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

L'orientation occidentaliste libérale typique de la politique étrangère était fondée sur la prémisse que l'identité de la Russie devrait être définie comme un état civique dans les limites de la Fédération de Russie.

- Cette orientation a été fondée sur l'idée que la Russie tsariste n'était pas utilisable pas plus que l'histoire soviétique pour fonder ses nouvelles politiques, et que l'éclatement de l'Union soviétique était un acte positif.
- Ils sont d'accord avec les objectifs parallèles de la démocratie libérale, les réformes du marché et la hiérarchisation des relations avec l'Occident.
- ils nient la recherche nationaliste pour « idée nationale unique Russe.

⁷⁷ Président du parti libéral-démocrate de Russie (LDPR).

⁷⁸ JACKSON N. J., op. cit.

- ils rejettent l'idée « *eurasiste* » que la Russie pourrait devenir un pont entre l'Europe et l'Asie.
- la Russie était un état normal, sans aucune mission primordiale, dont l'avenir était d'être un état moderne, libéral coexistant dans un environnement international favorable.

Il s'ensuit que les politiciens avec ces points de vue ont développé des positions politiques qui reléguent les relations avec les anciennes républiques soviétiques à une position secondaire vis-à-vis de l'Occident. Leur politique envers l'étranger proche était basée sur les principes de l'égalité des états, la coopération mutuellement avantageuse et de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États. Avec les intérêts russes placés carrément à l'Ouest, la seule menace pour la Russie était réputée être le retour du communisme ou de croissance dans d'autres États.

« *Fondamentalistes nationales* »

Contrairement aux occidentalistes libéraux, les nationalistes nationaux qui regroupaient les nationalistes d'extrême droite et les communistes, croient dans une définition ethnique ou slave de Russie. La frontière de la Russie a ainsi été limitée. Malgré les différences, ils ont convenu que certains événements de l'histoire de la Russie ont été très importants pour l'avenir de la Russie.

- l'effondrement de l'Union soviétique a été négatif et l'Occident était à blâmer pour cela.
- ils acceptent mal que la Russie ait perdu sa grande puissance. Certains ont envisagé même la renaissance de l'Union soviétique.
- ils s'opposent à l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale et au fait de construire des relations avec l'Occident.

Les principales menaces pour la Russie étaient considérées comme venant de l'Ouest ou des États turcophones.

« *Nationalistes pragmatiques* »

Les nationalistes pragmatiques ont été, en substance, les réalistes politiques qui ont plaidé pour une analyse rationnelle des intérêts nationaux et leur défense. Ils ont préconisé une politique étrangère équilibrée pour refléter les besoins réels de la Russie dans des circonstances spécifiques. Ces intérêts spécifiques devaient être issus de l'objectivité des facteurs tels que la géopolitique.

Les nationalistes pragmatiques généralement ont conçu que le monde était organisé selon le principe de « *l'équilibre du pouvoir* » (balance of power) dans laquelle des Etats forts protègent leurs sphères d'intérêts⁷⁹. Contrairement à l'occidentaliste libérale, ils ont identifié des menaces spécifiques à la Russie qui incluait le traitement de la diaspora russe et l'expansion de l'OTAN.

- pour eux, l'identité russe est généralement définie linguistiquement et donc ils ont fortement défendu la défense de la langue russe dans l'étranger proche.
- ils conviennent avec les fondamentalistes nationalistes que l'héritage soviétique et russe historique ne doit pas être complètement rejeté, que l'effondrement de l'Union soviétique était malheureux et que le prestige ancien du pays doit être rétabli.
- ils acceptent l'objectif des occidentalistes libéraux de la démocratie libérale et la marchandisation, mais veulent que le processus de transition à prendre en compte les conditions russes.
- se méfient des relations unilatérales dominées par l'Occident.
- ils envisagent la Russie comme une grande puissance avec ses propres intérêts et une mission en fonction de sa position géopolitique entre l'Est et l'Ouest.
- ils préconisent une politique unique, mais non expansionniste, qui permettrait à la Russie pour retrouver son statut de grande puissance, mais sans empire.
- les intérêts spéciaux russes dans la CEI a été remplacé par intérêts des grandes puissances et la force militaire a été jugée acceptable si nécessaire pour protéger les intérêts nationaux.

⁷⁹ RUMER E. B., "China, Russia and the Balance of Power in Central Asia", *Strategic Forum*, n° 223, 2006, p. 3

L'éruption de conflits dans les Etats de la CEI au printemps 1992 les discussions ont porté sur l'étranger proche. Bien sûr, en proposant la démocratie libérale et les réformes du marché qui prendrait des conditions spécifiques de la Russie en compte, les nationalistes pragmatiques (similaires aux nationalistes intégristes) n'a pas besoin de la cour de l'Occident autant que les *westernists* libéraux ne (soit pour l'aide ou des marchés pour produits russes). Ils ne pouvaient se permettre d'être moins enthousiastes au sujet de l'Occident et de se concentrer plutôt sur les voisins les plus immédiats de la Russie.

Au printemps de 1992, la norme d'orientation pragmatique nationaliste était couramment utilisée pour critiquer le gouvernement. Yevgeny Ambartsumov, membre du parlement et président du Comité du Soviet suprême sur les affaires internationales et des relations économiques extérieures, a succinctement exprimé le mécontentement général aux politiques du gouvernement: «*Nous avons un droit de s'attendre à une plus grande fermeté de notre ministre des Affaires étrangères lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de la Russie dans l' pays de la CEI et les intérêts des Russes, qui sont devenus des étrangers contre leur volonté*»⁸⁰.

Par ailleurs, la Russie doit aussi s'efforcer d'obtenir de la communauté internationale le rôle de garant politique et militaire de la stabilité sur tout le territoire de l'ex-URSS. De même, un autre ardent promoteur des thèses «*nationalistes pragmatiques*» vues, Andrannik Migranyan, a proposé que la Russie établisse une sphère d'influence naturelle sur l'étranger proche. Peut-être le membre le plus influent de l'élite politique, en raison de son poste de conseiller présidentiel, a été Sergei Stankévitch qui a continué à introduire des idées eurasistes (la croyance que la Russie a un place spéciale comme un pont entre Est et Ouest) dans le débat de politique étrangère⁸¹. Stankévitch fait valoir que la Russie doit développer un sentiment d'une mission tout en abandonnant le messianisme du passé. Il a défendu concrètement la réconciliation de l'orthodoxie avec l'islam et le développement de la politique russe dans l'étranger proche, basée sur le traitement de leurs minorités russes dans ces Etats.

⁸⁰ *Rossiiskaya Gazeta*, 13 Avril 1992, p. 2

⁸¹ STANKEVICH S., "Derzhava", *Nezavisimaya Gazeta*, 28 March 1992, p. 4.

En Juillet 1992, le parlement russe a mené en trois jours un débat dans lequel le MAE a été critiqué pour ne pas protéger la diaspora russe dans l'étranger proche, et les discussions ont commencé sur l'opportunité de créer un ministère distinct de la CEI. Beaucoup dans l'opposition politique étaient inquiets que, en l'absence d'une politique concrète, les unités militaires dans les Etats de la CEI ont été laissés sans directives et aussi (plus controversée) a averti que la propagation du fondamentalisme islamique dans le sud ne serait pas freinée. Rouslan Khasboulatov, président du Soviet suprême, a proposé la transformation de la CEI dans une nouvelle Union euro-asiatique pour amener les États de la CEI à se rapprocher.

Les nationalistes fondamentalistes, quant à eux, ont souvent des propositions de politiques irréalistes pour sauver la Russie. Par exemple, l'extrême-droite fasciste du groupe Unité nationale russe (RNE), dirigé par Alexandr Barkachov (qui a été créé en Septembre 1990, mais n'a pas de représentation au parlement) a fait valoir que la Russie doit sauver la civilisation - empêcher la désintégration de la Russie, s'unir sous une seule idéologie construite sur des réalités historiques, et de développer une organisation rigide des Russes solides et les plus actifs. Un autre parti politique, le Parti russe dirigée par Nikolai Bondarek, a également plaidé pour un État ethnique en Russie. Dimitry Vasil'ev et l'organisation Pamyat (Pamyat – Mémoire, mis en place dans les années 1980, ont perdu face à d'autres organisations nationalistes dans les années 1990 mais a continué à organiser des manifestations) a plaidé pour la recréation de l'Empire russe et pour que les Russes ethniques dirigent une nation slave⁸².

Entre mars 1992 et novembre 1993, de nombreux membres de l'élite politique avec des idées libérales occidentalistes ont abandonné et adopté des positions plus nuancées et des opinions modérément nationalistes. Les points de vue nationalistes, qui étaient populaires et plus équilibrés que les idées nationalistes fondamentalistes, ont commencé à proliférer. Elles ont fourni l'orientation pragmatique (mais pas des solutions) pour faire face à la Russie dans son évolution face à de nouvelles réalités externes et internes.

⁸² BARKASHOV A., "Krizis mirovoi tsivilizatsii, rol_ Rossii i zadachi russkogo natsional_nogo dvizheniya" (The Crisis of World Civilization, the Role of Russia and the Russia National Movement), *Russkii Poryadok*, 1-2, 1995, 1, 2

Bien sûr, de nombreuses idées clés préconisées par des *westernists* libérales depuis 1991 (comme l'appui à la souveraineté étatique, l'égalité des nations, les droits humains, droit international et des négociations multilatérales) ont été partagés par les nationalistes pragmatiques et sont fermement reconnus (mais pas toujours pratiqués) dans la politique étrangère russe. Toutefois, l'équipe de Kozyrev avait eu peu de temps ou la possibilité de développer pleinement son projet original ou d'institutionnaliser la politique occidentaliste libérale du programme étranger, et a été incapable de délimiter une définition explicite des intérêts nationaux russes⁸³.

Avec la fin de l'Union soviétique, les démocrates avaient perdu l'ennemi dont la défaite avait été leur point de ralliement et ils n'ont pas réussi à le remplacer. Contrairement aux divers groupes nationalistes et communistes, ils ont échoué à développer leurs propres visions ou des mythes qui ont promis de soulager la douleur psychologique et économique aujourd'hui répandu à travers le pays. Bien sûr, ceux-démocrates au pouvoir ont été les architectes de la stratégie qui a causé la douleur, et donc le mythe de décision n'était pas facile pour eux.

La politique économique libérale, fortement soutenu par l'Occident, n'avait pas réussi à atteindre ses objectifs proclamés, en dépit de ses énormes dépenses pour la population. Adhérant aux principes occidentaux, ils ont dévasté la vie des gens, et la Russie à bien des égards est devenue une dépendance de l'Ouest. Les critiques du gouvernement russe pouvaient vraisemblablement soutenir que l'éclatement de l'URSS (et le gouvernement Eltsine) a été en partie responsable de la situation parce qu'il avait détruit un seul marché intégré du système économique. Il y avait aussi une aversion croissante à cette époque parmi l'élite politique de valeurs universelles et les normes et les exigences du droit international. Une humeur anti-occidentale refait surface parmi le public, et de plus en plus des problèmes économiques et sociaux rendent les dirigeants russes vulnérables aux tendances les plus agressifs au sein du parlement, des institutions militaires et de sécurité.

La Russie avec une nouvelle politique étrangère et les difficultés économiques actuelles a été associées avec le gouvernement Eltsine, grandement discrédité du fait de

⁸³ TSYGANKOV A., "Mastering space in Eurasia: Russia's geopolitical thinking after the Soviet break-up", *Communist and Post-Communist Studies* 36, 2003, p.107

l'orientation occidentaliste libérale qui est surtout après l'utilisation d'Eltsine de la force contre le Parlement en 1993, a également été associée à la perte du pouvoir national. Les réformistes avaient supposé qu'il y aurait une amélioration immédiate et significative du niveau de vie russe dont ils pourraient tirer profit. Au lieu de cela, ils doivent affronter une catastrophe économique.

Il faut souligner que ce fut une très courte période de changements extrêmement turbulent. Le débat de politique étrangère avait à peine commencé, les idées ont été développées et testées, et donc il faut encore se demander dans quelle mesure Kozyrev lui-même avait été préparé à embrasser et à agir sur l'orientation libérale occidentaliste. En attendant la croyance libérale occidentaliste que la démocratie et les marchés deviendraient facilement ancrés au sein des Etats nouvellement indépendants a été démentie. En outre, les tendances à la dictature militaire, la désintégration économique et civile au sein de la FSU ont continué. Au cours du débat, un large consensus s'est développé que la Russie devrait jouer un rôle stratégique dans les Etats de l'étranger proche et que ce rôle devrait être à la fois officiellement reconnu et encouragé. La première institution à proposer officiellement cette stratégie a été le Ministère des Affaires étrangères. En réponse aux critiques sévères pour son manque supposé de la politique précédente, le MAE a publié un projet de document au début de 1992 soulignant son concept de politique étrangère.

Section2 La politique étrangère de Poutine: une nouvelle approche

La politique étrangère de Poutine se dessine par le développement d'une posture internationale principalement axé sur les intérêts et équilibre du pouvoir. Poutine lui-même a esquissé cette approche comme étant la base typique des relations internationales⁸⁴. Il pose la Russie comme une puissance majeure internationale qui détermine sa forme et sa direction. Selon Thomas Gomart, Poutine poursuit un double objectif : assurer le développement économique de la Russie pour affirmer son indépendance et multiplier les échanges diplomatiques pour devenir un interlocuteur privilégié des grandes puissances et peser dans le jeu international⁸⁵.

§1 La politique change : la mise en place de la doctrine Poutine

Le premier mandat présidentiel de Vladimir Poutine a montré son engagement pour le cours nouvellement choisi d'une grande puissance de normalisation, ou de grande puissance de pragmatisme. Ayant débuté comme Primakovite⁸⁶, il a vite penché vers l'Ouest pour s'engager dans un nouveau projet global. Ces points de vue et les contradictions se retrouvent dans les trois principaux documents adoptés en première année de Poutine comme président. Ils ont été conçus afin de clarifier les risques et les opportunités rencontrés par la Russie et identifier les moyens de traiter avec eux.

La signification de ces documents ne devrait pas être exagérée, et à bien des égards, ils reflètent les priures et les préoccupations de la période précédente plutôt que de fixer un programme pour le leadership de Poutine, mais tous ont démontré les tensions en vue de la Russie de l'Occident. Sa stratégie portait une certaine ressemblance avec Mikhaïl Gorbatchev, les deux hommes en avance sur leur temps, les deux hommes de vision, et les

⁸⁴ Putin Interview journalistom pechatnykh sredstv massovoy informatsii iz stran chlenov «Gruppi vosmi », (interview de Poutine avec des journalistes des États membres de G8)

⁸⁵ GOMART Th., « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe », *Politique étrangère* n°3-4, 2003, p. 789

⁸⁶ Le pragmatisme Primakov a été enraciné dans une compréhension très traditionnelle de réalisme, soulignée par une forte dose d'antisoviétisme de l'Ouest et par des appels à la multipolarité, un mot de code pour l'équilibre. Le multipolarisme de Primakov a cherché à utiliser les instruments du multilatéralisme pour soutenir et gérer un point de vue concurrentiel du monde, une approche réaliste traditionnelle. Ceci est en contraste avec les politiques qui cherchent sincèrement à construire sur les valeurs normatives embarqués dans les organisations multilatérales à transcender les rivalités des grandes puissances.

deux donc vulnérable aux aléas du destin politique et les machinations de leurs contemporains.

En même temps il continue à être ambivalent à l'Ouest, reconnaissant pour une plus grande coopération en Russie, mais, craignant que les choses puissent être trop belles pour durer. Mais ce que Gorbatchev a vu comme une crise de la civilisation humaine qui avait résulté de la course aux armements, la pauvreté et destruction de l'environnement pendant la guerre froide, Poutine a cherché à instrumentaliser la menace mondiale du terrorisme⁸⁷. Les deux ont tenté d'engager l'Occident dans une compréhension partagée afin de parvenir à une meilleure reconnaissance des problèmes du monde et d'ouvrir la voie à une recherche commune de solutions.

Pourtant, les deux ont cherché à préserver ce qu'ils considéraient comme l'intérêt national russe et des caractéristiques spéciales. Gorbatchev définit un tel intérêt en termes de préservation des valeurs socialistes, alors que Poutine a démontré son engagement à l'idée d'une grande puissance⁸⁸. Alors que Gorbatchev a perdu sa bataille, Poutine semble avoir appris à se méfier des dangers de faire trop de concessions à l'Occident. Sa nouvelle transformation de la politique étrangère a été rendue possible par la recombinaison de groupes d'intérêts nationaux et de leurs visions d'identité, ainsi que les changements qui ont eu lieu dans l'arène internationale. Le contexte politique pour l'élaboration de politiques étrangères avait été fondamentalement modifié, et le nouveau président en a profité.

Il est important de noter que la politique russe en Asie centrale est guidée non seulement par des considérations nationales et régionales, mais aussi par son orientation de la politique étrangère générale. La politique étrangère de Moscou a subi un radical changement après l'intervention de l'OTAN dans le conflit du Kosovo. Les changements dans les perceptions des menaces sont reflétés dans les documents de la Russie de sécurité de pointe, qui ont été ratifiées en 2000 par le président Poutine.

Le Concept de sécurité nationale stipule que certains pays ont intensifié leurs efforts visant à affaiblir les positions de la Russie dans les domaines politique, économique,

⁸⁷ TSYGANKOV A. P., "New Challenges for Putin's Foreign Policy", *Orbis* (Published by Elsevier Limited on behalf of Foreign Policy Research Institute), Winter 2006, p. 156

⁸⁸ *Ibid.* p.156

militaire et autres. Il met l'accent sur le soutien de la Russie pour un monde multipolaire, ce qui implique que l'hégémonie américaine est perçue comme une menace pour le progrès, la stabilité et la paix. Parmi les intérêts nationaux de la Russie dans la sphère internationale, le concept souligne l'intégration politique, militaire et économique au sein de la CEI comme une route à la relance de son statut de grande puissance.

Les documents secondaires, la doctrine militaire et le Concept de politique étrangère, de même reflètent une attitude autoritaire à l'échelle mondiale et vers la CEI. La doctrine militaire introduit une première utilisation de la politique des armes nucléaires, qui, dans certains scénarios pragmatique de la confrontation classique en Transcaucasie pourrait signifier la possibilité d'utiliser des armes nucléaires tactiques contre la Turquie, rival régional de la Russie. Le Concept de politique étrangère russe de 2000 manifeste une apparence ambiguë, l'approche dualiste⁸⁹. D'une part il a accepté la faiblesse intérieure de la Russie et la nécessité d'intégrer dans le système international, qui est dominé par l'Occident. D'autre part, il a insisté sur l'objectif de faire revivre le statut de la Russie une grande puissance en renforçant les liens au sein de la CEI, qui a le potentiel pour la création de confrontation avec l'Occident.

Certains analystes n'ont pas tardé à entendre un revirement de la politique russe, sous la direction du Président Poutine à l'égard de l'«affirmation de soi impériale» et la confrontation avec l'Occident. Alors durable a été l'image de la Russie de Boris Eltsine comme un «tigre de papier » alors que d'autres analystes consultés affirment que ces politiques de «*changements*» ne sont qu'une simple figure de rhétorique destiné à masquer la faiblesse de la Russie et son désengagement et le retrait continu de la CEI. Le lien entre le dualisme apparent, toutefois, peut être trouvé dans le foyer de plus en plus géoéconomique de la politique étrangère russe.

Les dirigeants russes d'aujourd'hui comprennent bien que la revitalisation de l'économie de leur pays ne peut pas être atteinte sans l'intégration dans l'économie mondiale. Il semble que le président Poutine a rendu une décision stratégique pour atteindre cet objectif grâce à la coopération avec l'Occident. Surtout, la réflexion stratégique des dirigeants a été réorientée vers la construction d'une grande puissance

⁸⁹ Le Concept de politique extérieure, 2000, Section « Les priorités de la Fédération de Russie dans la résolution des problèmes globaux »

moderne sur de solides fondations économiques, un centre de pouvoir indépendante de Moscou dirigé en Eurasie, grâce à une meilleure utilisation des avantages comparatifs de la Russie⁹⁰.

Le président Poutine a souligné à maintes reprises le rôle du pouvoir économique dans la politique moderne internationale. En 2003, lors de son discours télévisé annuel à la nation, le président Poutine a bien confirmé qu' *«ici, c'est une dure, la bataille concurrentielle se passe dans le monde. Bien différente du passé, cette bataille a quitté le domaine du conflit militaire pour la concurrence économique»*. La Russie possède d'abondantes ressources énergétiques et qu'aujourd'hui de nombreux pays occidentaux et la CEI dépendent lourdement d'elles. Du point de vue néolibéral, compte tenu des tendances mondiales de l'augmentation de la consommation d'énergie et la puissance potentielle des interdépendances asymétriques, l'accent de la Russie sur les instruments économiques du pouvoir est tout à fait susceptible de donner au Kremlin un avantage stratégique important dans les batailles politiques internationales. Mettre davantage l'accent sur la géo-économie, toutefois, ne signifie pas l'abandon de la pensée traditionnelle géopolitique.

Dans la logique de la Realpolitik du XXIème siècle, Moscou combine et interconnecte la géopolitique et la géo économie. La recherche de possibilités de géoéconomies a commencé à la fin des années 1990, mais il est sous la direction de Vladimir Poutine que la gestion de son agenda économique est devenue le point central de la politique étrangère de la Russie envers la CEI et la communauté internationale dans son ensemble.

D'après Dmitri Trenin, l'approche de Poutine vers les anciens Etats soviétiques est Realpolitik. Elle repose sur deux piliers principaux⁹¹: le renforcement des cadres de la sécurité collective, et la transformation de la Russie en un aimant économique pour les anciens États soviétiques de l'expansion des investissements russes. Dans le même temps, la restauration d'un nouveau modèle de l'Union soviétique est fermement rejetée, car les coûts de maintien d'un tel empire seraient extrêmement élevés.

⁹⁰ SECRIERU S., "Russia's Quest for Strategic Identity" NATO defense college 2006, p.21

⁹¹ TRENIN D.,

La nouvelle stratégie de la Russie stipule processus d'intégration multicouche dans la CEI par l'intermédiaire des organisations telles que la Communauté économique eurasienne (CEEAE), l'Espace économique unique (EEU, SES), l'Organisation de Traités de la sécurité collective (OTSC), et l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS). Parallèlement à ces situations plus faciles à gérer, les programmes non CEI, qui impliquent des quartiers partagés, la stratégie se concentre sur le développement pragmatique, différenciées, la coopération bilatérale avec les anciens États soviétiques basées sur des intérêts mutuels⁹².

La plupart des analystes s'accordent à dire que sous la direction de Vladimir Poutine, Moscou a placé une grande importance stratégique sur le maintien d'influence dans la région centrasiatique. Ils notent que les politiques de Moscou en Asie centrale sont devenues plus différenciées, en se concentrant principalement sur les relations bilatérales. Bien que la réflexion stratégique ait évolué vers davantage l'accent sur la dimension géoéconomique des relations mutuelles, la géopolitique et les intérêts militaires continuent de figurer en tête des priorités régionales de la Russie.

L'ascension de Vladimir Poutine au poste de président de la Russie en 2000, a réaffirmé la tendance de renforcer davantage les relations économiques entre la Russie et les États successeurs. Néanmoins, le thème récurrent du statut spécial de la Russie dans l'étranger proche continuerait à jouer un rôle dans l'élaboration de politiques de la CEI.

La Russie comme l'a démontré son nouveau concept de la politique étrangère en 2000, a indiqué la nécessité de former une bonne ceinture de voisinage le long des frontières de la Russie et de former un partenariat stratégique avec tous les États de la CEI⁹³. Poutine a également relancé le thème que les relations de la Russie avec ces pays doivent dépendre de leur volonté de prendre en considération les intérêts russes, y compris en termes de garanties des droits des compatriotes russes. Vu par la Russie, son rôle dans l'étranger proche est donc déchiré entre l'image de soi de la Russie comme le pays le plus important dans la région, avec des responsabilités particulières découlant de ce statut et

⁹² BHATTY S.KH., « Russia: Traditional hegemon in Central Asia », op. cit. p.61

⁹³ Le Concept de la politique étrangère de la Russie (2000), 4ème partie *Les priorités régionales*.

l'exigence de prendre soin de ses propres intérêts avant tout économiques dans la région que son influence dans la CEI continue à diminuer⁹⁴.

Dans ce contexte, la politique de Poutine CEI a été, en termes de Bobo Lo, guidé par la géo-économie et les considérations géopolitiques, par lequel Moscou préfère de plus en plus poursuivre un agenda économique dans ses relations avec les pays de la CEI, mais dans le même temps, il n'a aucune intention de renoncer à sa prépondérance régionale dans le court terme⁹⁵. Outre les intérêts économiques sur leurs esprits, russe décideurs étrangers se concentrer sur d'autres questions dans l'étranger proche, à savoir la coopération politique et sécuritaire, et une catégorie spéciale concernant les expatriés russes.

Pendant son mandat présidentiel, l'interaction dans l'espace postsoviétique a encore été réduite à interrégionale des groupes définis par haut niveau des relations bilatérales avec la Russie. En fait, on peut affirmer que Moscou est arrivé au point où il préfère traiter avec les pays de la CEI principalement sur une base bilatérale⁹⁶. Dans l'ouest, la Russie continue d'insister sur sa relation particulière avec la Biélorussie. Pour toutes les chamailleries entre les deux pays, Minsk reste un allié important du Kremlin. Dans le Caucase, l'Arménie se distingue comme l'allié le plus fiable de la Russie et l'Asie centrale russe, la politique est largement déterminé par ses relations avec le Kazakhstan. En outre, il y a eu des tentatives sporadiques pour lancer les différentes formes de coopération interrégionale, mais en vain. Le plus visible d'entre elles sont l'espace économique commun avec un objectif déclaré de créer un espace de libre-échange entre ses membres d'ici la fin de la décade et l'Organisation du Traité de sécurité collective établi en 2002⁹⁷.

Ainsi, la politique étrangère de Poutine a effectivement précisé un terme de l'espoir égaré alors qu'ils auraient pu, d'une résurrection de la CEI en tant que plate-forme de réintégration éventuelle de l'espace postsoviétique. Bien que Poutine ait pu avoir un regard sentimental pour une sorte d'espace postsoviétique intégré, son approche dans la pratique, a été impitoyablement réaliste⁹⁸. La CEI s'est avéré n'être rien de plus qu'un moyen de divorce civilisé. À la fin du 20ème siècle, il était évident que ses jours étaient comptés

⁹⁴ DELYAGIN M., « Russia's Solitude after the CIS », *Russia in Global Affairs*, n°4, 2005.

⁹⁵ LO Bobo, Vladimir Putin and the Evolution of Foreign Policy, p. 51-69.

⁹⁶ PARAMONOV V. et STOLPOVSKI O., « Russia and Central Asian Countries: Bilateral Security Cooperation », *Central Asia and the Caucasus*, n°2 (56), 2009, p. 52

⁹⁷ WHITE S., « *Developments in Russian Politics* », Duke University Press Books, 2005,

⁹⁸ SAKWA R., *Putin: Russia's Choice*, Routledge, London, 2004, p. 230.

comme la CEI a été incapable de concilier les intérêts divergents de ses membres ou à aborder de manière positive les litiges divers entre ses membres. Après la « révolution rose » en Géorgie en Novembre 2003 et la « révolution orange » en Ukraine fin 2004, on peut parler de l'échec total de la CEI⁹⁹.

La rationalisation de la politique russe de la CEI est la manière dont la politique de la Russie a reflété le sort des expatriés russes. Après la chute de l'Union soviétique, quelque 25 millions de Russes se sont retrouvés bloqués en dehors des frontières de la fédération russe. Protéger les droits des minorités russes est devenu un cri de ralliement pour les extrémistes et les nationalistes d'extrême droite en Russie pendant les années 1990. Céder aux pressions croissantes des extrémistes, Eltsine assiégé et son ministre des Affaires étrangères Kozyrev a même suggéré l'utilisation de la force pour défendre les droits des Russes à l'étranger. Mais le nouveau pragmatisme politique étrangère russe, est particulièrement vrai de la présidence de Poutine, trop souvent prêts à mettre cette question sur le brûleur arrière pour atteindre plus de géoéconomiques objectifs¹⁰⁰.

Mais les révolutions de couleur ont aussi montré les limites de sa capacité à influencer les changements dans l'étranger proche. D'autre part, une approche plus sensible à l'espace postsoviétique a porté ses fruits. Par exemple, grâce à un effort coordonné de l'Organisation de Coopération de Shanghai, Moscou a obtenu une réduction des forces militaires américaines en Europe centrale et en Asie¹⁰¹, et la victoire de l'ancien pro-russe Viktor Yankulovich espoir présidentiel dans les élections législatives ukrainiennes 2006 a contribué à apporter des changements dans l'Ukraine pro-occidentale bien sûr.

Les intérêts militaires et de sécurité occupent une place importante dans l'approche de la Russie vers l'étranger proche. Cela est particulièrement le cas avec le flanc sud de la CEI, comme il est vu comme la dernière ligne de défense contre les militants de l'islam extrémiste au Sud¹⁰². Les problèmes d'instabilité au sud du Caucase et en Asie centrale ont été d'une grande préoccupation stratégique pour la Russie depuis l'éclatement de l'Union

⁹⁹ SAKWA R., «Vladimir Putin and Russian Foreign Policy towards the West: Towards a New Realism», *Russia and Europe in the Twenty-First-Century*. Anthem Press 2007, pp. 1-22.

¹⁰⁰ SAKWA R., *Ibid*, p. 207-233.

¹⁰¹ BEEHNER L., «The Rise of the Shanghai Cooperation Organization», *Council on Foreign Relations*, 2006

¹⁰² BROWN A., *Contemporary Russian Politics*, p. 445-446

soviétique. C'est pourquoi la Russie a essayé de maintenir sa présence militaire dans la région.

Par ailleurs, l'effondrement de l'Union soviétique a été accompagné par plusieurs conflits violents, que ce soit de nature ethnique ou politique, qui menaçait la stabilité régionale. Perçu comme une menace pour la sécurité russe, la Russie s'est engagée à la fois dans le maintien de la paix (soit sur son propre ou dans le cadre des forces de la CEI) et en tentant une médiation entre les parties en conflit¹⁰³. Richard Sakwa soutient que l'échec de la CEI pour la résolution des conflits qui affligent la région a conduit la Russie à jouer un rôle de maintien de la paix dans la région¹⁰⁴.

Les détracteurs de maintien de la paix russe dans l'étranger proche, cependant, ont souligné que Moscou a comploté pour obtenir une sphère d'influence à travers ses Casques bleus. Pour toutes fins utiles, dans le cas des forces de paix russes en Abkhazie géorgienne dans la province sécessionniste, par exemple, Mackinlay et Sharov affirment qu'il y a eu très peu besoin de soutenir une telle théorie du complot¹⁰⁵. Même s'il y a peu de doute sur l'ingérence de la Russie dans divers conflits à travers l'étranger proche, c'était particulièrement vrai pendant les premières années dans le sillage de l'effondrement de l'Union soviétique, il est très difficile d'établir le lien entre Moscou cherche à promouvoir ses intérêts et la conduite de l'armée russe sur le sol.

Il est maintenant clair que l'engagement militaire de la Russie dans divers conflits à travers le CIS a été mal exécutés et souvent sans la bénédiction formelle du gouvernement de Moscou. Il faut également noter la valeur réelle de la présence militaire russe dans l'étranger proche à partir d'un point de vue militaire. Par ailleurs, les Casques bleus légèrement armés déployés dans la CEI ne peuvent pas s'attendre à exécuter quelque chose au-delà de leur mission de paix d'origine.

La Russie poursuit la politique étrangère qui est moins idéologique, mais cherche plutôt à obtenir un avantage économique. Il n'est pas étonnant alors que les relations économiques figurent en bonne place dans la politique russe de la CEI. Compte tenu de

¹⁰³ WHITE S., *Ibid*, op. cit. p. 233.

¹⁰⁴ SAKWA R., *Russian Politics and Society*, p. 389

¹⁰⁵ MACKINLAY J. and CROSS P., *Regional Peacekeepers: The Paradox of Russian Peace keeping*, Tokyo, United Nations University Press, 2003, p. 105.

l'importance des ressources énergétiques de la Russie, c'est finalement la politique énergétique qui domine les relations de la Russie avec les états de la CEI. Durant sa présidence, Poutine a essayé de faire de la Russie l'un des leaders mondiaux dans le secteur de l'énergie¹⁰⁶. La politique russe de la CEI a essayé d'augmenter sa visibilité dans le marché de l'énergie sous la tutelle de Moscou, tout en empêchant une pénétration stratégique majeure du secteur énergétique de la CEI.

Par ailleurs, certains auteurs comme Bobo Lo soulignent que sous Poutine, il y a eu une transformation, dans les motifs, les méthodes et les résultats, dans lequel les éléments dominants ont été l'importance considérablement accrue de l'ordre du jour économique et son rôle central dans la protection et la promotion des intérêts géopolitiques de la Russie dans la région¹⁰⁷. Selon Bobo Lo l'exemple le plus clair de ceci est l'exploitation de Moscou de la vulnérabilité économique de la CEI ; certains Etats-membres, notamment l'Ukraine et la Géorgie, en font particulièrement les frais afin de s'assurer qu'ils prennent une plus grande considération des Affaires étrangères russes et des intérêts politiques de sécurité¹⁰⁸.

Rober L. Larson, dans son étude pour le ministère suédois de la Défense, résume ce qui pourrait constituer le levier de l'énergie russe sur certains de ses voisins de la CEI:

- les interruptions de l'offre (totale ou partielle),
- les menaces d'interruption de l'approvisionnement (secrètement ou explicite),
- politique de prix (politique de la carotte ou du bâton),
- l'utilisation de l'énergie des dettes existantes,
- la création des dettes de l'énergie nouvelle et des OPA hostiles sur des sociétés ou des infrastructures¹⁰⁹.

La Russie possède une impressionnante gamme d'outils à sa disposition pour faire pression sur les Etats de la CEI, si elle le souhaite. En outre, la Russie contrôle les routes énergétiques des principaux pays exportateurs, ce qui signifie que la majorité des

¹⁰⁶ BALZER H., «Vladimir Putin on Russian Energy Policy», *Post-Soviet Affairs*, Vol. 21, No. 3, July-September 2005, pp. 210-225.

¹⁰⁷ LO Bobo, op. cit. p. 68.

¹⁰⁸ Ibid.

¹⁰⁹ LARSON R.L., "Russia's Energy Policy: Security Dimensions and Russia's Reliability as an Energy Supplier", Stockholm, *Swedish Defense Ministry*, 2006,

exportations d'énergie de la CEI doit passer par le territoire russe. Ceci, à son tour, donne à la Russie de levier important, en particulier sur les pays exportateurs de pétrole et de gaz en Asie centrale.

Le quasi-monopole russe dans ce domaine est perçu négativement par certains pays de la CEI comme l'Azerbaïdjan et les pousse à rechercher des itinéraires alternatifs en contournant le territoire russe. Quelque chose qui est évidemment contesté par Moscou, mais graduellement d'une manière plutôt subtile en insistant sur les avantages commerciaux de la participation russe et des pipelines, il n'a pas perdu de vue l'agenda stratégique. Il est préférable de montrer que, par exemple, le contrôle russe du gazoduc entre Tengiz et Novorossiisk est plus rentable pour tout le monde que le choix plus coûteux et difficile logistiquement représenté par l'option Bakou-Ceyhan¹¹⁰.

Un autre modèle de la politique énergétique russe qui a émergé tout récemment est la tentative de Moscou pour acheter des infrastructures énergétiques à l'intérieur de la CEI. Un exemple assez éclairant est le rôle des questions énergétiques jouent dans les relations russo-biélorusses. Le monopole russe du gaz Gazprom menace constamment de faire payer à la Biélorussie quatre fois le prix qu'il a payé pour la fourniture de gaz russe, ce que certains considèrent comme une tentative de Moscou de forcer Minsk dans la cession de participation de 50% du gaz Beltransgaz entreprise publique de transport pour Gazprom.

Cependant, il est difficile de déterminer dans quelle mesure la Russie est motivée par le profit d'une part ou de considérations géopolitiques, de l'autre. Par exemple, certains des rachats tentés dans la CEI par Gazprom peuvent être bien interprétés comme simplement adhérant à l'une des règles fondamentales du pouce dans l'économie qui est de maximiser son profit. Par ailleurs, pour la Russie, sa crédibilité en tant que fournisseur d'énergie fiable serait en cause chaque fois qu'il essaie d'employer son arme énergétique contre le pays de la CEI. La politique étrangère de la Russie et de ses outils et les objectifs évoluent, car la Russie reste un pays relativement jeune qui a à identifier ses priorités à long terme pour sa politique étrangère dans ses relations avec les pays de la CEI. Et les réalités géopolitiques de l'espace postsoviétique n'ont pas été clairement définies encore, il y a eu beaucoup de changements d'affinités entre les pays de la CEI.

¹¹⁰ Bobo Lo, op. cit. p. 69

Peu de temps après sa réélection en Mars 2004, Poutine a été confronté à une série de nouveaux défis. L'intensification des activités terroristes dans le Caucase du Nord, la révolution orange en Ukraine, la déstabilisation de l'Asie centrale, et le refus de certains Etats européens pour célébrer le soixantième anniversaire de Jour de la Victoire à Moscou sont devenus des tests importants pour sa grande puissance de pragmatisme, et la stratégie a été critiquée à l'intérieur¹¹¹.

Certains équilibristes insistés pour que la coopération avec l'Occident ne fût pas payant, et que la Russie avait à défendre ses intérêts de façon plus agressive, parce que sa propre survie était en cause. De l'autre côté du spectre, les intégrationnistes libéraux ont fait valoir la nécessité d'abandonner les ambitions de grande puissance et de rechercher une plus grande libéralisation économique et politique. En outre, la stratégie devait être défendue dans le contexte de l'intensification des efforts par les pays occidentaux, particulièrement les États-Unis, d'influencer les développements dans la région de l'ex-URSS¹¹².

¹¹¹ TRENIN D. "After the Empire: Russia's Emerging International Identity", in GORODETSKY G. *Russia between East and West*, Frank Cass, London, 2003, p.34

¹¹² Ibid.

§2 Les priorités de la politique étrangère de Poutine

La fin de l'Union soviétique impliquait une toute nouvelle géostratégie et politique redessiné la carte du monde, la Fédération de Russie avait également passé par un processus de rééchelonnement de ses dimensions, capacités et objectifs. La reformulation des objectifs de politique intérieure et extérieure sous Boris Eltsine pendant toute la décennie post-guerre froide, et en particulier dans son second mandat, a cherché à clarifier la place de la Russie dans un nouvel ordre. Ce devrait être un ordre international dans lequel la Russie restait pertinente, mais ne pouvait pas correspondre à l'influence de l'ancienne Union soviétique. Son nouvelles frontières d'option, la culture, la civilisation, le développement intérieur ne faire de la Russie un autre Etat qui, auparavant, n'avait pas existé sur la carte mondiale, politique ou géographique.

Le concept de politique étrangère de la Fédération de Russie est un système de point de vue sur le contenu et les principaux domaines d'activités dans la politique étrangère de la Russie. La base juridique de ce concept se compose de la constitution de la Fédération de Russie, les lois fédérales, les actes législatifs qui réglementent l'activité des organes fédéraux du pouvoir d'état dans la politique étrangère. Les principes et normes généralement reconnus du droit international, et les traités internationaux de la Fédération de Russie, ainsi que le concept de sécurité nationale qui a été approuvé par le décret n° 24 du Président de la Fédération de Russie le 10 Janvier 2000.

La situation internationale qui a pris forme au début du XXIème siècle a besoin de réévaluation de la situation globale autour de la Fédération de Russie, des priorités de la politique étrangère russe et les possibilités de l'assurer avec des ressources¹¹³. Avec le renforcement de certaines positions internationales de la Fédération de Russie, les tendances négatives sont manifestes aussi bien. Certains plans relatifs à l'établissement de relations de partenariat nouveaux, équitables et mutuellement avantageuse de la Russie avec le reste du monde, comme cela a été supposé dans les principes de base du concept de politique étrangère de la Fédération de Russie, approuvé par la directive n ° 284 du

¹¹³ FACON I., « La politique extérieure de la Russie de Potine ». Acquis, difficultés et contraintes. p.556

président de la Fédération de Russie le 23 avril 1993, et dans d'autres documents n'ont pas été justifiées.

La priorité la plus élevée du cours de politique étrangère de la Russie est de protéger les intérêts de l'individu et la société. Dans le cadre de ce processus, les principaux efforts doivent être orientés vers la réalisation des principaux objectifs suivants:

- Afin de garantir une sécurité fiable du pays, pour préserver et renforcer sa souveraineté et son intégrité territoriale, pour atteindre des positions fermes et prestigieuses dans la communauté mondiale, la plupart entièrement compatible avec les intérêts de la Fédération de Russie comme une grande puissance, comme l'un des plus influents centres du monde moderne, et qui sont nécessaires pour la croissance de son potentiel politique, économique, intellectuel et spirituel;
- Pour influencer les processus généraux du monde dans le but de former une société stable, juste ordre mondial ad démocratique, construit sur des normes généralement reconnues du droit international, y compris, tout d'abord, les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, sur les relations de partenariat équitable et entre les Etats ;
- Pour créer des conditions externes favorables pour le développement stable de la Russie, pour améliorer son économie, l'amélioration du niveau de vie de la population, mené à bien les transformations démocratiques, le renforcement de la base du système constitutionnel et le respect des droits et libertés individuels;
- Pour former une ceinture de bon voisinage le long du périmètre des frontières de la Russie, pour promouvoir l'élimination de l'existant et de prévenir l'apparition de foyers potentiels de tensions et de conflits dans les régions adjacentes à la Fédération de Russie;
- Pour rechercher la concorde et les intérêts coïncident avec les pays étrangers et des associations inter-états dans le processus de résolution des tâches qui sont déterminées par les priorités nationales de la Russie, et sur cette base, pour construire un système de relations de partenariat et alliées qui améliorent les conditions et les paramètres de coopération internationale;
- Afin de respecter de toutes les manières possibles les droits et les intérêts des citoyens russes et les compatriotes à l'étranger;

- Afin de promouvoir une perception positive de la Fédération de Russie dans le monde, pour populariser la langue russe et la culture des peuples de la Russie dans des États étrangers.

Arrivant au pouvoir Président Poutine consolidé de la tendance, en adoptant dès le début de son premier mandat une nouvelle politique étrangère et de sécurité nationale des concepts et une nouvelle doctrine militaire¹¹⁴. Ces défini la politique étrangère russe comme ayant trois vecteurs: la CEI comme un domaine d'importance stratégique, l'Ouest (Europe et Etats-Unis) et les dimensions de l'Est (la région Asie-Pacifique)¹¹⁵. Pour identifier les pôles multiples dans les relations extérieures Poutine a choisi l'objectif de diversification, le pluralisme et la multipolarité. Cela a permis non seulement la construction de relation avec les zones stratégiques pertinentes pour la Russie, mais aussi le contrepoids de ce que la Russie considère comme une « *indésirable* » présence dans les zones définies comme vitale¹¹⁶.

Poutine a mené une politique étrangère différenciée, adaptée aux conditions et des changements dans chaque pays et chaque région. En ce qui concerne les États-Unis, la seule superpuissance et la plus grande économie dans le monde, Poutine se bat pour un partenariat stratégique spécial fondé sur des intérêts communs de sécurité - surtout dans la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive et de la stabilité internationale et sur la perspective des exportations d'énergie vers le vaste marché américain.

Cet objectif stratégique, fondée sur la possession de la Russie d'un énorme arsenal nucléaire, ses problèmes avec le terrorisme tchéchène, sa taille géographique et de l'emplacement, et ses riches ressources énergétiques, les lieux Russie en avance sur les autres grandes puissances et les membres du Conseil de sécurité de l'ONU et le G8. Toutefois, la participation des Etats-Unis dans la région de la CEI et de sa politique offensive dans le Moyen-Orient, ajoute un élément de concurrence ou de l'obstruction à la politique russe à l'égard des États-Unis. En ce qui concerne l'Europe, la Russie de Poutine

¹¹⁴ Le concept et la doctrine

¹¹⁵ FREIRE M.R., « Russian policy in Central Asia: Supporting, Balancing, Coercing or Imposing? », *Asian Perspective*, vol.33, n°2, 2009, pp. 125-149

¹¹⁶ Ibid.

ne veut pas que le partenariat, mais aussi l'intégration¹¹⁷. Naturellement, cet intérêt est basé sur la localisation géographique, la concentration de la population russe à l'ouest de l'Oural, les affinités culturelles et la tradition historique, mais il est de plus en plus fondée sur les besoins économiques et des avantages. La plupart des pays de l'UE sont dépendants des approvisionnements énergétiques russes.

Néanmoins, il existe des conflits d'intérêt. La Russie s'oppose à l'élargissement de l'OTAN vers ses anciens alliés et ex-républiques soviétiques, perçu comme une menace à sa sécurité et comme préjudiciable à son prestige. La plupart des Etats européens préfèrent le maintien des liens avec les Etats-Unis à en forger de nouveaux avec la Russie. En outre, les gouvernements européens étaient généralement plus préoccupés que le leadership américain sur la guerre en Tchétchénie et sur la démocratie et des droits de l'homme en Russie.

Même si la Russie a accepté l'élargissement de l'UE (en partie comme une alternative à l'OTAN), il s'est opposé à l'adoption de visas Schengen et la mise en place d'autres restrictions par les nouveaux membres, ce qui pourrait limiter le commerce et les voyages, surtout pour l'enclave de Kaliningrad. La taille de la Russie et la structure économique empêchent une véritable intégration dans l'Europe jusqu'à ce qu'un avenir lointain. Ceci, combiné avec des ambitions de puissance de la Russie vis-à-vis de ses voisins proches, limite ainsi sa politique européenne à une coopération de plus en plus mélangés avec des éléments de concurrence. L'espace de la CEI, la Russie cherche à maintenir et développer l'intégration sous sa direction, qui peut être considéré comme un néo-impérialisme, dans certains Etats nouvellement indépendants, et de former des organisations correspondant à celles de l'Occident comme la CEI, l'OCS, l'OTSC et l'Eurosec¹¹⁸.

En ce qui concerne l'Asie, est le continent où Poutine, comme Eltsine, sous la bannière de la multipolarité a cherché le plus ardemment pour équilibrer les Etats-Unis et l'OTAN, par exemple, en formant des partenariats stratégiques avec la grande Chine et

¹¹⁷ FACON I. op. cit. p.554

¹¹⁸ SMITH M. A., " A Review of Russian Foreign Policy", *Defense Academy of the United Kingdom*, July 2007, p.5

l'Inde. Les relations avec les anciens alliés tels que la Corée du Nord et le Vietnam ont été relancées, et les liens avec l'Iran et l'Irak mis au point.

Toutefois, la création d'un bloc anti-américain s'est avérée impossible étant donné que certains alliés sont en contradiction les uns avec les autres et ont également des liens croissants avec l'Occident. La Russie craint également la Chine de devenir une menace à l'avenir, et ses relations avec la Corée du Nord et l'Iran. L'influence de la Russie en Irak a été détruite par l'invasion sous commandement américain. En Asie aussi, la Russie a choisie de plus en plus une voie pacifique, la coopération économique, en particulier dans le secteur de l'énergie, ouvrant ainsi la porte à de vieux alliés des Etats-Unis comme l'Arabie saoudite et la Turquie.

Une caractéristique commune à la politique sur toutes ces directions différentes semble que l'administration Poutine est en mettant l'accent sur le développement de la croissance de l'économie russe, qui est considérée comme une condition *sine qua non* pour un Etat fort, plutôt que de maintenir les ambitions militaires à l'étranger à n'importe quel prix. La Russie a également réalisé sa force dans le secteur de l'énergie et a obtenu un certain succès contre ses voisins dépendants. Le moyen économique toujours plus efficace et convaincant que la pression militaire ou politique.

Le président Poutine continue à développer sa politique au sein la CEI, comme un substitut à l'Union soviétique. Pour le rendre plus efficace, la coopération entre les conseils de sécurité des membres a été instituée. Les forces russes de « *maintien de la paix* » dans le Caucase et en Asie centrale fonctionnent sous l'égide de la CEI. Toutefois, les responsables russes reconnaissent que la CEI est une organisation amorphe qui est incapable de prendre des décisions contraignantes en raison des intérêts divergents de ses membres et ils se plaignent que la Russie doit supporter presque tous les coûts.

Le gouvernement russe donc reléguée au rang du ministère de la CEI à une commission en 2001, et lors de sa réunion de 2002 au sommet de la CEI a décidé de réduire la taille de ses structures d'un quart. La Russie a également pour lutter contre les efforts des autres membres de la CEI pour renforcer la coopération entre eux et demander de l'aide dans l'Ouest. La Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie

ainsi formé leur propre organisation (GUUAM¹¹⁹), qui a reçu un certain soutien des États-Unis¹²⁰. Cependant, ces états ont aussi des problèmes économiques, dépendent de la Russie et ont des intérêts divergents, l'organisation se sont avérées inefficaces et l'Ouzbékistan et la Moldavie ont déclassé leur participation en 2002. La Russie se concentre ses efforts sur des organisations régionales dans certains domaines. Le Concept de la politique des affaires étrangères de la Russie de 2000 a déclaré que l'intégration devrait se poursuivre à des rythmes différents et à différents degrés et que les relations de la Russie avec chaque pays devraient se développer selon leur volonté de respecter les intérêts russes, y compris les droits des minorités russes.

Pour augmenter ses chances de devenir une force régionale, la Russie combatte a coté des états de la CEI comme au Tadjikistan contre les incursions d'afghane. La Russie maintien depuis en 1991 des troupes au Tadjikistan. Lorsque les radicales terroristes ouzbeks fait des incursions par la frontière tadjik au Kirghizistan et en Ouzbékistan dans la vallée de Fergana en 1999 et 2000, la Russie a apportée son soutien militaire à ces états. Avec son allié de toujours la Biélorussie, la Russie développe de coopération militaire, en faisant des exercices de grande envergure, un système de défense aérienne, une station radar stratégique et l'intégration des industries de défense. Les deux états ont créé l'Union Russie-Biélorussie avec un état commune du Conseil, un Parlement de l'union, une citoyenneté de l'union, et ainsi de suite. En outre, la Russie met la pression militaire sur certains Etats de la CEI qui ne sont pas dans l'OTSC. Il maintient une base navale à Sébastopol en Ukraine. En Moldavie, il maintient des forces (bien que réduit) dans la région de Transnistrie et soutient le régime séparatiste contre le gouvernement, même après un communiste pro-russe est devenu président en 2001. Il prend en charge l'Arménie, qui continue d'occuper de vastes zones autour de l'enclave du Haut Karabakh (Nagorny-Karabakh) en Azerbaïdjan, et conserve une station radar stratégique en Azerbaïdjan.

Le président Poutine mène une politique approche réaliste et intérêts nationaux, un politique extérieur soi-disant « *nationalisme pragmatique* »¹²¹. Il a cherché à surmonter la

¹¹⁹ Aussi GUOuAM (Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Arménie et Moldavie).

¹²⁰ LAPIDUS G. W., "Central Asia in Russian and American Foreign Policy after September 11, 2001", Stanford University, p.5

¹²¹ LIGHT M., "In Search of an Identity: Russian Foreign Policy and the End of Ideology," *Communist Studies and Transition Politics*, vol. 19, No. 4 (2003), p. 48.

focalisation d'excessive sur les caractéristiques de l'idéologie de l'époque soviétique. La protection de puissance repose sur la stabilité intérieure et la croissance économique, principalement soutenue par de pétrole et du gaz. L'héritage impérial russe est encore très présent dans sa recherche de l'affirmation dans les relations internationales : l'affirmation comme une grande puissance, comme un acteur stratégique et comme un pôle essentiel dans un ordre international multipolaire. La Russie d'aujourd'hui, est une nouvelle affirmation de la politique croissante, au pouvoir centralisé et le style autoritaire. L'ancienne espace soviétique, longtemps au centre de la Russie dans une large mesure en raison de ses ressources énergétique, est devenue une arène de l'intersection des intérêts qui sont souvent en concurrence. En assurant une mesure de manœuvre en termes politico-diplomatiques et économiques, Moscou poursuit simultanément l'objectif de maintenir cette zone comme une sphère d'influence et comme un contrepoids à la présence américaine et chinoise dans la région.

Chapitre2. L'Asie centrale dans la politique étrangère de Poutine

La politique étrangère de la Russie de Poutine en Asie centrale se résume en quelques domaines de priorités importantes comme : la stabilité dans la région basée sur un partenariat étroit avec ses états membres, le droit de libre transit à travers l'Asie centrale afin de maintenir le partenariat avec la Chine, l'Inde et l'Iran, l'existence d'un espace économique commun entre la Russie et l'Asie centrale, qui à l'avenir serait en mesure de contribuer à la modernisation économique de la Russie, l'utilisation de la potentielle géostratégique dans la région pour des raisons militaires, ainsi que pour maintenir le statut de la Russie comme un puissance régionale voire même mondiale et la reconnaissance internationale du rôle de premier plan de la Russie dans la région.

Section1 Interaction entre les facteurs internes et externes.

§1 L'Asie centrale en tant qu'une région

Au cœur de l'Asie est à l'image du continent tout entier, immense et mystérieux. Grands conquérants ou simples voyageurs, qu'ils se nomment Alexandre de Macédoine, Marco Polo ou Teilhard de Chardin, tous ceux qui pénétrèrent ce profonds barrage entre deux mondes connurent en l'abordant une exaltation mêlée d'anxiété. Les montagnes parmi les plus hautes, les déserts les plus terrifiants, les plateaux les plus inaccessibles, le souvenir de caravanes disparues et de civilisations englouties, de hordes déferlantes et de désolations sans fin, suscitent l'appréhension¹²².

L'Asie centrale est à la fois un et pourtant beaucoup: unis dans la culture, divisée en politique, unie dans les traditions et le patrimoine, divisé par les circonstances¹²³, on peut discerner l'impact du passé sur d'aujourd'hui concernant l'Asie centrale, au cœur de l'Eurasie comme le *pivot de l'Asie*. L'histoire ancienne de l'Asie centrale comme une

¹²² CAGNAT R. et JAN M., « Le milieu des empires : Entre URSS, Chine et Islam, le destin de l'Asie centrale », édition Robert Laffont, Paris, 1990, p. 11

¹²³ GLEASON G., « *Legacies of Central Asia, The Central Asian States: Discovering Independence* », Colorado, Westview Press, 1997, p. 25

histoire de conquête et de la migration conduisant à la fécondation interculturelle, montre les influences qui ont été consacrés à sa formation, de la pré-civilisation islamique iranienne, par la venue de l'Islam, puis les Turcs et les Mongols, à son incorporation dans l'Empire russe et l'Union soviétique. Tous ces éléments ont laissé leur marque dans la variété des populations et des modes de vie, dans la forme de la société et la conduite de la politique.

Ces influences ont non seulement conduit à une terre riche pour la communication des différentes civilisations, mais aussi à un mélange toxique avec un grand potentiel pour produire des crises dans la région, en attendant que les conditions nécessaires à apparaître. À cet égard, on peut affirmer sans faire face à la contradiction que l'un des nombreux événements capitale qui ont marqué le XXème siècle, l'effondrement de l'Union soviétique, le plus grand empire du monde, a sans doute eu les conséquences les plus profondes concernant l'ordre mondial et aussi pour le territoire soviétique.

Dans ce contexte, elle nécessite une analyse plus approfondie pour les ex-républiques de l'Union soviétique, sûrement, y compris ses effets sur l'équation de la sécurité en Asie centrale, où les problèmes d'un pays de sous-région des retombées immédiates à travers les frontières nationales dans les pays limitrophes dans la région et dans les régions voisines. En d'autres termes, l'Asie centrale mérite une attention comme un motif important pour l'intensité relative des relations interétatiques de sécurité qui a créé les schémas régionaux façonnée par la dynamique coopérative et conflictuelle au sein et entre les Etats nouvellement indépendants ainsi que ceux insérés par les joueurs extérieurs dans la région.

En 1993, les républiques du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizstan, du Turkménistan et du Tadjikistan déclarent officiellement se reconnaître sous le terme d'Asie centrale¹²⁴. Cette zone enclavée mais centrale au regard de l'Eurasie a pour caractéristiques majeurs, l'immense huit fois la France, un climat continental résultant de son complet isolement des influences océaniques, un découpage territorial conçu à l'époque soviétique pour mettre Moscou en position d'arbitre en cas de conflit entre les entités artificielles

¹²⁴ CHUVIN P. et GENTILLE P., « *Asie central: L'indépendance, le pétrole et l'islam* », Le Monde – Poche, 1998, p. 28

créées. La population est peu plus de 60 millions ; généralement musulmane mais d'une grande complexité ethnique.

Asie centrale



Source: internet

Farhod Tolipov explique à partir de l'approche théorique de la géopolitique démocratique « contre » la géopolitique impériale, il est possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle il y a quatre visions possibles du statut géopolitique de la région d'Asie centrale¹²⁵.

1. Un statut de Zone Tampon, plutôt dans les intérêts de la Russie pour au moins deux raisons. Une raison offensive par nature : considérer la région d'Asie centrale comme zone de responsabilité historique et de contrôle géopolitique dans la poussée impériale russe vers l'Océan Indien. Une raison défensive par nature : considérer la région d'Asie centrale comme zone qui préservait l'Empire de contacts immédiats et directs avec le rival géopolitique – d'abord la Grande-Bretagne, puis les Etats-Unis. Seul un

¹²⁵ TOLIPOV F., « Geopolitical Stipulation of Central Asian Integration », Routledge, *Strategic Analysis*, vol. 34, n°1, 2010, p. 108

statut de tampon pour l'Asie centrale pouvait servir ces intérêts géopolitiques russes.

2. Un statut de cordons sanitaires, plutôt dans les intérêts des Etats-Unis. Les Etats-Unis poursuivent en effet la stratégie, mentionnée plus haut, de pluralisme géopolitique et ont déclaré l'intention d'empêcher la domination de l'Asie centrale par quelque puissance que ce soit.
3. Un rôle de tremplin pour l'expansion, plutôt dans les intérêts de la Chine. La Chine peut objectivement considérer l'Asie centrale comme ses « arrières » géopolitiques et être prédisposée à utiliser la région dans son mouvement vers l'Ouest. Ce mouvement peut prendre l'une de deux formes : l'expansion territoriale, moins probable que l'extension de la sphère d'influence économique.

Ces trois scénarii ne sont pas acceptables pour les pays d'Asie centrale, surtout parce que ces trois situations impliquent leur subordination à la volonté et aux actions des puissances extérieures et, de plus, négligent la volonté et le rôle des Centrasiatiques eux-mêmes¹²⁶.

4. La seule opinion pertinente pour les Etats de la région est donc de devenir un Centre Uni de puissance. Il est aujourd'hui de plus en plus évident qu'ils ne peuvent pas être des Etats pleinement indépendants et souverains à moins qu'ils ne deviennent pas une région intégrée, indépendante et souveraine.

Un tel projet, s'il est réalisé, répond objectivement aux intérêts de toutes les grandes puissances, acteurs de la géopolitique centrasiatique. Les réactions de ces acteurs envers ce projet peuvent être un test exact de leurs intentions réelles dans cette partie du monde. De plus, ces approches peuvent montrer dans quelle mesure les grandes puissances sont vraiment en train de passer d'une géopolitique impériale à une géopolitique démocratique.

Les dirigeants d'Asie centrale sont loin d'avoir élaboré de réelles stratégies en matière de politique étrangère : la région centrasiatique évolue non pas au gré des

¹²⁶ TOLIPOV F. *ibid.*

initiatives diplomatiques des responsables nationaux, mais reste dépendante des convoitises extérieures. On assiste ainsi à une renaissance du concept d'*Eurasie*: développé par Mac Kinder au début du XXe siècle¹²⁷, puis repris par Z. Brzezinsky¹²⁸, cette théorie faisait du cœur de l'Eurasie une zone agressive déterminante pour l'hégémonie mondiale; aujourd'hui il semble que la dimension stratégique de l'Asie centrale se caractérise par sa nature « à conquérir ».

Ainsi, le renforcement des structures multilatérales régionales en matière de sécurité et de défense est un élément incontournable de la géopolitique de l'Asie centrale : en effet, la Russie et la Chine ont trouvé au sein de la CEI, et surtout de l'OCS, les moyens de jouer un rôle majeur dans la stabilisation régionale. Toutefois, il est impossible de prétendre donner les clefs de la stabilité de cette région. Alors qu'il apparaît improbable qu'une seule puissance soit en charge de cette fonction, il semble plus envisageable que la stabilité de l'Asie centrale soit le fruit d'un équilibre fragile d'influences croisées.

Pour le reste, la coopération régionale demeure la pierre angulaire de la stabilité des dirigeants centrasiatiques. Le Président kazakh, N. Nazarbaev, a ainsi déclaré que « *du point de vue de la sécurité nationale et des menaces qui pèsent sur le Kazakhstan à moyen terme, il est impératif de construire un réel système efficace de sécurité régionale. Pour cela, nous avons besoin du Traité de sécurité collective et du Forum de Shanghai*¹²⁹ ». Néanmoins, les républiques d'Asie centrale ont négocié de manière bilatérale avec les États-Unis leur participation à la coalition antiterroriste en Afghanistan, en dépit de la volonté du Président Poutine de préserver une cohérence au sein de la CEI.

Par ailleurs, la multiplication, voire la combinaison, de plusieurs engagements en matière de défense et de sécurité peut conduire à des incompatibilités, voire à des conflits d'intérêts. La participation aux programmes de l'OTAN et le stationnement de troupes américaines sur le territoire des républiques centrasiatiques se juxtaposent aujourd'hui à une contribution aux structures de défense et de sécurité d'organisations subrégionales.

¹²⁷ Il avait élaboré deux concepts : celui d'« aire-pivot », en Eurasie (incluant la totalité de la Sibérie et une grande partie de l'Asie centrale) et celui de « heartland » (cœur continental qui représentait l'Europe centrale).

¹²⁸ BRZEZINSKY Zbigniew, *Le Grand Echiquier* (l'Amérique et le reste du monde), Bayard, Paris, 2000 (2eme édition).

¹²⁹ Le Kazakhstan est considéré par Moscou comme un « partenaire stratégique », il a rejoint le programme d'adhésion de l'OTAN. Dans les dix prochaines années, il devrait devenir un membre à part entière de l'Alliance.

§2 L'instabilité de la politique interne. Echech du régionalisme

La dissolution de l'Union soviétique a provoqué l'émergence des états indépendants qui, parallèlement aux difficiles étapes de la transition politique, économiques et sociales amorcée en 1991, ont dû engager un processus de construction étatique et nationale.

Pour chaque nouvel état d'Asie centrale, la recherche d'une voie spécifique de développement et d'une stratégie d'intégration dans le système mondial était la préoccupation principale pendant les premières années d'indépendance. Dans ce processus de construction, et face aux difficultés de la transition, les pays de l'Asie centrale n'ont pas disposé des mêmes moyens. Le Kazakhstan s'est construit grâce à ses ressources naturelles (hydrocarbures) et à sa performance économique. Le Kirghizstan, dont la stratégie politique libérale s'est heurtée à de faibles ressources économiques. Le Tadjikistan, détruit par la guerre civile des années 1990, se sont largement appuyés sur des moyens extérieurs, en particulier l'aide internationale.

Alors que l'Ouzbékistan tentait de devenir son propre voie de développement, le Turkménistan, fort de ses ressources énergétiques, a proclamé sa neutralité et s'est concentré sur la négociation de prix gaziers avantageux avec la Russie. Pour la plupart des dirigeants politiques centrasiatiques, l'idée de la construction d'un Etat national, renforcée par l'euphorie de l'indépendance et celle de l'intégration régionale ou même du renforcement de la coopération n'étaient pas compatibles.

Dans le processus de définition d'une identité nationale, les Etats de l'Asie centrale se sont appuyés sur des personnages historiques ou mythologiques pour légitimer leur existence et établir une démarcation symbolique nette avec leurs voisins¹³⁰. L'Asie centrale a ainsi été vidée de sa substance symbolique au profit de chacune des nouvelles entités étatiques. De plus, la délimitation des frontières et la définition de la sécurité dans un cadre désormais national ont contribué à renforcer le cloisonnement de l'espace centrasiatique. L'introduction de régimes de visas, les barrières administratives, enfin le coût désormais

¹³⁰ DELCOUR L. et TERNOVA I., « Quelle coopération régionale pour les pays d'Asie centrale ». *Actualité de la Russie et de la CEI. IRIS*. N° 4, 2007, p.3

élevé des déplacements entre les pays pour la population ont rendu quasi impossible la libre circulation des personnes et des biens entre les cinq pays.

Les difficultés de la transition économique, l'existence de menaces extérieures et les engagements vis-à-vis des partenaires occidentaux ont rapidement mis en relief la nécessité d'une coopération entre pays d'Asie centrale. L'instabilité en Afghanistan voisin, mais aussi du Tadjikistan, ont suscité dès les années 1990 l'inquiétude des pays d'Asie centrale, en particulier du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan. Le trafic de drogue et d'armes comme les incursions de mouvements islamistes en provenance d'Afghanistan ont montré la porosité des frontières et mis en lumière la faiblesse de certains des nouveaux états.

Ainsi, le Tadjikistan déchiré par la guerre civile jusqu'au milieu des années 1990, est-il devenu une plaque tournante dans le transit de la drogue afghane, d'abord l'opium, puis l'héroïne. La marchandise (la drogue) ensuite acheminée vers les zones frontalières des pays voisins, le Kirghizstan pauvre et instable, l'Ouzbékistan jusqu'au durcissement politique de la fin des années 1990. Le trafic de stupéfiants a favorisé l'émergence et l'essor d'organisation criminelle qui ont-elles mêmes contribué au développement d'autres trafics et au renforcement de la corruption. Le commerce de la drogue est également étroitement lié au terrorisme, qu'il permet de financer, plusieurs attaques terroristes des années 1990 semblent ainsi s'expliquer par une volonté de contrôler le trafic de stupéfiants.

Aujourd'hui, certains points de tensions demeurent entre les pays d'Asie centrale. La situation est considérée par les militaires russes comme explosive et susceptible de dégénérer en conflits d'envergure régionale, en particulier si la Russie venait à quitter la région. En effet, la présence militaire russe empêche que l'un ou l'autre des États ne tentent d'imposer son hégémonie dans la zone¹³¹. Les efforts russes pour parvenir l'apparition de conflits en Asie centrale répondent aux intérêts du gouvernement russe qui protège plus de dix millions de ressortissants de ces États d'origine ethnique russe qui constituent une

¹³¹ Les forces militaires russes en Asie centrale se composent de:

Une base militaire au Tadjikistan autrefois appelée « Division 201 » et spécialisée dans le combat contre l'islamisme radicale au Tadjikistan et en Afghanistan, très mobile.

Une participation décisive au centre anti-terroriste de Bishkek créé par un accord de l'Organisation de Coopération de Shanghai. Y contribuent les services secrets de tous les États de cette organisation.

Une base aérienne à Kant, au Kirghizstan, située à 30 km de la base de l'OTAN de Manas; En outre, il existe un accord entre le Kazakhstan et la Russie pour construire une politique militaire commune et qui stipule qu'en cas d'agression contre le Kazakhstan, la Russie interviendra pour le protéger.

partie importante de l'élite technique et scientifique de ces républiques: tout conflit risquerait de provoquer un exode massif de cette population que la Russie ne peut se permettre d'accueillir par manque de ressources financières.

Outre les menaces liées aux pays voisins, les pays d'Asie centrale ont dû faire face à des enjeux transnationaux hérités de l'époque soviétique. Ainsi, l'Asie centrale est devenue dans les 1990 l'un des symboles de risque écologique, avec la situation catastrophique de la mer d'Aral¹³². La Mer intérieure recevant les eaux de l'Amou-Daria et Syr-Daria, la mer d'Aral s'est progressivement asséchée depuis les années 1960, pour perdre la moitié de sa surface et les trois quarts de son volume en une trentaine d'années¹³³.

Carte administrative de l'Asie centrale



Source : Internet

Le résultat d'une mauvaise gestion de l'eau dès l'époque soviétique, cette évolution a de multiples conséquences écologiques (augmentation exponentielle du taux de salinité de l'eau), économiques (disparition de toute activité agricole) et sanitaires. Or, en dépit de

¹³² RISBEKOV Y. X. « Трансграничные водные ресурсы ЦА как фактор безопасности » (Les ressources transfrontières d'Eau comme un facteur de sécurité en Asie centrale), Moscou, p. 12

¹³³ BO L., OROLBOEV E. and STERLOV Y. "The China and Eurasia Forum Quarterly", Vol. 6, n° 3, August 2008, p. 13

la création d'un Fonds internationale pour la réhabilitation de la mer d'Aral, en 1993, la problématique de l'eau a été un ferment de division entre pays de la région davantage qu'un indicatif à la coopération. Comme l'énergie, l'eau a ainsi été utilisée comme moyen de pression sur les pays voisins, par exemple entre le Kirghizstan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.

La Russie veut maintenir le *statu quo* en Asie centrale. Les dirigeants autoritaires de l'ère communiste sont très utiles dans le maintien du statu quo dans la région¹³⁴. Un gouvernement démocratique qui est élu par les masses est plus responsable devant le peuple et pour la société civile. Toute étape qui les considère comme nuisible aux intérêts nationaux, pourrait être contestée. Toute sorte de gouvernement autoritaire n'a aucun contact étroit avec le peuple, et prend peu d'intérêt dans l'opinion publique sur les questions nationales et internationales.

Par ailleurs, dans un gouvernement démocratique, l'économie est plus ouverte aux échanges commerciaux et des investissements. Les systèmes politiques, économiques et juridiques de l'Etat sont censés offrir un environnement plus favorable pour le commerce extérieur qui est basé sur la concurrence. Ces états d'attirer davantage de capitaux en raison de restrictions du commerce. En Asie centrale démocratique, les pays occidentaux auraient davantage d'occasions d'investir dans leurs économies qui dépendent fortement des exportations de pétrole et du gaz.

Les investissements étrangers ne sont pas seulement contribuer à diversifier les économies du marché, mais facilitera également dans le maintien de l'influence de l'Occident dans la région. Dans cette perspective, l'ordre du jour démocratique occidental représentait une menace fondamentale pour la servie des régimes autoritaires de l'Asie centrale. La démocratie occidentale a encouragé les « *révolutions colorées* » en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizstan et a remplacé les dirigeants pro-russes de ces républiques.

La Russie contesté la propagation des institutions démocratiques – transatlantiques, critiquant ceci comme injustifiée l'empiètement occidental géopolitique au sein de l'ancien espace soviétique. Soutenir les forces d'oppositions en Asie centrale, où les régimes

¹³⁴ BHATTY S. KH., "Russia: Traditional Hegemony in Central Asia", op. cit. p.48

autoritaires actuels sont assez favorables pour la Russie, n'est pas une option appropriée pour la Russie. La Russie soupçonne des motivations derrière la stratégie géopolitique changement de régime qui inclut une présence à long terme des Etats-Unis géostratégique et un meilleur contrôle sur les ressources naturelles dans la région.

Quand les pays de l'Asie centrale sont antidémocratique est avantageux pour la Russie. Par exemple, l'Union Européenne n'achète pas directement le gaz du Turkménistan à cause des droits de l'homme, elle achète indirectement via Gazprom appartenant à l'Etat de la Russie. Et la Russie achète moins cher directement au Turkménistan et revendra plus cher en Europe¹³⁵. Ainsi, la Russie ne préférerait pas l'émergence de la démocratie occidentale en Asie centrale, pour profiter pleinement la dépendance de ces pays envers la Russie.

Les États d'Asie centrale s'affirment avec force leur souveraineté, Ils se sont très vite lancés dans une politique d'adhésion aux organisations internationales, et en priorité, aux Nations unies et à leur organe spécialisé. Parallèlement, ils se sont engagés dans une politique de participation aux structures de coopération régionale. L'attrait pour le régionalisme s'explique d'abord par une volonté d'affirmation de leur existence sur le plan international. Il répond cependant à d'autres préoccupations. La volonté de nouer des liens d'un type nouveau avec les États anciennement soviétiques ;

- de bénéficier des privilèges des États issus de l'ex-URSS
- d'intégrer les organisations dont seul Moscou était membre auparavant (OSCE),
- d'adhérer aux organisations régionales anciennes et nouvelles auxquelles participent leurs voisins (ECO),
- d'essayer de se regrouper avec les États centrasiatiques afin d'harmoniser échanges et communications
- et de développer les relations économiques (Organisation de coopération centrasiatique).

¹³⁵ LARUELLE M., op. cit.

Les préoccupations liées à la sécurité régionale ont présidé à la formation d'une structure comme le « Groupe de Shanghai », devenu en 2001 l'Organisation de la coopération de Shanghai (OCS). A tout cela, il faut ajouter une préoccupation générale, celle de créer des blocs économiques capables de mieux représenter les intérêts des pays membres au sein d'une économie de plus en plus mondialisée. Par ailleurs, la mise en place des structures de coopération régionale peut contribuer à l'amélioration des relations de bon voisinage, ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences positives quant au désenclavement des États de la région.

La première tentative d'intégration régionale en Asie centrale, lancée par le président du Kazakhstan, a abouti à la création de l'union centrasiatique en 1994, comprenant tous les pays de région excepté le Tadjikistan et le Turkménistan. L'objectif principal de cette union était la création d'un espace économique unique avec la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et de la main d'œuvre, à l'image de la construction européenne. En dépit de la signature de multiples documents destinés à mettre en place l'intégration régionale, l'Union centrasiatique est restée lettre morte. Cet échec tient d'abord à l'hétérogénéité de la situation dans la région, sur le plan économique (par exemple, avec l'adhésion à l'OMC du seul Kirghizstan) comme politique. Mais il s'explique aussi par le primat des intérêts nationaux : ainsi, les barrières douanières sont considérées comme sources de financement pour le budget de l'Etat davantage que comme un obstacle au commerce régional.

La persistance de ces facteurs explique également l'échec des successeurs de l'Union centrasiatique. La Communauté économique centrasiatique (CEC), rejointe à partir de 1998 par le Tadjikistan, n'a pas réussi à promouvoir des projets concrets de coopération, malgré la création d'une Banque de reconstruction centrasiatique. Son activité s'est limitée, comme son prédécesseur, à planifier l'intégration régionale (objectif d'intégration pour l'an 2000, puis adoption d'une stratégie de développement 2000-2005), sans que soit commencée sa réalisation.

La reconnaissance de l'échec de la Communauté en 2001 a conduit au lancement la même année d'un Forum économique centrasiatique, à l'initiative d'Islam Karimov, le président ouzbek. Il est conçu comme un cadre de discussion à l'agenda plus flexible que la Communauté, n'a cependant pas survécu plus de quelques mois. En effet, les

bouleversements du contexte régional consécutifs aux attentats du 11 septembre 2001 ont rendu patente l'incapacité des pays d'Asie centrale à engager une coopération régionale devenue désormais indispensable.

Pour l'Asie centrale qui a réussi à faire face aux problèmes des temps et des règles différentes à travers son histoire, il n'est pas imprévu pour voir un combat pour soi adoptant le nouvel ordre mondial et l'échec qui a été joué par la communauté internationale, acteur dans la région depuis l'effondrement de l'union soviétique, en raison de son distinctes des caractéristiques géographiques et historiques.

Afin de faire face à cette phase, lorsque l'indépendance soudaine confrontés les nouveaux états avec une recherche de la tenue de discussion qui serait de les protéger contre les effets choquants de la transition. Les anciennes républiques soviétiques dans son ensemble avait trois options concernées par la création de la politique de sécurité, définie de façon étroite comme se rapportant à l'environnement menace inter et intra-étatiques qui créent le potentiel de conflit plutôt que dans le sens large de la sécurité humaine, et aussi économiques, énergétiques ou aspects environnementaux de la sécurité; devenir des Etats neutres, adhérer à une organisation régionale ou voisins pour former leur propre organisation¹³⁶.

Par conséquent, dans les pays enclavés d'Asie centrale, les États ont continué à dépendre de la volonté et la capacité de leurs voisins immédiats à prendre des mesures sur des questions essentielles qui les concernent tous¹³⁷. L'exception du Turkménistan, qui a choisi la première voie et d'éviter de rejoindre une variété de coalitions politiques et les organisations régionales en préservant sa neutralité, le reste des Etats d'Asie centrale, bien essayé la troisième voie, respectivement, ne pouvait que précéder une certaine mesure à cause de ci-dessus contraintes.

En d'autres termes, ils ont été aspirée dans la seconde alternative, comme une atteinte de la coordination, même limitée de leurs politiques de sécurité et de défense

¹³⁶ ALLISON R., "Regionalism, Regional Structure and Security Management in Central Asia", *International Affairs*, volume 80, n° 3, 2004, pp. 463-483

¹³⁷ HILL F., "Areas for Future Cooperation or Conflict in Central Asia and the Caucasus", <http://www.brook.edu/views/speeches/hillf/20020919.htm>.

comme unité une distincts d'Asie centrale a été un combat difficile¹³⁸. Compte tenu de leur interdépendance et les tensions avec l'autre en fonction de la nature de leurs concurrentes infra déficiences structurelles et avec la Russie, ce n'était certainement pas du ciel.

La variable dominante de l'interaction entre les États nouvellement indépendants d'Asie centrale a été constituée par l'extrême négatif des relations, principalement soupçons, se référant au modèle principal de l'interaction régionale qui façonne le complexe de la sécurité régionale. Ils avaient à préférer la coordination de la sécurité sous l'influence d'au moins d'une puissance dominante conduisant à de nombreuses entités régionales et macro-régionales qui étaient attendus pour aider à atténuer les problèmes des membres issus de la suspicion et la méfiance.

En d'autres termes, les craintes de la sécurité, que ce soit authentique ou exagérées pour des fins de politique intérieure ont incité les Etats d'Asie centrale pour accueillir de nombreuses organisations pour répondre à leurs besoins. Toutefois, ces entités ont été souvent diverses et non coordonnées et parfois même en concurrence avec un autre. Par conséquent, un assez grand nombre d'initiatives régionales avec des membres qui se chevauchent et les agendas sont apparus de manière telle que lorsque l'on prend les organisations internationales présentes dans la région en compte, la question de savoir comment ces organisations orientées différemment interagissent se pose immédiatement.

Dans ce contexte, le mécanisme de sécurité actuelle en Asie centrale peut être considéré comme composée de trois structures qui se chevauchent: l'Organisation de Traité de la sécurité collective (OTSC) dominée par la Russie, l'OCS guidé par la Chine et la Russie et la présence militaire des Etats-Unis avec l'OTAN¹³⁹.

Concernant les limites économiques comme la base de la nature hétérogène des états d'Asie centrale, la première chose qui semble entraver le processus de régionalisme peut être discerné par les infrastructures concurrentes reflète dans le commerce des pauvres en raison de la portée limitée et le chevauchement des produits.

¹³⁸ ALLISON R., op.cit., p. 463

¹³⁹ BOGATUROV A., "International Relations in Central-Eastern Asia: Geopolitical Challenges and Prospects for Political Cooperation", The Brookings Institution: Center for Northeast Asian Policy Studies, June 2004, p. 12

- Le Kirghizstan exporte principalement d'or et d'électricité;
- Le Tadjikistan l'électricité, le coton et l'aluminium;
- Le Turkménistan le coton et du gaz naturel;
- L'Ouzbékistan coton et l'or;
- Le Kazakhstan principalement le pétrole et les produits métalliques.

Les économies des pays sont plus concurrentes que complémentaires à l'exception de certaines complémentarités de ressources spécifiques telles que le pétrole et le charbon dans les ressources du Kazakhstan et de l'hydroélectricité au Kirghizistan et au Tadjikistan. En outre, les terres pauvres, les liaisons ferroviaires et aériens, les oléoducs, les réseaux de transport dans la région d'Asie centrale, principalement construite vers Moscou, auparavant le centre de gravité, combinée avec le grand nombre d'établissements dispersés ont été les principales contraintes sur le commerce intra-régional, alimentée par les politiques commerciales protectionnistes de nationaliser, au moins jusqu'à la consolidation de régimes monopole¹⁴⁰.

Dans ce contexte et en raison de l'environnement sécuritaire fragile de la région, il était presque impossible pour eux de finir les reconstructions et l'ajustement de leurs systèmes économiques nationaux dans le court terme. En conséquence, tant que la reprise économique arrive à être retardée et les systèmes de sécurité sociale de fonction inefficacement, surgissent des sentiments extrémistes et à contribuer au cercle vicieux de l'instabilité et le malaise de la région, où les combinaisons de la pauvreté et l'exclusion politique ont le potentiel élevé pour la création d'environnements dans lequel l'organisation criminelle et des groupes extrémistes prospèrent.

Sur une autre dimension, Allison, tout en analysant les contraintes sur un régionalisme liés à la sécurité en Asie centrale cite plusieurs facteurs; allusion à l'atmosphère mutuellement nourrissante créé par l'interaction entre l'interne et les aspects extérieurs de la sécurité. À cet égard, Allison a tendance à évaluer la Russie¹⁴¹, la puissance régionale hégémonique, comme la principale contrainte sur toute initiative en faveur du régionalisme en Asie centrale. On peut affirmer que la principale contrainte sur

¹⁴⁰ BOHR A., "Regionalism in Central Asia: New Geopolitics, Old Regional Order", *International Affairs*, Vol. 80, No. 3, 2003, p. 485

¹⁴¹ ALLISON R., op.cit., p. 463

le régionalisme dans la région est causée par la dynamique concurrentielle entre les grandes puissances d'influence sur la région. Ces facteurs doivent être pris en compte avec divers facteurs infrarégional et au niveau des États, tels que la turbulence politique et la stagnation économique accompagnée de troubles intérieurs et de sous-développement.

Par ailleurs, la proximité géographique, la culture matérielle commune, la structure sociale, le système culturel de valeur et des ressources naturelles transfrontières hérité de l'héritage soviétique et de la mémoire historique et les processus de construction de l'État a conduit à l'atmosphère oppressante politique, au moins jusqu'à la réalisation des un consensus sur l'identité nationale¹⁴². En outre, ils ont aussi beaucoup contribué pour la prévention de toute nouvelle étape concernant l'objectif de régionalisme.

D'autre part, il devrait également être pris en compte que, avant l'indépendance que Moscou était la gravité central de l'Union soviétique, toutes les décisions politiques graves décisions a eu lieu au Kremlin, loin des capitales des républiques et il y avait la petite république de l'interaction République en dépit de leur commune traditions religieuses, culturelles et linguistiques.

Enfin, à l'égard de l'hypothèse que plus, le degré de libéralisation économique et politique dans un état d'Asie centrale, plus, la probabilité de son régime de s'engager dans des projets régionaux. Bohr fait valoir¹⁴³ que si le Turkménistan et l'Ouzbékistan, ayant des régimes oppressifs et personnaliste et autoritaires atmosphère politique, gardé leur distance et dépendait des relations bilatérales, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, ayant une atmosphère relativement libérale politique, ont été régionalistes plus impatients.

En bref, le faible niveau d'ouverture toléré par les régimes des Etats d'Asie centrale tout en formant les menaces de sécurité affecte les moyens correspondants pour traiter avec eux et donne une autre contrainte pour un régionalisme possibles en Asie centrale.

¹⁴² BOHR A., op.cit., p. 486

¹⁴³ BOHR A., op. cit. p.495

Section2 Les intérêts russes en Asie centrale

§1 L'intérêt stratégique : la zone d'influence

La Russie cherche globalement à sécuriser son statut de grande puissance régionale. Elle ne peut pas sentir en sécurité entouré par les pays hostiles qui cherchent à préserver une voix définitive dans la structuration de l'architecture de sécurité de la région¹⁴⁴. Il ne fait aucun doute que la Russie de Poutine a en effet fait des progrès significatifs dans l'augmentation de son influence en Asie centrale grâce à des liens économiques et des initiatives. Ses efforts dans ce domaine surpasser tous les autres efforts, y compris militaires, pour établir l'influence.

A cet égard la politique étrangère de la Russie respecte les principes de la normalisation des grandes puissances. Moscou a joué à son avantage dans la région. Son infrastructure d'énergie soviétique d'époque a servi à augmenter le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan sur la dépendance des voies de transit russe à atteindre les marchés extérieurs et Moscou a assuré la coopération à long terme en investissant massivement dans leurs secteurs énergétiques. Surtout, contrairement aux Etats-Unis et autres pays occidentaux, les investissements russes ne seront pas affectés par les irrégularités ou l'absence d'une structure fiscale de style occidental et du système judiciaire dans les états d'Asie centrale.

Les entreprises russes et des sociétés d'investissements sont familiers avec l'anarchie relative dans l'ancienne sphère soviétique, et sont prêtes à renforcer l'économie d'Asie centrale ainsi établir une présence majeure russe qui sera extrêmement difficile à extraire¹⁴⁵. La Russie doit s'appuyer principalement sur ses exportations de matières premières et d'énergie que les mécanismes d'influence économique en Asie centrale. La Russie reste confrontée à des défis important pour sa capacité à utiliser les autres ressources économiques pour influencer sur la région. Ces défis découlent de problèmes

¹⁴⁴ TSYGANKOV A. P. "Preserving Influence in a Changing World: Russia's Grand Strategy". *Problems of Post-Communism*, Vol. 58, No. 1, March-April, 2011, p. 43

¹⁴⁵ MARQUARDT E. and BENDERSKY Y., "Uzbekistan's New Foreign Policy Strategy," 23 November 2005 in *The Power and Interest News Report*

propres de la Russie dans l'achèvement des réformes judiciaires. Les deux sont essentiels pour encourager l'investissement national et étranger nécessaire pour concurrencer efficacement dans un climat de grande vitesse, l'information axée sur la technologie de la mondialisation.

La Russie considère l'espace de la CEI une sphère d'intérêt stratégique. Poutine, dans son discours à l'Assemblée fédérale en 2003, a mentionné le fait que ce sont des voisins avec de nombreux siècles de liens historiques, culturels et économiques. Il y a une dépendance mutuelle, et des dizaines de millions de Russes vivent dans les pays de la CEI. C'est une zone où la Russie a de plus d'influence et voit aussi les plus grandes menaces pour sa sécurité. Le Concept de la politique étrangère de Poutine (2000) a souligné l'importance à la fois de la coopération politico-militaire contre l'extrémisme et le terrorisme et de la coopération économique, y compris l'utilisation rationnelle commune des ressources naturelles.

L'ambition de garder le contrôle sur les ressources pétrolières et gazières (par exemple, dans la région de la mer Caspienne). Une autre ambition évidente est de garder l'influence étrangère sur la région, en particulier des États-Unis et ses alliés. La Russie est la seule force capable de répondre de façon adéquate aux menaces émergentes en Asie centrale: islamisme radical, séparatismes, terrorisme, conflits entre les républiques d'Asie centrale. Ce fait est reconnu par les États de la région qui accueillent une présence militaire russe importante. L'OCS et l'OTSC ne constituent qu'une façade de coopération. La présence stabilisatrice de la Russie dans la région s'exprime bien davantage dans sa capacité à favoriser le dialogue informel entre les partenaires que dans sa participation à ces structures dépourvues de tout mécanisme contraignant.

Deux mécanismes principaux permettent à la Russie de continuer à maintenir sa domination sur l'Asie centrale: sa force de réaction militaire aux conflits actuels et potentiels de la région ainsi que sa grande capacité de manipulation des tensions entre les différentes parties s'affrontant pour le contrôle des ressources naturelles. De nombreuses interactions lient ces deux axes. L'une des principales tâches de la Russie en Asie centrale est la protection de la ligne frontalière afghano-tadjike pour prévenir le passage de terroristes islamistes et de trafiquants de drogue d'Afghanistan vers l'Asie centrale, ces deux fléaux étant étroitement liés. Ainsi en octobre 1992, les forces spéciales envoyées à

Douchanbé (la capitale de Tadjikistan) réussirent à y stabiliser la situation en quelques jours. L'action russe sur la frontière tadjike vise à sécuriser les frontières de la Russie elle-même, rendues très vulnérable par l'absence de protection de plusieurs sections de la frontières kazakho-russe.

Après sa visite officielle en Chine en octobre 2004, Vladimir Poutine se rendit au Tadjikistan où il signé plusieurs accords économiques et militaires, garantissant à la Russie une présence massive au Tadjikistan pour les cinquante prochaines années¹⁴⁶. En réalité, l'effacement de la dette tadjike d'environ 200 millions de dollars a largement aidé à convaincre le Tadjikistan d'accepter création d'une base militaire russe de 5000 à 7000 soldats et la légalisation du contrôle russe de la station de guidage satellitaire et de radio-électronique de Nurek. La partie tadjike insiste pour reprendre le contrôle de sa frontière avec l'Afghanistan mais les experts russes estiment que le régime politique tadjike et son armée ne sont ni moralement ni techniquement en mesure de faire obstacle au trafic de drogue et aux flux d'éléments déstabilisateurs en provenance de l'Afghanistan.

Sur le plan des ressources naturelles, la Russie contrôle l'exportation de gaz et de pétrole vers l'Europe, et cette domination ne semble pas prête de s'affaiblir. L'accord entre la Russie et le Kazakhstan signé en 2002 constitua un premier pas de légalisation du partage de la Mer Caspienne qui jusqu'alors appartenait en Russie alors que ses ressources étaient largement exploitées par les pays du littoral de la Caspienne à négocier pour parvenir le plus rapidement possible à un accord sur le partage des fonds marins.

A l'exception du Turkménistan, les pays de la CEI semblent satisfaits de leur position actuelle sur la Caspienne. Néanmoins, les revendications iraniennes sont sources de tensions importantes avec l'Azerbaïdjan: pendant les étés 2003 et 2004, les avions de chasse des deux pays s'approchèrent dangereusement des limites de l'espace aérien de leur voisin. La Russie soutient clairement l'Azerbaïdjan dont les intérêts pétroliers s'alignent avec ceux de la Russie. Ainsi, pendant les étés 2003 et 2004, plusieurs manœuvres militaires russes furent organisées en mer Caspienne avec la participation de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan, témoignant du durcissement de la position des pays de la CEI face à

¹⁴⁶ BUSZYNSKI L., "Russia's New Role in Central Asia", *Asian Survey*, Vol. 45, No. 4 (July/August 2005), p. 558

l'Iran¹⁴⁷. Le Kazakhstan constitue à cet égard l'allié principal de la Russie dans la zone. Si l'Azerbaïdjan perçoit la position russe comme respectueuse de ses intérêts économiques, il pourra également devenir un partenaire militaire sûr.

Il est fondamental de noter que la question pétrolière entre la Russie, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan est gérée par des accords bilatéraux et non par un accord tripartite. En outre, Gazprom, véritable État dans l'État, joue un rôle clé dans l'orientation des stratégies des différents acteurs de la zone et jouit d'une position de force en Iran dont il a acquis 30% des forages gaziers de Pars du Sud¹⁴⁸. Gazprom peut ainsi facilement obliger l'Iran à s'asseoir à la table des négociations.

Un autre conflit potentiel transcasprien est lié aux tensions opposant l'Ouzbékistan et le Turkménistan au sujet de la construction d'un gazoduc permettant d'acheminer le gaz vers le Pakistan à travers l'Afghanistan: si les Turkmènes disposent les plus larges ressources en gaz, les ouzbeks possèdent l'infrastructure des gazoducs et sont en position de contester les prix proposés par les Turkmènes. La situation se complique en 2002, lorsque le Turkménistan accuse l'Ouzbékistan d'avoir commandité l'attentat manqué contre le président Saparmurat Niyazov. Dans le contexte de sa stratégie visant à s'affranchir de sa dépendance envers la Russie, le Turkménistan se voit contraint de faire transiter ses ressources naturelles par l'Ouzbékistan pour les exporter.

Un autre point chaud oppose l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. En 1998, éclatèrent des violences à Auch, une région kirghize peuplée de communautés ouzbeks. Cette région est très riche en ressources hydrauliques qui font cruellement défaut à l'Ouzbékistan. Ces tensions prennent racines dans le découpage territorial des années 30 suite auquel de nombreux individus d'ethnie ouzbek devinrent ressortissants du Kirghizstan¹⁴⁹. Le conflit latent peut se transformer en guerre ouverte à tout moment. Dans le cas d'un tel conflit,

¹⁴⁷ A la fin du 19^{ème} siècle l'Iran a perdu tous ses droits sur la mer Caspienne suite dans le conflit russo-persan. L'Union Soviétique, en tant que successeur de l'Empire russe, considéra la mer Caspienne comme une mer intérieure soviétique dont les ressources n'avaient pas être partagées avec l'Iran. La Russie elle-même mit fin à ce statut après 1991: le partage des ressources entre les pays de la Caspienne commence dans les faits dès le début des années 90 et fut formellement entériné avec la conclusion de l'accord de 2002.

¹⁴⁸ Il est estimé que ces puits contiennent 12 millions m³ de gaz, avec un potentiel de production de 20 milliards m³ par an.

¹⁴⁹ Il est très difficile de différencier les ethnies ouzbeks, kazakhes et kirghizes: leur séparation ne remonte qu'à la fin du 19^{ème} siècles après plusieurs siècles d'histoire commune.

outre l'intervention de la Russie, une ingérence de la Chine serait hautement probable du fait de l'importance de ses intérêts stratégiques au Kirghizstan.

L'installation de la base américaine de Manas, suite aux événements du 11 septembre 2001, est en effet perçue comme une menace directe par la Chine. La Russie profita également des changements géopolitiques consécutifs au 11 septembre pour créer une base militaire à Kant. Le 20 octobre 2004, le parlement kirghize a ratifié une loi autorisant les citoyens kirghizes à réaliser leur service militaire dans l'armée russe et à recevoir la nationalité russe après 3 ans de service¹⁵⁰. Ce geste constitue un pas important en direction d'une intégration politique et militaire plus poussée. C'est à ce prix que le faible gouvernement kirghize peut réussir le tour de force de se doter d'une double protection contre la Chine et contre l'Ouzbékistan.

En cas de déstabilisation de la situation intérieure russe, le Kirghizstan se verrait exposé aux appétits chinois et ouzbek. A moins qu'il n'accepte de remettre sa souveraineté entre les mains du Kazakhstan, pour bénéficier de la protection de ce grand voisin dont la population lui est ethniquement très proche. Une telle configuration pourrait alors mener à l'apparition d'un conflit entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, les deux pays étant en concurrence pour la domination de l'Asie centrale. Si la Russie demeure un acteur privilégié en Asie centrale, c'est largement parce que le gouvernement évite de formuler toute critique envers ces régimes, contrairement à l'Occident qui stigmatise leur autoritarisme et leur antidémocratie. En outre, l'Occident n'a pas su développer de stratégie cohérente en Asie centrale¹⁵¹.

Après le 11 septembre 2001, les États-Unis ont lancé le mot d'ordre du « combat contre le terrorisme » mais n'ont proposé ni méthode ni vision pour une politique en Asie centrale. Si l'on considère que de nombreux dirigeants des principaux groupes terroristes internationaux ont trouvé refuge dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, il serait nécessaire de s'employer à transformer ces États en bases stables pour le

¹⁵⁰ La loi russe mentionne explicitement la possibilité pour les ressortissants des États de la CEI de venir faire leur service militaire en Russie. L'acceptation du Kirghizstan constitue à cet égard un précédent juridique important.

¹⁵¹ BHATTY S. KH., « Russia: Traditional hegemon in Central Asia », op. cit. p.54

combat contre le terrorisme. Mais cela n'a pas constitué une priorité de l'action américaine dans la région.

Pour définir sa stratégie en Asie centrale, l'Occident balance entre isolationnisme et utopisme. La position isolationniste insiste sur le fait que l'Asie centrale se trouve loin de l'Europe et des États-Unis et ne menace pas directement leurs intérêts: un conflit éclatant dans la zone auraient prioritairement des répercussions sur la Russie et la Chine. La déstabilisation de ces deux pays faciliterait alors le renforcement de la position américaine dans la région. L'apparent succès en Afghanistan ayant mené à la disparition de l'éphémère régime taliban peut créer l'illusion que les États-Unis sont capables de répéter l'expérience dans d'autres pays d'Asie centrale. Mais une telle conception ne tient pas compte du fait que la mentalité de nombreux autre peuple d'Asie centrale est très différente de celle des talibans.

La tendance utopiste consiste à vouloir aider les pays d'Asie centrale à transformer leur système politique pour créer les conditions d'une démocratie à l'occidentale. La structure même du développement social des peuples d'Asie centrale est contradictoire avec une telle vision: ceux-ci sont passés directement d'une société fondée sur l'esclavage domestique au socialisme, sans passer ni par le féodalisme ni par le capitalisme. Les tentatives actuelles d'imposer un modèle démocratique occidental produisent un fort sentiment de rejet au sein des élites de ces républiques. La Russie privilégie une stratégie alternative en Asie centrale: celle du dialogue et de la collaboration volontaire, comme l'illustrent les structures de l'OCS.

§2 L'intérêt économique : hydrocarbure

La Russie relance également l'intégration économique dans l'espace post-soviétique, mais dans un format réduit à quelques pays-clé. En effet, devant l'échec de la CEI à proposer des conditions de coopération économique qui répondraient aux intérêts de ses douze membres, la Russie propose un cadre d'intégration plus cohérent.

C'est le président du Kazakhstan Noursoultan Nazarbaev qui est à l'origine, dès 1994, de l'idée d'une union économique eurasiatique réduite, fondée sur des principes comparables à ceux du marché européen. Cette union est fondée en février 1999 par cinq États: la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, qui devient en octobre 2000 la Communauté économique eurasiatique (Eurosec). L'Eurosec doit se développer en trois étapes:

- un régime de libre-échange
- une union douanière
- un espace économique commun.

Le premier sommet d'Eurosec se réunit à Minsk le 1er juin 2001¹⁵². Le secrétaire général d'Eurosec Grigori Rapota, explique que cette union est fondée sur le pragmatisme et le bon sens économique, et non sur la politique ou l'idéologique. Il distingue deux axes prioritaires de coopération, le transport et l'énergie, c'est-à-dire l'exploitation de la situation géographique et des richesses naturelles de cet espace. Il s'agit de former un réseau unifié des transports et un marché énergétique commun. Cette union à cinq met-elle une croix sur une intégration à douze?

Sur le plan économique la Russie a cherché à resserrer les liens avec les états d'Asie centrales et les progrès enregistrés dans ce domaine depuis 2001 ne sont pas négligeables. Ainsi le commerce russo-kazakh a augmenté de 216,5 % entre 2001 et 2005 pour atteindre presque 7 milliards d'euros, soit environ un cinquième des échanges totaux

¹⁵² POULINA N., « Evrozijskaya ideya v deystvii » (l'idée eurasienne en action), *Nezavesimaya Gazeta*, 15 novembre 2001

du Kazakhstan, lequel est le premier partenaire de la Russie dans la région. La Russie occupée en 2005 au premier rang des partenaires commerciaux du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et de la Kirghizistan et au deuxième dans le cas du Turkménistan et du Tadjikistan. De même, les investissements russes en Asie centrale se sont accrus très sensiblement.

Ces perspectives sont prometteuses pour la consolidation de l'influence russe en Asie centrale, mais les difficultés à surmonter pour parvenir à une véritable intégration économique sont nombreuses, à commencer par les différences d'orientation des politiques économiques des partenaires. L'expérience passée montre, par ailleurs, que nombre de décisions prises par la Russie et ses partenaires d'Asie centrale sont restées lettre morte, ce qui augure mal de l'avenir de la Communauté.

Parallèlement, la Russie a toujours fait valoir qu'elle était un pays de transit pour l'évacuation des hydrocarbures de l'Asie centrale. Elle a signé un accord avec le Kazakhstan et le Turkménistan, à la fin de 2001, portant création de sociétés à capital mixte par Gazprom et les compagnies de ces deux pays pour le développement de leurs ressources gazières. Et elle a proposé en février 2002 aux républiques centre-asiatiques la formation d'une « *alliance gazière eurasiatique* » regroupant producteurs et exportateurs régionaux. On a conclu divers accords de livraison et de transit de gaz et de pétrole via son réseau de conduites avec le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan et pris part à la remise en état d'infrastructures gazières au Turkménistan en 2004.

La société pétrolière russe LUKoil et Gazprom s'intéressent aux opportunités qu'offrent les secteurs gaziers kirghize et ouzbek¹⁵³. En juin 2004, un accord de partage de la production a été conclu entre Moscou et Tachkent pour le développement de gisements de gaz en Ouzbékistan. Rosneft, LUKoil et Gazprom sont également présents dans le secteur énergétique kazakh. Si, grâce aux hydrocarbures, le Kremlin cherche à consolider son influence dans la région et à renforcer sa position comme fournisseur d'énergie pour le marché mondial, les sociétés russes ont également des préoccupations commerciales spécifiques, notamment dans le domaine du gaz¹⁵⁴.

¹⁵³ FACON I. op. cit. p.3

¹⁵⁴ BLAGOV S., "Uzbekistan and Russia Sign Mutual Defense Pact", *Eurasianet*, 5 November 2005

La coopération avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan est ainsi devenue cruciale pour Gazprom qui doit, à la fois satisfaire la demande intérieure de gaz et honorer les contrats d'exportation qu'il a conclus, alors même que sa production stagne. Ce facteur représente une raison supplémentaire pour les autorités russes, étant donné l'énorme contribution de Gazprom au budget fédéral, de demeurer actives dans la région¹⁵⁵.

Toutefois, l'influence russe en Asie centrale reste fragile. Aucun État ne veut d'un nouveau « *grand frère* » et tous se méfient du discours néo-impérial de l'élite politique russe. Par ailleurs, si à court terme, l'appui politique apporté par le Kremlin s'est avéré un instrument extrêmement efficace pour conforter son influence dans la région, à plus long terme, il pourrait devenir contre-productif. En effet, la situation chaotique dans ces pays de centre-asiatiques, comme l'autoritarisme, la corruption, le clientélisme, les inégalités socio-économiques, le manque de liberté, la répression religieuse, finiront par être attribuée par les populations locales aux efforts que déploie Moscou pour maintenir le *statu quo*¹⁵⁶. Outre ces éléments, l'influence russe est aussi limitée par celle d'autres acteurs internationaux, au premier rang desquels les États-Unis qui, malgré les difficultés qu'ils rencontrent dans la région depuis 2003, font preuve d'une capacité de résistance certaine.

Moscou doit également compter de plus en plus avec la Chine et, dans une moindre mesure, avec des pays comme la Turquie, l'Iran, l'Inde, le Pakistan ou le Japon, sans parler de l'Union européenne qui tous offrent aux États d'Asie centrale des possibilités d'élargir leur horizon diplomatique. Moscou cherche avant tout à garder le contrôle sur l'exportation des hydrocarbures.

L'approche réaliste de l'administration de Poutine se reflète dans l'augmentation de la composante économique de la politique étrangère russe. Comme les faibles sont constamment battus, Poutine a cherché à transformer la Russie en une économiquement forte et financièrement indépendante entité politique. Ainsi, derrière l'agenda économique de la politique étrangère russe est du Kremlin désir d'intégration de la Russie dans l'économie mondiale, des recettes provenant des industries russes et entreprises d'État et de projection de la puissance russe à l'étranger.

¹⁵⁵ BHATTY S. KH., « Russia: Traditional hegemon in Central Asia », op. cit. p.49

¹⁵⁶ Ibid. p.54

Malgré les problèmes économiques, la Russie est une puissance économique par rapport à tous les autres Etats de la CEI. Son économie est plusieurs fois plus grande que le Kazakhstan et l'Ukraine. Tourmenté par une grave crise démographique, la Russie a été attirée des millions de travailleurs migrants. Jusqu'à la crise financière de 2008, l'économie russe a fourni environ 12 millions du travail à des personnes de pays de la CEI. Le plus grand nombre est probablement venu de l'Azerbaïdjan et la plus grande proportion du Tadjikistan et la Moldavie. Cela a donné à la Russie pouvoir d'influence considérable sur ses voisins, mais quand Moscou a tenté de le convertir au pouvoir dur contre Géorgie en interdisant les transferts d'argent directement à la fois des résultats de 2006 les crises étaient minimes.

Les sanctions économiques russes (par exemple, l'arrêt des importations de vin de la Géorgie et la Moldavie; les importations de lait du Bélarusse; boycotter les sprats et les produits laitiers des États baltes, etc.) n'ont été que partiellement réussis. Les voisins souffrent, mais la Russie n'a pas gagné beaucoup de leurs souffrances. Les sanctions, bien que généreusement utilisés, n'a pas aidé à construire une sorte de sphère autour de la Russie, et seulement exposé les autorités sanitaires russes comme des instruments de politiques coercitives. Pour avoir plus de poids, la Russie a besoin de ponts plutôt que des barrières.

En tant qu'exportateur d'énergie de premier plan¹⁵⁷, la Russie principal intérêt économique dans la zone de la CEI est d'assurer le transit sans entrave pour son gaz et du pétrole à travers les territoires des nouveaux Etats, et d'avoir accès à leur propre énergie et autres ressources importantes. Avec un grand effort, Gazprom a pu acheter dans le système de transport de gaz biélorusse, Beltransgaz. Il a essayé, sans succès, d'acquiescer l'un Ukrainien. Même l'idée d'un consortium gazier trilatérale avec l'Allemagne ou l'UE comme partenaire de l'Ouest, cependant, la sourde oreille à Kiev.

¹⁵⁷ En 2000, un institut du pétrole et de l'énergie, le MITEK, était créé au sein du MGIMO, l'Institut d'Etat des relations internationales qui prépare les diplomates russes. La mission du MITEK est de former pour les entreprises de l'énergie des spécialistes du droit international, de l'économie mondiale, des finances et du *management* en vue de les aider à défendre plus efficacement leurs intérêts dans les forums internationaux. En mai 2001, Igor Ivanov appelait à un soutien gouvernemental plus affirmé au profit des entreprises du secteur de l'énergie

Moscou estime que les pays de transit sont essentiellement peu fiables pour des raisons financières et politiques, et a essayé de les contourner. Aussi loin que les années 1990, le pétrole russe a été détourné à partir des terminaux dans les Etats baltes à ceux nouvellement construits à l'extérieur de Saint-Petersbourg. Une décennie plus tard, il y a un projet de détourner plus de pétrole de l'oléoduc Droujba, qui traverse la Biélorussie et l'Ukraine et atteint en Europe centrale, encore une fois à la côte russe de la Baltique.

En 2005, la Russie a lancé le projet *North Stream*¹⁵⁸ de livrer du gaz directement à l'Allemagne à travers la mer Baltique. Un projet d'accompagnement, appelé *South Stream*, a été discuté depuis 2007. Si les projets sont appliqués, le transport de gaz traverse par la mer Noire au sud-est de l'Europe et l'Italie. *South Stream* trouve toujours plus difficile de rivaliser avec les projets *Nabucco* soutenu par l'UE, conçu pour le transport du gaz de la Caspienne via la Turquie et l'Irak vers l'Europe. Quel est l'enjeu de cette rivalité intense, pour Gazprom, sa part du marché lucratif de l'UE, et pour l'UE (et les Etats-Unis, qui soutient le projet *Nabucco*), le degré de sa dépendance au gaz russe livré. Avec la construction de ces gazoducs le transport de gaz de l'Asie centrale sur le marché mondial sera livré sans avoir traversé le territoire russe¹⁵⁹.

Pour l'instant Gazprom reste le monopole de l'acheteur de gaz. Par exemple, Moscou achète le gaz turkmène et le revend à l'Ukraine. Il est naturel que les producteurs hydrocarbures de la mer Caspienne comme l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan cherchent à réduire leur dépendance envers la Russie par le moyen de chercher d'autres débouchés sur le marché mondial. A partir de 2006, le pétrole de la mer Caspienne a été coulant vers l'ouest, le long de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC)¹⁶⁰, et à l'est de la Chine.

¹⁵⁸ Le **Nord Stream** (anciens noms: *North Transgas* et *North European Gas Pipeline : NEGP*) est un gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique.

¹⁵⁹ TRENIN D., "Russia's Spheres of Interest, not Influence", *The Washington Quarterly*, October 2009, p.16

¹⁶⁰ А.Свечников, С.Чаплинский et Groupe des chercheurs « *Sentralnaya Aziya. Geopolitika i ekonomika regiona* ». Институт стратегических оценок и анализа. Москва – 2010. p.30

Les oléoducs



Source: Internet

Les oléoducs Nord Stream et South Stream



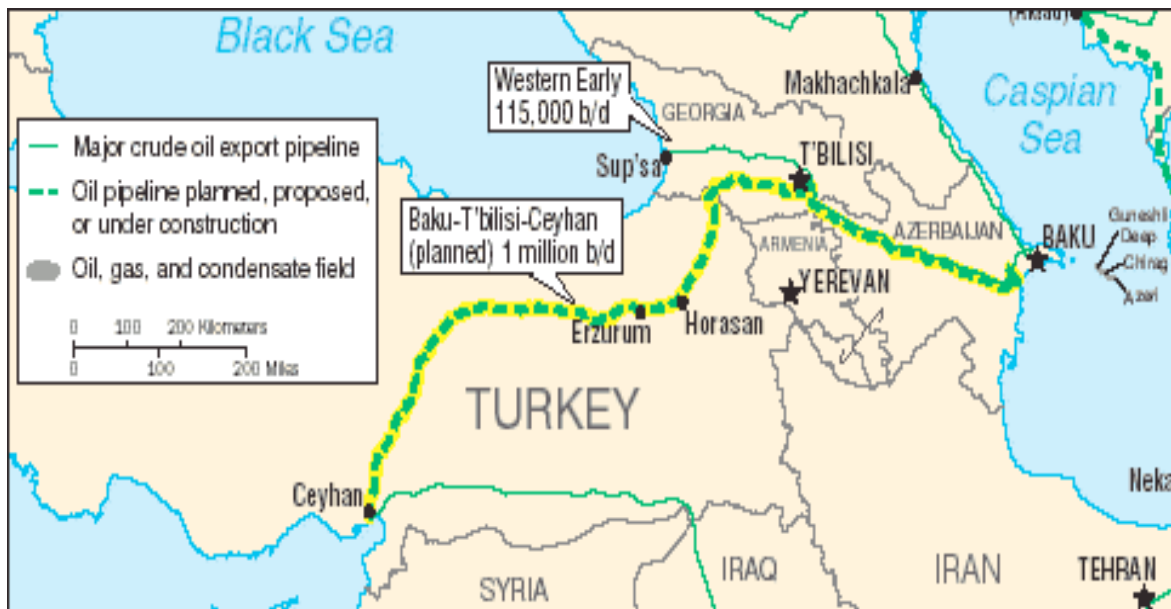
Source: Internet

Les oléoducs européen et russe



Source: Internet

L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan.



Source : Internet

La construction d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan a infligé un sérieux camouflet à la diplomatie russe. Au lieu d'essayer de freiner le développement de nouvelles routes

d'exportation des hydrocarbures, le Kremlin a depuis lors décidé d'encadrer le processus à son avantage.

En 2001, les trois principales compagnies russes - Ioukos, Lukoil et Gazprom se sont regroupées au sein d'un condominium baptisé « Compagnie pétrolière de la Caspienne ». À partir de 2003, les firmes occidentales qui avaient investi la région dans les années 1990 ont été en partie doublées par leurs concurrentes russes, qui ont réussi à signer des accords préférentiels de long terme leur permettant de conserver un quasi monopole sur l'exploitation, la prospection et l'exportation des ressources énergétiques centre-asiatiques¹⁶¹.

¹⁶¹ LARUELLE M.

Titre2 LES ENJEUX DE LA POLITIQUE REGIONALE ET DE SECURITE EN ASIE CENTRALE

L'Asie centrale reste un espace de concurrence entre la Russie, la Chine, l'Europe, les États-Unis et même le monde musulman. Mc Kinder¹⁶² a défini, en 1904, l'Asie centrale comme un centre (cœur) de la terre, centre de l'Eurasie « *heartland* ». Selon lui contrôler cette zone, le cœur de l'Eurasie essentiel pour tout empire souhaitant disposer de l'hégémonie à l'échelle planétaire¹⁶³. Or depuis la chute de l'URSS, les trois grandes puissances, la Russie, les États-Unis et la Chine se livrent, pour des intérêts spécifiques, à une compétition afin d'obtenir le maximum d'influence sur les cinq républiques centrasiatiques.

L'étude de la situation intérieure en Asie centrale et l'influence de la Russie, les États-Unis et la Chine amène les chercheurs à des conclusions variées. Certains pronostiquent la chute de l'Asie centrale sous influence chinoise, d'autres insistent sur la capacité des États-Unis à rejeter la Russie de la zone, d'autres encore soulignent la probabilité d'une guerre entre les États de la région.

Pour juger de la pertinence de ces thèses et évaluer le rôle potentiel des États-Unis et de l'Europe dans la région, il est nécessaire d'éviter de se focaliser sur la politique étrangère des pays tiers vis-à-vis de l'Asie centrale pour tenir compte des facteurs intérieurs à chacun de ces pays susceptible de faire évoluer leur position dans la région à la lumière des contingences intérieures des principaux acteurs externes sur la scène de l'Asie centrale: la Russie, la Chine et les États-Unis.

¹⁶² Géopoliticien Britannique Halford MacKinder (1861-1947). « Qui règne sur l'Europe orientale règnera sur la terre centrale. Qui règne sur la terre centrale règnera sur l'île mondiale. Qui règne sur l'île mondiale règnera sur le monde »

¹⁶³ BRZEZINSKI Z., "Le Grand échiquier: l'Amérique et le reste du monde". Paris, Hachette Littératures, 2000

Chapitre1. L'impact du 11 Septembre 2001 et la politique de la Russie

La politique étrangère russe au cours 2001 - 2002 a prise une approche entièrement nouvelle. Le président Vladimir Poutine et son ministre des Affaires étrangères, Igor Ivanov, ont élargi la portée des relations extérieures de la Russie à la fois en termes de nombre de nations et de la profondeur de la relation. L'administration précédente de Boris Eltsine avait aliéné de nombreux tant en interne qu'en externe, et il y avait beaucoup à faire pour reconstruire les dégâts causés.

Les événements du 11 Septembre 2001 ont placés, les Russes dans une position de prééminence que Poutine et Ivanov ne pouvaient pas imaginer. Un spectacle rapide et ferme de soutien de Poutine et la promesse d'aider de quelque façon que la Russie pourrait signifier que Moscou est au centre de la guerre contre le terrorisme, à la fois comme une hégémonie régionale et comme un partenaire avec les États-Unis.

Section1 Le retour de la Russie : le protecteur historique

Le retour de la Russie en Asie centrale n'est pas uniquement politique. Il s'accompagne d'un resserrement des liens stratégiques et militaires sous deux formes : la mise en place d'une coopération bilatérale et la relance de la coopération régionale¹⁶⁴. La politique étrangère de la Russie de Poutine s'est désormais convertie au réalisme. Il est clair que la Fédération ne peut plus gérer seule les pays d'Asie centrale : elle n'en a ni la volonté ni les moyens, et doit donc trouver des partenaires avec lesquels partager cette responsabilité. Parmi les alliés asiatiques, la Chine se voit accorder la préférence ainsi que, dans un bien moindre mesure, l'Iran¹⁶⁵.

¹⁶⁴ LO Bobo, « Vladimir Putin and the Evolution of Russian Foreign Policy », p. 165

¹⁶⁵ FACON op. cit. p3

§1 Une nouvelle conception de la sécurité

La menace de la guerre froide a disparu, mais la perception de l'insécurité était grande. Dans ces contextes radicalement nouvelle et incertaine interne et externe, et sans les conseils précédents d'une philosophie marxiste – léniniste, les politiciens russes ont besoin et envie de trouver de nouvelles façons de penser sur les politiques étrangère et de sécurité. La conception de la sécurité avant le 11 Septembre a caractérisé par la concurrence géopolitique et perceptions de la menace différente, et la même conception après le 11 Septembre monde, dans lequel un châtié communauté mondiale, apercevant soudain la plus grande menace du terrorisme international et d'autres «*non traditionnelles*» menaces, réunit pour le plus grand bien¹⁶⁶.

L'administration de Poutine a démontré sa partialité en faveur de cette interprétation mais avec le qualificatif essentiel que l'impact révolutionnaire de 11 Septembre a été à l'Occident plutôt que sur la Russie, dont la perception de sécurité avait déjà évoluée il y a quelques temps même en Russie¹⁶⁷. Après avoir essayé, sans succès, de convaincre les autres que sa conduite des opérations militaires en Tchétchénie a été justifiée dans le cadre d'un combat plus large de l'humanité contre le fléau du terrorisme international, le gouvernement russe a saisi sur les attentats du 11 Septembre comme preuve de son prévoyance et de jugement.

L'approche de l'administration des priorités de la sécurité internationale dans les mois suivants a reflété cette pensée. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, il n'y a eu aucun changement substantiel dans les perceptions de sécurité russes. La vraie différence réside dans le fait que 11 Septembre accordée à Moscou une occasion inestimable de prendre avantage de l'Amérique retrouvée vulnérabilité, non pas pour marquer des et de courte durée points de géopolitique, mais en mettant en valeur la Russie comme un acteur incontournable dans le développement d'un nouveau régime de sécurité global.

¹⁶⁶ LO Bobo, op. cit. p.117

¹⁶⁷ BARANOVSKY V., « 11 septembre : une vision russe », Politique étrangère N°1 - 2002 - 67e année p.2

Tout au long des années 1990, l'administration Eltsine avait tenté d'atteindre un tel but que grâce à divers dispositifs et des notions comme un ordre mondial multipolaire, une architecture globale de sécurité européenne sous l'égide de l'OSCE, un concept de sécurité complète pour le 21e siècle, le Conseil de sécurité, la Russie et l'OTAN et de l'Acte fondateur du Conseil conjoint permanent (CCP). Cependant, l'impossibilité de se réconcilier avec une réelle primauté de l'OTAN dans la sécurité européenne du Kremlin, de telles propositions est devenu de plus en plus impraticable, une couverture fragile pour les tentatives de plus en plus désespérées de la Russie à préserver son statut de grande puissance.

En arrivant au pouvoir, Poutine dispensés avec beaucoup de ce bagage idéologique, et réactivé les relations avec l'OTAN. Mais l'héritage du passé soviétique et post – soviétique signifiait que les vieux préjugés et les stéréotypes en Russie et l'Occident ont la vie dure. Les attaques terroristes sur New York et Washington a fourni le crochet du Kremlin cherchait. C'est pourquoi Poutine a été si rapide à offrir son soutien à l'administration Bush et le peuple américain. Ce n'était pas seulement une question de façon rétroactive justifier les actions de Moscou en Tchétchénie.

Dès le début, les enjeux étaient beaucoup plus élevés. Joué correctement, le jeu de sécurité offrait d'énormes dividendes potentiels: une intégration politique, économique, civilisation el, ainsi que la sécurité en Europe et avec l'Occident, la Russie est rentrée en tant qu'acteur international, mais cette fois sur une base beaucoup plus solide et positive, et les mains libres en Tchétchénie et sur la politique intérieure.

Les attaques terroristes à New York et à Washington ont mené un changement brusque de l'équilibre géopolitique de l'Asie centrale. L'implicite dans cette vue est la prémisse que la politique étrangère russe après 11 Septembre diffère fondamentalement de philosophie, de l'orientation et l'exécution de son incarnation précédente dans les 18 premiers mois de la présidence Poutine. Alors que la nouvelle version est en aucun cas l'article fini, un processus de profondes transformations a été lancé – une réalité qui va s'accroître avec le temps et que des occasions se présentent pour Moscou de montrer sa disposition coopérative.

D'un autre côté, cependant, il existe un corpus croissant de l'opinion qui affirme que l'impact réel du 11 Septembre a été de catalyser les tendances existantes en matière de politique étrangère de la Russie, plutôt que de révolutionner ses principes fondamentaux. Selon cette interprétation, l'approche pro – occidentaliste de l'administration Poutine qui a émergé publiquement après le 11 Septembre avait déjà été mise en place un peu avant¹⁶⁸.

La réponse de Poutine à des événements du 11 Septembre et leurs conséquences a cimenté sa réputation presque légendaire pour exécuter la politique étrangère russe quasiment en solitaire. Sa première réaction, le plus rapide parmi les leaders mondiaux a montré une agilité qui aurait été inconcevable dans les années Eltsine, ou même toute autre époque. En offrant instantané et inconditionnel soutien moral, il a assuré que les conditions atmosphériques de l'interaction de Moscou avec Washington seraient extrêmement positives¹⁶⁹. De manière significative, Poutine a fait cette contrairement engagement à dominante conseil politique et institutionnelle qui a préconisé une position de neutralité. Par la suite, il a été d'affirmer sa marque personnelle encore plus clairement.

Quand l'administration Bush a d'abord évoqué la possibilité d'utiliser des bases dans les républiques d'Asie centrale comme points de départ pour l'opération militaire en Afghanistan, la réponse de Moscou a été fortement négative. Ministre de la Défense Ivanov et le chef d'état-major Kvachnine indiqué que la Russie aurait tenu de tels mouvements comme empiétant sur sa sphère d'influence naturelle. Cette position, fondée sur la logique géopolitique traditionnelle soviétique et l'ère d'Eltsine, est resté en place pendant la première semaine ou ainsi. Mais suite à une réunion des chefs de sécurité à Sotchi le 22 Septembre, et des conversations téléphoniques ultérieures avec les cinq dirigeants d'Asie centrale, M. Poutine a donné sa bénédiction à l'essor de cette dernière coopération militaire avec les États-Unis.

La décision de Poutine représente une victoire pour le pragmatisme mais il a compris aussi qu'il n'y avait rien qu'il pouvait faire, même s'il avait voulu, pour éviter la présence de bases militaires américaines en Asie centrale. La présence américaine en Asie centrale a procuré des avantages à court terme en Russie et a posé des défis géopolitiques de la

¹⁶⁸ LO Bobo op. cit.

¹⁶⁹ BARANOVSKY V., op. cit. p.2

Russie dans la région. Lorsque les Etats-Unis ont commencés sa guerre contreterrorisme en attaquant l'Afghanistan en Octobre 2001, la Russie a décidé de jouer son rôle dans la sécurité régionale. Elle a déployé ses troupes sur les frontières d'Asie centrale avec l'Afghanistan, sans intervenir directement en Afghanistan.

La Russie a coopéré avec les Etats-Unis dans sa guerre contre le terrorisme en Afghanistan pour des raisons différentes. D'abord, tout en soutenant les Etats-Unis, elle prit parti avec la communauté internationale qui a été condamné le terrorisme et le soutien des États-Unis. L'association de la Russie avec les Etats-Unis dans la guerre peut aussi être expliquée dans le contexte que la Russie avait réduit l'espace pour manœuvrer. Les talibans ont été dominants en Afghanistan. L'Alliance pro-russe du Nord occupait seulement 5% du territoire afghan. Les talibans, après avoir neutralisé la plupart de la région et surtout la région de Mazari Shareef devenue une voisine inquiétante pour les pays de l'Asie centrale. On sait que l'Asie centrale considéré comme la zone d'influence russe. C'était mieux pour la Russie d'éliminer les talibans pour sa propre sécurité.

C'est également par réalisme que Moscou accepte la présence militaire américaine en Asie centrale dans le cadre de l'opération « *Enduring freedom* » en Afghanistan. L'ouverture de deux bases américaines, à Manas au Kirghizstan et à Karchi-Khanabad en Ouzbékistan¹⁷⁰, après les attentats du 11 Septembre 2001, a donné à la communauté internationale l'impression d'un « *grand jeu* » russo-américain pacifié. Mais, à partir de 2003, la Russie s'est ressaisie et a profité de la détérioration des relations entre les régimes centre – asiatiques et Washington pour élaborer des stratégies de confinement (*strategies of containment*) de l'influence occidentale en Asie centrale¹⁷¹.

Le retour de la Russie comme un acteur majeur international, ainsi que sa relation de plus en plus glacial avec le monde occidental, en grande partie coïncidé avec mandat de Vladimir Poutine au Kremlin. Cette détérioration des relations avec l'Occident, pour ne pas mentionner fond de Poutine au KGB et à la consolidation de l'autoritarisme sur sa montre, fait le deuxième président de la Russie un chiffre assez vilipendé dans les capitales occidentales et surtout dans la presse occidentale. Compte tenu de la nature hautement

¹⁷⁰ FACON I., « L'Asie centrale comme enjeu dans le « partenariat stratégique » sino-russe » *Fondation pour la Recherche Stratégique*. Février 2008. pp.3-4

¹⁷¹ LARUELLE M. et PEYROUSE S., « Les relations Russie - Asie centrale: du « Grand jeu » russo-américain à la montée d'influence chinoise », *Géopolitique*, 2007

centralisée du système politique russe, la conception de la « Grande Russie » a commencé à voir le jour dans la politique étrangère de la Russie depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin. Pourtant, malgré les critiques occidentales de la politique étrangère de la Russie pendant le deuxième mandat de Poutine, l'homme fort du Kremlin reste inchangé dans sa politique étrangère et reste également comme un homme d'Etat assez complexe.

Les relations du pouvoir de Poutine vis-à-vis de l'Occident étaient flexibles en fonction des besoins de la position internationale de la Russie. Son approche stratégique grandiose a été un engagement à la restauration de la Russie en tant que grande puissance. Poutine, n'est pas originaire des aspirations des grandes puissances au cœur des interactions entre la Russie et la plupart du reste du monde. D'autre part, et à un degré beaucoup plus grand que son prédécesseur, Poutine a réussi à traduire cette aspiration en une réalité concrète. Sa capacité à positionner la Russie comme l'un des piliers indispensables du système international doit beaucoup (circonstances soutenues des cours mondiaux des principales exportations de la Russie, de l'énergie). En même temps, le succès de Poutine était en partie le résultat de sa capacité à poursuivre une vision claire du monde et place de la Russie en elle et à mobiliser les ressources nécessaires pour parvenir à ses fins.

La nature changeante du comportement international de la Russie au cours de la présidence de Poutine est logique dans le cadre d'une stratégie plus large basée sur le rétablissement de la capacité de la Russie à jouer le rôle planétaire préféré par ses élites. En ralliant avec les Etats-Unis dans la guerre contre les terrorismes internationaux, le président Poutine a cherché à minimiser les querelles avec l'Occident. Il a fait un calcul stratégique de cette coopération internationale pour restaurer l'intérieures de la Russie, le moyen le plus efficace de reconquête de la Russie a perdu dans l'histoire.

Lorsque l'environnement externe et interne a changé à la suite de la hausse des prix de l'énergie, de la guerre en Irak, et les révolutions de couleur dans la CEI, ainsi, aussi, a fait la stratégie du Kremlin pour la réalisation de ses objectifs géopolitiques. Pendant le deuxième mandat de Poutine, ce modèle de s'en remettre aux initiatives occidentales, notamment dans le cadre de la guerre en Afghanistan, a fait place à une affirmation beaucoup plus de détermination de la puissance russe, parfois en contradiction directe avec les objectifs des États-Unis et de l'UE. L'huile retrouvée de la Russie et de la richesse de

gaz repose sur un sentiment de puissance et d'indépendance qui continue à choquer les observateurs habitués à une Russie dont la menace réside dans sa faiblesse plutôt que sa force.

Par ailleurs, la politique de Poutine de 1999 à 2001 est devenu un instrument de renforcement de position de la Russie et à éviter tout affrontement. Il a adopté une posture défensive pour réduire les coûts. Il a renforcé les relations avec la Chine et a essayé d'accroître les liens avec le Pakistan et le monde musulman. La Russie a lancé une politique d'apaisement envers les Etats-Unis et l'Occident, afin qu'il puisse porter une attention aux menaces internes à sa sécurité. Dans le prolongement de cette politique, la Russie a coopéré avec les Etats-Unis sur sa guerre contre le terrorisme.

§2 Le renforcement et la normalisation de la politique russe

L'objectif primordial de Poutine à partir des premiers jours de sa présidence, conformément à son programme général de normalisation, a été de régulariser la politique étrangère russe. La Russie devait être traitée comme ni suppliant, ni perturbateur potentiel, mais simplement comme une grande puissance normale¹⁷². Le président à faire face un nombre impressionnant de problèmes, allant d'un environnement volatil institutionnels et le climat de démoralisation, à des préoccupations plus concrètes tels que la détérioration des relations de la Russie avec l'Occident dans le sillage du Kosovo et d'autres crises. Le manque d'envergure et de rôle en tant qu'acteur international, Moscou avait diminué au point mort au niveau international.

Il manquait seulement une motivation débordante et une sincère conviction pour s'avancer. L'un des objectifs de Poutine était faire comprendre au monde que la Russie deviendra une grande puissance régionale voire même mondiale. La principale caractéristique la plus significative et stratégique de la politique étrangère sous Poutine a été son «*titrization*»¹⁷³. Les déterminants de la politique étrangère de la Russie sous Poutine, les questions d'identité, les perceptions de l'environnement mondial, facteurs de politique intérieure, et l'interaction entre les acteurs institutionnels et des acteurs individuels ont perdu peu de leur importance en tant que déterminants de la politique étrangère russe. Cependant, ces facteurs ont subi d'importantes modifications d'une évolution inégale et parfois imprévisible emblématique de la combinaison complexe de la continuité et le changement du début des années post – période Eltsine. En outre, le

¹⁷² SAKWA R. « *Putin: Russia's Choice* », 2nd edition, New York, Routledge, 2008, pp. 268-269.

¹⁷³ 1. Plus littéralement, il décrit le rôle sensiblement renforcée d'appareil de sécurité dans l'élaboration des politiques étrangères, à la fois au niveau individuel et institutionnel et l'impact que cela a eu sur la conduite des Moscou a la gestion des affaires internationales.

2. La primauté du politique et militaire sur les priorités économiques. Malgré l'importance croissante de ce dernier, il est l'ancien qui continue de dominer l'ordre du jour. Bien que des labels comme à somme nulle, l'équilibre du pouvoir et des sphères d'influence sont devenus quelque peu entachée, leur esprit imprègne une grande partie de la politique étrangère de la Russie d'aujourd'hui.

3. Le plus subtile et nuancée, approche encore affirmée de l'administration actuelle se reflète dans l'interaction entre les objectifs de sécurité ouvertement et économique intérêts. En conséquence, il est apparu plus équilibré en politique étranger.

changement ne s'est pas limitée aux différents déterminants, mais a affecté les relations entre elles.

Conformément au système plus centralisé d'aujourd'hui de la gouvernance, de leurs relations est devenue à la fois plus proche, moins spontanée et plus sous – estimés. Nulle part le contraste entre les anciens et les nouveaux plus évident qu'en ce qui concerne les questions d'identité. Considérant que, dans le climat divisé en parties de la période Eltsine a émergé une véritable corne d'abondance de la concurrence identités, civilisationnel et politique, le débat a depuis perdu beaucoup de son intensité initiale.

Le facteur le plus puissant à l'exécution de ce changement a été lui-même Poutine. Bien qu'il se soit fait l'écho gorbatchévienne, idées d'une «*maison commune européenne*¹⁷⁴» en indiquant son conviction que les Russes sont une partie de la culture occidentale européenne.

Section2 La Russie statut de superpuissance énergétique

Les ressources économiques constituent, bien évidemment, l'un des principaux enjeux de la présence russe en Asie centrale. Dans les années 1990, les grandes firmes russes menaient sur le terrain des stratégies indépendantes, parfois en contradiction avec la ligne du Kremlin. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : le gouvernement de Vladimir Poutine soutient l'expansion de ses firmes d'État dans l'espace post-soviétique tandis que celles-ci acceptent, en échange, de conforter les logiques politiques de Moscou dans la région. Bien que le secteur pétrolier soit privatisé et concurrentiel, il est, lui aussi, un instrument de la politique étrangère russe au même titre que les monopoles publics du gaz et de l'électricité. Malgré l'entrée en scène de nouveaux voisins comme la Chine, la Russie reste, aujourd'hui encore, le principal partenaire commercial de l'Asie centrale.

¹⁷⁴ Il s'agit de la fameuse petite phrase de Mikhaïl Gorbatchev prononcée en 1990 à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe « *L'Europe est notre maison commune* » qui devient le leitmotiv de la politique étrangère russe jusqu'à la deuxième moitié des années 1990.

§1 Les objectives de la politique de superpuissance énergétique de Poutine

Après son arrivée au pouvoir, Poutine a poursuivi une politique étrangère essentiellement pragmatique ou non conflictuelle. Au lieu de capitaliser sur la menace posée par unipolarité l'un des principes de la diplomatie de Primakov¹⁷⁵, Poutine a attiré l'attention à des instabilités dans le monde, comme le terrorisme, ainsi que quelques nouvelles possibilités économiques.

Bien que Poutine se méfie des politiques américaines et les intentions, pour lui l'intérêt national le plus important était la modernisation économique de la Russie et de la sécurité contre les menaces externes, le terrorisme d'abord et avant tout. La Russie a dû apprendre à défendre ses intérêts nationaux par des moyens économiques et à engager les pays occidentaux dans des projets communs internationaux. Cette stratégie est mieux comprise comme une puissance normale grande.

Il poursuit l'objectif normal de se déplacer plus loin de style soviétique isolationnisme et veut transformer la Russie en un membre à part entière de la communauté internationale. Pourtant, la stratégie reconnaît également que la Russie ne peut pas rejoindre la communauté internationale au détriment de sa souveraineté et son grand pouvoir attribue son matériel et des capacités humaines, la taille du territoire, et la réputation politique dans le monde. Dans cet état de puissance grande philosophie n'est donc pas un but en soi mais plutôt une condition nécessaire pour la stabilité intérieure de la Russie et plus d'engagement de pointe avec le monde. Le pragmatisme de grande puissance normale, il peut-être encore une gamme d'outils de politique étrangère et de styles.

Au cours de 1999 – 2007, la stratégie de Poutine a évolué dans un style pragmatique. Le président de la Russie s'est engagé à adopter une approche plus défensive dans ses politiques étrangères. En 2005 cette approche a été remplacée par un style de politique étrangère beaucoup plus affirmée. La Russie ne s'est pas déplacée vers une confrontation

¹⁷⁵ JACKSON N. J., "Russian foreign policy and the CIS: theories, debates and actions". Routledge, 2003, pp. 75-76

avec les nations occidentales, mais il a choisi une approche différente pour défendre ses intérêts.

En 2006 – 2008, La Russie de Poutine avait certains succès: pour la première fois la Russie a présidé l'organisation du G8 des nations industrialisées. La politique énergétique de Poutine semble donner l'effet de levier énorme au pays. La Russie a réussi regagner de l'influence d'un noyau de pays d'Asie centrale. Même si un consensus approximatif sur une approche pragmatique de l'Eurasie a été atteint, il y a encore beaucoup d'incertitude sur ce que la Russie peut et va faire à l'avenir. En termes généraux, la politique étrangère russe est devenue très pragmatique, en essayant de conserver le statut de «*grande puissance*» au moment même que l'État russe est devenu plus contestée et internationalement interne contestée.

La construction du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) a infligé un sérieux camouflet à la diplomatie russe. Au lieu d'essayer de freiner le développement de nouvelles routes d'exportation des hydrocarbures, le Kremlin a décidé d'encadrer le processus à son avantage. En 2001, les trois principales compagnies russes, Ioukos, Lukoil et Gazprom, se sont regroupées au sein d'un condominium baptisé « Compagnie pétrolière de la Caspienne ».

À partir de 2003, les firmes occidentales qui avaient investi la région dans les années 1990 ont été en partie doublées par leurs concurrentes russes, qui ont réussi à signer des accords préférentiels de long terme leur permettant de conserver un quasi-monopole sur l'exploitation, la prospection et l'exportation des ressources énergétiques de l'Asie centrale¹⁷⁶.

Moscou cherche avant tout garder le contrôle sur l'exportation des hydrocarbures :

- le Kazakhstan dépend encore à 95 % de la Russie pour l'exportation de son pétrole ;
- le Turkménistan à plus de 90 % pour son gaz.

¹⁷⁶ CUMMINGS S. N., « Happier Bedfellows, Russia and Central Asia under Putin », *Asian Affairs*, vol. 32, no 2, 2001, p. 412.

La question du statut de la mer Caspienne, qui avait constitué l'une des pommes de discorde majeures entre Russie et pays riverains d'Asie centrale, est en voie de règlement : en 2002 et 2003, la Russie, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan ont avalisé *de facto* une partition des réserves de la Caspienne en fonction de la longueur de leurs côtes respectives¹⁷⁷. L'Iran et le Turkménistan continuent toutefois à s'opposer à ce partage dont ils s'estiment les perdants, bien qu'Achkhabad soit de plus en plus nettement invitée, sous pression russe et azérie, à se rallier à l'opinion majoritaire.

En juin 2002, Russie et Kazakhstan signent un accord qui assure au pétrole kazakh un volume d'exportation en hausse régulière et un prix de vente intéressant pour les 15 années à venir. Astana souhaite, en effet, emprunter le Baltic Pipeline System, actuellement en construction, afin d'accéder au lucratif marché européen.

Depuis plusieurs années, la Russie s'efforce d'augmenter la capacité du pipeline qui relie Tengiz au port de Novorossiisk, sur la mer Noire. En 2003, la Russie conclut avec la firme d'État KazMunaiGaz¹⁷⁸ un accord portant sur l'exploitation conjointe de trois sites - Kurmangazy (Rosneft), Tsentralnoe (Gazprom) et Khvalinskoe (Lukoil) dont les réserves sont estimées à 1,5 milliard de tonnes de pétrole et 800 milliards de m³ de gaz.

En janvier 2004, Lukoil devance plusieurs grandes compagnies occidentales en signant avec KazMunaiGaz un contrat d'exploitation de la structure de Tiub-Karagan qui permet à la Russie de s'assurer une présence dans le secteur énergétique kazakh jusqu'en 2044¹⁷⁹. En 2005, Gazprom et KazMunaiGaz mettent en place une entreprise conjointe pour extraire le gaz d'Iamshevskoe - un gisement situé au fond de la Caspienne, à la frontière entre les deux pays : Moscou cède au Kazakhstan la souveraineté sur le champ gazier en échange du droit de posséder 50 % de la compagnie qui l'exploitera.

Les firmes russes s'installent durablement dans les autres états d'Asie centrale. En 2002, Gazprom négocie avec Uzbekneftegaz¹⁸⁰ un contrat d'achat de gaz ouzbek qui court

¹⁷⁷ RABALLAND G., « Les hydrocarbures du bassin Caspien: de la construction à l'affranchissement des interdépendances? », *La Revue Internationale et stratégique*, no 64, 2006, p. 121.

¹⁷⁸ La Compagnie nationale du pétrole et du gaz du Kazakhstan

¹⁷⁹ PEROVIC J., « From Disengagement to Active Economic Competition: Russia's Return to the South Caucasus and Central Asia », *Demokratizatsiya*, no 1, 2005, pp. 61-85.

¹⁸⁰ La Compagnie nationale du pétrole et du gaz d'Ouzbékistan

jusqu'au 2012 (10 milliards de m³ pour la seule année 2005). Un an plus tard, il s'engage dans la réparation et l'aménagement du gazoduc d'Asie centrale qui traverse l'Ouzbékistan.

En 2004, il met 16 millions de dollars sur la table pour participer au développement des ressources gazières du plateau de l'Oustiourt, dans la république autonome du Karakalpakistan, dans le nord-ouest du pays. La compagnie Lukoil, de son côté, décroche un contrat de un milliard dollars pour l'exploration pétrolière dans le pays. En février 2007, Uzbekneftegaz et la firme russe Soyuzneftegaz¹⁸¹ obtiennent l'exploitation conjointe, sur 35 ans, de champs situés sur l'Oustiourt et dans la région de Gissar.

En 2003, Gazprom se voit garantir, à partir de 2007, une quasi-exclusivité sur l'achat du gaz turkmène (environ 80 milliards de m³ en 2008) et son exportation vers l'Europe. Grâce à cet accord, le géant russe devient l'intermédiaire obligé entre Achkhabad et son traditionnel client ukrainien. Comme la crise de l'hiver 2005 a montré que Moscou peut dorénavant répercuter les augmentations de prix décidées par Gazprom ou par le Turkménistan et faire ainsi pression sur l'Ukraine, voire sur l'Europe occidentale.

En 2003 encore, Gazprom signe d'importants accords avec le Kirghizstan et le Tadjikistan qui prévoient sa participation à l'exploitation des ressources locales et à l'entretien des gazoducs pour les 25 prochaines années. En étendant sa mainmise sur les ressources énergétiques de ses voisins. Tous ces engagements des firmes nationales russes ont plusieurs objectifs¹⁸²:

- préserver son influence politique ;
- continuer à encaisser les droits de transit que versent ces pays enclavés pour rejoindre les marchés européen et turc ;
- freiner l'émergence de routes d'exportation concurrentielles vers la Chine, l'Iran, l'Afghanistan ou la Turquie ;
- et répondre à la demande croissante de l'Occident.

¹⁸¹ СоюзНефреГаз (la compagnie russe du pétrole et du gaz).

¹⁸² HAAS M., "Putin's External & Internal Security Policy", *Conflict Studies Research Center, February 2005, p.3*

Plutôt que de procéder à des investissements coûteux en Sibérie, Moscou, qui doit faire face à une hausse importante de sa consommation intérieure, préfère réintégrer les réserves centre-asiatiques dans son dispositif énergétique.

§2 Le contrôle de la production et de l'infrastructure de l'espace post – soviétique

Pour avoir plus de poids, la Russie a besoin de ponts plutôt que des barrières. En tant qu'exportateur d'énergie de premier plan, le principal intérêt économique de la Russie dans la zone de la CEI est d'assurer sans entrave le transit de son gaz et son pétrole à travers les territoires des nouveaux Etats, et d'avoir accès à leur propre énergie et autres ressources importantes. Avec un grand effort, Gazprom a pu acheter dans le système de transport de gaz biélorusse (Beltransgaz).

Moscou estime que les pays de transit sont essentiellement peu fiables pour des raisons financières et politiques, et a essayé de les contourner. Aussi loin que les années 1990, le pétrole russe a été détourné à partir des terminaux dans les Etats baltes à ceux nouvellement construits à l'extérieur de Saint-Pétersbourg. Une décennie plus tard, il y a un projet de détourner plus de pétrole de l'oléoduc Droujba, qui traverse la Biélorussie et l'Ukraine et atteint en Europe centrale, encore une fois à la côte russe de la Baltique. En 2005, la Russie a lancé le projet North Stream de livrer du gaz directement à l'Allemagne à travers la mer Baltique.

Un projet d'accompagnement, appelé South Stream, a été discuté depuis 2007. Si elles sont appliquées, ce serait de transport de gaz traversant la mer Noire au sud-est de l'Europe et l'Italie. South Stream trouve toujours plus difficile de rivaliser avec les projets Nabucco soutenu par l'UE, conçu pour le transport du gaz de la Caspienne via la Turquie et l'Irak vers l'Europe. Quel est l'enjeu de cette rivalité intense, pour Gazprom, sa part du marché lucratif de l'UE, et pour l'UE (et les Etats-Unis, qui soutient le projet Nabucco), le degré de sa dépendance au gaz russe livré¹⁸³.

¹⁸³ Marta Olcott, "Vladimir Putin and Russian Oil Policy", *Rabochie Materialy Moscovskogo Tsentra Karneghi*, No.1, 2005, pp.9-13

En attendant les gazoducs et les transports du gaz d'Asie centrale sur le marché mondiale sans traverser le territoire russe, Gazprom restera unique acheteur de leurs gaz. Mais il est naturel que les producteurs hydrocarbures de la mer Caspienne l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan et cherchent à réduire leur dépendance envers la Russie en essayant de trouver un autre débouché sur le marché mondial.

A partir de 2006, le pétrole de la Mer Caspienne coule vers l'ouest et à l'est de la Chine par l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Le gazoduc transcasprien, qui pourrait devenir une partie de *Nabucco*, est aujourd'hui en discussion. Pour sa part, la Russie a été consolider son contrôle sur les oléoducs qui sont de pompage au nord. L'Energie, bien sûr, ne capture pas tous les intérêts économiques de la Russie dans la région. L'échec de l'Espace économique unique après la *révolution orange* n'a pas empêché d'entraînement de la Russie pour l'intégration économique régionale. L'effort est maintenant centré sur la Communauté économique euro-asiatique (CEEAA), qui comprend également l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, l'Ouzbékistan.

L'objectif immédiat de Moscou est de créer une union douanière, à l'origine avec la Biélorussie et le Kazakhstan. En Juin 2009, Moscou fin à ses 16 longues années des efforts pour adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en faveur de se déplacer plus rapidement vers une union douanière avec Minsk et Astana. L'étape clairement la priorité la construction d'une unité économique dans l'ancien espace soviétique sur une plus grande intégration de la Russie dans l'économie mondiale. Comme le groupe politico-militaire de l'OTSC, l'Eurasec est une plate-forme principale de la Russie dans la zone du domaine économique.

Depuis 2007, les dirigeants russes commencé à diffuser une idée du rouble comme monnaie de réserve régionale. Cette idée a été officiellement proclamée comme un objectif politique par Medvedev lors du Forum économique mondial à Saint-Pétersbourg en 2008. Même après la crise économique mondiale a frappé la Russie, le but n'était pas discordé.

La zone rouble, selon les responsables économique russe, permettrait de combler les espaces entre la zone euro et en Chine. En pratique, cela signifie que la perspective d'une union monétaire, encore une fois à l'origine avec la Biélorussie et le Kazakhstan. La passe sera tout sauf lisse. Au moment de la décision capitale, Moscou et Minsk ont été au

milieu d'une guerre de lait (potentiellement une valeur de 7 % des revenus du commerce extérieur biélorusse) et une amère craché sur les conditions de crédit de la Russie à la Biélorussie.

De toute évidence, la Russie a utilisé une méthode musclée pour faire accepter sa politique énergétique d'Alexandre Loukachenko, le leader biélorusse, ouvrir son pays à la privatisation de l'industrie, accepter les termes d'assistance financière, et à l'automne en ligne sur les questions géopolitiques, y compris les relations avec l'Occident.

Le Bélarusse, qui beaucoup à son profit avait joué le jeu d'intégration avec Moscou depuis le milieu des années 1990, créant même la fiction d'un Etat union avec elle, au tournant du siècle, se trouve sous une pression sans précédent. Le ministre des Finances de la Russie, Alexeï Koudrine, a déclaré que Minsk a été sur le bord de la faillite, et la Biélorussie a été la souffrance en comparaison avec les régions russes voisines. Moscou a manifestement conclu que la crise économique actuelle est le bon moment pour étendre son influence dans les régions post-soviétique. Suivant à la Biélorussie, qui devait recevoir 2 milliards de dollars, la Russie étendu 500 millions de dollars à l'Arménie, a promis un forfait de 2 milliards de dollars au Kirghizstan, et 300 millions de dollars à la Mongolie. Le plus gain de 5 milliards de dollars a été mis de côté pour l'Ukraine, qui a jusqu'ici refusé de le réclamer.

Au sein de la Communauté économique eurasienne, la Russie a créé un fonds d'aide spécial doté de 10 milliards de dollars, 75 % de parts qui est de la Russie et 15 % est du Kazakhstan. En exerçant un contrôle de ressources naturelles, le gouvernement envisage un rôle important pour le secteur énergétique de la Russie dans l'ordre du jour de la politique étrangère du pays. D'après Poutine, les ressources stratégiques constituent une garantie de la modernisation économique et un outil avec lequel la position internationale de la Russie peuvent être renforcée. Le gouvernement a décidé de contrôler étroitement le secteur de l'énergie.

L'affaire Ioukos déjà célèbre et reprise par Gazprom de Sibneft fournit des preuves solides de ce type d'argument. Toutefois, cela ne signifie pas que le gouvernement russe est absolument contre toute participation internationale dans son secteur de l'énergie. Au lieu de cela, la participation à l'exploitation des ressources stratégiques de Russie est admis sur

une base pro contrepartie, qui est généralement attribuée à ceux qui, de l'avis du Kremlin, la Russie à respecter et sont prêts à prendre ses intérêts l'étranger en considération. Ces partenariats énergétiques prendre la forme de l'Etat consortiums et des entreprises privées, dans bien des cas contrôlé par la Russie monopole.

L'exemple le plus récent de la « maîtrise des investissements » est le projet Nord Stream de la mer de Barents à l'Allemagne, les principales actionnaires sont Gazprom, EON Ruhrgas¹⁸⁴, BASF AG. Dans cet égard, on peut observer que le monopole principale d'énergie de l'état, les entreprises Gazprom, RAO UES¹⁸⁵ et Rosnefti et la compagnie privée fermée à Kremlin (comme Lukoil), est devenu non seulement les principaux fournisseurs de recettes de l'Etat, mais aussi les outils économiques essentielles de la politique étrangère russe.

Le compte tenu de l'instabilité au Moyen-Orient et de la demande sans cesse croissante de ressources énergétiques, la Russie a essayé de jouer le rôle d'un fournisseur mondial de l'énergie stable et confiante. Les dirigeants russes ont même rendu publique leur intention de créer des réserves stratégiques particulières qui pourraient être disponibles en cas de graves crises économiques ou politiques et prédestinés pour les pays ayant un besoin urgent de fournitures du pétrole ou du gaz. Toutes ces initiatives visaient non seulement à assurer l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale, mais aussi à présenter comme un « grand pouvoir énergétique » et à attribuer effet de levier supplémentaire à Moscou dans les relations avec les centres de pouvoir principal du système international.

Après un long déclin, la Russie veut équilibrer ses relations avec d'autres grandes puissances, et le facteur énergétique est destiné à jouer le rôle déterminant dans ces débats. Depuis 2000, Moscou en permanence a souligné le caractère stratégique des relations Russie-UE et par conséquent l'importance de l'énergie de la Russie coule vers le développement stable de l'économie européenne. En conséquence, le dialogue énergétique

¹⁸⁴ E.ON Ruhrgas AG est une société allemande et l'un des plus grands fournisseurs de gaz européen.

¹⁸⁵ Unified Energy System ou RAO UES (en russe: Единая Энергетическая Система (ЕЭС) России, *Iédinaïa Energeticheskaïa Sistema (EES) Rossii*), est un monopole d'énergie russe qui fait partie de l'indice RTS (*Russian Trading System*).

soi-disant a été créé en 2000, visant à inculquer une étroite coopération entre Moscou et Bruxelles et, partant, renforcer la sécurité énergétique de l'Europe.

Cependant, la Russie n'a pas l'intention de renoncer à l'énergie comme un outil important de politique étrangère dans ses relations avec l'UE. En effet, la Russie a refusé de ratifier la Charte de l'Énergie et le Protocole de Transit jusqu'à ce que les dispositions sur l'approvisionnement en énergie dans les litiges et l'accès non discriminatoire aux pipelines soient modifiées. En outre, agacé par prétendument pratiques de concurrence déloyale et les limites imposées à l'expansion russe sur les marchés énergétiques de l'Ouest. Le président Poutine a laissé entendre que la Russie pourrait se réorienter vers les clients asiatiques.

L'Atmosphère générale de rapprochement après le 11 Septembre, le gouvernement russe a lancé un dialogue similaire avec partenaires des États-Unis¹⁸⁶. Plus tard, en 2002, ce mouvement a été suivi par le premier les livraisons de pétrole russe vers les États-Unis pour ses stocks stratégiques nationaux. Un accord a été conclu pour la construction d'un terminal pétrolier dans le Mourmansk, qui à l'avenir servir de la sortie principale du pétrole russe vers les États-Unis. A cette époque, le dialogue énergétique russo-américain a fait des requêtes commentateurs si le monde était témoin de la création d'un «*axe du pétrole*». L'infaisabilité d'un tel axe, au moins dans la Russie direction actuelle, a été révélée lors de l'affaire Ioukos.

Partiellement perturbé par les plans de l'entreprise à accroître la participation des étrangers, le Kremlin a organisé la renationalisation des plus importantes unités de production d'Ioukos par Rosnefti. Le président Poutine ne pouvait pas permettre aux projets d'importance stratégique pour la Russie, telles que les livraisons futures de pétrole aux États-Unis, d'être contrôlée par une société privée avec la participation étrangère importante.

A l'est, la Russie s'est engagée dans un exercice d'équilibre délicat entre le Japon et la Chine sur la question de l'oléoduc Sibérie. L'Augmentation de la demande de pétrole et de gaz, et leurs respectivement un vif intérêt dans le projet de Sibérie, le gouvernement de

¹⁸⁶ LAPIDUS G. W., op. cit. p.2

la Russie a essayé d'obtenir importants gains économiques et politiques de relations bilatérales avec Tokyo et Beijing. Le Moyen-Orient n'a pas été oublié non plus; le gouvernement russe est le principal entrepreneur de Bushehr¹⁸⁷ projet nucléaire en Iran.

L'Utilisation de Moscou des liens avec le régime de Saddam, Lukoil avait signé un certain nombre de très avantageux lucratifs contrats d'avant-guerre sur le développement des champs pétroliers et traitement du pétrole en Irak qui n'ont pas encore été reconnue par le nouveau gouvernement de Bagdad. En outre, dans un geste historique, la Russie et l'Arabie Saoudite a décidé de mettre en place des coentreprises dans le secteur pétrolier et gazier qui serait de lancer des projets communs sur le territoire des deux pays.

En dépit de cette multitude d'initiatives de l'énergie, la géoéconomique accents dans la politique étrangère de la Russie s'est manifestées plus visiblement dans l'espace de la CEI. Comportement proactive du gouvernement russe depuis 2000 a entraîné importantes prises de contrôle ou les offres dans le secteur de l'énergie de l'ex- républiques soviétiques. Ces actions ont permis à Moscou de garder un quasi-monopole sur la production ou le transport des ressources énergétiques et finalement, Il a encouragé à utiliser l'énergie comme un outil d'affirmation hégémonie russe régionaux.

En Asie centrale, Gazprom vigoureusement assumé un rôle de premier plan dans la promotion des intérêts de la Russie et la projection de puissance dans la région, la signature d'un certain nombre de contrats à long terme pour l'approvisionnement en gaz par le biais de ses pipeline réseau. En conséquence, Moscou a frappé une série d'accords en cours d'exécution de 2010-15 avec les trois républiques d'Asie centrale comme, Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan qui envisagent l'exportation de leur gaz naturel exclusivement par le système de gazoducs russes. Dans la négociation de ces accords, la Russie a réussi à créer un cartel du gaz des producteurs de la CEI en ce qui elle a assumé une position dominante.

Par conséquent, Moscou serait en mesure d'exercer un contrôle sur les exportations de gaz d'Asie centrale, de fixer librement les prix du gaz pour les consommateurs de la CEI

¹⁸⁷ *Bushehr* est une ville iranienne située sur la coté de Golfe Persique. Depuis 2010 une centrale nucléaire se trouve sur son territoire qui est construite en coopération avec la Russie. Les travaux avaient été commencés par l'entreprise allemande Kraftwerk Union A.G., une filiale de Siemens AG, qui avait signé en 1975 un contrat pour construire deux réacteurs nucléaire pour 4 à 6 milliards de dollars.

et, respectivement, exercent plus d'influence sur les évolutions économiques dans les républiques ex-soviétiques. Les compagnies pétrolières russes ont également augmenté leurs activités en Asie centrale, le Kazakhstan de devenir le principal centre d'intérêt. Seuls Lukoil a investi environ 1 milliard de dollars en l'exploration de gaz kazakh et champs de pétrole et dans le projet de CPC (Caspian Pipeline Consortium).

Derrière ces actions, se cache la volonté de Moscou de canaliser tous les flux de pétrole du Kazakhstan à travers son réseau de distribution, la prévention de la connexion entre les exploitations de pétrole du Kazakhstan et de l'Ouest parrainé, projet d'oléoduc BTC. Sur le même modèle de comportement, la Russie a été en mesure de réaliser le contrôle de presque tout le secteur énergétique de l'Arménie.

Dans le cadre de un régime de remboursement de la dette, en 2003, les autorités arméniennes cédées contrôle sur les 4 des 5 unités de la centrale thermique Razdan à RAO UES et a offert une participation de contrôle dans le monopole d'ArmRosGazprom Gazprom et Itera qui sont respectivement propriétaires de 45% et 10 %. Dans ces circonstances, la Russie est en mesure de contrôler l'approvisionnement en électricité, non seulement en Arménie, mais aussi en Géorgie et en Iran. En même temps, le gouvernement russe pourrait faire obstacle à l'avenir du gaz iranien les livraisons vers l'Ukraine et aussi pour les consommateurs européens¹⁸⁸.

Le marché de l'énergie géorgienne a été activement pénétré par monopoles russe. RAO UES a obtenu 20% du secteur de la production d'électricité Georgienne et 35% de sa puissance le système de distribution. Par ailleurs, Gazprom entend participer à la privatisation du système gazoduc de la Géorgie. Le cas de la Russie, le succès des exploitations, des projets qui prévoient de lien de gaz région de la Caspienne réserves à travers la Géorgie avec le marché de l'Ouest pourraient être retardé, ou même suspendu.

En Décembre 2005, après plusieurs tentatives infructueuses, la Russie a obtenu le contrôle sur le tronçon biélorusse du réseau gazoduc Yamal – Europe, qui fournit environ 10% des exportations du gaz russe pour les consommateurs européens. L'accord a été

¹⁸⁸ Marta Olcott, op. cit. pp.9-13.

conclu en échange de prix baissé des taux du marché, le troc et l'allégement de la dette de Bélarusse.

La tentative de Moscou pour assurer un scénario similaire en Ukraine a dégénéré en un conflit gazier assez majeur. Une des causes économiques a été souligné que étant le désir de Gazprom de contrôler au moins 50 % des pipelines du gaz en Ukraine. L'Annonce d'une hausse significative des prix du gaz en Décembre 2005, la tête de Gazprom liés éventuelles négociations sur les droits de propriété à celles concernant le système de distribution du gaz en Ukraine.

En plus d'avoir de graves fondements économiques, la «*guerre du gaz*» entre Moscou et Kiev avait aussi des motivations politiques profondes. Vu dans le contexte stratégique plus large, le conflit gazier qui semble démontrer la capacité de Moscou à exercer une influence significative sur la politique et l'évolution économique de son voisin oriental. Alors que l'Ukraine voie de la démocratie n'est pas irréversible, l'administration russe a démontré sa propension pour inverser le choix euro-atlantique de l'Ukraine...

Le bilan est néanmoins très satisfaisant pour Vladimir Poutine, puisque l'annexion de la Crimée a été complètement oubliée et qu'il a démontré à Kiev sa capacité à faire monter la tension au besoin en manipulant les groupes russophones, un signal que les autorités ukrainiennes n'oublieront probablement pas, contraintes qu'elles le sont d'engager une réforme constitutionnelle favorisant l'autonomie des régions comme le souhaitait Moscou.

Chapitre2. Grandes puissances et le complexe de sécurité régionale en Asie centrale

Les grandes puissances sont toujours compétitives dans une certaine mesure que leur politique étrangère reflète généralement une plus grande influence. Comme leurs homologues à travers l'histoire, les responsables à Washington, Moscou et Pékin supposent généralement que plus d'influence sur les affaires internationales est mieux que moins, toutes choses étant égales par ailleurs. Dans la mesure où tous les joueurs veulent plus d'influence, leurs interactions mutuelles peuvent être vues comme un jeu à somme nulle, puisque plus d'influence pour n'importe quel joueur il faut se faire au détriment d'un autre.

Cette généralisation s'applique manifestement aux intérêts des grandes puissances en Asie centrale. Les américains, russes, chinois et autres acteurs principaux préféreraient avoir plus d'influence sur les développements économiques et militaires dans la région plutôt que rester neutre. Les autorités russes cherchent à conjurer le déclin de leur influence dans la région, et avec une économie en croissance et de bonne santé des finances gouvernementales, beaucoup voient des occasions de rattraper le terrain perdu à la Chine et les Etats-Unis ces dernières années.

Section1 L'Asie centrale comme enjeu dans le partenariat stratégique russo-américain

Dans les premières années de Poutine semblait y avoir un décalage d'une politique américaine étrangère, axée vers une plus grande orientation européenne. Cela était en partie une réponse à l'Amérique en se concentrant sur ses propres élections, et l'approche plus critique adoptée par le nouveau président, George W. Bush¹⁸⁹. Toutefois, lors de leur réunion à Ljubljana, en Slovénie, le 16 Juin 2001, Bush et Poutine établi un rapport personnelle remarquable.

¹⁸⁹ COHEN S. F., *Failed Crusade: America and the Tragedy of Post-Communist Russia*, New York, W. W. Norton, 2000, p.

§1 Du rapprochement a la concurrence

Le choix dramatique de la Russie à rejoindre la coalition contre le terrorisme après les événements du 11 Septembre 2001, donc, construit sur des développements antérieurs. Néanmoins, le rôle personnel de M. Poutine dans cette décision fatidique a été décisif, et chevaucha contre l'avis de l'armée et l'incertitude de l'opinion publique. Poutine a été le premier à téléphoner à Bush après l'attentat d'Al-Qaïda, et il offrit non seulement la sympathie mais a souligné que la Russie se place complète avec les États-Unis dans la lutte contre le terrorisme international. Poutine a donné une forme concrète à la nouvelle alliance dans une émission de télévision le 24 Septembre dans lequel il a défini cinq domaines de coopération.

La Russie fournirait des informations à sa disposition au sujet des bases terroristes et ses services secrets serait de coopérer avec leurs homologues occidentaux, la Russie ouvrirait son espace aérien aux avions transportant des dispositions humanitaires aux zones où des opérations antiterroristes étaient en cours; des bases aériennes en Asie centrale serait disponible aux avions occidentaux, la Russie en cas de nécessité de participer à des opérations de sauvetage, et la Russie soutiendrait le gouvernement internationalement reconnu en Afghanistan avec des fournitures militaires et autres¹⁹⁰.

Cette politique de collaboration étroite a été la conclusion logique de l'approche précédente de M. Poutine. Bien qu'il y ait beaucoup de commentaires sur la force du populaire sentiment anti-américain, un certain nombre de commentateurs après le 11 septembre a noté, à la lumière de l'effusion de sympathie populaire authentique pour ceux qui ont souffert, que cela avait sans doute toujours été exagéré.

En période de tension internationale, comme durant la crise du Kosovo en 1999, le nombre de citoyens russes qui considérait les Etats-Unis comme un ennemi potentiel a culminé à 48% en 2001 cette proportion était tombée à 13 %. Pour la plupart des citoyens de Saint-Petersbourg, l'identité occidentale de la Russie n'est pas contestée et Poutine, lui aussi, n'a aucun doute sur la question.

¹⁹⁰ Zayavlenie Prezidenta Rossii', 24 September 2001, www.president.kremlin.ru/

Après 11 Septembre, il a pris une décision calculée (bien que ce choix fût conforme à son intuition et à la jurisprudence d'Eltsine) que la sécurité de la Russie et les intérêts généraux réside dans l'alliance avec l'Occident. D'un seul coup, les ambiguïtés et les doutes sur la Russie identité civilisationnelle de la Russie, si elle faisait partie de l'Occident ou une alternative à elle, a trouvé un cadre dans lequel doit être résolu.

Cependant, la position courageuse de M. Poutine après le 11 Septembre n'a pas marqué un désaveu fondamental de longue date des préoccupations russes ou des intérêts. Le choix de Poutine en faveur de la normalisation des relations avec l'Occident avait été prise bien avant, et après, comme on le voit par son attitude pendant la seconde guerre en Irak, il était clair que de bonnes relations avec l'Occident ne veulent pas dire devenir partenaire junior de l'Amérique.

Après le 11 Septembre du Kremlin coopéré avec les Etats-Unis sur un certain nombre de questions clés: la guerre en Afghanistan, le déploiement des forces américaines en Asie centrale et, plus tard, en Géorgie; le contrôle des armements, et l'acceptation en Décembre 2001 d'abrogation unilatérale de l'Amérique de 1972 les missiles antimissiles balistiques (Traité ABM). Bien qu'aucun accord formel n'ait été frappé en échange du soutien de la Russie pour l'intervention alliée en Afghanistan, fin 2001, la Russie fait pas de chichi sur le placement des troupes américaines en Asie centrale, mais s'attend restrictions commerciales Etats-Unis-Russie à être levées, en particulier l'abrogation de *l'amendement Jackson-Vanik*¹⁹¹ de 1974 qui liait les relations commerciales à l'émigration juive.

Non seulement les restrictions restent en place comme une menace permanente pour l'accès russe au marché américain, bien que suspendu annuellement par l'action présidentielle, mais en Mars 2006 Congrès a abrogé l'amendement pour l'Ukraine tout en laissant en place pour la Russie.

L'Élargissement de l'OTAN pour y inclure les républiques baltes, le stationnement de troupes américaines en Asie centrale et même en Géorgie a été considérée par Poutine

¹⁹¹ Adopté en 1974 par les Etats-Unis à l'initiative des membres du Congrès Henry Jackson et Charles Vanik. Le but de cet amendement est sanctionner l'URSS pour son refus d'autoriser l'émigration des Juifs. Il a imposé de sévères restrictions aux échanges commerciaux avec l'Union soviétique. Le Novembre 2012, la chambre représentante du Congrès américain (chambre basse) a aboli l'amendement en introduisant des sanctions contre des fonctionnaires russes.

comme pas une tragédie, tandis que Poutine considérée comme l'Amérique avec retrait du Traité ABM aucune menace pour la sécurité de la Russie.

En Mars 2004, l'OTAN élargie à sept nouveaux pays qui avait précédemment fait partie du bloc soviétique. Bien que 40 % des Etats membres de l'OTAN sont désormais 26 anciens pays communistes, la réponse russe a été remarquablement mis en sourdine, et comprenait même renouveler le débat sur une éventuelle adhésion de la Russie. Les concessions de la Russie ont alignés les pays dans le cadre de la «*coalition contre le terrorisme*», mais il semblait y avoir quelques gains matériels. Poutine avait rejoint la coalition comme une question de principe, si la discussion des avantages tangibles peut être déplacée.

La Russie n'a gain deux avantages immédiats: une mise en sourdine des critiques occidentales de son comportement en Tchétchénie (un reclassement partiel de la guerre comme un front dans la lutte internationale contre le terrorisme), et le renversement du régime détesté des talibans en Afghanistan (dont avait longtemps menacé la Russie alliée Tadjikistan) par les forces russes soutenus par l'Alliance du Nord.

La signature du Traité de réduction des armements stratégiques offensifs lors de la visite de Bush à Moscou le 24 mai 2002 a été un autre aspect positif, avec de chaque côté engagés à réduire leurs stocks à pas plus de 2200 ogives d'ici au 31 Décembre 2012. Bien que les ogives traité permettait d'être démonté plutôt que détruite et il n'y avait aucune procédure de vérification, la Douma a ratifié ce qui est devenu connu comme le Traité de Moscou le 14 mai 2003.

La vieille politique soviétique a cédé la place à une nouvelle compréhension de la diplomatie que certains voyaient comme une nouvelle version de gorbatchévienne. Dans son enquête sur *le monde après le 11 Septembre*, Primakov a insisté qu'il n'a beaucoup changé, mais c'est les Etats-Unis qui ont la meilleure position géopolitique en Asie centrale et au Caucase suit sa politique unilatérale¹⁹². Ce fut une opinion partagée par beaucoup de l'élite politique russe dont le ministre des Affaires étrangères, M. Ivanov, qui a insisté sur un rôle approprié pour les Nations Unies.

¹⁹² PRIMAKOV Y., *Mir posle 11 sentyabrya* (le monde après le 11 Septembre), Moscow, Mysl, 2002

Dans ce contexte position de la Russie pendant la crise irakienne ne devrait pas avoir une surprise. A de nombreuses reprises le successeur d'Ivanov comme ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a appelé à des intérêts légitimes de la Russie et les préoccupations d'être reconnu par l'Occident. Dans une interview en Novembre 2005, il a soutenu:

Comprendre la légalité de nos intérêts des partenaires occidentaux, nous nous attendons qu'ils reconnaissent la légalité de la nôtre sur les territoires adjacents à nos frontières, et qui il y a 15 ans constituaient un seul pays avec la Russie et qui ont encore des liens forts économiques, culturels, sociaux et familiaux. Ne pas oublier que quelque 25 millions de Russes ethniques vit dans les pays limitrophes de la Russie¹⁹³ ...

Dans le cadre de cette reconnaissance peut avoir été que, malgré les tensions et les conflits, l'alliance a été construit sur des fondations solides d'intérêt mutuel, et que toute tentative visant à exploiter les divisions serait contreproductif. Cette ordonnance d'abnégation a été particulièrement impressionnant que les Etats-Unis sous l'administration Bush est entrée dans une période d'activisme international.

Paradoxalement, les divisions au sein de l'Occident est devenu plus évident juste au moment où la Russie tente renoncé à les exploiter. Pour certains, l'Europe sort de sa dépendance à l'Amérique et sur le long terme devenir un rival géopolitique mondiale à l'Amérique. Dans la crise irakienne la Russie a cherché à agir comme médiateur entre l'Europe et l'Amérique, la Grande-Bretagne un rôle traditionnellement essayé de jouer. La Russie, comme la France, a insisté pour que toute guerre contre l'Irak devrait être menée sous l'égide de l'ONU, et que les intérêts légitimes de la Russie (et la France) dans le pays devrait être respecté dans un Irak post-Saddam. La Russie s'est trouvée déchirée entre les deux faces de l'Occident: le bloc d'interventionnisme anglo-américain et l'*axe de la paix* franco-allemand.

Deuxième mandat de Poutine a été marqué par des tensions croissantes dans les relations russo-américaines. Attention, resté concentré sur les domaines traditionnels de coopération, notamment la sécurité et la non-prolifération des armes de destruction

¹⁹³ Nezavisimaya Gazeta,

massive, bien que l'approvisionnement énergétique est devenue une préoccupation plus importante mutuelle.

Le commerce bilatéral Américano-russe en 2003 s'est élevé à seulement \$ 7,1 milliards, faisant les Etats-Unis le septième partenaire commercial le plus important de la Russie tandis que la Russie s'est classée au 38ème place parmi les partenaires commerciaux des Etats-Unis. En 2004, les Etats-Unis alloué 880 millions de dollars pour divers programmes d'assistance en Russie. Il était clair lors de leur réunion à Bratislava le 24 Février 2004 que les deux hommes avaient investi des capitaux considérables personnelle et politique en veillant à ce que leur relation est restée chaleureuse. Poutine avait soutenu la candidature de Bush à sa réélection en 2004.

James Richter constate que Bush et Poutine partagé un profil psychologique axé sur l'ordre et la discipline qui manquait dans leur jeunesse, et a insisté sur le choix individuel plutôt que de la gestion des problèmes de façon consensuelle et multilatérale. Poutine préfère nettement l'approche de Bush réaliste fondé sur des intérêts nationaux que ce qu'il craignait serait les démocrates se concentrer sur les valeurs (la tradition wilsonienne), dont il a été supposé serait plus critique de la politique intérieure russe. Suite à la prise démocratique des deux chambres du Congrès en Novembre 2006 le mi-mandat, le Russe «coller» était utilisé pour battre les Républicains, bien que pas autant que prévu car l'attention était centrée sur le borbier irakien.

Il y avait de nombreux points de tension dans la relation, notamment l'approvisionnement russe de technologie et de matériaux pour le programme nucléaire iranien, ainsi que la Russie vigoureux programme vente d'armes, y compris la fourniture de missiles antiaériens à la Syrie. Le contrat russe pour construire la centrale nucléaire de *Bushehr*, en Iran, a causé acrimonie considérable, surtout après l'élection du militant Mahmoud Ahmadinejad en 2005, un vétéran de la guerre Iran – Irak et un ardent partisan du programme iranien d'enrichissement d'uranium. La politique américaine visant à isoler l'Iran et même de soutien pour la guerre de Saddam Hussein contre l'Iran dans les années 1980, désormais porté ses fruits amers.

Le soutien américain pour les révolutions colorée en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizstan semblaient constituer une menace pour la Russie elle-même, surtout quand les

responsables américains ouvertement déclaré la stratégie d'utilisation de la société civile iranienne à renverser le gouvernement légitimement élu Ahmadinejad.

La Russie, également, comme le reste du monde, avait peu d'influence sur Washington. Parler d'une «*alliance stratégique*» entre les deux pays était redondant, surtout depuis qu'il est apparu qu'il n'y avait pas de vision commune ou partagée ensemble de valeurs. Le discours du vice-président Dick Cheney lors d'une conférence des chefs Europe de l'Est à Vilnius le 4 mai 2006 a fait valoir que «les opposants de la réforme cherchent à renverser les acquis de la dernière décennie, et a averti la Russie contre ses abus présumés de l'instrument de l'énergie: «*Aucun intérêt légitime est servi quand le pétrole et le gaz deviennent des outils d'intimidation ou de chantage, soit par la manipulation d'approvisionnement ou les tentatives de monopolisation de transport*».

Il a concédé que «aucun de nous ne croit que la Russie est destiné à devenir un ennemi», mais il a insisté que «la Russie a un choix à faire», le «retour à la réforme démocratique». Alors que les néo-conservateurs à Washington ont souligné le rôle impérial et mondial que la promotion des valeurs démocratiques devrait jouer, Moscou a affirmé le droit souverain de chaque pays de définir la démocratie comme elle l'entend, l'idéologie de la «*démocratie souveraine*» qui s'est imposé après la révolution orange. Toutefois, les deux pays partageaient une vision minimaliste de l'intégration internationale. Comme Nikolai Zlobin le dit, «*Bush a besoin que le Kremlin comme un allié dans la guerre contre le terrorisme, ce qui convient parfaitement Poutine*»¹⁹⁴.

Les transitions démocratiques en Géorgie et en Ukraine placés les relations russo-Unis à l'épreuve et a contesté la définition de Poutine de «Nouveau Réalisme», surtout quand il est venu à la concurrence pour l'influence sur les États de la CEI. Leur relation apparaît davantage basée sur la rhétorique que la réalité de la coopération stratégique, avec des objectifs concurrents dans l'ancien espace soviétique.

Comme le note Zlobin, au premier mandat de Bush Washington a réussi à amenuiser la coopération bilatérale à son politico-militaire seul aspect¹⁹⁵. . . [Alors que

¹⁹⁴ ZLOBIN N., « Limited Possibilities and Possible Limitations: Russia and the US – What's Next?, » *Russia in Global Affairs*, Vol. 3, No. 1, January–March 2005.

¹⁹⁵ ZLOBIN N, op. cit.

l'Amérique] est allé très loin pour éviter que les relations d'approfondissement ou de plus en plus stratégique. . . [Et] en aucune manière gardé l'Amérique de Moscou, serrant de près toutes les sphères de l'autorité internationale. Selon Dmitri Trenin, la relation de la Russie avec l'occident ne peut plus être décrite en termes d'intégration, comme il a été traditionnellement. C'est le dessin progressivement de la Russie dans l'orbite occidentale institutionnelle.

Deuxième mandat de Poutine a été éclipsé par les craintes de l'émergence d'un type de post-idéologique guerre froide, dans laquelle la Russie recule présumés démocratiques (la question de régime) a été utilisée pour isoler la Russie. Le potentiel d'une divergence a été significatif entre la Russie et les Etats-Unis qui poursuivent un messianisme démocratique intolérant et instrumental. Les Russes progressivement commencé à voir l'impérialisme démocratique des Etats-Unis comme une menace.

§2 Les intérêts américains en Asie centrale

Pour prétendre remplacer la Russie en Asie centrale, les États-Unis doivent passer par plusieurs étapes. Ils se trouveraient tout d'abord face à la nécessité de signer plusieurs accords bilatéraux avec les républiques d'Asie centrale, visant à définir une stratégie militaire commune, c'est-à-dire en premier lieu à définir l'ennemi potentiel.

Il s'agirait ensuite pour les États-Unis d'envoyer un contingent d'au moins 25 000 soldats et officiers expérimentés afin de pouvoir efficacement faire face aux menaces auxquelles l'armée sera exposée. Le gouvernement des États-Unis devrait également investir dans les économies d'Asie centrale et dans la restructuration de leurs forces militaires afin de les hisser au niveau des standards militaires et techniques de l'OTAN. Les difficultés économiques intérieures auxquelles les États-Unis doivent actuellement faire face rendent très improbable la réalisation d'une telle condition.

Face à ces importantes difficultés auxquelles les États-Unis doivent faire face en Asie centrale, l'on peut s'interroger sur leurs motivations à déclarer la région une zone d'intérêt national.

- La raison la plus communément avancée par le gouvernement américain est celle du combat contre le terrorisme, personnalisé par les figures des talibans et d'Al-Qaeda et complété par la menace de l'arsenal nucléaire pakistanais.
- La recherche de sources alternatives de pétrole hors du monde arabe pèse également clairement dans l'intérêt américain pour les régions de la Caspienne et d'Asie centrale. Mais à l'heure actuelle, la Russie conserve un avantage dans le domaine des matières premières en jouant sur les contradictions entre les acteurs de la région et en freinant l'arrivée de nouveaux partenaires tels que les États-Unis ou l'Europe. Ainsi, la Russie continue à contrôler l'essentiel du trafic de gaz et de pétrole vers l'Europe, malgré les efforts américains.
- Une troisième raison pouvant expliquer l'intérêt poussé des États-Unis pour l'Asie centrale est le terrain que constitue l'Iran pour une nouvelle croisade

pour les valeurs occidentales qui pourrait permettre de renforcer l'économie américaine: créer un large réseau de bases militaires en Azerbaïdjan, Kazakhstan et Ouzbékistan peut leur permettre de contrôler l'espace aérien iranien. La probabilité de l'ouverture d'un tel conflit contre l'Iran dépend des résultats de la guerre en Irak et de l'état des différents fronts de combat contre les régimes de l'«axe du mal».

- Enfin, une quatrième raison avancée par certains analystes russes estime que l'avancée américaine en Asie centrale est orientée contre la Chine, en prévision du jour où celle-ci parviendrait à atteindre un niveau militaire perçu comme suffisamment menaçant pour les intérêts américains dans le monde.

Alors que les médias russes poussent de grands cris sur l'élargissement de l'OTAN en direction des frontières russes, l'avancée américaine en Asie centrale provoque relativement peu de réactions, alors qu'elle est bien plus lourde de conséquences à court terme, notamment en ce qu'elle menace directement les complexes industrialo-militaires de l'Oural et de Sibérie où les protections anti-missiles russes ont été drastiquement affaiblies suite à la chute de l'Union Soviétique.

Ce calme russe s'explique en grande partie par le fait que les analystes russes aient prévu que, trois ans après le 11 septembre 2001, les dirigeants d'Asie centrale commencent à se rendre compte qu'ils risquent de devenir les premières victimes du combat contre le terrorisme. Alors qu'ils escomptaient que la présence militaire américaine sur leur territoire les aideraient à faire taire les critiques au sujet des Droits de l'Homme et leur apporteraient des ressources financières et une amélioration des infrastructures bénéfiques à leur économie. Mais les États-Unis n'ont utilisé que quelques aérodromes, sans permettre la modernisation des infrastructures du territoire. Et la manne financière escomptée a été bien plus maigre que prévu.

A partir de la fin de l'année 2003, les critiques américaines contre les régimes de Karimov et Nazarbaev se renforcèrent à nouveau, faisant prendre conscience aux deux dirigeants que leur système de gouvernement ne pouvait être compatible avec les plans globaux américains et qu'une présence américaine trop importante dans la région pouvait

menacer la survie même de leur pouvoir, notamment en soutenant l'opposition politique démocratique.

On sait qu'avec l'opération « *Liberté immuable* », les Etats-Unis a maintenus deux bases en Asie centrale, l'une à Manas, au Kirghizistan, l'autre à Khanabad en Ouzbékistan (en plus d'une base de soutien logistique non loin de l'aéroport international de Manas). Depuis 2005 la base de Khanabad en Ouzbékistan est fermée. Nombres d'officiels et d'experts russes déplorent ouvertement ce qu'ils considèrent comme le manque de transparence dont les Etats-Unis font preuve sur leurs intentions relatives à la durée de leur présence militaire dans la région, présence dont Moscou avait averti qu'elle ne le concevait que comme temporaire, c'est-à-dire limitée au temps nécessaire pour stabiliser la situation en Afghanistan. Nombreux sont ceux qui, dans le débat interne russe, estiment que les Etats-Unis entendent profiter de la situation pour miner les positions de la Russie en Asie centrale.

Cette perception est accentuée par le fait que, aux yeux de certains officiels russes, la présence militaire américaine a conduit les Etats d'Asie centrale à étendre leur coopération avec les Etats-Unis même au prix d'une mise en cause des intérêts russes dans la région. Les plus amers croient notamment pouvoir dire que de nouveau, l'Ouzbékistan, à la faveur du resserrement de ses liens avec Washington dans l'après 11 septembre 2001, se montre moins coopératif au sein des organisations collectives régionales ; ils déplorent l'esprit de désolidarisation régionale qu'aurait suscité, parmi les dirigeants tadjiks, le récent rapprochement entre leur pays et les Etats-Unis et l'OTAN¹⁹⁶. De fait, l'implication de forces occidentales dans la région a donné aux républiques centre-asiatiques le sentiment que leur est offert un contrepoids aux acteurs régionaux, dont ils tendent à redouter les éventuelles intentions hégémoniques (avec une vigueur particulière dans le cas de la Russie).

La présence militaire américaine en Asie centrale s'est, en outre, accompagnée d'une augmentation non négligeable de l'assistance des Etats-Unis aux pays de la région, qui ne peut qu'être amplement appréciée par des dirigeants locaux en mal de ressources. De là à affirmer que ce changement insufflé un degré d'antagonisme entre Chine, Russie et

¹⁹⁶ STEPHENS R.B., « The US's NATO Interest in Central Asia », 23 mars 2000, p. 21

l'Occident, au risque d'affaiblir l'architecture de sécurité régionale qui avait commencé à se dessiner avant le 11 septembre 2001, il n'y a qu'un pas, que certains observateurs russes se sont empressés de franchir¹⁹⁷. Il est du reste intéressant de noter que des analystes non russes considèrent eux aussi que les Etats-Unis attendent inutilement les rivalités géopolitiques en Asie centrale au moment où une chance se présente de voir la Russie faire preuve d'une plus grande ouverture à la perspective d'interventions des pays occidentaux dans la région.

Dans ce contexte relativement tendu, les contacts et les coopérations concrètes entre forces américaines et forces russes basées dans la région sont quasi inexistantes. En outre, la Russie mène une politique de renforcement de sa présence militaire en Asie centrale et d'intensification des coopérations de sécurité au sein du TSC de la CEI. La plupart des observateurs lisent les initiatives prises dans ces deux perspectives comme une réponse directe de Moscou à Washington, dans la plus pure tradition de la rivalité géostratégique russo-américaine, bien davantage que, comme le veut le discours officiel du Kremlin, comme des visant à améliorer les perspectives régionales.

Ainsi, la Russie s'est montrée très active en vue de ranimer le Traité de sécurité collective. Et en mai 2002, le TSC est transformée en Organisation (OTSC), une décision effective en octobre 2002 (signature de la Charte de l'OTSC et d'un accord sur le statut légal de l'organisation)¹⁹⁸. Après avoir déployé des moyens aériens au Kirghizistan (à l'aéroport de Kant), la Russie a signé en septembre 2003 avec Bichkek un accord sur l'établissement d'une base aérienne russe à Kant, pour une durée de quinze ans, avec possibilité de renouvellement automatique de cet accord.

Inaugurée le 23 octobre 2003 par le Président Vladimir Poutine lui-même, cette base se situe à une trentaine de kilomètre de la base américaine Peter Ganci, à Manas. S'ajoutant à la présence militaire que la Russie maintient au Tadjikistan, la nouvelle base fera partie de la force de déploiement rapide de la CEI pour la région Asie centrale que l'OTSC a mise en place pour lutter contre les menaces de sécurité communes, notamment

¹⁹⁷ ESENOV M., « The Anti-Terrorist Campaign and the Regional Security System », *Russia's New Southern Border: Western Siberia-Central Asia*, n° 2, 2003, p. 27.

¹⁹⁸ Les documents sur la création de l'OTSC ont été paraphés par les six pays membres le 28 avril 2003 à Douchanbé au Tadjikistan. Le 26 décembre, l'OTSC a été enregistrée à l'ONU comme organisation Internationale régionale (*Interfax-AVN*, 30 décembre 2003). L'état-major unifié de l'OTSC était officiellement opérationnel au 1^{er} janvier 2004 (source *Interfax-AVN*, 5 janvier 2004)

celle du terrorisme. La base russe devra assurer le soutien des forces engagées au sol dans des opérations militaires contre des groupes terroristes opérant sur le territoire d'un des Etats membres de l'OTSC et améliorer la mobilité de la force de réaction rapide tout en renforçant ses capacités générales, reconnues insuffisantes par les Etats membres de l'OTSC¹⁹⁹.

L'installation de la base de Kant vise à appuyer les efforts internationaux de stabilisation de la zone, à consolider la force de réaction rapide de l'OTSC à aider le Kirghizistan à faire face à ses problèmes de sécurité, ce que l'état de ses forces armées et de sécurité ne lui permet pas de réaliser de manière autonome. Toutefois, les propos du Président Poutine à l'occasion de l'inauguration de cette base évoquent d'autres enjeux : ils marquent une volonté du Kremlin de réaffirmer la prééminence de ses intérêts et de sa politique en Asie centrale par rapport à ceux des autres puissances présentes, y compris, et surtout, les Etats-Unis.

A cette occasion, le chef de l'Etat russe, soulignant une nouvelle fois le caractère temporaire et la nature limitée des missions des forces américaines déployées en Asie centrale, à insister sur le fait qu'au contraire, la base russe constituait une présence permanente et était susceptible d'être appelée à intervenir dans l'espace centre-asiatique tout entier²⁰⁰.

La réaction des autorités russes est d'autant plus négative face aux réponses jugées insatisfaisantes des Américains sur l'avenir de leur présence en Asie centrale que ces développements interviennent dans un contexte de désenchantement de Moscou par rapport au bilan de ses nouvelles relations stratégiques avec les Etats-Unis.

Le Kremlin escomptait sur son soutien à la coalition antiterroriste internationale et, en particulier, cette concession à ses yeux majeure qu'était son acquiescement au

¹⁹⁹ La force de réaction rapide de l'OTSC compte quelque 1 500 hommes au total. Elle est composée de quatre bataillons indépendants: de la Russie (un bataillon de la 201^e division de fusiliers motorisés, déployée au Tadjikistan), du Kirghizistan, du Kazakhstan et du Tadjikistan. L'état-major de cette force est basé à Bichkek. En décembre 2003, le Conseil des ministres de la Défense de l'OTSC a décidé d'augmenter les effectifs de la force de réaction rapide par un facteur de 2.5. « *Aziatskiy Rubej* », Krasnaya Zvezda, 28 octobre 2003.

²⁰⁰ «Otvety na voprosy journalistov pri posechtchenii rossieskoi bazy» (Reponse aux questions des journalistes lors de la visite de la base aérienne), 23 octobre 2003, Kant, Kirghizistan, disponible sur le site internet de la présidence de Russie, www.president.kremlin.ru

déploiement de troupes de pays de l'OTAN dans l'espace ex-soviétique, serait source pour lui d'un nombre beaucoup plus important de dividendes politiques et économiques. Or, aujourd'hui, l'avis est largement partagé à Moscou que la nouvelle coopération de sécurité et stratégique russo-américaine manque de substance et que la prise en compte par Washington des intérêts russes sur différents dossiers de politique internationale s'avère pour le moins relative.

En même temps, les autorités russes peuvent constater que les républiques centre-asiatiques, si elles affichent leur désir d'obtenir un soutien aussi étendu et multiforme que possible des Etats-Unis, manifestent parfois un agacement face à l'insistance des dirigeants américains sur le problème des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit. Cet agacement est assorti d'une incertitude quant à la stabilité, sur le plus long terme, de l'intérêt de Washington pour la région, qui les pousse plutôt à une politique d'équilibre des partenariats avec les différentes puissances extérieures qu'à un redéploiement radical de leur politique étrangère vers Washington.

Si elle est désireuse de mener une politique plus active en Asie centrale, Moscou semble également déterminée à miser de plus en plus sur l'Organisation de coopération de Shanghai comme outil de sécurité collective dans l'espace centre-asiatique. Il est vrai qu'elle le fait d'autant plus volontiers que l'OCS est une structure sans participation américaine.

Le Kremlin y voit surtout un instrument complémentaire nécessaire de OTSC, dont les efforts pour s'adapter à la lutte contre les défis de sécurité régionaux les plus immédiats (terrorisme, lutte contre la criminalité organisée, les migrations illégales), comme l'a fait l'OCS à partir de 2000-2001, butent contre de nombreux écueils : de fait, les divergences entre les république centre-asiatique et la méfiance qui perdure au sein de leurs dirigeants à l'égard de la Russie ne devraient guère faciliter la consolidation de l'intégration militaire au sein de l'OTSC, dont les pays membres demeurent par ailleurs en proie à de lourdes difficultés financières.

L'OCS²⁰¹ présente en outre l'avantage de compter la participation de l'Ouzbékistan, sans lequel la lutte collective contre le terrorisme à l'échelle régionale paraît vouée à une efficacité moindre, ce pays étant à la fois une des principales cibles des groupes radicaux les plus virulents dans la région et l'un des Etats de la zone les mieux dotés du point de vue des outils militaires et paramilitaires²⁰².

En tout état de cause, la Russie, comme la plupart des pays de la zone, considère que l'opération de la coalition antiterroriste en Afghanistan, dont il est encore difficile d'affirmer qu'elle a durablement stabilisé la situation dans ce pays, n'a pas suffi à éradiquer les défis de sécurité dans la région.

Les flux de drogues en provenance de ce pays, loin de s'être interrompus, auraient fortement augmenté depuis la chute des Talibans. En 2003, les gardes-frontières russes servant à la frontière russo-tadjike auraient saisi quelque 5,3 tonnes de stupéfiants. Les ressources de ces trafics continueraient à alimenter les groupes extrémistes à l'œuvre dans la région qui, bien qu'affaiblis par la perte d'une base arrière essentielle (Afghanistan), demeurent actifs dans certaines régions proches des frontières extérieures de la CEI²⁰³. Ces groupes n'auraient pas abandonné leurs projets relatifs à l'Asie centrale²⁰⁴.

Face aux efforts fournis par la Russie pour, officiellement, consolider la sécurité en Asie centrale, la question se pose du bien fondé de miser sur les outils militaires pour faire face aux défis de sécurité que contient l'Asie centrale ex-soviétique²⁰⁵. Les défis dont une partie substantielle relève des menaces de sécurité non militaires, auxquelles le Président Poutine semble accorder une attention croissante. De fait, la politique russe ne semble pas devoir se limiter aux seules dimensions militaires. Moscou semble notamment désireuse de

²⁰¹ Charte constitutive de l'Organisation du 7 juin 2002 : créer une alternative crédible aux autres organisations de sécurité et de coopération militaire.

²⁰² ROUBINSKI Y., « Les Etats d'Asie centrale face au problème de l'islamisme », *Géopolitique*, no 72, décembre 2000, p. 51.

²⁰³ Il s'agit principalement du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, de Khizb-ut-Takhrir, d'Al Qaïda ou des Talibans.

²⁰⁴ Le MIO est responsable des attentats de Tachkent perpétrés en 1999 et des incursions islamiques en 1999, 2000, 2001. Pourtant, c'est le Hizb-ut-Tahrir Al-Islami, à l'action non violente, qui est considéré comme la principale menace sur la sécurité nationale des républiques. Cf. ICG, « Central Asia : Fault Lines in the New Security Map », *Asia Report*, no 20, 4 juillet 2001, p. 9 (consultable sur le site <http://www.crisisweb.org>) et RASHID A., *Asie centrale, Champ de guerres (cinq républiques face à l'islam radical)*, Autrement, Paris, 2002, p. 138.

²⁰⁵ RASHID A., BURY L. et ROY O., *Asie centrale, Champ de guerres (cinq républiques face à l'islam radical)*, Autrement, Paris, 2002, pp. 163 et 194.

multiplier les initiatives en vue de consolider les frontières au niveau régional contre les menaces terroristes et d'autres menaces transnationales.

Lors d'une rencontre à Omsk en avril 2003, les présidents russe et kazakh ont contenu de jeter les bases d'une coopération plus étroite entre leurs gardes-frontières à la frontière commune, mais aussi sur d'autres portions de la frontière du Kazakhstan²⁰⁶. La Russie, qui assure toujours conjointement avec le Tadjikistan la protection et la surveillance de la frontière tadjiko-afghane, a fourni au Kirghizistan, où une centaine d'officiers russes contribue à l'encadrement des gardes-frontières nationaux, des équipements de contrôle aux frontières suite aux événements de 1999-2000.

La coopération avec la communauté euro-atlantique, défendue depuis 2000 par le Kremlin, ne semble pas remise en cause, y compris en ce qui concerne le camp centre-asiatique²⁰⁷. Pour ce qui est des relations avec l'OTAN, supposées avoir acquis une nouvelle qualité avec la formation, en mai 2002, d'un nouveau Conseil OTAN – Russie, certaines voix, en Russie, évoquent l'Afghanistan comme un futur champ possible d'interaction étroite avec l'Alliance atlantique.

En outre, lors de l'inauguration de la base de Kant, le Président Poutine a tenu à souligner que Moscou n'excluait pas que cette base puisse, d'une façon ou d'une autre, soutenir les activités de la coalition antiterroriste en Afghanistan. D'autres signes sinon d'ouverture, du moins d'apaisement, ont été remarqués, comme la volonté affichée par le Kremlin de conclure des accords avec l'OTAN ou les pays membres de l'OTAN sur le transit vers l'Afghanistan de militaires ou de cargos via son territoire, comme il l'a fait d'ores et déjà avec l'Allemagne²⁰⁸ dans le contexte de l'opération « *Liberté immuable* » (*Enduring Freedom*).

²⁰⁶ DUBIEN A., « Russie-CEI : une hégémonie contestée », *La Revue internationale et stratégique*, no 38, été 2000, pp. 164-165

²⁰⁷ STEPHENS R.B., op. cit. p. 21

²⁰⁸ Les forces allemandes déployées en Asie centrale dans le cadre de la « *Liberté Immuable* » (*Enduring Freedom*) envisagent de continuer à utiliser l'aérodrome de Termez, situé à la frontière entre l'Ouzbékistan et l'Afghanistan. En outre, le Tadjikistan a ouvert son espace aérien aux avions de l'OTAN, autorisés à faire usage de l'aérodrome de Douchanbe. Les aérodromes kazakhs d'Alma Ata et de Tchimkent sont également utilisés par les forces de la coalition. Cf. « Aziatskii roubej », *Krasnaya Zvezda*, 28 octobre 2003.

Le rôle des États-Unis est analysé de manière très diverse depuis quelques années²⁰⁹. Pour certains ils se sont désengagés de l'Asie et ce n'est que récemment qu'ils ont montré quelques signes d'intérêt à nouveau. Pour d'autres, les États-Unis ne se sont pas désengagés en Asie Centrale comme en témoignent leurs efforts militaires et même diplomatiques. La participation américaine aux pourparlers à six ainsi que la décision en mars 2007 de se joindre aux pourparlers réunissant l'Iraq et ses voisins pour discuter des problèmes de sécurité, les Américains semblent ouverts à réinvestir des forums multilatéraux même s'ils doivent partager l'initiative et le contrôle avec d'autres participants.

Les États-Unis supportent l'institutionnalisation des processus multilatéraux en Asie (APEC (Coopération Économique de l'Asie Pacifique) et ARF (Forum Régional de l'Asie) pour promouvoir la sécurité et combattre le terrorisme, mais continuent aussi de supporter les actions bilatérales et unilatérales si nécessaire pour leur sécurité et celle de leurs alliés²¹⁰. Enfin, les États-Unis choisissent d'emblée les forums APEC et ARF puisqu'ils sont exclus du Sommet de l'Asie de l'Est et de l'OCS.

²⁰⁹ DE HOOP SCHEFFER A., « Le multilatéralisme américaine, entre pragmatisme et réinvention », *Questions Internationales*, n° 39, La documentation française, septembre-octobre 2009.

²¹⁰ MELANDRI P. et VAÏSSE J., *L'empire du Milieu, Les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Odile Jacob, Paris, 2001, pp.445-451

Section2 L'Asie centrale comme enjeu dans le partenariat stratégique sino-russe

Au lendemain de l'effondrement de l'empire soviétique, le développement des relations de la Russie avec la Chine constitue un succès indéniable dans la politique extérieure menée par Moscou. Alors que l'influence de la Russie déclinait pratiquement sur tous les fronts, les relations entre ces deux pays ont été conduites sous le signe de la normalisation et de la convergence politique. Un partenariat stratégique s'est naturellement établi entre ces deux pays. Il a permis d'instaurer les conditions favorables pour un rapprochement dans de nombreux domaines.

La Russie et la Chine partagent une vision commune à propos de la nature des relations entre tous les pays du monde. En l'occurrence, le principe d'indépendance nationale, qui se caractérise par le droit à la souveraineté de chaque pays et l'intégralité territoriale sont considérés comme des conditions fondamentales pour l'équilibre international²¹¹.

§1 La Russie et la Chine: un partenariat stratégique sous condition

Dans le cas d'une évolution défavorable de la situation intérieure russe, l'indépendance des états d'Asie centrale se trouverait donc immanquablement menacée par une annexion totale ou partielle de la part de la Chine. La poursuite de l'indépendance ouïgoure en Asie centrale fournirait un prétexte facile à une telle politique. La Chine considérant les populations d'Asie centrale comme des ressortissants d'ethnies chinoises liées à celles du Xinjiang, la légalité de telles poursuites n'inquiéterait pas les dirigeants de Pékin.

En octobre 2004, au cours de sa première visite officielle à Hu Jintao, V. Poutine a choisi de clore le différend frontalier entre les deux pays par la cession d'une île et demie à la Chine dans la région de Khabarovsk. Cependant, contrairement aux attentes chinoises, ce geste russe ne s'est pas accompagné d'une avancée significative en ce que concerne la construction d'un oléoduc Angarsk – Daqin. En effet, le gouvernement russe ne peut

²¹¹ FONTAINE S., « Quelles perspectives pour le partenariat stratégique sino-russe? »

contraindre ses compagnies pétrolières à coopérer avec la Chine, étant donné la faiblesse des prix proposés par la partie chinoise.

Jusqu'à la fin de 2003, la Chine se sentait en position de force pour imposer ses conditions dans la mesure où elle jouissait d'un monopole sur les débouchés pour le pétrole russe en Asie. L'entrée du Japon dans ce marché a bouleversé la donne. La partie chinoise a dès lors repris contact avec la partie kazakhe pour remettre à l'ordre du jour le projet de construction d'un oléoduc reliant le Kazakhstan au Xinjiang. Néanmoins, même un tel oléoduc ne parviendrait pas à satisfaire les besoins pétroliers de la Chine qui augmentent d'année en année. Dès lors la stratégie chinoise consiste à convaincre le Kazakhstan de renégocier ses accords avec les compagnies pétrolières russes afin de réorienter les flux de pétrole de l'Europe vers la Chine.

Ni les États-Unis, ni l'OTAN ni aucun tiers ne pourrait empêcher la Chine d'obtenir la réparation de l'injustice historique. Les analystes militaires russes estiment que les États-Unis ne pourraient en effet pas se permettre d'ingérence du fait de leur effectif réduit en Asie centrale et du manque de preuve d'une volonté réelle de renforcement militaires dans la région – en particulier au vu des difficultés rencontrées en Afghanistan et en Irak. Cela n'a pas empêché la presse russe d'évoquer largement la menace américaine dans la région.

Néanmoins, considérant les faiblesses de cette institution et la méfiance que lui manifestant certains dirigeants centrasiatiques et au regard de l'évolution des relations russo-chinoises, il semble que le centre de gravité de la sécurité régionale s'oriente sous la coupe de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Cette analyse s'inscrit dans la continuité du Traité signé en juillet 2001 entre la Russie et la Chine : celui-ci couvre plusieurs secteurs de coopération, dont la lutte contre l'islam militant en Asie centrale. « *La convention de Shanghai donne une base légale aux efforts conjoints visant à combattre le séparatisme, le terrorisme et l'extrémisme* »²¹².

Le sommet qui s'est tenu à Shanghai en juin 2001 apparaît comme un tournant pour cette institution : outre l'adhésion de Tachkent et l'institutionnalisation de ce forum, cette rencontre a débouché sur la création d'un secrétariat permanent à Shanghai, de plus, la

²¹² Déclaration du Président chinois Jiang Zemin, citée par Pierre Haski, « Six Etats associent en Asie centrale », *Libération*, 17-18 juin 2001, p.8.

signature d'un accord de coopération interministérielle multilatéral entre les ministres de la Défense, portant sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, renforce la dimension sécuritaire de cette organisation.

Si la constitution d'un centre antiterroriste basé à Bichkek avait été décidée en 2001, il semble qu'il soit opérationnel aujourd'hui, en dépit du manque de visibilité de son action. Par ailleurs, un mécanisme de conférences régulières réunissant les responsables des organes de maintien de l'ordre et des services secrets, baptisé « *Groupe de Bichkek* », complète le dispositif antiterroriste. Alors que l'hétérogénéité des membres et le problème ouïghour semblent freiner l'OCS, sa structure souple en fait un mécanisme de coopération efficace, d'autant qu'elle se présente comme le complément naturel du Traité de sécurité collective de la CEI. Il est alors possible d'envisager une coopération, voire une fusion, entre les organes antiterroristes de ces institutions.

Il apparaît donc que les menaces du terrorisme islamique, du trafic de drogue et de la criminalité organisée trouvent une réponse au sein des coopérations mises en œuvre par les acteurs extérieurs pour la défense et la sécurité. Si, aujourd'hui, les structures de l'OCS sont peu visibles, gageons qu'à l'avenir elles joueront un rôle majeur dans l'équilibre centrasiatique.

Face à l'émergence d'un nouveau pôle de sécurité régionale, baptisé OCS, de nombreux États ont manifesté leur volonté d'y prendre part. Peut-on envisager que cette organisation rassemble l'Inde et l'Iran pour former un bloc régional stratégique tourné contre les intérêts américains et mettant en difficulté le maintien de la présence américaine en Asie centrale²¹³.

Si New Delhi, Téhéran, Pékin et Moscou peuvent fonder leur alliance sur leur opposition à l'unilatéralisme américain et à l'élargissement de l'OTAN, sur la lutte contre les menaces islamiques et sur les intérêts énergétiques de la mer Caspienne, cette architecture n'en reste pas moins dépendante du règlement d'un certain nombre de questions nationales et bilatérales.

²¹³ BRZEZINSKY Z., *Le Grand Echiquier* (l'Amérique et le reste du monde), Bayard, Paris, 2000 (2ème édition), p. 84

L'exploitation des ressources énergétiques centrasiatiques semble avoir permis un rapprochement diplomatique entre l'Inde et la Chine sur les questions énergétiques²¹⁴. Toutefois, la nouvelle diplomatie de New Delhi envers Washington après le 11 septembre 2001 limite cette analyse. De plus, l'Iran, considéré comme un membre de l'« axe du mal » défini par Washington, trouve auprès de la Chine un allié contre l'unilatéralisme américain. Si Pékin reste discret, gageons qu'il est inquiet face à l'installation de troupes américaines à ses frontières occidentales, renouant ainsi avec la peur de l'encerclement. De son côté, la Russie est restée plus modérée.

Lors de la signature en 2002 du Traité entre Washington et Moscou sur la réduction des forces nucléaires stratégiques²¹⁵, les responsables politiques ont rappelé leur volonté de collaborer à la stabilité, à l'intégrité territoriale et la souveraineté des républiques d'Asie centrale. Si la position de la Russie semble quelque peu surprenante, en raison de l'intérêt qu'elle porte à cette région, il semble qu'elle soit réaliste sur ses capacités d'action face aux moyens occidentaux et des avantages diplomatiques qu'elle peut en retirer, notamment vis-à-vis de la Tchétchénie.

Les relations avec l'Occident en général, et les États-Unis en particulier, ont longtemps été au centre des préoccupations de la politique étrangère de la Russie. Moscou a pris l'habitude de la réalité de la puissance américaine et la nécessité d'un *modus vivendi* viable avec son rival superpuissance. Face à l'émergence de la Chine comme une nouvelle force dans les affaires du monde représente un autre type de défi pour la politique étrangère de la Russie.

Le déclin de la Russie au cours de la dernière décennie a coïncidé avec l'émergence rapide de la Chine comme une puissance économique et géopolitique qui, contrairement aux États-Unis, partage une longue frontière terrestre avec la Russie et n'est pas nécessairement redevables au *statu quo* international. La gestion des relations avec de plus

²¹⁴ PARAMONOV V. and STOLPOVSKIY O., « Interesi bezaposnosti Kitaya v Centralnoy Asii » (Les intérêts de sécurité de la Chine en Asie centrale), *Advanced Research and Assessment Group – Central Asian Series* 08/20, Mai 2008, p. 29

²¹⁵ 24 mai 2002 : signature du Traité de désarmement stratégique (SORT) à Moscou par le président américain George W. Bush et le président russe Vladimir Poutine. Ce traité engage les deux États à réduire de deux-tiers leur arsenal d'armes nucléaires stratégiques qui passera de 6 000 têtes nucléaires environ à à une fourchette de 1 700 à 2 200 chacun d'ici 2012. Il est officiellement ratifié le 1er juin 2003 lors d'un sommet à Saint-Petersbourg en Russie.

en plus puissant et potentiellement hostile de la Chine a fourni un test crucial de la réputation de pragmatisme de Poutine. Malgré l'incertitude qui entoure les intentions chinoises et de la difficulté inhérente à une puissance en déclin de lui-même habitué à un rôle subalterne, les relations russo-chinoises au cours des cinq dernières années ont encore démontré la logique qui sous-tend la politique étrangère russe. Comme dans les relations avec les Etats-Unis, l'approche de la Russie avec la Chine a été caractérisée par une compréhension géopolitique mondiale, une préférence pour l'interaction bilatérale entre les grandes puissances, et une volonté de sacrifier *amour-propre* de Russie dans le court terme pour éviter d'être entraîné dans querelles stériles.

La Chine devient de plus en plus puissante et représente une menace plus grande à la position de la Russie. Comme la Russie, la Chine a souvent critiqué l'émergence d'un ordre post-guerre froide dominé par les États-Unis et soutenue par un engagement des valeurs occidentales. La Russie et la Chine n'ont pas un pouvoir du *statu quo*, mais ce malaise partagé avec un monde dominé par les Etats-Unis ne garantit pas de bonnes relations entre Moscou et Pékin. La Chine n'a jamais accepté la légitimité des traités inégaux qui lui sont imposées au 19ème siècle, y compris ceux qui ont attribué de vastes étendues de Sibérie de la Russie en 1858 et 1860.

En même temps, la rhétorique antichinoise est quelque chose d'un aliment de base dans la politique russe, en particulier concernant le danger des migrants chinois submergent les territoires peu densément peuplés du côté russe de la frontière. Même Poutine a exprimé des craintes au sujet de portée ténue de la Russie en Sibérie dans le visage de la pression démographique et économique croissante de l'Asie. Poutine a appelé à la mi-2005 pour des contrôles plus stricts sur la migration vers la Russie sous-peuplé, la Sibérie et des régions d'Extrême-Orient. Le président russe a souligné que, « *Si nous n'imposons pas de conditions concrètes, la population locale [de l'Extrême-Orient russe] à l'avenir parlera le japonais, le chinois et le coréen* ».

La Chine est également le plus grand marché pour les exportations d'armes russes, même que le ministère de la Défense continue à considérer la Chine un adversaire potentiel. La Russie a déjà suffisamment diminuée sa force nucléaire, conformément à

l'accord START-2 avec les États-Unis²¹⁶, mais la Chine (qui n'était pas partie aux négociations START) modernise et élargi ses propres forces nucléaires, et sera probablement atteindre la parité avec la Russie dans de la prochaine décennie.

La Chine est aussi en profitant de sa puissance économique et politique retrouvée à étendre son influence dans la sphère traditionnelle d'influence russe, en Asie centrale. Par l'OCS la Chine essaie stimuler ses exportations et de fournir un mécanisme pour la participation de l'armée chinoise dans les questions de sécurité régionale. En général, l'activité chinoise en Asie centrale n'a cessé de croître, tant à l'intérieur et à l'extérieur de l'OCS. Les dirigeants chinois ont été de plus en plus attirés par l'Asie centrale comme un débouché pour les investissements chinois, souvent trop cher pour les actifs stratégiquement importants tels que les champs de pétrole et les pipelines²¹⁷.

Pékin prend des mesures pour accroître son influence géopolitique dans la région. La Chine a été le principal défenseur de transformer l'OCS en une organisation à grande échelle pour la sécurité régionale qui a permis au chinois d'avoir une voix en Asie centrale. La Chine a proposé d'utiliser l'OCS pour lutter contre la hausse des militants islamiques qui menacent en Asie centrale ainsi que le Xinjiang chinois. Malgré le potentiel de relations russo-chinoises à dégénérer en une lutte d'influence en Asie, Moscou a poursuivi une politique prudente de chercher à gérer l'émergence de la Chine. Et malgré la crainte très réelle de la sinisation de la Sibérie, Poutine a activement cherché à attirer la Chine en Sibérie, au moins économiquement.

L'influence économique de la Chine en Russie va augmenter encore plus loin si Moscou suite à son engagement, pris personnellement par Vladimir Poutine au président chinois Hu Jintao en Mars 2006, de donner la priorité majeure nouvel oléoduc Sibérie à Daqing en Chine, plutôt que d'un pipeline lié au port russe de Nakhodsk, à travers le Japon. En raison de l'intérêt de la Russie d'avoir de bonnes relations avec Pékin et Tokyo, la

²¹⁶ 3 janvier 1993 : Traité START II, signé à Moscou par George Bush et Boris Eltsine. Il prévoit l'élimination des missiles sol-sol dotés de têtes nucléaires (MIRV), la réduction du nombre d'armes nucléaires stratégiques américaines à 3 500 et le nombre d'armes stratégiques russes à 3 000. Il est ratifié par le Sénat américain en janvier 1996. La Douma russe le ratifie en avril 2000. Il a permis de ramener de 10 000 à environ 6 000 le nombre des têtes nucléaires déployées respectivement par les États-Unis et la Russie, et à 1 600 le nombre de leurs vecteurs (missiles) stratégiques.

²¹⁷ GARNETT S., "Challenges of the Sino-Russian Strategic Partnership", *The Washington Quarterly*, autumn 2001, p.5

décision de livrer du pétrole à la Chine serait un indicateur significatif des priorités de la Russie en Asie orientale. Bien sûr, la dépendance croissante de la Chine sur la Russie pour ses approvisionnements en pétrole permettra également d'améliorer l'influence diplomatique de Moscou sur Pékin, en aidant à contrecarrer la montée en puissance des disparités entre les deux pays.

La gravité du déclin économique et la diminution de la population de la Sibérie, la recherche d'investissements et les travailleurs en provenance de Chine représente peut-être la seule occasion pour éviter l'effondrement complet de la région. En effet, l'économie joue un rôle central dans les relations russo-chinoises, d'autant plus que la Russie est de plus en plus importante en tant que fournisseur de pétrole et de gaz sur le marché chinois en pleine croissance. Le chiffre annuel des affaires commerciales entre les deux pays est de 20 milliards de dollars (dont une grande partie provient de l'équipement militaire)²¹⁸, ce chiffre augmente d'année en année. Moscou continue de chercher l'approfondissement des liens économiques avec la Chine, malgré le risque que la Russie se retrouve enfermée dans un rôle dépendant en tant que fournisseur de matières premières pour l'économie chinoise en pleine expansion.

La nécessité d'une coopération politique et militaire avec la Chine est rendue nécessaire par la faiblesse même de la Russie en Asie. La dégradation des installations militaires le long de la frontière chinoise qui ont été mises en place depuis les années 1960. Sur le plan tactique, la coopération sino-russe a été en augmentation, avec les deux côtés coopèrent sur la délimitation des frontières et la normalisation technologique. La Chine est également un important acheteur de la technologie militaire russe. La coopération croissante entre les forces armées russes et chinoises a été officialisée par la tenue, pour la première fois, de manœuvres conjointes à la fin Août 2005, impliquant plus de 10.000 soldats. Les exercices, baptisés Mission de paix 2005, sont principalement conçus pour accroître la confiance entre les forces armées toujours méfiantes russes et chinoises.

Sur un plus large niveau stratégique, les dirigeants russes ont eu lieu jusqu'à l'option d'un partenariat russo-chinois comme une alternative à la Russie de jouer un rôle subalterne au sein des organisations occidentales. Ces appels à un axe Moscou-Pékin

²¹⁸BIGG C., "Russia: Chinese Leader Meets Putin for Talks on Energy, Trade, Security", RFE/RL Feature, 1 July 2005.

construit sur la base du respect de la souveraineté de l'Etat et un ordre mondial multipolaire n'ont pas dépassé le stade de la rhétorique. La Chine a ouvertement déclaré son soutien aux actions de la Russie en Tchétchénie et la Russie a clairement exprimé son soutien à la Chine au problème du Taiwan. Pourtant, ces engagements ont peu de poids dans la pratique parce que ni la Russie ni la Chine n'est susceptible de compromettre ses relations avec le reste du monde (en particulier les Etats-Unis) au sujet de Taiwan ou de la Tchétchénie.

La difficulté de la Russie à établir une relation stable avec la Chine présente le problème majeur avec la vision de la politique étrangère poursuivie par Poutine. La Russie considère la Chine comme un partenaire potentiel dans la construction d'un ordre mondial multipolaire, même en tant que réveil de la Chine est considéré avec une certaine quantité d'inquiétude à Moscou. Des initiatives telles que l'OCS et de la construction éventuelle du gazoduc de Daqing sont conçus pour maximiser levier de la Russie sur la Chine. En même temps, Moscou a pris les devants en résolution de problèmes, tels que les différends frontaliers, qui pourraient conduire à un conflit à court terme.

§2 Les intérêts de la Chine en Asie centrale

Partageant approximativement 3 000 kilomètres de frontières avec les républiques d'Asie centrale, la Chine a fait valoir, dès la dislocation de l'Union soviétique, ses intérêts vis-à-vis des États de la région. *Trois préoccupations majeures ont contribué à structurer sa politique étrangère à leur égard*²¹⁹.

Il s'est agi, d'une part, de combattre le séparatisme ouïgour dans la région autonome du Xinjiang, et notamment d'éviter que l'Asie centrale ne serve de base arrière à d'éventuels groupes armés séparatistes. Cette volonté a, de fait, favorisé la coopération entre Pékin et les États centraux asiatiques en matière de sécurité des frontières et de lutte contre le terrorisme. D'autre part, percevant l'émergence d'un monde unipolaire américain à la fin de la Guerre froide, la RPC s'est efforcé de promouvoir le thème de la multipolarité dans les relations internationales. Enfin, confrontée à une explosion de la demande d'énergie, la Chine est restée dans l'obligation de chercher à consolider sa sécurité énergétique et à s'assurer d'un accès aux ressources en hydrocarbures des républiques d'Asie centrale.

L'un des premiers succès de la diplomatie chinoise en Asie centrale a été la création, avec la médiation de la Russie, du « Forum de Shanghai », contribuant à créer un climat de confiance entre les États de la région. Le 26 avril 1996, la Chine d'une part, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et la Russie d'autre part (formant une partie conjointe) ont en effet signé à Shanghai un accord sur le renforcement des mesures de confiance en matière militaire dans les régions frontalières²²⁰. En vertu de cet accord, ces pays renonçaient à tout recours à la force ainsi qu'à toute supériorité militaire unilatérale, et s'engageaient à consolider la confiance et la transparence à travers l'échange d'informations et la réduction des forces militaires à leurs frontières.

Parallèlement à ce cadre de dialogue et de négociation, la Chine et ses voisins

²¹⁹ JAFALAN A., *Annuaire stratégique et militaire*, Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), Odile Jacob, 2005, pp. 135-149.

²²⁰ Les régions frontalières couvrent une zone de 100 kilomètres de part et d'autre des frontières communes aux États parties.

centre asiatique sont progressivement parvenus à régler leurs différends frontaliers²²¹. Entamées dès 1992-93, les discussions en la matière se sont accélérées à partir de 1996²²². Alors que le Kazakhstan avait signé son premier accord frontalier avec la Chine le 24 avril 1994, le Kirghizstan a signé le sien le 4 juillet 1996, soit quelques mois après la création du Forum qu'ont été officiellement signés les accords finaux en la matière.

Le Kazakhstan a définitivement réglé la question des frontières avec la Chine le 4 juillet 1998, lors de la 3^{ème} réunion du Forum à Almaty, tandis que le Kirghizstan a saisi l'occasion du 4^{ème} sommet tenu à Bichkek le 26 août 1999 pour délimiter l'intégralité des frontières avec son voisin. Quant aux négociations concernant le contentieux frontalier entre le Tadjikistan et la Chine, elles sont longtemps restées dans l'impasse. Le 17 mai 2002, Jiang Zemin et Imamali Rakhmonov ont toutefois signé une déclaration conjointe en vertu de laquelle leurs différends frontaliers ont été considérés comme réglés.

L'intérêt de la Chine en Asie centrale n'est pas nouveau et a toujours été lié à des enjeux touchant à l'extension et le contrôle ainsi qu'à la sécurité du territoire²²³. Signe de cet intérêt complexe, depuis l'indépendance des républiques d'Asie centrale, les visites officielles se sont succédées à un rythme soutenu après la première visite du Premier ministre Li Peng en 1994.

La ligne directrice de la politique chinoise vis-à-vis de l'Asie centrale est donc essentiellement celle de la stabilité, du pouvoir politique actuel, dans un continuum qui va de la stabilité interne, celle de régions traditionnellement agitées comme le Xinjiang, à la stabilité des zones frontières et de la périphérie d'où peut émerger, depuis la fin de la guerre froide, toute une série de nouveaux risques²²⁴.

Dans un premier temps, après la fin de la guerre froide et la disparition de la

²²¹ La Chine partage plus de 1 700 kilomètres de frontières avec le Kazakhstan, 850km avec le Kirghizstan et 410km avec le Tadjikistan.

²²² La Chine réclame au Kazakhstan 2 235 km² répartis en 11 zones (dont certaines ne font qu'une dizaine km²) au Kirghizstan 3 728 km² répartis en 5 zones, mais maintient la quasi-totalité de ses revendications à l'encontre du Tadjikistan, dont elle exige une grande partie du Pamir (28 430km²) soit un cinquième de la superficie du pays. Sébastien Peyrouse, dans *Les Études du CERI* - n°148 septembre 2008.

²²³ KELLNER T., « la Chine et la Nouvelle Asie centrale », *Rapport du GRIP*, 2002/1

²²⁴ BECQUELIN N., « Criminalizing Ethnicity: Political Repression in Xinjiang », *China Rights Forum*, 2004; Dru Gladney, *Dislocating China: Muslim Minorities and other Subaltern Subject*, University of Chicago Press 2004.

menace soviétique, la dimension bilatérale des relations entre la Chine et l'Asie centrale semblait devoir l'emporter, dans un sens initialement plutôt positif de développement des échanges, avec l'ouverture des postes frontières permettant de retisser les liens traditionnels et la thématique de la « *nouvelle route de la soie* ». C'est l'époque également de la construction de la dernière portion du chemin de fer Yili-Yining, reliant le Xinjiang au Kazakhstan, qui avait été interrompue par le conflit sino-soviétique. Après les violentes incidentes pro-indépendances à Yining en 1997, le gouvernement chinois a renforcé son contrôle sur les échanges frontaliers. Plus récemment, s'est ajoutée à cette prise en compte des risques, une dimension plus globale avec l'émergence de préoccupations liées au rôle de l'OTAN et des Etats-Unis. Aujourd'hui, les ambitions nouvelles affirmées par une Russie plus sûre d'elle, même si les moyens d'action de Moscou demeurent limités, viennent encore complexifier les enjeux.

La stabilité du Xinjiang est au cœur des préoccupations de sécurité de la Chine et constitue l'un des premiers facteurs de détermination de la politique de la Chine vis-à-vis de l'Asie centrale²²⁵. Les problèmes de développement économique et de contrôle politique sont effet loin d'être résolus au Xinjiang, province qui n'a officiellement été intégrée à l'Empire Qing²²⁶ qu'en 1884 et qui demeure une périphérie contestée, pour reprendre l'expression de Thierry Kellner, en dépit de la mise en place par le pouvoir central, depuis la fin des années 1980, de multiples stratégies de répression et de développement²²⁷.

Ces stratégies peuvent être résumées par deux slogans: celui des campagnes « frapper fort », lancées en 1996, qui ne sont pas uniquement orientées vers le Xinjiang, mais qui se traduisent dans la province par une répression accrue²²⁸ et celui du « développement de l'Ouest » censé étendre à cette région éloignée des grands centres de développement les bénéfices de la croissance. Toutefois, depuis l'arrivée au pouvoir de Hu Jintao, il semble que cette campagne ait fait l'objet d'une certaine désaffection de la part du pouvoir central confronté à de multiples tensions sociales, y compris dans les régions les plus développées.

²²⁵ PARAMONOV V. and STALPOVOSKIY O., *Advanced Research and Assessment Group* 08/20, Central Asian series, may 2008.

²²⁶ KELLNER T., op. cit.

²²⁷ Ibid.

²²⁸ Selon Marie Holzman, alors que la population du Xinjiang ne représente que 0,21% de la population totale de la Chine, elle représente 2,1% des condamnés à mort. *Rapport du GRIP* 2002/1.

Au niveau économique, le Xinjiang est en effet confronté non seulement à un différentiel de développement qui demeure important par rapport à la moyenne nationale, mais plus déstabilisateur encore, à une inégalité persistante, pour ne pas dire croissante, entre la population d'origine chinoise han, qui compose aujourd'hui près de 50% de la population locale, et la population autochtone caractérisée, ethniquement et culturellement, par une identité avec l'ensemble des populations d'Asie centrale. Cette identité a bien entendu favorisé la reprise des échanges avec la réouverture des frontières et des grands courants de communication après l'effondrement de l'URSS, mais le développement des échanges et la période de relative libéralisation que la Chine a connue depuis le début des années 1980 a également encouragé la réémergence de courants autonomistes.

La stratégie de contrôle par l'occupation, qui s'est traduite par une augmentation considérable de la population d'origine Han dans la régions, passée de 6% du total de la population du Xinjiang en 1949, avec 300 000 personnes, à 40,6% du total en 2000, avec 7,5 millions de personnes, soit une augmentation de plus de 2200% en 50 ans, constitue également un sujet de ressentiment.

Si les facteurs de déstabilisation interne existent et pour Pékin, il est également évident que le contrôle du Xinjiang passe par le contrôle de la périphérie et des contacts. Ainsi, alors que le pouvoir chinois insistait sur la mise en œuvre de bonnes relations avec les toutes nouvelles républiques d'Asie centrale, une directive du Comité central du Parti²²⁹ soulignait en 1996 la nécessité d'obtenir du Kazakhstan et du Kirghizistan une promesse de non soutien aux mouvements autonomistes ouïgours ou kazakhs originaires du Xinjiang²³⁰.

Le contrôle interne et le maintien de l'ordre dépendent en effet, pour le pouvoir chinois, du contrôle des frontières destiné à interdire toute contamination et tout soutien extérieur aux mouvements indépendantistes. Si les facteurs internes de déstabilisation sont souvent mentionnés, notamment les facteurs liés aux inégalités de développement économique, les mouvements de mécontentement qui s'expriment régulièrement au Xinjiang sont essentiellement perçus en réalité et dénoncés par le pouvoir central comme le résultat de manœuvres de déstabilisation d'origine extérieure, visant à affaiblir la Chine et à freiner son émergence en tant que grande puissance.

²²⁹ XIV Comité Central du Parti communiste chinois en 1996

²³⁰ KELLNER T., *La Chine et la Nouvelle Asie centrale*, Bruxelles, GRP, 2004.

La stratégie de stabilisation de la périphérie, qui fait partie de la *politique du pourtour* mise en place par la Chine des réformes, liées aux théories de l'émergence pacifique, constitue le fondement théorique de cette stratégie qui vise à convaincre et à rassurer, pour mieux apaiser en l'absence de réels moyens de coercition. L'ensemble est qualifié d'objectif et défi principal de la politique extérieure de la Chine.

Cette stratégie s'appuie également sur un nouveau concept de sécurité censé privilégier la confiance mutuelle, l'égalité, le bénéfice mutuel et la coordination, sorte de multilatéralisme non contraignant à la chinoise.

En ce concerne l'Asie centrale, cette stratégie de stabilisation du pourtour s'est traduite par le souci dans un premier temps de résoudre l'ensemble des questions frontalières héritées de la période soviétique dans un sens d'ailleurs plutôt favorable aux nouvelles républiques d'Asie centrale avec lesquelles Pékin souhaitait mettre en place de bonnes relations. Sur ces bases positives, la Chine a ensuite mis en place une stratégie d'alliance contre le séparatisme qui, progressivement, a pris la forme plus construite de la lutte contre les trois forces du mal que sont le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme.

Ces éléments, qui apparaissent aussi comme une réponse à la thématique de l' « *axe du mal* » défendue par les Etats-Unis, comportaient également un engagement de la part des républiques d'Asie centrale de ne pas soutenir les mouvements séparatistes originaires du Xinjiang, engagement qui dans l'idéal doit déboucher sur une coopération active en matière de répression et de rapatriement des éléments séparatistes recherchés par Pékin.

Cet élément était d'autant plus important que plus de 400 000 ouïgours seraient installés en Asie centrale et plus de 300 000 au seul Kazakhstan où les liens familiaux sont étroits. Par ailleurs, une douzaine d'organisations ouïgoures seraient tolérées au Kazakhstan en dépit des accords signés avec Pékin²³¹. La Chine a en effet mis en place un réseau de coopération dans le domaine militaire et du maintien de l'ordre. Pour la Chine, il s'agissait essentiellement de briser une évidente communauté culturelle, linguistique, ethnique et religieuse entre le Xinjiang et les républiques d'Asie centrale, pour tenter de

²³¹ Durant la Révolution culturelle, les républiques soviétiques d'Asie centrale ont servi de refuge aux ouïgours qui fuyaient le radicalisme de la Chine de Mao

construire au contraire une communauté d'intérêts, liée à la nature des régimes en place, entre les pouvoirs centraux. Mais tout en renforçant les liens stratégiques entre la Chine et l'Asie centrale, il fallait pour Pékin, dans le même temps, nier ou minimiser l'intégration naturelle et historique du Xinjiang à cet ensemble de l'Asie centrale.

La prise en compte des enjeux de sécurité communs, au premier rang desquels le terrorisme et le séparatisme qui, comme le souligne Pékin, « *font peser une menace sur la position dirigeants des autorités de toutes les puissances régionales* », a donc constitué le premier élément de la mise en place d'une véritable collaboration en matière de sécurité entre la Chine et les républiques d'Asie centrale.

Le Groupe de Shanghai, mis en place en 1996, avait pour mission officielle la résolution des questions frontalières, la réduction des tensions militaires et la mise en place de mesures de confiance et plus généralement de passage d'un statut de confrontation à celui de coopération dans une zone encore profondément marquée par le conflit sino-soviétique. Signe de bonne volonté de la part de la Chine, c'est lors de son voyage en Asie centrale en 1996 que Jiang Zemin annoncera la suspension par la Chine de ses essais nucléaires, alors que la question des essais et des risques de pollution était particulièrement sensible au Kazakhstan et constituait également un élément de la contestation au Xinjiang même.

Au niveau bilatéral, la Chine a également mis en place avec l'ensemble des pays d'Asie centrale une série de partenariats stratégiques dont les dénominations témoignent toutefois d'une gradation fine dans les relations. Avec le Kazakhstan, le partenariat est qualifié de stratégique, ce qui est le niveau le plus élevé²³². La relation avec cet État est sans doute la plus sensible pour des raisons liées à la proximité géographique, aux liens étroits qui existent avec le Xinjiang mais également, comme nous le verrons, au potentiel de coopération dans le domaine énergétique. Avec les autres républiques en revanche les termes sont beaucoup moins stratégiques. Avec le Kirghizistan, il s'agit d'un « *partenariat de bon voisinage et de coopération amicale* », avec l'Ouzbékistan d'un « *partenariat de coopération amicale* », Avec le Tadjikistan d'un « *partenariat de bon voisinage et de coopération amicale tourné vers le XXIème siècle sur la base de l'égalité et de l'intérêt commun* ».

²³² NIQUET V., «La Chine et l'Asie centrale », *Perspectives chinoises* n° 96, juillet – août 2006, pp. 4-5

En effet, dans un premier temps, l'effondrement de l'URSS a semblé devoir offrir à la Chine une opportunité inespérée d'accroître sa zone d'influence ou au moins de neutralité bienveillante dans une région qui lui était jusqu'alors inaccessible. Mais, alors qu'au cours des années 1990 cette stratégie de renforcement de l'influence chinoise se limitait au champ stratégique-diplomatique, depuis le début des années 2000, et particulièrement à la suite des attentats du 11 septembre 2001 qui ont entraîné un véritable bouleversement dans la situation stratégique en Asie centrale, Pékin met également l'accent sur le renforcement de la coopération dans le domaine économique.

La stratégie économique de la Chine en direction de l'Asie centrale peut s'analyser à plusieurs niveaux. Elle apparaît comme une prolongation de la stratégie de développement de l'Ouest chinois, avec un objectif de désenclavement du Xinjiang et de développement économique de la province afin d'apaiser les tensions. Mais Pékin applique la même analyse aux républiques d'Asie centrale dont le retard économique est dénoncé comme l'une des causes des tensions sociales et de la montée du terrorisme islamique. Par ailleurs, et c'est un élément relativement nouveau, l'Asie centrale apparaît aujourd'hui à la fois comme un marché pour les produits chinois au-delà des échanges frontaliers, mais également comme une source d'approvisionnement énergétique dont l'importance pour la Chine s'est considérablement accrue²³³.

La Chine encourage donc, avec un succès toutefois mitigé, le développement des infrastructures destinées à faciliter les échanges avec l'Asie centrale ainsi que le désenclavement du Xinjiang. Le réseau de transport, notamment routier et aérien, a été considérablement renforcé avec des projets d'autoroute trans – Asie centrale reliant Andijan Osh et Kashgar en passant par la voie stratégique du Karakorum afin de désenclaver la partie sud du Xinjiang²³⁴. Le dernier accord signé en 2005 avec le Pakistan prévoit d'importants travaux permettant d'ouvrir la route du Karakorum à la circulation pendant toute l'année.

²³³ ROY O., « Islamic Ferments and State Responses in Central Asia: Is There a Chinese Card? » p. 156. In GODEMENT F., *China and its Western Frontier*, Paris, *Ifri*, 2002, p.185

²³⁴ KELLNER T., *la République Populaire de Chine et l'Asie centrale post soviétique: études politique étrangère*. Genève 2004, 754p.

La dimension stratégique et de sécurité et de ces projets n'est évidemment pas absente, mais la dimension économique, plus nouvelle, est également essentielle. Depuis 1986, date de leur rétablissement, et particulièrement depuis 1992, les échanges frontaliers se sont considérablement développés. En 2003, ils représentaient 50% du total des échanges de la province. Plus de 28 points de passage ont été ouverts et en 2004, un accord avec le Kazakhstan a été signé pour l'ouverture d'une zone de libre échange autour de Khorgos.

Le rôle du Xinjiang apparaît essentiellement comme celui d'une voie passage pour des produits exportés vers l'Asie centrale, mais provenant dans leur très grande majorité des provinces côtières les plus développées. De ce fait, le développement des échanges, qui demeurent largement entre les mains de la communauté Han, constitue une autre source de frustration. De l'autre côté de la frontière, c'est l'invasion des marchés par les commerçants Han comme à Almaty qui suscite un sentiment d'inquiétude. Le dynamisme économique chinois contribue donc à renforcer un sentiment commun d'exclusion qui touche tant la population locale au Xinjiang qu'en Asie centrale. Cependant, au-delà de l'accès à un marché nouveau pour les produits chinois les moins sophistiqués, l'Asie centrale et notamment le Kazakhstan, représente pour la Chine un intérêt majeur en matière énergétique et les projets, un temps ralentis en raison des coûts et de l'absence de réel sentiments d'urgence, ont été récemment réactivés par Pékin²³⁵.

En 1994, la Chine National Petroleum Company (CNPC) avait acquis 60 % des parts de la compagnie kazakhe Aktobemunaj Gaz qui exploitait le champ d'Aktyubinsk. En 1997, un accord de joint-venture a été signé avec la société Uzemunigaz pour exploiter le champ d'Uzen. Au mois d'août 2005, la CNPC se portait également acquéreur de Petrokazakhstan, soutenue en ceci par les autorités kazakhes. En terme économique, l'objectif d'approvisionnement en énergie les régions les plus développées et les plus gourmandes de Chine situées sur la coté, apparaissait comme peu incitatif en raison des coûts d'exploitation et de transport très élevés. Les enjeux se sont toutefois modifiés récemment pour des raisons à la fois économiques avec l'augmentation des coûts du pétrole, et stratégiques avec le renforcement de la présence militaire américaine au Moyen-

²³⁵ KELLNER T., La Chine et le pétrole: perceptions sécuritaires et démarches stratégiques », p. 73 in Gerard Chaliand, Annie Jafalian, La dépendance pétrolière, mythes et réalités d'un enjeu stratégique, Paris, Universalis, p.196.

Orient, première source d'importation pour la Chine.

Au mois de décembre 2005, un premier tronçon de 998 Km, reliant les champs pétroliers du Kazakhstan au Nord-Ouest du Xinjiang en passant par la passe de Alashan a été achevé, l'objectif étant de prolonger ce réseau en direction de l'est de la Chine vers Shanghai. On est toutefois encore très loin du retournement complet en direction de la Chine et de l'Asie, des réseaux d'exportation Kazakhs essentiellement tournés vers la Russie et la Caspienne. Mais avec la construction de cet oléoduc, la Chine accroît la marge de manœuvre et de négociation du Kazakhstan qui gagne ainsi un partenaire supplémentaire, aux côtés de la Russie et des États-Unis. En revanche, les projets de gazoducs reliant le Xinjiang au Turkménistan n'ont toujours pas abouti.

Le montant des échanges commerciaux entre la Chine et l'Asie centrale pour l'année 2008 s'élèvent 17 milliards d'euros (25,2 milliards dollars). Depuis 1992, année de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et ses voisins centrasiatiques, le volume des échanges a été multiplié 50 fois²³⁶. La Chine est devenue le troisième plus important partenaire économique du Kirghizistan, Ouzbékistan et du Kazakhstan. Fin 2007, la Chine avait investi 8.6 milliards de dollars dans les secteurs énergétique, mécanique, automobile et agricole de l'Asie centrale. Plus de 1500 entreprises ont été créées avec des capitaux chinois au Kazakhstan. Les accords frontaliers signés avec le Kirghizistan et le Kazakhstan n'empêcheront pas Pékin d'intervenir en Asie centrale.

La Chine a construit un système d'arguments juridiques lui permettent de justifier de la légalité de ses prétentions territoriales²³⁷. Ainsi, la théorie militaire moderne chinoise propose le concept de la guerre locale permettant à la Chine de mener des conflits localisés le long de ses frontières afin de prévenir et pacifier les conflits potentiels à sa périphérie. Cela concerne principalement l'Extrême-Orient russe et les territoires au nord du Xinjiang le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Ce concept de la guerre locale est très étroitement lié à celui de frontière stratégique ainsi qu'à la doctrine de l'espace vital. La Chine a non seulement besoin d'un environnement pacifique dans ses zones périphériques, mais aussi d'un espace suffisant pour nourrir son immense population. Ce type de discours

²³⁶ Précise le site d'information économique russophone, Chinapro.ru

²³⁷ Les chinois considèrent qu'historiquement les peuples d'Asie centrale font partie de la nation chinoise dont ils ont été séparés au 18^{ème} et 19^{ème} siècle par l'impérialisme tsariste russe. Tôt ou tard, la justice doit triompher et ses peuples doivent retourner à la nation mère.

est considéré par les sinologues russes comme un indice de la menace chinoise pour le territoire russe et pour l'Asie centrale.

Face à cette agressivité latente, le Kazakhstan se trouve totalement dépourvu de moyens de réponses. L'armée kazakhe, qui s'est construite sur les fondements de « l'armée soviétique » qui avait combattu en Afghanistan, demeure une armée de réserve: seuls les états-majors et le commandement demeurent actifs en permanence. En cas d'alerte, il est prévu que les soldats soient rassemblés dans des casernes. Mais la capacité du gouvernement à mobiliser suffisamment rapidement cette armée est sujette à caution.

Ainsi, c'est grandement pour des raisons militaires que la capitale kazakhe a été transférée à Astana (traditionnellement nommée Zelenograd, renommé Akmola en 1991 et Astana en 1995), dans le centre du Kazakhstan, plus éloignée de la Chine. Tout comme l'Ouzbékistan, le Kazakhstan est menacé de désintégration en cas de disparition du président Nazarbaev. Celui-ci tente de suivre le modèle azerbaïdjanais et d'imposer sa fille Dariga sur la scène politique.

Depuis 2002, Madame Dariga Nazarbaeva est donc à la tête du principal parti d'opposition du pays²³⁸. D'autres parents du président sont entrés en politique et militent également dans les deux principaux partis d'opposition. En cas de déstabilisation du Kazakhstan, il est probable que la Russie, comme elle l'avait fait au Tadjikistan en 1992, s'ingère dans les affaires intérieures du pays au prétexte de protéger les Russes qui y représentent plus de 35% de la population totale.

Les analystes militaires russes estiment que la Russie pénétrerait alors dans les régions septentrionales et centrales du Kazakhstan, où se concentre l'essentiel de la population russe et qui abritent la majorité des ressources industrielles et des infrastructures industrielles du pays. L'objectif principal d'une telle manœuvre serait d'empêcher la Chine de s'approcher de ces régions. Un autre scénario possible serait qu'en cas de menace, le Kazakhstan demande à entrer dans la Fédération de Russie comme État associé.

²³⁸ Le parti politique *Asar* (tous ensemble). Finalement en 2006 elle a fusionné son parti avec le parti pro Nazarbaev *Nour Otan* (le rayon de soleil de la patrie)

**PARTIE2 L'EVOLUTIONS DES RAPPORTS ENTRE LA RUSSIE ET LES
PAYS DE L'ASIE CENTRALE**

Titre1 APPROCHE BILATERALE ET MULTILATERALE

Après les événements le 11 Septembre, un «*combat antiterroriste*» a émergé autour de l'Asie centrale. Les pays d'Asie centrale ont engagés à mettre en place un certain nombre de formats bilatéraux et multilatéraux et des mécanismes de coopération sur ces questions. La raison principale pourquoi la lutte contre le terrorisme dans la région de l'OCS a pris une envergure multilatérale ou bilatérale²³⁹. Et c'était l'un des meilleurs moyens pour gérer efficacement ces problèmes régionaux pour les gouvernements locaux.

Chapitre1. Les structures bilatérales et ses fondements juridiques

L'une des principales priorités de la politique actuelle de la Russie est de conserver son rôle clé en Asie centrale. La réalisation de cette tâche stratégique a été et est toujours directement liée au développement de la coopération de sécurité, qui, en plus d'être d'avantage mutuel dans les circonstances difficiles régionales et internationales, a également un effet significatif politique et propagandiste.

Section1 La coopération stratégique bilatérale

En acquérant une compréhension plus claire de l'Asie centrale comme une étendue dans laquelle il peut réaliser ses intérêts d'une importance vitale, la Russie ne veut pas permettre à d'autres Etats d'y s'installer. Cela est directement lié au renforcement de sa coopération de sécurité avec les pays d'Asie centrale, principalement dans le format bilatéral, qui est le plus efficace et en même temps, moins coûteux.

²³⁹ TOLIPOV F., "Multilateralism, Bilateralism and Unilateralism in Fighting Terrorism in the SCO Area", *China and Eurasia Forum Quarterly*, Volume 4, n° 2, 2006, p.3

§1 Approche bilatérale russe en Asie centrale

Après l'effondrement de l'union soviétique, la Russie et l'Asie centrale sont à la recherche de la nouvelle coopération en matière de sécurité à la fois nationale et régionale. Pour laquelle la préférence va aux relations bilatérales puisque c'est ce format qui implique des formes plus spécifiques et pratiques de la coopération politico-militaire ce qui rend possible pour éviter toute connotation négative associée à des ambitions et le manque de compréhension mutuelle qui sont particulièrement manifestés dans un format multilatérale.

Dans l'ensemble, le niveau relativement élevé de coopération sécuritaire de la Russie et les pays de l'Asie centrale au stade actuel est le résultat de l'interaction intensive et plutôt améliorée dans toute la gamme des questions clés dans les relations bilatérales. Les menaces à la sécurité et des défis en Asie centrale posés par les problèmes nationaux, régionaux, mondiaux et les contradictions sont façonner le pays de l'Asie centrale. Ces intérêts réciproques ont développé une coopération plus étroite de la sécurité avec la Russie.

Tout d'abord, les pays d'Asie centrale se trouvent dans une zone la plus instable de la planète. En Afghanistan, le chaos continuait depuis des années, qui pourraient à tout moment s'étendre aux pays voisins.

Par ailleurs, dans des conditions des problèmes non résolus socio-économique dans les pays d'Asie centrale, l'influence de différentes organisations religieuses extrémistes, comme le Hizb ut-Tahrir, le mouvement islamique d'Ouzbékistan²⁴⁰ et d'autres, continue à augmenter régulièrement, malgré les mesures en cours hors d'exposer, de prévenir et d'arrêter leur activité.

Enfin, les questions complexes impliquant des frontières, les territoires et les ressources naturelles sont également l'alimentation continue des contradictions et des problèmes parmi les pays d'Asie centrale et pourrait conduire à des conflits interétatiques dans l'avenir.

²⁴⁰ LARUELLE M., "Asie central: le retour de la Russie. », *Politique internationale* n°115, Printemps 2007, p.3

Cependant, il n'y a eu aucun progrès significatif à ce jour dans la coopération de sécurité entre la Fédération de Russie et en Asie centrale. Ni au niveau de confiance inhérent aux alliés stratégiques été atteint. En mettant en œuvre une approche multi-vectorielle dans leur politique étrangère, l'ensemble des partenaires d'Asie centrale de Moscou, sans exception, montrent aussi un intérêt croissant pour une plus grande coopération en matière de sécurité avec l'Occident, en particulier avec les Etats-Unis et d'autres Etats membres de l'OTAN.

Les nouvelles tendances dans le développement de la situation internationale autour de la Russie, en grande partie causée par les événements les plus récents dans le Caucase, ainsi que le monde financier et économique de crise, pourrait apporter des ajustements importants aux questions de coopération en matière de sécurité entre les Fédération de Russie et d'Asie centrale. Ces ajustements ne sont pas nécessairement contribuer à renforcer l'alliance Russie - Asie centrale.

La Russie a commencé par reprendre en main la coopération militaire. Ce secteur nécessite d'autant plus l'aide de Moscou parce ce que les armées centre-asiatiques sont en état difficile : mal entraînées, mal équipées, minées par la corruption, elles disposent d'un personnel peu nombreux et démotivé par la dureté de ses conditions de vie. Si Moscou souhaite réinvestir le terrain militaire, c'est aussi pour faire contrepoids à l'Otan (les cinq pays de la région ont adhéré au Partenariat pour la paix en 1994)²⁴¹.

Dès son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine propose donc aux régimes centre-asiatiques une série d'initiatives bilatérales visant à contrer la menace terroriste. Bien que les liens militaires soient étroits avec le Kazakhstan (opérations communes, achat de matériel militaire russe par Astana), Moscou concentre son effort sur les maillons les plus faibles que sont le Tadjikistan et le Kirghizstan, tous deux favorables à une présence russe stabilisatrice.

Au Tadjikistan, dès le début de la guerre civile en 1992, les forces russes, sous drapeau de la CEI, se rangent aux côtés du président Emomali Rakhmonov. Aux termes

²⁴¹ BURGHART D., *"In the Tracks of Tamerlane: Central Asia's Path to the 21st Century"*, Washington, D.C.: National Defense University, 2004, p.16.

d'un accord signé en 1999, les forces de paix de la CEI se retirent et sont remplacées par des troupes russes, dont la principale mission consiste à protéger les frontières. À partir de 2002, le Tadjikistan reprend progressivement le contrôle de ses frontières, à commencer par les 500 kilomètres qui le séparent de la Chine²⁴².

A la fin de l'année 2004, La Russie ouvre sa première base permanente au Tadjikistan, la plus grande hors de la Fédération²⁴³. Cette base est composée de plusieurs sites : le terrain d'aviation d'Aïni, non loin de Douchanbe ; le centre de surveillance spatial « Okno », près de Nurek, à la frontière avec la Chine ; et plusieurs autres installations près de Douchanbe et dans la région de Kouliab, dans le sud du pays²⁴⁴. La base accueille un bataillon de la 201e division blindée et aussi de membre de la Force collective de déploiement rapide (OTSC). Elle constitue la plus grande base russe hors du territoire de la Fédération de Russie, avec des effectifs d'environ 7500 hommes.

Cette présence militaire russe vise, en coopération avec les garde-frontières et militaires tadjiks, à défendre l'indépendance du pouvoir gouvernemental tadjik, garantir la stabilité politico-militaire du pays et à renforcer la décence des intérêts russes en Asie centrale. Le stationnement des troupes russes a fait l'objet de diverses renégociations en 2009, 2011 et 2012, d'où le versement d'aides par Moscou (une enveloppe de 200 millions de dollars est prévue). Finalement, suite à une visite de Vladimir Poutine au Tadjikistan le 5 octobre 2012, un accord a été conclu pour le maintien de la base jusqu'en 2042. A cette occasion, la 201e division d'infanterie motorisée a reçu l'ordre de Joukov, elle avait déjà été décorée deux fois de l'ordre de la bannière rouge pendant l'époque soviétique.

²⁴² R. Allison, « Strategic Reassertion in Russia's Central Asian Policy », *International Affairs*, vol. 80, no 2, 2004,

²⁴³ Centrasia Website: <http://www.centrasia.ru>, October 7 2004.

²⁴⁴ LARUELLE M. « Asie centrale : le retour de la Russie ». *Le politique internationale n° 115* – Printemps 2007. p. 1

Les bases russes au Tadjikistan



Source : arms-expo.ru

En février 2007, Moscou et New Delhi semblent s'accorder pour partager l'aérodrome d'Aïni, l'Inde inaugurant ainsi sa première base en Asie centrale²⁴⁵. Au Kirghizstan, après avoir déployé, de 1992 à 1999, près de 3 000 soldats à la frontière sino-kirghize, la Russie implante une base militaire à Kant en 2003. Celle-ci abrite une partie de la Force collective de déploiement rapide et soutient la présence russe au Tadjikistan voisin.

Le Kirghizstan demeure donc le seul pays au monde disposant sur son territoire d'une base militaire russe²⁴⁶ (à Kant) et d'une base américaine (à Manas), distantes de 30 kilomètres. En 2005, Bichkek, particulièrement inquiète des soubresauts de son voisin ouzbek, entame des discussions avec Moscou pour l'ouverture d'une seconde base russe à Och, dans le sud du pays. Pour l'heure, rien n'a été signé. La Russie a annoncé, en 2006, que les troupes basées à Kant, fortes de 300 hommes, seraient portées à 750, et que des

²⁴⁵ LARUELLE M. op. cit. p.

²⁴⁶ MCDERMOTT R., "Russia Plans Expansion of its Military Presence in Kyrgyzstan," *Eurasia Daily Monitor*, May 16 2006.

sommes importantes seraient investies dans l'équipement. Ce renforcement de la présence militaire russe s'inscrit dans le cadre des renégociations de Bichkek avec Washington. Le gouvernement kirghiz a, en effet, décidé de faire passer le prix de location de la base de Manas de 2,6 millions de dollars pour 2006 à 150 millions pour 2007. Dans ce bras de fer, la Russie paraît, pour le moment du moins, l'avoir emporté sur son concurrent américain.

Les bases de Manas et Kant



Source : Internet

Entre l'Ouzbékistan et la Russie, la coopération militaire est restée relativement faible jusqu'au retournement de Tachkent en faveur de Moscou en 2005. Les deux pays ont conclu en novembre 2005 un accord majeur de coopération stratégique aux termes duquel Moscou s'engage à soutenir le régime ouzbek en cas de troubles et à lui fournir diverses catégories d'équipements pour disperser les manifestants. En échange, l'Ouzbékistan est censé accorder aux troupes russes l'accès à une dizaine d'aéroports et leur permettre d'installer une base sur son territoire. Ce dernier point n'a pas encore été concrétisé mais il semble que, depuis février 2007, la Russie soit autorisée à utiliser l'aéroport de Navoi.

Le Turkménistan, quant à lui, a mené au sein de la CEI une politique de la « chaise vide » au nom de son statut de « neutralité perpétuelle ». Malgré la signature d'un accord global de sécurité en avril 2003, la coopération militaire avec la Russie est restée embryonnaire. Le nouveau régime du président Gurbangouly Berdymoukhammedov est cependant soumis à une forte pression de la part de Moscou, qui souhaiterait le voir intégrer les instances régionales.

L'Afghanistan reste une question clé dans toute la contemplation concernant le potentiel de l'OCS en tant que fournisseur de sécurité pour l'Asie centrale. L'Afghanistan a toujours été une sorte de terrain d'essai pour regarder l'état réel de l'affaire dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Il est en Afghanistan, où la dimension géopolitique du terrorisme et de contre-terrorisme se manifeste, et se manifeste, elle-même fortement. Il est bien connu que la situation afghane est devenue une force motrice non seulement pour les efforts multilatéraux mais aussi bilatéraux et unilatéraux. Les formats bilatéraux portant sur le terrorisme ont été fixés, par exemple, entre la Russie et les Etats-Unis, entre la Russie et la Chine, entre l'Ouzbékistan et la Russie, l'Ouzbékistan et la Chine, et d'autres combinaisons.

L'activité réelle des accords bilatéraux de commissions établie reste cependant incertaine. Une telle juxtaposition de mécanismes bilatéraux et multilatéraux de lutte contre le terrorisme, en particulier en Afghanistan, soulève également la question de savoir si ces mécanismes sont complémentaires ou concurrents dans la nature.

Dans ce contexte, nous devons nous rappeler la visite de George W. Bush en Russie en mai 2002 et l'adoption des déclarations communes²⁴⁷ concernant la sécurité à l'issue du sommet. Ces énoncés clairement souligné les intérêts communs de la Russie et les Etats-Unis en Asie centrale dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, lutte contre les stupéfiants, et autres questions liées à la sécurité. Au cours du sommet des parties a également rappelé l'importance du Groupe de travail russo-américain sur l'Afghanistan. L'ordre du jour de ce groupe a cependant été prolongé et le groupe a été rebaptisé « *le groupe russo-américain sur la lutte contre le terrorisme* ». Aujourd'hui, il est censé traiter, en particulier, avec les menaces de terrorisme nucléaire, biologique et chimique.

²⁴⁷ Déclaration conjointe du Président George W. Bush et le président Vladimir V. Poutine sur la coopération antiterroriste, le 24 mai 2002.

Que ce fut un signal de la convergence des intérêts stratégiques ou simplement rhétorique reste incertaine. Pourtant, il est sûr de dire que l'aspect géopolitique des opérations exige une certaine séparation des zones de responsabilité. Par exemple, dans le cas des bases américaines et russes au Kirghizistan, l'ex-président kirghize Askar Akaev, lorsqu'on lui a demandé sur la coexistence de deux bases sur le sol kirghize, a tenté d'expliquer que les deux parties effectuent des missions différentes.

Alors que les forces américaines (2000 personnes à la base de Manas), selon Akaev, sont axés sur l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan, les forces russes (700 soldats et 20 avions déployés à la base aérienne de Kant) ont des objectifs et maintien de la paix font partie des engagements de l'OTSC dans la lutte contre le terrorisme et autres menaces de sécurité régionale. Cependant, les différences entre la «paix» et l'«opération antiterroriste» apparaissent comme un oxymore. En même procéder à des «missions différentes» à la fois en fait, contribue au même but ultime - la lutte contre le terrorisme et renforcer la sécurité régionale.

Dans le même temps, l'intérêt commun de lutte contre le terrorisme n'a pas empêché le raisonnement géopolitique et la rhétorique de la nouvelle «*Grand Jeu*» en Asie centrale. Prenons par exemple les retournements de l'Ouzbékistan entre la Russie et les Etats-Unis.

D'une part, l'Ouzbékistan a signé une *Déclaration sur le partenariat stratégique* avec les Etats-Unis en mars 2002 où les deux parties ont déclaré leur adhésion commune à la lutte contre le terrorisme international, son financement, ainsi que le trafic de drogue et le crime transnational. Pourtant, cela n'a pas empêché l'Ouzbékistan d'expulser de son partenaire trois ans plus tard. D'autre part, l'Ouzbékistan a également signé deux documents similaires avec la Russie comme un accord *sur le partenariat stratégique* (Juin 2004) et l'autre comme un *traité d'alliance* (Novembre 2005). Le motif principal de ce rapprochement avec la Russie était sans aucun doute les relations tendues de l'Ouzbékistan

avec l'Occident en général et en particulier avec l'Amérique à la suite des événements d'Andijan²⁴⁸.

Le traité mentionne qu'en cas de menace à la sécurité d'un Etat, les côtés devraient coordonner leurs efforts pour accroître l'efficacité dans la neutralisation du terrorisme, l'extrémisme, la prolifération des armes de destruction massive, les drogues, etc. Le traité se concentre principalement sur une autre menace possible, à savoir contre un état d'agresseur à la souveraineté de l'un des États signataires. Jusqu'à récemment, l'Ouzbékistan a participé activement à un certain nombre d'exercices militaires bilatéraux américano-ouzbek et des formations de lutte antiterroriste.

Aujourd'hui, la coopération antiterroriste a commuté sur les cadres bilatéraux russo-ouzbèke. Le récent exercice bilatéral mené en Ouzbékistan, en septembre de l'année dernière est assez symptomatique d'allégeances actuelles de l'Ouzbékistan. Contrairement à la détérioration des relations l'Ouzbékistan-États-Unis, les relations Kazakhstan-États-Unis se développent fortement. Le 9 mai 2006, le vice-président américain Dick Cheney s'est rendu au Kazakhstan, où les deux côtés ont réitéré l'urgence de la coopération anti-terroriste²⁴⁹.

Au cours de la visite d'Etat, Cheney a souligné que la lutte contre les menaces du terrorisme international, l'extrémisme religieux, le séparatisme, le trafic de drogue et le crime organisé était une partie importante des négociations. Le vice-président américain a également exprimé sa gratitude pour la coopération du Kazakhstan en Irak et dans la sphère anti-terrorisme.

Dans le cadre de son programme de PPP, l'OTAN a développé un certain nombre de programmes bilatéraux au renforcement d'engagement avec les NEI post-soviétique dans sa stratégie de sécurité globale. Selon Roger McDermott, le soutien croissant existe dans les armées d'Asie centrale pour un engagement plus profond avec les États-Unis ainsi que la participation élargie au sein du PPP de l'OTAN²⁵⁰. Bien que les défis soient

²⁴⁸ TOLIPOV F., "Uzbekistan and Russia: Alliance against a Mythic Threat," *Central Asia- Caucasus Analyst*, January 11 2006, p.6

²⁴⁹ La visite de Dick Cheney au Kazakhstan, voir web site Centrasia, 9 Mai 2006 www.centrasia.org

²⁵⁰ McDERMOTT R., *Countering Global Terrorism: Developing the Antiterrorist Capabilities of the Central Asian Militaries*, p.27.

importants, des options pour des niveaux supérieurs de participation réussie peuvent être trouvées dans les exemples de l'expérience des anciens membres du Pacte de Varsovie, et même ailleurs dans l'ancienne Union soviétique.

La coopération anti-terroriste russo-chinoise signifie non seulement un programme de contre-terrorisme, mais une dimension géopolitique de la lutte contre le terrorisme. Ce ne fut pas moins vu dans le premier d'exercices militaires russo-chinois « *Mission de paix-2005* » menée dans le district militaire d'Extrême-Orient de la Russie et le territoire de la Chine du 18 au 25 août 2005²⁵¹. Bien que les exercices aient été annoncés pour être impliqués dans la lutte antiterroriste, ils étaient²⁵², «... rien de la sorte. La puissance navale et le fonctionnement sur l'écran étaient manifestement irréalistes contre une organisation terroriste, mais tout à fait adapté pour des opérations contre une puissance navale régionale. Que concernés par la lutte antiterroriste ou non, une autre observation importante à faire est le rôle des exercices» dans les relations sino-russes relations bilatérales et le rôle de la OCS. Certains experts attribuent cette même coopération bilatérale à être une force motrice de l'OCS, avec l'implication que la coopération russo-chinoise de sécurité manifeste, paradoxalement, lui-même comme le bilatéralisme au sein du multilatéralisme.

Ce sont juste quelques exemples de coopération bilatérale dans le domaine du contre-terrorisme. Conclusions à tirer suggèrent que les mécanismes bilatéraux semblent parfois contre l'autre comme si elles étaient compétitifs plutôt que coopératifs. Ils ont aussi parfois en contradiction avec les allégeances versés aux mécanismes multilatéraux, vraisemblablement en raison de la géopolitique. Mais malgré ces contradictions mécanismes bilatéraux et multilatéraux se mêlent, et d'une manière ou une autre, ils ont tendance à servir les mêmes fins de contre-terrorisme.

²⁵¹ TOLIPOV F., "Multilateralism, Bilateralism and Unilateralism in Fighting Terrorism in the SCO Area", op. cit. p.12

²⁵² ANDREW M., "Power Politics: China, Russia, and Peace Mission 2005," *China Brief* 5, 20, 2005

§2 Interaction entre les relations bilatérales de la Russie avec les pays centrasiatique

La disparition de l'URSS a fait pas mal de changement politico-économique dans son ancien espace géographique. La Russie s'est retirée de l'Asie centrale par le manque de coordination politique et bien évidemment aussi par sa faiblesse économique. Les pays comme le Kirghizstan et le Tadjikistan, pauvres en hydrocarbures, ne présentaient que peu d'intérêt pour les stratégies politiques russes jusqu'à l'arrivée des troupes américaines suite aux événements du 11 septembre 2001²⁵³.

L'importance stratégique de ces deux États grandit toutefois suite à l'accord de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan avec les États-Unis pour l'installation de troupes américaines sur leur sol. Voyant son influence diminuer, la Russie développe une approche mêlant jeux politique et économique. Le gouvernement russe est loin d'allouer autant d'aide financière au Kirghizstan et au Tadjikistan que l'UE ou les USA. Cependant, depuis 2001, la Russie a mis en place des leviers financiers efficaces pour influencer ces pays. Le gouvernement russe a ainsi refusé jusqu'alors la demande kirghize d'annuler sa dette (184 millions de dollars), alors que la Russie ne payait pas de loyer pour sa base militaire située au Kirghizstan²⁵⁴.

En 2009, la Russie a proposé d'annuler la totalité de la dette Kirghize moyennant 48% des parts de la société «Dastan», fabriquant de torpilles sous-marines. Les discussions sont au point mort, mais il semblerait que le Kirghizstan accepte ces conditions. De même, la dette du Tadjikistan s'élevait à 330 millions de dollars, pour la rembourser, le pays a cédé en 2004 à la Russie le complexe industriel d'optique et d'électronique spatiale «Okno», estimé à 242,5 millions de dollars. Précédemment, la Russie avait annulé les dettes de la Libye (4.5 milliards de dollars)²⁵⁵ et de l'Afghanistan (11 milliards de dollars)²⁵⁶.

²⁵³ MADIEVA-MARTIN M. Les enjeux russes au Kirghizstan et Tadjikistan. Dans le dossier « La Russie et son étranger proche ». Revue – *Regards sur l'Est*. Décembre 2010

²⁵⁴ Ibid.

²⁵⁵ RIA Novosti, le 17 avril 2008. La dette annulée en échange des contrats dans les domaines militaires et civils.

²⁵⁶ La Voix de la Russie (radio), le 06 Décembre 2011.

Le refus de la Russie d'annuler les dettes tadjike et kirghize pourrait témoigner d'un plan visant à instrumentaliser cette dette afin de contrôler des sites stratégiques et influencer ainsi les décisions politiques de ces pays.

Le Tadjikistan et le Kirghizstan, deux pays ont essayés d'attirer les investissements nécessaires à l'achèvement de centrales hydroélectriques pour des raisons stratégiques, ce qui diminuerait leur dépendance énergétique, et donc politique, envers l'Ouzbékistan et son gaz. Étant donné la sensibilité politique des enjeux liés à ce type de projet, peu de pays se montrent prêts à investir. La décision de la Russie d'investir semble donc plus motivée par des raisons politiques qu'économiques.

Le contrôle de la distribution de l'eau en Asie centrale permettrait à la Russie de renforcer sa mainmise sur les réseaux énergétiques dans la région et ainsi de renforcer ses moyens de pression sur les décisions politiques de ces États, y compris l'Ouzbékistan. La Russie a prévu d'investir un total de 2 milliards de dollars dans les barrages de Sangtuda-1 et Rogoun et dans les usines d'aluminium du Tadjikistan. Ces investissements dépendent de l'évolution des priorités russes en termes de politique étrangère.

Ainsi, en 2009, la Russie a interrompu ses investissements dans la construction de barrages tadjiks, suite à la volonté affichée par l'Ouzbékistan d'améliorer ses relations avec la Russie. La même année, la Russie a promis au Kirghizstan un crédit de 1,7 milliard de dollars pour permettre l'achèvement du barrage de Kambarata 1²⁵⁷. Pourtant, cette somme n'a pas été versée, le Président K.Bakiev n'ayant pas expulsé les Américains de leur base militaire comme l'espéraient les Russes.

La crise de l'eau est devenue un défi pour l'autorité régionale. L'Asie centrale est un territoire enclavé qui est situé dans le cœur de l'Asie. Cette terre a un climat continental et est sous l'influence des courants océaniques Atlas humides. Par conséquent, la condition désertique et semi-désertique est dominante et l'existence de deux grands déserts du Karakoum - (en Ouzbékistan), et Kyzylkoum (au Turkménistan).

²⁵⁷ Le barrage de Kambarata 1 et Kambarata 2 est un projet d'hydroélectrique se trouve au Kirghizstan, sur la rivière Narin. Il va être le plus grand barrage au monde. Le projet en cours, la banque mondiale et la Russie qui devaient financer la grande partie s'oppose, soutenu par le gouvernement ouzbek.

L'accès aux ressources en eau est toujours vital pour le secteur agricole. Malgré les tensions entre les pays (Ouzbékistan – Kirghizistan et Ouzbékistan – Tadjikistan), il n'existe aucune méthodes et des lois internationales pour résoudre les problèmes et les différends sur les eaux trans gouvernementales

Les barrages en Asie centrale



Source : Figaro.fr

Enfin, la Russie constitue la principale destination pour les travailleurs migrants d'Asie centrale qui pourraient, si nécessaire, devenir un moyen de pression sur les gouvernements locaux. 800.000 Tadjiks et 385.000 Kirghizes sont officiellement recensés comme travaillant en Russie en 2009. La même année, les transferts de fonds des immigrés tadjiks en Russie ont été de 1,7 milliards de dollars, soit 45% du PIB tadjik.

Le revenu des Kirghizes immigrés s'est élevé à 714 millions de dollars, soit 19% du PIB de ce pays en 2009. Compte tenu de l'importance de ces transferts, on pourrait voir

dans le rôle joué par la Russie un effet stabilisant sur la situation intérieure de ces pays. Par ailleurs, l'économie russe a grandement bénéficié de la disponibilité d'une main d'œuvre aussi bon marché.

En septembre 2003, la Russie et le Kirghizstan ont signé un protocole d'accord concernant l'établissement d'une base militaire dans la ville de Kant pour une durée de 15 ans, dans le cadre de l'Organisation du Traité de Sécurité collective de la CEI. A la différence des Etats-Unis qui paient un loyer de 60 millions de dollars par an pour la location de leur base militaire de Manas, les Russes ne versent rien au Kirghizstan, car la charte de l'OTSC en dispense les Etats signataires. Officiellement, cette base a pour mission de participer à la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et le trafic de drogue. Cependant nombre d'experts kirghizes s'accordent pour dire qu'avec 300 militaires et 10 avions participant occasionnellement à divers entraînements, la base a un rôle plus symbolique que stratégique.

Les hautes autorités militaires et politiques russes considèrent en effet leur présence au Kirghizstan comme un contrepoids à la présence américaine. Le rôle symbolique de Kant fut illustré en juin 2010, quand cette base de l'OTSC fut tout aussi incapable de déployer une force d'interposition que de conseiller le gouvernement intérimaire pour mettre un terme aux violences ethniques dans le sud du Kirghizstan. Le secrétaire général de l'OTSC a donné une explication toute rhétorique: le statut de l'OTSC ne permet d'utiliser la base de Kant qu'en cas d'agression externe de la part d'une puissance non-membre de l'OTSC. Ce genre d'agression est purement hypothétique, sachant que le plus grand danger pour la sécurité du Kirghizstan est l'Ouzbékistan, pays membre de l'OTSC par intermittence.

En octobre 2004, après 5 ans de négociations, la Russie a modifié le statut de sa 201^e division d'infanterie mécanisée stationnée au Tadjikistan et officiellement installé une base militaire. L'ouverture d'une base militaire majeure en dehors des frontières russes était cruciale pour la Fédération, suite à la fermeture après 2001 des bases au Vietnam et à Cuba, alors que les Américains en ouvraient dans le monde entier, y compris en Asie centrale.

Comme au Kirghizstan, le gouvernement russe a exprimé son mécontentement de voir le Tadjikistan, pays largement dépendant de la Russie, héberger un petit contingent de l'Otan. Officiellement, cette base fournit une garantie de sécurité pour les investissements russes dans l'économie tadjike et sert de poste avancé dans la lutte contre les trafiquants de drogue et les extrémistes en provenance d'Afghanistan.

Les militaires russes au Tadjikistan ont contribué à amener au pouvoir la faction du président actuel Rakhmonov, ennemi de la faction soutenue par l'Ouzbékistan au cours de la guerre civile de 1992 à 1997. En août 2008, la Russie et le Tadjikistan ont signé un accord sur l'exploitation commune de l'aérodrome d'Aini. Le Tadjikistan voulait louer Aini aux Russes et ainsi les expulser de l'aéroport de Douchanbé, où ils étaient hébergés gratuitement par contrat. Compte tenu de leur situation économique difficile, les Tadjiks aimeraient recevoir un loyer de la part des Russes, mais toute tentative allant en ce sens pourrait déstabiliser le régime Rakhmonov, qui a probablement tiré les leçons de la chute du Président kirghize Bakiev en 2010.

Section2 La Russie et l'Asie centrale : Asymétrie politiques et économiques

§1 Renforcements des relations économiques et commerciales

La raison pour laquelle la Russie sous Poutine a été plus efficace à poursuivre une politique étrangère indépendante a été sa transformation économique remarquable depuis 2000 grâce à ses ressources naturelles comme pétrole et gaz²⁵⁸. Mais cette transformation fulgurante a été mise en péril à la fin 2008 par l'inattendue fuite des investissements étrangers du pays après la guerre en Géorgie et de la mise gel des marchés du crédit dans le monde entier.

Les dirigeants russes ne se sentaient pas économiquement dépendante à l'Occident, en particulier grâce à des prix toujours élevés du pétrole et du gaz. Ce qui a permis au Kremlin de rembourser sa dette au Fonds monétaire international et autres créanciers occidentaux avance sur le calendrier, tout en forçant une grande partie de l'Europe à reconnaître sa propre dépendance à l'énergie russe. L'approche de la politique étrangère russe qui a changé au cours des années de Poutine était précisément l'attention accrue accordée aux facteurs économiques comme une composante de la puissance nationale. Dans un écart important par rapport époque soviétique, le leadership de la Russie a été très explicite sur le lien entre la réussite économique, la prospérité et la capacité de projeter sa puissance dans le monde.

Poutine a d'abord été nommée Premier ministre en Août 1999 dans le cadre de fournir un nouveau leadership dans la résolution de la crise financière. À la fois comme premier ministre et président, Poutine a été très conscients de l'importance de l'économie de l'activité politique et diplomatique de la Russie. Alors que les dirigeants russes ont travaillé durant les premières années de Poutine au pouvoir de combler l'écart entre leur pays et les économies en développement rapide de l'Extrême-Orient, une affirmation de

²⁵⁸ MANKOFF J., "Russian Foreign Policy. The Return of Great Power Politics", Rowman & Littlefield Publishers, p.31

soi, la politique étrangère cher était un luxe Moscou ne pouvait tout simplement pas, dans l'estimation de Poutine, se permettre.

Cette prise de conscience mis à part par Poutine non seulement de beaucoup d'autres dans la direction au cours de son premier mandat, mais aussi de membres de l'establishment de l'ère Eltsine, comme Primakov, qui étaient beaucoup moins sensibles aux aspects économiques et financiers de leur politique étrangère.

Poutine a déclaré au Conseil de sécurité, à la mi-2006 que « le niveau de sécurité militaire dépend directement du rythme de la croissance économique et le développement technologique ». Son adresse annuel à l'Assemblée fédérale (Douma et Conseil de la Fédération) à plusieurs reprises insisté sur l'importance du dialogue social et la reprise économique en tant que condition *sine qua non* pour la politique étrangère plus active que lui et une grande partie de l'élite russe favorisés²⁵⁹. En avril 2007 son allocution devant le Parlement, Poutine a inscrit son économie réalisations en disant que la Russie contemporaine, dans le rétablissement de son potentiel économique et en reconnaissant ses possibilités, aspire à une relation d'égalité avec toutes les nations.

L'accent mis sur la consolidation économique et social s'est traduit aussi bien dans la création du Kremlin et le financement initial des projets dits nationaux visant à améliorer la santé publique, l'éducation, l'agriculture et le logement. Le gouvernement Poutine a également fait des choix politiques conscients visant à stimuler la croissance économique et à exploiter dans le but d'améliorer le pouvoir d'Etat, même si les résultats ont été mitigés²⁶⁰. Malgré une croissance économique impressionnante pour la plupart de la présidence de Vladimir Poutine, l'économie russe reste dominée par l'extraction et le raffinage des hydrocarbures, et l'Etat continue d'être un acteur économique majeur d'une manière qui limite les possibilités pour les investisseurs privés. Et si la Russie a bénéficié de prix élevés du pétrole pendant la majeure partie de la présidence de Poutine, d'importants problèmes structurels demeurent trop nombreuses usines non rentables maintenues ouvertes et un sous-secteur bancaire réformé.

²⁵⁹ “Vnutrennyaya diplomatiya,” (La diplomatie intérieure) *Kommersant*, 6 Octobre 2006.

²⁶⁰ RUMER E., “Russian Foreign Policy beyond Putin”, *Putin’s Foreign Policy a Matter o Interest*, p.26

La production de pétrole et de gaz ont également commencé à se stabiliser (expansion importante nécessiterait des investissements massifs pour accroître l'extraction de champs éloignés, inaccessibles dans des endroits comme la mer de Barents et la péninsule de Yamal du Grand Nord), tandis que la fuite des capitaux reste importante. Ces problèmes seront probablement constituer une limite au potentiel de la Russie puissante. Toutefois, la croissance du PIB en 2007 a été estimée par le gouvernement à 7,6%, et selon la Banque mondiale, même avec les bouleversements financiers de l'année 2008, la croissance russe restera autour de 3%, alors même que la plupart du monde fait face à une croissance négative.

L'expansion économique de la décennie qui suivit la crise de 1998 confortent la politique de Poutine de renforcer l'état en gardant les coffres du gouvernement complète. Les fonds ont été largement consacrés à des initiatives stratégiques telles que la réduction de la dette extérieure de la Russie et de la modernisation de l'armée. Il a utilisé la manne des recettes pétrolières plus élevées (transféré au gouvernement par le biais d'une taxe exceptionnelle sur les prix élevés du pétrole) pour payer le fardeau de la dette internationale de la Russie au début, ce qui réduit levier étrangère sur la politique russe. Paiement de la dette de Moscou à la fois le FMI et le Club de Paris des créanciers souverains procédé avance sur le calendrier; d'ici à 2003 Moscou s'était acquitté de sa dette souveraine au FMI.

À la fin de la présidence de Poutine, le pays avait accumulé des réserves de change totalisant plus de \$ 476 milliards, juste derrière le Japon et la Chine au niveau international (même si il a été forcé de passer plusieurs dizaines de milliards de dollars pour soutenir l'économie dans la dernière partie de 2008 et au début 2009).

Les bénéfices exceptionnels du secteur de l'énergie a également permis à Moscou de mettre en place un fonds de stabilisation massif, conçu pour protéger l'économie nationale contre les chocs sur les prix futurs ainsi que pour se prémunir contre ce qu'on appelle la maladie hollandaise. Fidèle à sa vision du monde comme une arène pour les rivalités des grandes puissances, la Russie a également déménagé à profiter de sa nouvelle richesse pour mettre à niveau l'armée.

Les premiers mois de la présidence de Poutine ont été marqués par le naufrage du sous-marin Koursk, un événement qui présentait à la fois le déclin de la machine militaire russe et maîtrise apparemment pauvre du président de la chose militaire. À partir 2003, les dépenses militaires russes ont commencé à augmenter rapidement.

En 2006, le budget russe de la Défense a 668,3 milliards de roubles, soit une augmentation de 22 pour cent par rapport à l'année précédente. En 2007, le Kremlin a passé 822 milliards de roubles dans le domaine militaire. Une grande partie de ces dépenses supplémentaires initialement se dirigea vers la modernisation des installations existantes, des salaires plus élevés pour les militaires et les services de l'introduction du contrat à la place de la conscription dans un certain nombre augmentent lentement d'unités, plutôt que sur le renforcement de la capacité offensive de la Russie. Une nouvelle classe de sous-marins nucléaires gigantesques a été introduite en Février 2008 avec le lancement de la Dolgorouki Yuri.

Le Kremlin a aussi fait une frénésie d'achats pour les bombardiers stratégiques, missiles balistiques, sous-marins, et la prochaine génération de chars. Important au moins sur le plan symbolique est aussi le renouvellement de russe Tu-95 et Tu-160 patrouilles de bombardiers sur la Méditerranée, l'Atlantique et du Pacifique, y compris au large des côtes des États-Unis, ainsi que la reprise des grandes manœuvres navales dans les eaux internationales.

L'efficacité de l'entraînement de l'armée russe en Géorgie en Août 2008 a présenté la façon dont les forces armées avaient repris leur capacité opérationnelle depuis les jours sombres du conflit tchéchène, y compris la capacité de mener des opérations interarmes complexes. Là encore, la reconnaissance de ce pouvoir dans le monde moderne est autant une fonction de la richesse et de la stabilité de la puissance militaire pure a eu de profondes répercussions sur la façon dont Moscou a poursuivi ses intérêts. Comme Poutine a mis en garde en 2006, *nous ne devons pas répéter les erreurs de l'Union soviétique, les erreurs de l'époque de la guerre froide. . . .* Nous ne devons pas résoudre le problème de la construction militaire au détriment du développement de la vie économique et sociale.

C'est une impasse qui ne fera que conduire le pays à gaspiller ses ressources. Bien que la Russie ait largement évité l'intégration avec les institutions politiques occidentales, l'une de ses priorités les plus urgentes a été de s'intégrer dans l'économie mondiale. Et

tandis que les ressources naturelles représentent actuellement la majeure partie des exportations de la Russie, Vladimir Poutine a été clair sur la nécessité pour le pays de diversifier son économie et devenir un chef de file dans l'économie du savoir si elle espère atteindre le statut d'une puissance de premier rang mondial.

La négociation d'un accord qui semblait ouvrir la voie à l'entrée de la Russie dans l'OMC à la fin 2006 a été saluée à Moscou comme l'un des triomphes de signaux de la diplomatie de Poutine et a été marquée par l'objet de négociations par une coterie de libéraux conseillers économiques qui, autrement, ont vu leur influence diminuer pendant le deuxième mandat de Poutine au pouvoir. Mouvement progressif de la Russie vers l'OMC ascension semblait caler dans la foulée du conflit en Géorgie, mais que plusieurs pays occidentaux ont commencé à repenser leur soutien à tout type d'accords avec le Kremlin tandis que Moscou a suspendu la mise en œuvre d'un certain nombre d'accords qui ont déjà été atteints. Malgré un soutien intermittent Poutine pour l'intégration, le nationalisme économique reste fort à l'intérieur de la Russie.

La consolidation de contrôle étatique sur les secteurs du pétrole et du gaz a été l'un des principaux moyens de le Kremlin a cherché à amasser pouvoir. Le Gazprom et, dans une moindre mesure, Rosneft ont été en partie avec des outils que le Kremlin a poursuivi ses extrémités par des moyens diplomatiques économiques. Poutine lui-même décrit comme Gazprom un puissant levier politique et économique de l'influence sur le reste du monde", et les tentatives russes de prendre le contrôle des actifs en aval en Europe et aux Etats ex-soviétiques témoignent de la portée des leviers et d'autres semblables²⁶¹.

L'affirmation du contrôle de l'Etat sur l'économie est généralement représenté à l'intérieur de la Russie en tant qu'inverse la privatisation corruption criblé du début au milieu des années 1990. La cloche d'ouverture dans la lutte du gouvernement pour le contrôle du secteur de l'énergie a été déclenchée à la campagne pour prendre le contrôle des actifs appartenant à la compagnie pétrolière Ioukos et son fondateur, Mikhail Khodorkovsky²⁶².

²⁶¹ OLCOTT M., « Putin i nefyanaya politika ». *Владимир Путин и стратегические ресурсы России* Vladimir Poutine et les ressources stratégiques de la Russie. Моск. центр Карнеги. 2005 p.15

²⁶² BRZEZINSKI Z., "Putin's Choice", *The Washington Quarterly*, spring 2008, p.99

Il est peu probable qu'un seul facteur responsable de la décision de nationaliser Ioukos et d'emprisonner son fondateur. Certes, la ligne officielle que Khodorkovski avait esquivé milliards de dollars de taxes avait un grain de plausibilité, mais étant donné l'ampleur de la corruption et l'évasion fiscale dans le secteur pétrolier au début des années 1990, Khodorkovski était probablement pas plus coupable que n'importe quel nombre d'oligarques autres. Son opposition ouverte à Vladimir Poutine et le financement des partis politiques d'opposition, dont la presse occidentale en général prétendait avoir été le péché capital de Khodorkovski, très probablement joué un rôle²⁶³.

La saisie d'Ioukos a également fait partie d'une tendance plus générale de l'Etat axée sur la consolidation dans le secteur de l'énergie et d'autres pièces de hauteurs commandants de l'économie. La flambée des prix du pétrole et du gaz depuis le début de l'invasion américaine de l'Irak de façon drastique augmenté la valeur et l'importance de l'énergie dans le monde entier. Comme Mikhaïl Delyagin de l'Institut russe pour l'étude de la mondialisation avance, avec des prix susceptibles de continuer à augmenter sur le long terme, malgré le ralentissement de la fin 2008 (en raison de l'instabilité chronique au Moyen-Orient et la montée inexorable de la demande de l'Inde et de la Chine), le monde est entré dans une nouvelle période de marchés segmentés et le mercantilisme de l'énergie.

Avec le recul de l'âge d'un marché mondial de l'énergie, Delyagin soutient pays vont se précipiter pour enfermer ce qu'ils peuvent approvisionnements en énergie afin de réduire leur vulnérabilité face à la pression extérieure. Dans le même temps, les revenus du secteur de l'énergie ont été un élément clé de l'excédent budgétaire du gouvernement en plein essor et un moyen d'acheter la loyauté de l'élite. Même la chute spectaculaire des prix de l'énergie à la fin 2008 n'a pas modifié la conviction fondamentale que la combinaison de la demande croissante des pays en développement et les contraintes d'approvisionnement que le pétrole et le gaz des champs existants déclin va contribuer à un avenir durable des prix plus élevés du mercantilisme et de l'énergie.

Les prix record du pétrole et du gaz qui dure depuis le début de la guerre en Irak jusqu'à la deuxième moitié de 2008 a eu un impact profond sur la façon dont le Kremlin utilise réserves d'énergie comme un outil de sa politique étrangère. Selon l'ancien vice-

²⁶³ LARSSON R. L., "Russia's Energy Policy: Security Dimensions and Russia's Reliability as an Energy Supplier", Stockholm: Swedish Defence Research Agency, March 2006, p.103

ministre de l'Énergie Milov Vladimir, au début du premier mandat de Poutine, lorsque les prix du pétrole et du gaz est resté faible, la privatisation du secteur de l'énergie était un objectif clé pour le gouvernement russe, et alors dominé par les libéraux du libre marché comme Premier ministre Mikhaïl Kassianov et le conseiller économique Andreï Illarionov.

La hausse subséquente des prix du pétrole a produit un effet d'aubaine pour l'Etat, qui a continué à dominer le secteur de l'énergie tout en un programme de privatisation était en cours de développement, ce qui permet au Kremlin de rembourser la totalité de sa 17 milliards de dollars de la dette extérieure en 2003 et de transférer des milliards de dollars à la stabilisation fonds. Avec les analystes prévoient une hausse plus ou moins permanente prix du pétrole et du gaz, le contrôle de l'énergie est soudainement apparu à offrir au gouvernement un chemin sécurisé à d'énormes quantités d'argent pour le budget.

Le résultat a été une fin de parler de la privatisation du secteur de l'énergie, le départ de Kassianov, Illarionov, et d'autres tenants du libéralisme économique, et le contrôle étatique croissante de pétrole et de gaz. La rareté et l'existence de routes de pipelines fixes signifiait aussi que l'énergie, en plus de fournir un afflux de liquidités, pourrait servir de levier pour exercer une influence sur les voisins de la Russie.

La campagne du gouvernement russe contre Ioukos semble reliée à une série d'autres tentatives pour établir le contrôle des ressources énergétiques à des fins géopolitiques. Les guerres de prix qui ont éclaté entre Moscou et un certain nombre d'anciens États soviétiques (plus dommageable avec l'Ukraine) ont un sens dans le contexte de la réalisation que le contrôle des réserves de pétrole et de gaz confère une plus grande influence que la possession d'états satellites fiables. Le prix de marché exigeantes de Kiev et d'autres capitales post-soviétiques a permis de réaliser Gazprom une hausse des revenus et de semer le chaos politique dans les pays considérés comme tourner le dos à la Russie.

Le contrôle de l'approvisionnement en énergie et des routes de transit n'est pas seulement une préoccupation régionale. Avant sa nationalisation, Ioukos avait été fortement impliqué dans le lobbying du Kremlin sur la voie d'un pipeline pour fournir du gaz à l'Asie orientale et a également engagé des discussions avec ExxonMobil et Chevron Texaco qui aurait ouvert la voie à des investissements occidentaux significative de l'énergie russe secteur.

En prenant le contrôle de Ioukos, le Kremlin assuré qu'il aura le dernier mot sur le tracé du gazoduc et que les investisseurs étrangers ne pourront pas prise accaparement d'une industrie Russie considère stratégiquement vitale. Pour des raisons similaires, le Kremlin bloqué les tentatives faites par une compagnie pétrolière chinoise d'acheter une participation dans Yukos après sa prise.

§2 Transit des hydrocarbures et les enjeux énergétiques

Jusqu'en 2009, la Russie bien profitait la seule voie d'exportation de gaz du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan passait par son territoire (à l'exception du gazoduc alimentant l'Iran en gaz turkmène). Gazprom a substitué des investissements très coûteux dans la mise en service de nouveaux gisements en Russie à l'importation de volumes élevés de gaz produits par ces Etats auprès desquels elle a pu obtenir des prix très bas²⁶⁴.

Depuis 2009, cet équilibre évolue. Les producteurs d'Asie centrale ont imposé un prix de marché, sont en train de diversifier leurs voies d'exportation vers la Chine notamment, et nourrissent des ressentiments forts à l'égard de Gazprom qui a pu jusqu'alors leur imposer ses conditions. La société russe a depuis fortement réduit ses achats du fait de la crise économique et de ces prix désavantageux. Gazprom en possédant le monopole investissent dans la production au Kazakhstan, en Ouzbékistan, et visent notamment le marché chinois.

Le cas de l'Azerbaïdjan est également révélateur d'une autre préoccupation du Kremlin. Celui-ci souhaite accaparer les volumes de gaz que ces États pourraient exporter vers l'Europe à travers le projet de gazoduc Nabucco, par exemple, afin de s'assurer que les parts de marché du gaz russe dans l'UE soient conservées et que certaines sociétés européennes ne développent pas d'alternatives au gaz russe. Ainsi, Gazprom souhaite fortement accroître ses importations de gaz azerbaïdjanais, en proposant de payer le prix

²⁶⁴ OLIPHANT G., "Russia's role and interests in Central Asia", SAFERWORLD October 2013, p.6

fort, bien plus que les acheteurs européens, ce qui peut être très avantageux pour les dirigeants azerbaïdjanais.

Depuis janvier 2009, la société ukrainienne Naftogaz est le principal client étranger de Gazprom, le géant russe des hydrocarbures qui dispose d'un monopole sur les exportations de gaz russe. Gazprom étant le seul fournisseur extérieur, c'est aussi son client étranger le plus rentable: le prix du gaz vendu à l'Ukraine, équivaut à celui de l'Allemagne alors que les coûts de transport y sont inférieurs. En outre, Gazprom dispose d'une filiale en Ukraine, Gazpromsbyt, qui distribue du gaz aux sociétés industrielles au prix du marché. Ces volumes, encore faibles, vont être conduits à croître suite à l'adhésion de l'Ukraine au Traité de la Communauté énergétique et à la libéralisation de son marché gazier qui a été amorcée par son Président, Viktor Ianoukovitch.

En Ukraine, Gazprom entend également renforcer ses profits et son influence en prenant le contrôle des gazoducs du pays, par lesquels transite environ 65% du gaz qu'elle vend en Europe, ainsi que de ses stockages sous terrains qui permettent de faire face aux pics de consommation en hiver.

L'objectif de la société est notamment de réduire le prix du transit et du stockage hivernal afin d'accroître ses marges sur les ventes de gaz en Europe. Les enjeux sont similaires en Biélorussie, ou encore en Moldavie: Gazprom y a acquis la moitié des parts des sociétés Moldovagaz et Beltransgaz. Le géant gazier russe, qui a cependant concédé à Minsk un prix du gaz avantageux ces quatre dernières années, cherche désormais à l'augmenter pour atteindre le « niveau de marché », tout comme les prix régulés auxquels le gaz est vendu aux clients finaux en Biélorussie.

A ces objectifs se greffe un enjeu plus stratégique: la volonté de prise de contrôle des secteurs gaziers de l'Ukraine et de la Biélorussie, à commencer par les gazoducs de transit, vise à réduire leur marge de manœuvre en cas de crise notamment et de renforcer ainsi la sécurité des exportations russes.

Ces objectifs de prise de contrôle participent également d'une volonté de resserrer les liens économiques et politiques avec ces pays dont dépend la Russie pour ses exportations. Cependant, pour l'instant, Moscou n'a rien proposé de substantiel lors de la visite de

Poutine à Kiev le 27 octobre 2010 et le Kremlin continue d'agiter la menace imminente du gazoduc Nord Stream et beaucoup plus lointaine du projet de gazoduc South Stream. Ces deux projets, s'ils devaient être pleinement réalisés, réduiront fortement les volumes en transit par ces pays.

La stratégie russe est révélatrice des tensions internes à la Russie. S'appuyant sur sa position de fournisseur ou d'acheteur monopolistique, la Russie a usé du rapport de force au travers de crises d'approvisionnement ou de pressions sur les prix à l'égard de la Biélorussie, de l'Ukraine, du Turkménistan et de la Moldavie.

Ces Etats cherchent désormais activement à limiter leur dépendance de la Russie et lui opposent une résistance. Moscou pourrait pourtant déployer ses nombreux atouts et engranger d'importants succès, à condition d'accepter le principe d'un partenariat mutuellement bénéfique entre égaux et de renoncer à ses ambitions stratégiques dans son voisinage.

En l'absence d'une telle évolution, l'Ukraine s'apprête à intégrer le marché énergétique européen et pose des conditions extrêmement dures pour envisager de constituer un consortium gazier avec Gazprom: conclure un accord de transit de long terme portant sur des volumes de gaz élevés afin de tuer le projet South Stream dans l'œuf, et obtenir une réduction du prix du gaz qui soit élevée et durable.

Le Kremlin semble ni pouvoir, ni vouloir céder à ces deux exigences. La Biélorussie cherche désormais à construire un terminal d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) en Lituanie et développe sa coopération énergétique avec ses voisins baltes et ukrainiens. Suite à la forte baisse des importations russes liées à la crise économique, qui sont passées de 40 milliards de m³ de gaz à environ 10 milliards de m³ par an, le Turkménistan s'est tourné, lui, vers la société chinoise CNPC et l'Iran pour ses exportations de gaz.

L'Ouzbékistan et le Kazakhstan affirment leurs intérêts et se tournent aussi en partie vers la Chine, tandis que l'Azerbaïdjan s'en tient pour l'instant à sa volonté d'orienter ses ventes, qui seront amenées à croître après la mise en service du gisement de Shah Deniz 2 en 2016, vers l'Europe, quitte à gagner moins d'argent.

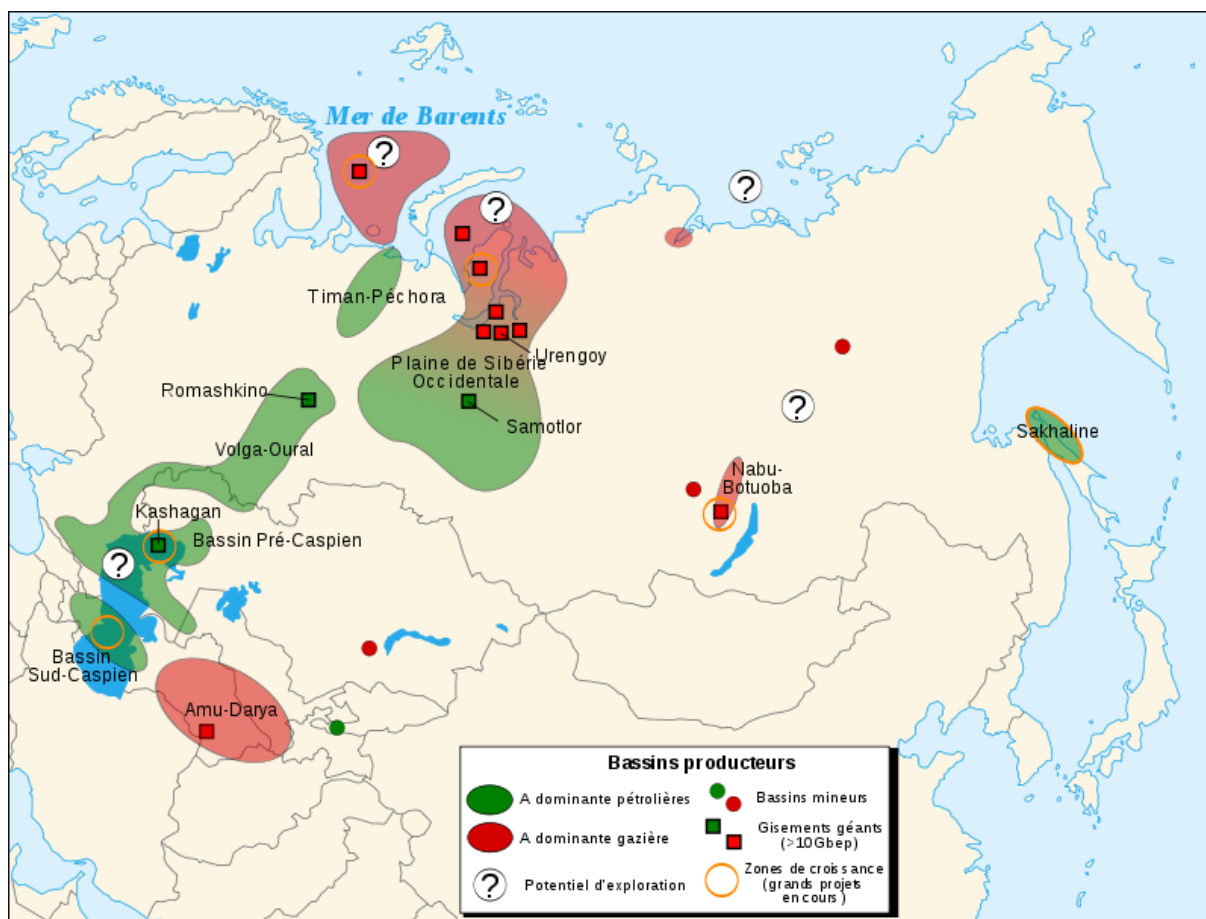
Enfin, les États européens, pour certains très dépendants de Gazprom, lui préfèrent des approvisionnements plus diversifiés, et souvent moins chers, notamment par GNL. Ils favorisent à nouveau, outre les énergies non fossiles, le nucléaire. De manière singulière, l'Allemagne a depuis peu opéré un net virage supplémentaire dans cette direction.

La stratégie russe souffre également de contradictions du fait des tensions internes en Russie. En effet, le marché gazier y est dominé par Gazprom alors que d'autres producteurs indépendants, ou sociétés pétrolières, pourraient produire plus de gaz et de manière plus efficace si elles étaient autorisées à accéder aux réseaux de gazoducs et à vendre ce gaz non seulement sur le marché intérieur russe, mais aussi en Ukraine, par exemple.

Gazprom lorgne les gisements gaziers situés en Asie centrale ou en Ukraine car le gaz y est plus proche des marchés que les gisements du Grand Nord russe, de la péninsule de Yamal notamment. Cette péninsule est appelée à devenir le nouvel eldorado gazier russe, mais les coûts d'extraction très élevés réduiront les marges. La Russie peine à reconnaître que la libéralisation des marchés, en Russie mais aussi en Ukraine, est une opportunité et non pas une menace. Cela bouleverse évidemment l'ordre établi mais offre des opportunités uniques de gains d'efficacité, de développement de la concurrence, d'accroissement des revenus, notamment fiscaux, et de croissance économique.

Enfin, l'achat par Gazprom de gaz à prix fort auprès des fournisseurs de la Caspienne est de nature à limiter ses bénéfices et à mécontenter les actionnaires et investisseurs. On peut constater que dans les relations avec ses voisins de l'ex URSS, le Kremlin ne parviendra pas à obtenir à la fois des profits plus élevés, le contrôle des marchés, l'éviction de concurrents non russes ainsi que des succès dans la poursuite d'un agenda stratégique d'emprise politique et économique.

Les bassins producteurs en Russie et en Asie centrale



Source : Internet

Le bilan des dernières années est très contrasté. Si Gazprom est parvenue à transformer ses relations gazières avec l'ensemble de ses clients de l'ex URSS pour accroître ses profits, elle a néanmoins attiré l'attention sur ses liens étroits avec le Kremlin et sa stratégie de puissance et a suscité de fortes oppositions. La Russie ne peut pas dissocier les actions qu'elle mène à l'encontre de ses voisins, sa propre modernisation et stabilisation de long terme, et ses échanges gaziers et relations avec les sociétés et Etats de l'Union européenne. En réalité, la Russie aurait tout à gagner à laisser jouer pleinement la concurrence entre Rosneft, Gazprom, Novatek, Lukoil, TNK-BP, Surgutneftegaz et d'autres.

En mettant ensemble des sociétés énergétiques russes sur un pied d'égalité, en définissant une stratégie sincère, plutôt que de pressions, les acteurs russes pourront tenter de regagner la confiance de leurs voisins et d'être les leaders sur les marchés de la production, du transport et de la distribution de gaz dans la région. C'est également une condition essentielle pour permettre aux acteurs énergétiques russes de faire face au défi de la production de gaz et d'électricité dans leur pays pour garantir un haut niveau de sécurité énergétique.

Chapitre2. Les structures multilatérales et ses fondements juridiques

Le multilatéralisme est un phénomène récent du XX^e siècle et quelque peu méconnu. Il est d'abord un concept à la fois théorique et historique²⁶⁵. Au sens strict il signifie une méthode de coopération entre plus de deux acteurs. Le multilatéralisme tend à définir un système mondial de coopération dans lequel chaque Etat cherche à promouvoir ses relations avec tous les autres plutôt que de donner la priorité aux actions unilatérales ou bilatérales jugées dangereuses ou déstabilisantes²⁶⁶.

Les efforts de la Russie de défendre sa sphère de point culminant d'influence les interdépendances entre les deux cercles concentriques de la géopolitique globale et régionale. L'influence dans les anciens soviétiques sert non seulement des intérêts nationaux immédiats mais ajoute également le poids à la réclamation de la Russie au statut de grand-puissance. En 2004, ministre Victor Khristenko a souligné cette importance duelle de multilatéralisme dans l'ancien espace soviétique quand il a déclaré que « *notre but de créer une structure qui est essentielle pour le monde, une structure en laquelle le monde ne pourrait pas fonctionner sans la Russie. L'idée de la Russie prenant une position centrale dans un concert multilatéral global de grandes puissances en vertu de sa conduite régionale ...* »²⁶⁷.

La vision de la Russie pour la CEE et l'Organisation de la coopération de Shanghai (OCS) offre davantage de confirmation de ce but. Un dispositif saisissant des activités de la Russie dans le OCS ont été les initiatives pour employer ce forum régional comme plateforme pour produire des rapports communs qui avertissent contre l'unilatéralisme des USA globalement aussi bien que contre l'enclenchement des USA dans Eurasie.

²⁶⁵ W. Andy KHIGHT, "A Changing United Nations – Multilateral Evolution and the Quest for Global Governance", 2000, Palgrave, Londres, p.1.

²⁶⁶ Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques, Paris, 1998, A. Colin, p.174.

²⁶⁷ KHRISTENKO V., 'Making headway to integration', *Russia in Global Politics*, no.2, March–April 2004

Section1 La coopération stratégique multilatérale

L'importance de la coopération multilatérale avec les anciens soviétiques a été réitérée comme un souci supérieur de la politique étrangère depuis le début des années 90²⁶⁸. Sous la présidence de Poutine, juste comme le caractère de la politique étrangère globale de la Russie a décalé d'un mot à un de contrats, le caractère de son enclenchement multilatéral dans l'ancien espace soviétique est devenu plus substantiel. Des buts ont été définis plus étroitement, mais les stratégies pour réaliser des cibles sont devenues plus efficaces. La Russie a réduit ses efforts de développer le cadre institutionnel CIS en quelque chose davantage qu'une structure pour faciliter le dialogue²⁶⁹.

§1 Approche multilatérale russe en Asie centrale

Dans l'engagement multilatéral de la Russie dans la CEI, émergent plusieurs tendances distinctes : l'OTSC, la Communauté économique eurasienne, l'Eurosec et l'OCS. Les caractéristiques principales incluent :

- l'importance de l'influence russe dans l'ancien secteur soviétique comme outil pour augmenter le statut de grande puissance ;
- l'engagement pragmatique de la politique étrangère ;
- l'effort équilibré de marché régional ;
- un multilatéralisme régional, réactif et concurrentiel vis-à-vis de la politique occidentale ;
- la limite à la puissance institutionnelle russe qui a comme conséquence des efforts multilatéraux étant soutenus par bilatéralisme et les rapports sans cérémonie entre les chefs d'états dans la région.

La lutte antiterroriste en Asie centrale après les événements du 11 Septembre a conduit à une compréhension commune parmi les plus experts que les problèmes de sécurité actuels auxquels font face l'Asie centrale ne doit pas être considérée seulement

²⁶⁸ LO Bobo, "Russian Foreign Policy in the Post-Soviet Era, reality, illusion and mythmaking", Palgrave MacMillan, 2002, pp. 6-7.

²⁶⁹ WILSON R. E. and TORJESEN S., "The Multilateral Dimension in Russian Foreign Policy", Routledge, 2009, p. 15.

dans une région mais aussi dans un contexte international plus large. Les Etats d'Asie centrale ont été récemment engagés à mettre en place un certain nombre de formats bilatéraux et multilatéraux et des mécanismes de coopération sur ces questions. Plusieurs de ces initiatives méritent d'être mentionnés²⁷⁰.

Après le 11 septembre, la Russie aussi a entrepris de nombreux efforts dans la lutte contre le terrorisme en Asie centrale à la fois par l'accélération des processus d'intégration au sein du Traité de sécurité collective (OTSC) de la CEI ainsi que par l'établissement d'un déploiement des Forces collectives de division rapide, sans parler de l'articulation du gardiennage des frontières tadjiko-afghane²⁷¹.

L'Union européenne (UE) a exprimé un vif intérêt dans le renforcement de la situation de sécurité régionale en Asie centrale. Les intérêts de l'UE, principalement en Allemagne, en Grande-Bretagne et la France, sont entraînés par une reconnaissance croissante de l'importance stratégique de la région pour la sécurité européenne. Cet intérêt de l'UE provient de la reconnaissance du fait que tous les niveaux sois positifs ou négatifs aux développements en Asie centrale et en Afghanistan ont un impact direct sur la sécurité européenne. Les Européens se sont engagés dans la région de la manière suivante:

- la participation au contingent anti-terroriste militaire en Afghanistan,
- le financement des programmes de reconstruction post-conflit en Afghanistan;
- la coopération avec l'ONU et l'Organisation pour Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) à mettre en œuvre leurs programmes en Asie centrale;
- une assistance technico-militaire aux États d'Asie centrale et du soutien de l'éducation et la formation des cadres militaires, y compris au sein du Partenariat pour la paix (PPP);
- la coopération avec les Etats d'Asie centrale dans la lutte contre le trafic de drogue;
- le soutien les réformes économiques et démocratiques, y compris au sein de l'Europe;

²⁷⁰ TOLIPOV F. op. cit.

²⁷¹ LARUELLE M. op. cit. p.1

- aide technique à la Commission de la Communauté des États indépendants (TACIS);
- le soutien à la construction des infrastructures énergétiques « Est-Ouest » et de transport et les systèmes de canalisation.

L'ONU a mis en place un certain nombre de programmes directement ou indirectement liées aux activités anti-terroristes. Ces programmes portent principalement sur l'ensemble des réformes politiques et économiques dans les Etats nouvellement indépendants, aide humanitaire à l'Afghanistan, un programme spécial appelé «*gestion des frontières en Asie centrale*» par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)²⁷² des opérations, entre autres. En général, l'ONU peut et doit devenir un leader dans la lutte contre le terrorisme dans le monde entier. En même temps, le rôle de l'ONU en ex-Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak révèle la nécessité d'améliorer l'efficacité du droit international, les procédures décisionnelles dans le maintien ainsi que l'ensemble des activités anti-terroristes.

L'OSCE à sa propre tâche particulière en contribuant à la lutte antiterrorisme, et l'OSCE a reconnu également l'importance stratégique croissante de la région d'Asie centrale pour l'Europe et, en gros, dans la sécurité internationales. Pourtant, l'organisation reste confrontée à un déficit stratégique dans cette région, en particulier dans le domaine de la sécurité.

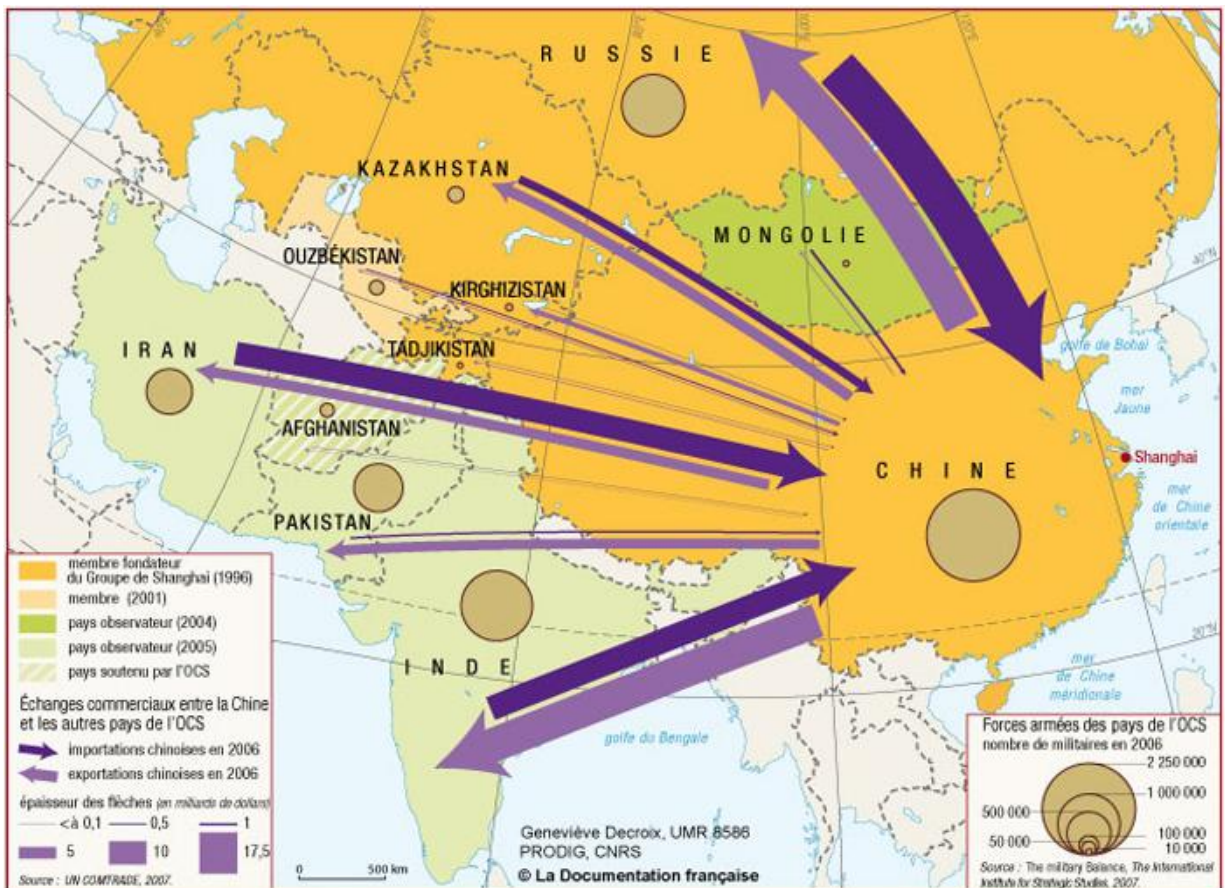
L'organisation du traité de l'atlantique du nord (OTAN) est une organisation de sécurité régionale assez unique possédant d'influence politique, financier, militaire, les ressources scientifiques, et d'autres à sa disposition. Son nouveau concept de la stratégie post-guerre froide implique une approche globale de la sécurité stipulant une large gamme d'activités autres que militaires, par exemple, la gestion de crise, la coopération scientifique, les défis environnementaux et sociaux, ainsi que des programmes éducatifs et de formation.

²⁷² Fondée en 1997, par la fusion du Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et du Centre pour la prévention internationale du crime des Nations unies (CPIC), l'organe fut initialement appelé Bureau du contrôle des drogues et de la prévention du crime et rebaptisé en octobre 2002.

L'expansion vers l'Est de l'Alliance, son partenariat de développement avec la Russie et l'impératif de la lutte contre le terrorisme international ont poussé l'Alliance à étendre sa «zone de responsabilité» au-delà de l'espace euro-atlantique. Il est prévu que la lutte en cours mondiale contre le terrorisme international conduira à un rôle accru de l'OTAN dans la construction de l'architecture de sécurité de nouvelles internationales et régionales, y compris la région d'Asie centrale.

La Communauté des Etats indépendants (CEI) a son propre processus de politico-militaire dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Les sept Etats-membres de la CEI - Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan - participent à l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), créée en 2002, sur la base du Traité de sécurité collective signé en mai 1992.

L'Organisation de Coopération de Shanghai



L'Organisation de coopération de Shanghai en 2007

Source : La Documentation photographique n°8064

L'Organisation de Coopération de Shanghai. Créée en 1996 sous le nom des Cinq de Shanghai, l'organisation vise à renforcer les mesures de confiance le long des zones frontalières des Etats-membres et de résoudre les différends frontaliers qui subsistent qui a sévi dans la région. Les Cinq de Shanghai par la suite, est développé dans l'OCS à partir de 2001, quand l'Ouzbékistan a rejoint l'organisation. Depuis sa création l'organisation a successivement dépassé la confiance pour inclure maintenant une lutte conjointe contre le terrorisme, l'extrémisme religieux et le séparatisme.

Le 21 avril 2000, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ont signé le traité « sur des actions conjointes dans la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme politique et religieux et la criminalité transnationale organisée». Cette loi est un des éléments les plus importants dans la formation d'une sécurité régionale en Asie centrale²⁷³. Plus précisément, la loi établit les bases d'une approche conjointe car elle stipule:

- une harmonisation des législations nationales pour lutter contre le terrorisme et autres formes d'extrémisme et la criminalité transnationale organisée;
- le développement et la réalisation de mesures pratiques pour prévenir le territoire de l'Asie centrale pour devenir un terrain fertile pour les bases terroristes;
- l'échange d'informations sur les crimes et les personnes soupçonnées et organisations impliquées dans les activités terroristes et,
- l'exécution d'opérations conjointes spéciales des organismes compétents contre les terroristes et les autres criminels.

Tous ces objectifs restent la plupart du temps sur le niveau déclaratoire, le traité prévoit une importante base juridique potentielle pour la coopération future dans ce domaine. Par ailleurs, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont un «*accord sur l'amitié éternelle*» et bilatéraux entre les États et les accords inter-agences sur les sphères d'interactions qui permettent la coopération entre la police et des agences spéciales.

Dans le sillage de l'exercice 1999-2000 des attentats terroristes sur le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ces trois Etats ont également constitués un centre de

²⁷³ TOLIPOV F. Multilateralism, Bilateralism and Unilateralism in Fighting Terrorism in the SCO Area

coordination pour mener des opérations conjointes contre les terroristes. Ce centre a cependant été relativement de courte durée et des plans pour un groupe de travail mixte ont été rapidement brisés. Au lieu de cela, les Présidents du Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ont été obligés de demander le soutien de la Russie et le retour à la précédente accords anti-terroristes.

La situation a empiré lorsque la coopération régionale et l'intégration de base-mécanisme de l'Organisation de coopération centrasiatique (OCCA), dissous et fusionné avec la Communauté économique eurasienne (CEE) en Octobre 2005. L'OCCA avait existé en Asie centrale depuis l'indépendance, et que la fusion a été un coup fatal à tout mécanisme de coopération régionale permanente et durable.

§2 La coopération de la sécurité régionale et la limite du multilatéralisme

En 1991, lorsque l'Union soviétique a cessé d'exister et où la Russie a perdu la plus grande partie de son potentiel économique, politique et militaire, il a dû construire sa politique étrangère dans les nouvelles conditions à partir de zéro. Le Kremlin concentre sur un élargissement des relations avec l'Occident et, pour cette raison, temporairement éloigné de l'ex-république de l'Union. Cependant, dès que l'Occident et les pays de la région ont augmenté leur pression sur l'étendue post-soviétique, Moscou rapidement révisé ses idées de politique étrangère pour mettre sous les projecteurs sur la CEI.

En 1993, le ministre des affaires étrangères Andreï Kozyrev a élaboré une conception de la nouvelle politique étrangère de la Fédération de Russie qui, avec le maintien des relations avec les États-Unis et l'Europe occidentale, a parlé de développement de la coopération au sein de la CEI. La protection des intérêts de la Russie et les droits de la Russie minorités de langue, ainsi que le règlement des conflits à travers l'étendue post – soviétiques, qui a été décrit comme une sphère de responsabilité particulière de Moscou.

La doctrine militaire de la Russie également insisté sur les principaux aspects militaro-stratégique des politiques de la Russie dans l'étranger proche. Les objectifs de Moscou sont de maintenir un espace économique unique avec l'Asie centrale et de protéger

les intérêts de sécurité de la Russie sur sa frontière sud. Depuis l'éclatement de l'Union soviétique, la Russie a été un acteur majeur dans les organisations multilatérales telles que la CEI, le Traité de sécurité collective, la CEE et de l'OCS. Pourtant, ces organisations ne sont pas à la hauteur de leur potentiel ou de répondre aux attentes.

La Stratégie pour le développement de la Sibérie préconise la coopération économique dans la macro-région de la CEI et la région Asie-Pacifique comme un objectif politique d'importance stratégique. Il estime que cet objectif serait facilitée par une organisation multilatérale institutionnels, tels que l'Association des Nations du Sud – Est Asiatique (ASEAN) ou la Coopération Economique d'Asie-Pacifique (APEC), ou un projet d'intégration transfrontalière comme Euro-régions ou Grand Altaï²⁷⁴, dont il est question ci-dessous, mais à une échelle beaucoup plus grande.

De nombreuses organisations régionales existent, mais tous ont une composition différente et aucun n'englobe tous les Etats de la région. Plusieurs de ces institutions ont à la fois une sécurité (militaire) et de coopération économique dimension et sont directement pertinents pour les problèmes des régions frontalières de la Sibérie - par exemple, les questions frontalières, le libre-échange et les questions douanières et la migration.

L'OCS est un organe particulièrement pertinent pour les régionales de Sibérie occidentale, depuis la Chine voisine est un membre de celle-ci. Lors de sa réunion au sommet à Saint-Pétersbourg en mai 2001, l'OCS a adopté une Charte qui stipule que l'organisation serait d'élargir sa mission afin de couvrir la coopération économique, en plus de traiter des questions de sécurité comme le terrorisme et l'extrémisme.

La CEE est considérée comme le plus réussi des organes interrégionaux avec une réelle perspective d'être un véhicule efficace pour la coopération. Créée en Octobre 2000, il est ressorti de l'économie soviétique intégrée comme l'Union douanière et a été rebaptisé la Communauté économique eurasienne en mai 2001. Ses Etats membres sont le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan (plus le Bélarusse de l'extérieur de la région)

²⁷⁴Le projet du Grand Altaï propose d'harmoniser la législation pertinente locale des quatre régions limitrophes (la Russie, la Chine, le Kazakhstan et la Mongolie) sur une base multilatérale. Cela permettrait d'accélérer les liens économiques et de peuple à peuple contacts et de construire sur des projets existants, tels que les systèmes écologiques et environnementales qui ont déjà conduit à une vaste coopération sur une base tripartite entre la Russie de l'Altaï, le Xinjiang (Chine) et région du Kazakhstan oriental, avec la Mongolie en plus inclus.

qui, ensemble, incorporer 180 millions de personnes. Son but ultime est noble: à l'équivalent oriental de l'Union européenne, avec des frontières transparentes et la libre circulation des marchandises. La CEE n'est pas exclusivement concernés par les questions économiques, c'est aussi aborder les questions de politique des frontières, tels que les migrants économiques. Cette extension de la compétence politique est facilitée par chevauchement des adhésions à l'OTSC (Arménie est seulement dans le corps de sécurité, et non économique).

Il y a un certain nombre d'obstacles qui entravent l'efficacité de la CEE. Certains membres de la CEE ont d'autres obligations, dans le cadre de leur demande d'adhésion à l'OMC, et le Kirghizistan à des obligations en tant que membre de l'OMC. Par ailleurs, l'application d'une zone de libre-échange serait immédiatement des conséquences négatives sous la forme de baisse des recettes fiscales versées aux budgets fédéraux et régionaux, tandis que les avantages économiques à long terme ne sont pas encore apparents.

Le libre-échange aura une incidence sur les intérêts personnels économiques et d'affaires de nombreuses élites puissantes, qui continuent à influencer sur les politiques. En d'autres termes, il se révèle être un défi pour les organisations internationales en Asie centrale pour trouver un équilibre entre les intérêts collectifs et nationaux. Comme la CEE, la CEI a un très mauvais bilan de l'application de décisions collectives en raison de la réticence des Etats nouvellement indépendants de transférer une partie de leur souveraineté chèrement acquise aux organismes supranationaux.

Pour répondre aux préoccupations que la Russie a dominées le corps et la prise de décision, un système de vote pondéré a été adopté dans la CEE. Si les Etats membres s'en tenir à leur accord pour céder une partie nationale fonctions décisionnelles de l'organisation collective, il pourrait ouvrir la voie à une intégration plus poussée, l'expansion et le développement institutionnel.

Section2 Les organisations régionales dans l'ordre régional

Depuis l'indépendance et le repositionnement de la politique de la Russie de Poutine vers les pays d'Asie centrale, les intérêts se croisent. En commençant par des rapports bilatéraux, la Russie a du changé ou a adapté de la nouvelle situation politico-stratégique de la région centrasiatique. Depuis 2001, la responsabilité de la sécurité régionale s'est déplacée vers les cadres multilatéraux. Les organisations comme l'OTSC et l'OCS ont chargés de traiter l'ordre régional avec l'étroite dominance de la Russie et la Chine.

§1 La consolidation de l'ancien espace soviétique : CEI, OTSC, Eurasec

En 1995, le président Boris Eltsine a affirmé dans le document « le cours stratégique de la Fédération de Russie avec les états membres de la CEI » que la politique en Russie prévue pour former un espace unique de sécurité, mais aussi une alliance de défense dans la CEI.

Les objectifs initiaux ont été ainsi:

- Une structure unique de sécurité sous le commandement de la Russie,
- Le contrôle des marchandises armées soviétiques,
- Les russes unités militaires stationnées dans la CEI,
- Un espace de défense commune,
- Un mécanisme intégré de résolution des conflits sur le territoire de l'ancienne union soviétique.

Les accords de Minsk et de la Déclaration d'Almaty, à partir de Décembre 1991, a jeté les bases d'une politique de sécurité commune. La guerre civile au Tadjikistan et l'incapacité des pays d'Asie centrale afin de préserver leur sécurité ont conduit à plusieurs accords concernant les opérations de paix et de résolution des conflits.

Ces documents ont ouvert la voie pour le « Protocole sur la procédure temporaire pour la formation et l'utilisation du Forces Collectives de la Paix dans les zones de conflits entre les Etats membres ou au sein de la CEI », et a conduit au Traité de sécurité collective (TSC), ont signé à Tachkent, le 15 mai 1992, par les chefs d'Etat et de gouvernement de la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et l'Arménie. Le traité a été rejoint plus tard par l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Biélorussie.

La Russie, à l'image de la Chine, a développé ses relations multilatérales en Asie : elle a participé avec la Chine à la fondation de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS); elle est devenue partenaire de l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud - Est) à la fin des années 1990 puis, en 2004, elle en a signé le Traité d'amitié et de coopération. Elle participe aussi aux pourparlers à six et l'APEC.

Les dirigeants russes ont clairement optés pour une présence plus importante et diversifiée dans la région. Toutefois, contrairement à la Chine, le volume des échanges commerciaux entre la Russie et les pays asiatiques demeurent très limité et la nature de ses relations avec l'ANASE et l'Asie de l'Est apparaît manquer quelque peu de profondeur. De plus, le dossier des ressources énergétiques de la Russie et de l'Asie centrale est perçu comme une source de tensions en Asie Pacifique. L'accès aux ressources constitue un enjeu potentiel de compétition et de conflit, qui pourrait nuire à la coopération²⁷⁵.

Si Moscou mène une politique d'influence incontestable au sein des républiques d'Asie centrale, il semble qu'il privilégie le multilatéralisme. Ni fédérative, ni supra-étatique, la Communauté des États Indépendants (CEI) est une organisation économique commun, les dispositions relatives à la sécurité contenues dans la charte de 1993 lui donnent une forte dimension sécuritaire. Cette analyse renforce au regard de la signature du Traité de sécurité collective à Tachkent le 15 mai 1992, complété en février et mai 1995²⁷⁶, sa composante militaire s'est illustrée par les manœuvres conjointes, dénommées « Bouclier du sud 2000 », rassemblant les forces armées ouzbek, kazakh, tadjik, biélorusses et arméniennes.

²⁷⁵ GOMART T., « Russie : trop plein d'énergies ou d'inerties ? », in Th. de Montbrial et Ph. Moreau Defarges (dir.) RAMSES 2006, Paris, IFRI/Dunod, 2005.

²⁷⁶ DUBIEN A., « Russie-CEI : une hégémonie contestée », *La Revue internationale et stratégique*, n°38, été 2000, pp. 164-165.

Par ailleurs, en mai 2000, lors du Sommet de Minsk, les signatures du Traité de Tachkent se sont accordées pour élargir les prérogatives de cette institution dans un programme de trois ans, visant la lutte contre le terrorisme international, l'extrémisme, les trafics de drogue et d'armes. Au côté des Forces collectives à déploiement rapide, est envisagée, à la suite du Sommes des chefs d'État d'Arménie, de la Biélorussie, du Kazakhstan, de la Russie, et du Kirghizstan en mai 2001, une coordination des mesures et des législations nationales²⁷⁷.

L'existence de ce niveau d'adhésion et de participation aux accords freine l'influence de même que l'hétérogénéité politique, économique et militaire des États membres. En dépit de ce discrédit, les opérations américaines en Afghanistan ont renforcé la place et le rôle de la CEI dans sa dimension militaire. En effet, les Forces collectives à déploiement rapide sont aujourd'hui opérationnelles : ainsi, dès avril 2002, des exercices nommés « *Anti-terreur – Sud 2002* » ont rassemblé les forces tadjikes, kirghizes, kazakhes et russes, dans le but de mettre à l'épreuve les systèmes de coordination du commandement. En réalité, les opérations antiterroristes américaines ont donné un nouveau souffle à une institution vieillissante.

Le sommet de Moscou qui s'est tenu en mai 2002 a débouché sur la création, en Asie centrale, d'une organisation à l'image de l'OTAN pour faire contrepoids à la présence américaine dans la région. La lutte contre le terrorisme sert aujourd'hui de ciment pour unir les États d'Asie centrale à la Russie au travers de la CEI.

Le 21 décembre à Almaty, les présidents des onze États indépendants sans les républiques baltes, ni la Géorgie, qui ne sera admise qu'en 1993 ont adhéré officiellement à l'accord de Minsk en précisant que la nouvelle communauté n'était ni un États, ni une entité supranationale. De plus, ils ont décidé le maintien d'un commandement unique des forces militaires stratégiques ainsi que d'un contrôle unique des armes nucléaires. En matière économique, les chefs d'États ont souligné leur attachement à la création d'un espace économique commun.

²⁷⁷ Déclaration d'Erevan 25 mai 2001, *Documents d'actualité internationale*, n° 14, le 15 juillet 2001, p. 550.

Du point de vue institutionnel, deux organes furent créés: un conseil des chefs d'États, *organisme suprême du CEI* et un conseil chefs des gouvernements *chargé de coordonner les activités communes*. En janvier 1993, une charte de la CEI est adoptée. Cette charte définit les objectifs de la communauté et contient des dispositions relatives à la sécurité collective et à la coopération militaire. Plusieurs nouveaux organes, *un conseil des ministres des affaires étrangères, un conseil des ministres de la défense, un tribunal économique, une assemblée interparlementaire* sont institués.

Le 15 mai 1992, le traité de sécurité collective de Tachkent (entré en vigueur en 1994), crée un espace stratégique commun qui sans instaurer une véritable union de défense, propose le non recours à la force pour régler les différends entre États membres ainsi que l'abstention de la participation à une alliance militaire dont les activités seraient tournées contre un État membre. Parmi les républiques d'Asie centrale, seul le Turkménistan a refusé d'adhérer au traité de Tachkent, préférant, en matière de sécurité, les accords bilatéraux à la coopération multilatérale. Il a ainsi signé avec la Russie des arrangements plaçant ses forces aériennes sous contrôle russe, créant un commandement unifié avec la Russie pour les forces terrestres et navales.

En décembre 1993, la Russie et les cinq républiques d'Asie centrale ont adopté un mémorandum sur la coopération dans le domaine de la protection des frontières extérieures de la CEI.

Dès son arrivée au pouvoir, le président Poutine affiche dans son *Concept de la politique étrangère*, approuvé en juin 2000: la première de ces priorités consiste au renforcement de l'intégration et de la coopération au sein de la Communauté des États Indépendant (CEI). Or, certaines des républiques de l'Asie centrale poursuivent des politiques défavorables à la réalisation de cet objectif. Il en va ainsi du Turkménistan, dont la politique étrangère et de sécurité, reposant sur la neutralité, s'avère parfois fluctuante et surtout, de l'Ouzbékistan, l'un des États de l'ex-URSS les plus rétifs aux efforts de la Russie visant à consolider la CEI et à réaffirmer son influence dans l'espace ex-soviétique.

Constatant que la CEI échoue à devenir une structure d'intégration et contribue au contraire à l'éloignement de certains États membres, la Russie opte désormais pour une approche bilatérale, pragmatique et différenciée envers chacun des États membres. Anne de Tanguy constate que Poutine ne cherche pas à s'appuyer en priorité sur la CEI. Il

continue certes à considérer celle-ci comme un instrument d'intégration et à encourager une vie communautaire qui reste jalonnée de diverses réunions et décisions. Mais en même temps, il a clairement montré qu'il n'entendait plus miser sur une CEI moribonde²⁷⁸.

La Russie cherche à favoriser une réintégration sélective avec certains alliés inconditionnels au sein de l'espace post-soviétique, selon un principe de cercles concentriques, avec un noyau dur formé par la Russie, la Biélorussie, l'Arménie et le Kazakhstan, entouré d'un groupe plus relâché, et la mise en avant d'organisations régionales orientées vers la Russie, le Traité de sécurité collective et Eurosec. La Russie doit être le centre de force de ce système d'alliances.

La conception d'une intégration à plusieurs vitesses est officiellement admise pendant le sommet de la CEI à Moscou en janvier 2000. La Communauté y est présentée comme une organisation à géométrie variable. Ensuite, en mai 2000, le ministère russe de la CEI est supprimé. Ses fonctions sont transférées au MID (Ministère des affaires étrangères russes), au ministère de l'Économie, à la Commission du Conseil de Sécurité pour la CEI (créée en septembre 2000).

Vladimir Poutine charge ces instances de préparer un document sur la politique russe envers la CEI. Les « *Orientations fondamentales des relations de la Russie avec les NEI* », publiées en novembre 2000, reflètent le nouveau style de la politique russe, avec la mise en avant du pragmatisme et de l'approche différenciée envers les partenaires selon leur répendant²⁷⁹. Le document met l'accent sur les questions de sécurité et la coopération économique. Mais on perçoit déjà les contours de la stratégie qui sera mise en œuvre à la fin de son premier mandat, celle d'une coopération soumise aux intérêts de la Russie. Il s'agit de renoncer à l'approche des subventions indirectes que représentent les livraisons énergétiques à bas prix si elles n'apportent pas de dividendes politiques à la Russie. Ainsi, le ministère de l'Économie russe German Gref propose de « *normaliser* » les relations avec les NEI en passant à des relations de marché, ce qui inquiète évidemment les partisans de l'intégration.

²⁷⁸ Anne de TANGUY, « De l'Asie centrale au GUAAM : la relance de la diplomatie russe », Colloque « Asie centrale, mouvements transnationaux et stratégiques d'influences », Défense nationale, août-septembre 2001, pp. 69-79. Voir aussi Anne de Tanguy, « La CEI a-t-elle encore un avenir? », Défense nationale, août-septembre 1999, n° 8-9, pp. 29-43.

²⁷⁹ Texte publié dans *Nezavisimaya Gazeta*, 29 novembre 2000.

Enfin, c'est à Munich, à l'occasion de la conférence annuelle sur la sécurité de février 2001, que le secrétaire du Conseil de Sécurité Sergueï Ivanov annonce officiellement la priorité aux relations bilatérales. Il explique que la transformation de la CEI en une union intégrée est impossible à court terme, et que la a choisi de défendre ses intérêts par le développement de relations bilatérales avec ses partenaires de la Communauté²⁸⁰. Selon le vice-ministre des Affaires étrangères Viatcheslav Troubnikov chargé de la CEI, la politique est l'art du possible. Il faut la construire non pas sur des illusions, mais sur un fondement pragmatique.

L'approche bilatérale ne signifie pas que nous renonçons à la CEI. Mais nous n'avons pas besoin de l'intégration comme slogan, nous sommes pour une interaction multilatérale là où il y a une demande réelle²⁸¹. Les sommets de la CEI de la période Poutine confirment la primauté des relations bilatérales et régionales aux dépens du cadre communautaire. Notons que la priorité aux relations bilatérales ne signifie en aucun cas un désengagement russe de l'espace post-soviétique. Au contraire, deux facteurs contribuent à rendre à la Russie un rôle dominant. D'un côté, elle entre dans phase de stabilité politique et de reprise économique, ce qui améliore les perceptions des leaders post-soviétiques à son égard. Ensuite, la mise en place du partenariat américano-russe fait espérer à Moscou la reconnaissance de son rôle particulier dans cet espace.

Les problèmes de sécurité en Asie centrale deviennent le centre des discussions au sein de l'OTSC. Le 24 mai 2000, à Minsk, les chefs d'États du Traité signent plusieurs documents pour renforcer cette structure:

- un « Mémoire sur l'augmentation de l'efficacité du Traité et son adaptation à la situation géopolitique »,
- un modèle d'un système de sécurité régionale contre le terrorisme,
- une nécessité de construire rapidement le déploiement des forces de maintien,
- une « Disposition sur la prise de décisions collectives »,

²⁸⁰ Nezavisimaya Gazeta, 28 février 2001.

²⁸¹ « Desyatiletie SNG » (les dix ans de la CEI), entretien avec V. Troubnikov, *Mejdunarodnaya jizn*, novembre 2001.

- une « Disposition sur la stratégie de la coalition »,
- un « Accord sur les principes de coopération militaro-technique ».

OTSC (Organisation de traité de la sécurité collective)



Source : Internet

Le Conseil de sécurité collective, l'une des instances de haut rang du Traité, a également décidé de définir trois régions distinctes de sécurité : l'Asie centrale (avec un axe Russie-Kazakhstan-Kirghizstan-Tadjikistan-Ouzbékistan), le Caucase (avec un axe Russie-Arménie) et l'Europe orientale (avec Russie-Biélorussie).

La réunion de Bichkek en Octobre 2000 a décidé d'établir une force de sécurité collective dans les cinq années subséquentes. Par conséquent, à Erevan en mai 2001, les membres de la CEI a créé une Force Collective de Réaction Rapide (FCRR) afin d'être en mesure de fournir une réponse collective aux attaques terroristes. La FCRR pour l'Asie centrale, selon une décision de 2001 août, se composait le russe, kazakh, kirghiz, tadjik et des unités, totalisant environ 4000 personnes. En Mai 2002, le Traité de sécurité collective est devenue l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) et la charte est entrée en vigueur le 18 septembre 2003. Dès 2004, la Russie promu la coopération systématique au sein de l'OTSC.

En juin 2004, les membres du Conseil de sécurité collective et du Conseil des ministres de la Défense conçu un plan pour la composante militaire de l'organisation. Le

« Plan pour la construction des forces de l'OTSC coalition militaire jusqu'en 2010 » a proposé l'établissement des relations militaires à un niveau interétatique et la formulation d'une structure de coopération politique, ainsi que d'une deuxième phase de l'intégration des forces militaires sur un niveau macro-économique. En août 2004, l'OTSC a mené un vaste exercice militaire anti-terroriste, Rubezh-2004.

Depuis 2000, *l'organisation connaît une percée sans précédent dans l'intégration politico-militaire* en effet, alors que les membres de l'OTSC avaient l'habitude de se réunir uniquement dans le cadre des sommets de la CEI, les rencontres au sommet sont désormais autonomes et bisannuelles²⁸². L'OTSC se fixe l'objectif général de contribuer à la consolidation de la paix, de la sécurité et stabilité internationale et régionale. En effet, la contribution de l'OTSC à la paix mondiale passe par la défense collective de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de ses pays membres.

Pour atteindre ses objectifs, l'OTSC privilégie les moyens politiques. A l'instar de la plupart des institutions créées en Asie, l'OTSC regroupant les pays issus de l'Union soviétique, met un accent important sur les principes du respect de l'indépendance, de la participation volontaire, de l'égalité des droits et des responsabilités des pays membres, de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

Les objectifs de l'OTSC peuvent être catégorisés selon Nikolai Bordyuzha, le secrétaire générale de l'organisation, sur trois domaines importants : la politique étrangère, l'opposition contre les menaces et les défis et la dimension militaire. Sur le plan militaire, les Etats membres coopèrent afin de mettre en place des systèmes de sécurité collective, d'établir des groupements régionaux des forces armées ainsi que de leurs commandements, de développer des infrastructures militaires, de préparer les cadres et les spécialistes militaires et de les doter des armes et des technologies militaires nécessaires.

Les Etats membres s'engagent aussi à se consulter avant de prendre des décisions concernant l'installation des forces armées des pays tiers dans leurs territoires. La coopération dans le domaine de la sécurité est essentiellement orientée vers la lutte contre la criminalité organisée transnationale ainsi que contre l'immigration illégale.

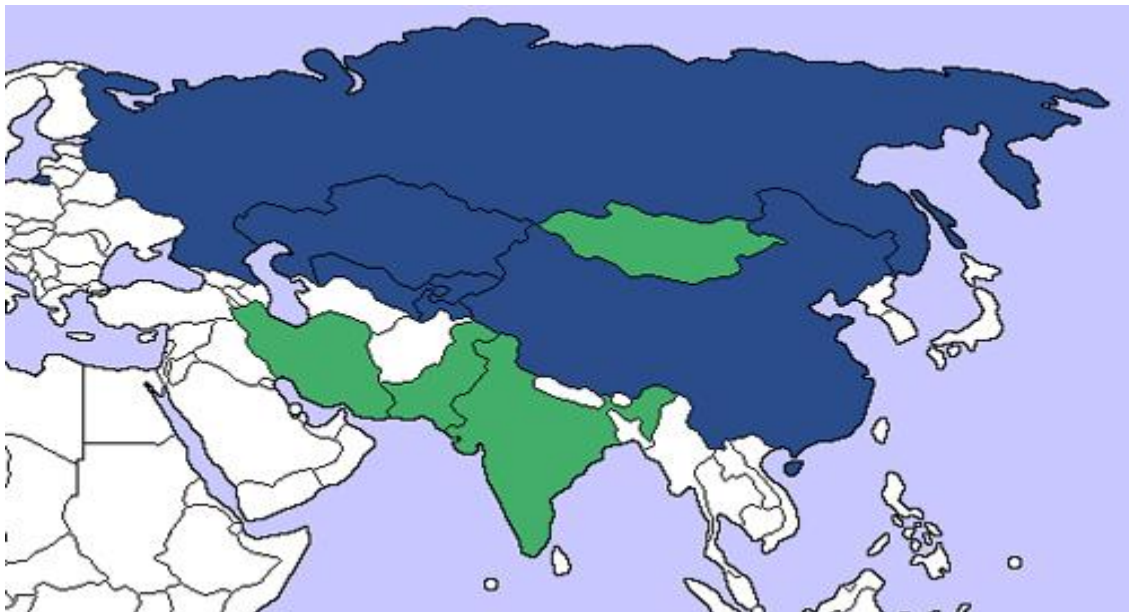
²⁸² NIKOLAENKO V., « U dogovora khoroshee budushee (Le traité est promis à un bel avenir), *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie*, 23 juin 2000.

L'OTSC fait aussi l'accent sur la nécessité de développer la coopération dans le domaine de la sécurité informatique. Dans le domaine politique, le but recherché par l'OTSC est de favoriser la pratique de coordination et de consultation des positions de ses Etats membres concernant les questions de la sécurité internationale et régionale. Notamment, l'organisation prévoit de développer ses propres mécanismes et procédures de consultations. La réalisation de ses objectifs, l'OTSC se tient au principe de l'ouverture à la coopération avec les pays tiers et les institutions internationales.

§2 OCS comme un cadre dans la sécurité régionale en Asie centrale

Les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats Unis, ont profondément modifié les enjeux et les instruments de coopération régionale en Asie centrale. En faisant de ce territoire une zone stratégique dans la lutte contre-terrorisme, ils ont contribué à donner une impulsion nouvelle aux organisations régionales tout en attisant les rivalités entre les grandes puissances, pour lesquelles ces organisations représentent un canal d'influence important dans la zone centrasiatique.

OCS (Organisation de la coopération de Shanghai)



Source : Internet

L'Organisation de Coopération de Shanghai et le Traité de Sécurité Collective, deux mécanismes créés par les acteurs de la région et unissant les républiques d'Asie centrale, la Chine et la Russie, sont capables de tenir en échec les prétentions américaines dans la zone. La structure anti-terroriste de Bichkek, créée dans le cadre de l'OCS, fait également intervenir de façon importante la Russie. Ce centre dispose d'une puissance bien plus importante que les bases américaines stationnées dans la région.

Si l'OCS et TSC n'en sont encore qu'au stade d'esquisses, et si jusqu'à présent aucun résultat concret ne sort des nombreuses déclarations, il n'est pas impossible qu'en cas de menace grave ces structures parviennent à fonctionner de façon efficacement plus rapidement qu'on ne pourrait s'y attendre. En outre, l'une des évolutions possibles serait que ces organisations s'orientent non plus contre les États-Unis mais contre la Chine, considérée désormais comme une menace potentielle pour la stabilité de la zone. Créé en 1996, ce qui était le Groupe de Shanghai, regroupe aujourd'hui la Chine, la Russie, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.

La continuité territoriale des pays membres de l'Organisation de la Coopération de Shanghai facilite entre eux une forte communauté d'intérêts, notamment dans la lutte contre le terrorisme, qui est historiquement un des objectifs essentiels de l'organisation. Et aussi ce forum était destiné à régler les litiges frontaliers, à créer une ceinture de bon voisinage afin de transformer la région en zone de paix et de coopération économique.

A la fin des années 1990, les membres de ce forum commencent à envisager de créer un système de sécurité. En effet, ils partagent les mêmes préoccupations concernant les mouvements terroristes et islamistes. Cette question est tellement importante pour Pékin que les Chinois ont même un temps noué des relations avec les Talibans. Pékin cherchait ainsi à se prémunir contre l'assistance que pourraient offrir les talibans aux mouvements ouïgours dans le Xinjiang²⁸³.

²⁸³ RASHID A., « Pourquoi Pékin renoue avec les talibans », *le Courriers International*, n°440, 8 avril 1999; KELLNER T., « La Chine, les talibans et le Xinjiang », 20 novembre 2001.

En août 1999, à Bichkek, les Cinq de Shanghai signent une Déclaration de lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux. A partir de là, Moscou et Pékin montrent un regain d'activité dans la région.

L'interdépendance croissante des économies de la région et le jeu diplomatique qui s'y joue, retracent les lignes d'approvisionnement énergétique dans cette zone si riche en ressource naturelle. Après avoir dépassé les difficultés conséquentes aux attentats de 11 septembre 2001, l'organisation a tenté de diversifier ses activités afin de renforcer son poids régional. L'idée développée par certains membres selon laquelle l'OCS a vocation à se transformer en un forum politique, qui ne peut se renforcer qu'en accueillant de nouveaux membres, est le thème récurrent de ses dernières réunions. Avec l'adhésion de l'Ouzbékistan le 15 juin 2001 et la signature de la Déclaration de l'Organisation de la Coopération de Shanghai, s'est peu à peu transformé en organe politico-militaire dont les structures ne cessent de se renforcer.

La Russie est la seule force capable de répondre de façon adéquate aux menaces émergentes en Asie centrale: islamisme radical, séparatismes, terrorisme, conflits entre les républiques d'Asie centrale. Ce fait est reconnu par les États de la région qui accueillent une présence militaire russe importante. L'OCS et OTSC ne constituent qu'une façade de coopération. La présence stabilisatrice de la Russie dans la région s'exprime bien davantage dans sa capacité à favoriser le dialogue informel entre les partenaires que dans sa participation à ces structures dépourvues de tout mécanisme contraignant.

Deux mécanismes principaux permettent à la Russie de continuer à maintenir sa domination sur l'Asie centrale: sa force de réaction militaire aux conflits actuels et potentiels de la région ainsi que sa grande capacité de manipulation des tensions entre les différentes parties s'affrontant pour le contrôle des ressources naturelles. De nombreuses interactions lient ces deux axes.

L'une des principales tâches de la Russie en Asie centrale est la protection de la ligne frontalière afghano-tadjike pour prévenir le passage de terroristes islamistes et de trafiquants de drogue d'Afghanistan vers l'Asie centrale, ces deux fléaux étant étroitement liés. Ainsi en octobre 1992, les forces spéciales envoyées à Douchanbé (la capitale de Tadjikistan) réussirent à y stabiliser la situation en quelques jours. L'action russe sur la

frontière tadjike vise à sécuriser les frontières de la Russie elle-même, rendues très vulnérable par l'absence de protection de plusieurs sections de la frontières kazakho-russe.

Après sa visite officielle en Chine en octobre 2004, Vladimir Poutine se rendit au Tadjikistan où il signé plusieurs accords économiques et militaires, garantissant à la Russie une présence massive au Tadjikistan pour les cinquante prochaines années. L'effacement de la dette tadjike d'environ 200 millions de dollars a largement aidé à convaincre le Tadjikistan d'accepter création d'une base militaire russe de 5000 à 7000 soldats et la légalisation du contrôle russe de la station de guidage satellitaire et de radio-électronique de Nurek.

La partie tadjike insiste pour reprendre le contrôle de sa frontière avec l'Afghanistan mais les experts russes estiment que le régime politique tadjike et son armée ne sont ni moralement ni techniquement en mesure de faire obstacle au trafic de drogue et aux flux d'éléments déstabilisateurs en provenance de l'Afghanistan.

L'OCS pose en effet les fondements d'une structure pouvant évoluer en avenir de façon à faire contrepoids à l'OTAN (Organisation de la Traité d'Atlantique Nord) et aux autres acteurs occidentaux en Asie centrale. D'autres part, elle offre un espace de dialogue informel pour la résolution des tensions dans la région que ni les États-Unis ni l'Europe ne sont capables de mettre en place. La Chine, qui fait pourtant partie de l'OCS, est également tenue à l'extérieur de ces échanges personnels.

L'accord de Sécurité Collective n'est pas directement lié à l'OCS mais joue un rôle juridique fondamental dans la coopération entre les pays de CEI, d'Asie centrale et la Russie. Lors de sa conclusion, le 15 mai 1992, il n'existait encore pas de perspective tangible de crise en Asie centrale et l'accord répondait principalement aux intérêts de la Russie pour sauvegarder les restes du système du système militaire soviétique commun.

Cet accord ne peut être considéré comme une alliance militaire car il ne mentionne que de façon théorique et imprécise qu'en cas d'agression contre l'un des États, tous se sentiraient agressés et soutiendraient l'État agressé. L'accord s'appuie explicitement sur le droit à la défense collective stipulé par l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Le défaut principal de cet accord est de n'avoir pas réussi à créer, depuis son existence:

- les mécanismes de mise en œuvre d'un système de défense commun,
- la planification opérationnelle commune,
- la procédure de consultation pour une prise de décision commune,
- la création d'une force multinationale,
- la décision commune quant à la localisation stratégique des bases militaires,
- la possibilité de transit des forces militaires et des armements sur le territoire des partenaires,
- la définition de standards d'armement communs,
- l'organisation de manœuvres militaires communes.

En Russie existe un très fort courant isolationniste prônant le retrait de la Russie des affaires d'Asie centrale et le clôturer de la frontière entre la Russie et ces régions. Les tenants de cette position stigmatisent le coût du soutien économique que la Russie apporte à ces républiques. L'un des points cristallisant leur critique est le prix accordé par la Russie pour l'acheminement des ressources naturelles, largement inférieur à celui des marchés internationaux. L'isolationnisme est le renforcement progressif, depuis l'an 2000, de l'infrastructure frontalière russo-kazakhe, qui jusqu'alors s'apparentait aux délimitations entre sujet de la Fédération de Russie, ainsi que l'apparition de groupes mobiles de gardes-frontières pourchassant les immigrants clandestins et les trafiquants de drogue de la zone.

L'intégrationnisme, nostalgique de l'Union Soviétique et un peu utopique appelle de ses vœux, la création d'un État regroupant Russie, de l'Ukraine, de la Biélorusse et du Kazakhstan. Une solution à minima serait la constitution d'un espace économique intégré euro-asiatique sur le modèle de l'Union Européenne. L'Espace Économique Euro-Asiatique (EEEA), créé en 1995, constitue la proto-structure d'une telle collaboration, qui a commencé à résoudre de nombreuses questions pratiques. Malgré tout, les perspectives d'une réelle intégration demeurent lointaines.

La position isolationniste insiste sur le fait que l'Asie centrale se trouve loin de l'Europe et des États-Unis et ne menace pas directement leurs intérêts: un conflit éclatant dans la zone auraient prioritairement des répercussions sur la Russie et la Chine. La déstabilisation de ces deux pays faciliterait alors le renforcement de la position américaine

dans la région. L'apparent succès en Afghanistan ayant mené à la disparition de l'éphémère régime taliban peut créer l'illusion que les États-Unis sont capables de répéter l'expérience dans d'autres pays d'Asie centrale. Mais une telle conception ne tient pas compte du fait que la mentalité de nombreux autres peuples d'Asie centrale est très différente de celle des talibans.

La tendance utopiste consiste à vouloir aider les pays d'Asie centrale à transformer leur système politique pour créer les conditions d'une démocratie à l'occidentale. La structure même du développement social des peuples d'Asie centrale est contradictoire avec une telle vision: ceux-ci sont passés directement d'une société fondée sur l'esclavage domestique au socialisme, sans passer ni par le féodalisme ni par le capitalisme. Les tentatives actuelles d'imposer un modèle démocratique occidental produisent un fort sentiment de rejet au sein des élites de ces républiques.

La Russie privilégie une stratégie alternative en Asie centrale: celle du dialogue et de la collaboration volontaire, comme l'illustrent les structures de l'Organisation de Coopération de Shanghai. Le dialogue engagé au sein de l'Espace Économique Euro-Asiatique s'avère beaucoup plus fructueux que les discussions menées dans le cadre de l'OCS. Cet Espace pourrait ainsi constituer un cadre adapté pour résoudre la plupart des questions que l'OCS doit traiter. Mais la présence de la Chine au sein de cette dernière en fait un forum international au sein duquel la collaboration est bien plus délicate que dans une organisation intérieure à la CEI. La seule création positive de l'OCS est sa « *Convention du Combat contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme* » signée 1999, celle-ci constitue une garantie de l'inviolabilité du territoire des États d'Asie centrale en liant reconnaissance de l'appartenance du Tibet et du Xinjiang à la nation chinoise et indépendance des pays d'Asie centrale vis-à-vis de cette même nation.

Titre2 SOFT POWER RUSSE EN ASIE CENTRALE

« Il n'y a que deux puissances au monde, le sabre et l'esprit : à la longue, le sabre est toujours vaincu par l'esprit »

Napoléon Bonaparte

L'efficacité des instruments du *soft power* (la puissance douce) utilisée par les états est extrêmement difficile à évaluer, car il est associé à des ressources intangibles telles que la culture ou l'idéologie, ainsi que leur utilisation habile dans la poursuite de ses alliés.

Selon Joseph S. Nye, le politologue qui a introduit le concept du «*soft power*»²⁸⁴ est défini comme la capacité d'un acteur politique d'influencer indirectement soit le comportement d'un autre acteur soit la définition par cet autre acteur de ses propres intérêts. Cette influence se diffuse à travers des moyens non coercitifs (structurels, culturels ou idéologiques) en choisissant et développant ensemble de thèmes simples et inclusifs en particulier sur la scène internationale²⁸⁵. Autrement dit à obtenir ce qu'on veut par l'attrait plutôt que par la coercition ou des paiements et qui peut être cultivée à travers les relations avec les alliés, l'assistance économique et les échanges culturels. En ce sens, le concept du soft power n'est pas limité à la capacité d'influencer, voire de manipuler l'opinion publique dans un pays cible.

Il comprend également une idée bien développée d'un partenariat avec des bénéfices mutuels à court terme et à long terme. En d'autres termes, soft power, ne force les autres à vouloir ce qu'il veut en raison des avantages clairs pour les deux parties, et les pouvoirs doux ont tendance à utiliser les mesures les plus transparentes et démocratiques à renforcer leur crédibilité à cet égard.

²⁸⁴ JOSEPH S. NYE, Jr. “*Soft Power. The Means to Success in World Politics*”, Public Affairs, New York, p.5

²⁸⁵ « Le retour du soft power dans les relations internationales, vers un modèle de soft power franco-européen ». Region-IHEDN. p. 3

Chapitre1. Les principes du soft power russe

La Russie est de retour sur la carte stratégique globale et économique. Elle s'est transformée d'une superpuissance militaire défunte dans une nouvelle superpuissance énergétique²⁸⁶. Les revenus de l'énergie ne plus soutenir un énorme complexe militaro-industriel comme ils le faisaient à l'époque soviétique. Au lieu de cela, de nouvelles richesses pétrolières ont été transformée en beurre plus que les fusils.

Après plusieurs années de croissance économique, la Russie a un nouveau « *soft power* » qui va bien au-delà de ses ressources énergétiques. En effet, aujourd'hui les forces de pénétration de la puissance russe en Ukraine, au Caucase et en Asie centrale ceux sont de géant Gazprom, la culture russe, des biens et des opportunités d'emplois. La Russie de Poutine manifeste une volonté de modifier son image, tout en maintenant son rôle de puissance intégratrice centrale dans la zone post – soviétiques au moyen d'outils comme le « *soft power* » et la « *diplomatie publique* »²⁸⁷.

Section1 Soft power et relations internationales

Les médias sont des armes et l'information, c'est la guerre. Telle fut la conviction de nombre de stratèges, dont Napoléon ; il craignait, disait-il, davantage trois journaux que dix mille baïonnettes²⁸⁸. Les modernes théoriciens de l'« *info de la guerre* » poursuivent l'idée comme J. Arquilla de la *Rand Corporation* pour qui « *Ce n'est plus celui qui a la plus grosse bombe qui l'emportera dans les conflits de demain, mais celui qui racontera la meilleure histoire* »²⁸⁹.

²⁸⁶ Malgré les derniers problèmes économiques, la chute du rouble, sûrement lié le problème d'Ukrainien.

²⁸⁷ KASTOUEVA-JEAN T., « *Soft power* » russe : discours, outils, impact. Centre Russie/NEI. IFRI. Paris. 2010. p.3

²⁸⁸ HUYGHE F. B., « *Opinion international et media* » article sur son site internet. <http://www.huyghe.fr>. p. 3

²⁸⁹ HUYGHE F. B. op. cit. p. 3

§1 Le soft power dans les discours

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la machine de propagande soviétique a été démantelée et est resté hors service durant les années 1990. Cependant, dans les années 2000, lorsque la Russie a une fois de plus ressenti le besoin d'investir dans sa réputation internationale, le président Vladimir Poutine a commencé à reformuler la diplomatie publique du pays. Le principe moteur de communications internationales de la Russie est une croyance partagée par la plupart des membres de l'élite politique, que la Russie n'est pas suffisamment appréciée internationalement²⁹⁰.

La notion de soft power contient potentiel normatif solide basée sur les normes nationales et les normes de la vie sociale et politique pratiquée dans l'état intention d'accroître son influence à l'étranger. Il est impossible de créer une image attrayante externe sans traiter efficacement les problèmes intérieurs. La Russie a d'énormes problèmes de corruption, d'abus de droits de l'homme, le manque de démocratie et l'état de droit²⁹¹.

Par conséquent, son modèle de transformation politique et socio-économique ne peut pas être considéré comme un exemple positif pour les autres pays post-soviétiques. Afin de renforcer son influence soft power, la Russie doit d'abord poursuivre les réformes internes graves qui mettent l'accent sur la libéralisation de son économie et la modernisation de son gouvernement ainsi que d'une démocratisation de son système politique²⁹². L'UE pourrait être un partenaire stratégique pour la Russie dans ce domaine en proposant une aide supplémentaire au cours de sa modernisation politique et socio-économique.

La compréhension de la Russie du soft power a beaucoup évolué au cours de la dernière décennie. D'une reconnaissance très technique d'un besoin de communications étrangères, il s'est transformé en une bonne compréhension de la connexion intrinsèque entre la politique étrangère et de son attractivité et de l'autorité d'un pays. Pourtant, de

²⁹⁰ TSYGANKOV A., "If Not by Tanks, then by Banks? The Role of Soft Power in Putin's Foreign Policy", *Europe-Asia Studies*, Vol. 58, No. 7, November 2006, p.1085

²⁹¹ MAKARYCHEV A., "Hard Questions About Soft Power: A Normative Outlook at Russia's Foreign Policy", *DGAP analyse n°7*, October 2011, p.3

²⁹² *Ibid.*

l'avis de la Russie, le soft power encore résulte en grande partie des actions du gouvernement et peut donc être géré efficacement par l'état.

Le concept du soft power devient de plus en plus courant dans le discours officiel russe²⁹³, les autorités prennent des mesures pour encourager et maintenir un contrôle plus direct sur elle afin de fournir la politique étrangère avec un nouvel outil efficace. Ces mesures comprennent la mise en place et la réorganisation des organismes chargés de faciliter, de financement et des activités non gouvernementales à vocation internationale de formation financés par l'État, aider et de diriger les ONG, faisant la diplomatie traditionnelle. Ces étapes sont destinées à améliorer l'image de la Russie à l'étranger, de diversifier les moyens de la politique étrangère et de structurer douce base de ressources de puissance de la Russie²⁹⁴.

L'intention de la Russie de développer son soft power signifie que le gouvernement fera des investissements considérables pour établir un cadre institutionnel pour elle, financer certains projets et progressivement adopter certaines de ses caractéristiques au niveau officiel. La limitation d'une approche centrée sur le gouvernement en déléguant la mise en œuvre de la puissance douce aux organismes contrôlés par l'État, il peut négliger l'importance des activités non gouvernementales en tant que source de l'attractivité du pays. En outre, si le gouvernement russe ou les organisations non gouvernementales auraient capacités et les objectifs à vocation mondiale suffisante dépend du contexte socio-économique plus large.

La capacité de Moscou à l'utilisation du soft power est en contraste frappante avec la situation il y a une décennie. Dans les années 1990, en proie à des bouleversements résultant de tentatives visant à libéraliser et réformer son économie, la Russie a perdu la capacité de continuer à fournir des subventions financières aux autres Etats de l'ex-Union soviétique et de maintenir ainsi son attrait économique²⁹⁵. Les liens économiques ont

²⁹³ Depuis 2013, le concept de *soft power*, c'est-à-dire le pouvoir d'influencer sans coercition, est officiellement intégré dans la doctrine stratégique russe. La Conception de la politique extérieure, document programmatique définissant les directions-clés de la stratégie russe adopté en 2013, met l'accent sur « *les formes contemporaines du travail de la politique extérieure* », parmi lesquelles la notion de *soft power* tient la place principale. C'est dans ce contexte que revient dans le discours public la notion du monde russe (*rousskii mir*).

²⁹⁴ POPESCU N., "Russia's Soft Power Ambitions", CEPS, Policy brief, n°115, October 2006, p.2

²⁹⁵ HILL F., "Moscow Discovers Soft Power", *Current History*, October 2006, p.3

encore été ébranlés par des décisions motivées par la Russie par la nécessité d'obtenir sa propre économie en ordre de démanteler la zone rouble et à augmenter les prix des exportations de pétrole et de gaz. Il en est résulté dans la plupart des états régionaux encourir d'énormes dettes de l'énergie en devises fortes à Moscou.

Ayant hérité de la majeure partie de l'arsenal militaire soviétique, y compris les bases, le personnel et l'équipement conservé une prépondérance de la puissance dure en dehors de son territoire dans les autres anciennes républiques soviétiques comme l'Arménie, des Etats baltes, la Géorgie, la Moldavie et le Tadjikistan²⁹⁶. Ce fait les Etats nouvellement indépendants, et plus faibles, autour de lui de plus en plus nerveux que les avantages économiques d'association avec Moscou. Le niveau culturel de la Russie dans la région a également chuté comme l'utilisation de la langue russe est devenue un sujet hautement politisé.

Les inquiétudes sur les perspectives de la citoyenneté de millions de Russes ethniques vivant dans les Etats nouvellement indépendants sur la Russie des frontières, particulièrement dans les Etats baltes d'Estonie et en Lettonie, en Ukraine et au Kazakhstan alimenté dans un jeu nationaliste russe contre l'effondrement de l'Union soviétique. Les russophones et co-ethniques est devenue une cause célèbre dans les milieux politiques dans les années 1990. A Moscou, un certain nombre de politiciens hausse stimulé leur carrière ainsi que aiguisé leurs talents rhétoriques en appelant à l'action gouvernementale en faveur des intérêts des «*russophones de l'étranger proche*».

En réponse, les gouvernements voisins précipités pour faire passer des lois linguistiques et des programmes pour développer l'enseignement et l'utilisation de leurs langues officielles autochtones. Les russophones ont été de plus en plus considérés comme un outil de la réaffirmation de l'influence de Moscou sur les politiques de ses voisins canadiens et étrangers. La coercition impliquant le déploiement de ressources de pouvoir difficile à force de les anciens États soviétiques de se conformer aux intérêts russes a servi à son tour états loin de, non pas vers la Russie. Moscou a été de plus en plus perçu comme l'agresseur sur le bloc.

²⁹⁶ Cwiek-Karpowicz J., "Limits to Russian Soft Power in the Post-Soviet Area", *DGAP analyse* 8, July 2012, p.5

Au cours des années 1990, la Russie a perdu sa position dominante dans la région ainsi que la confiance de ses voisins. Les pays les plus désespérés comme l'Arménie, le Tadjikistan et la Biélorussie (assiégé par la guerre civile, les problèmes de sécurité, et le déclin économique) s'accrochaient à d'étroites relations avec la Russie. Des pays comme les Etats baltes, l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan s'est ostensiblement vers l'Ouest²⁹⁷.

L'utilisation de pouvoir fort a attiré l'attention défavorable des analystes occidentaux et les décideurs politiques dans les années 1990. Ils ont vu un regain d'ambitions impériales russes et des désirs de reconstituer l'Union soviétique, mais à bon marché. Cela a conduit à une série de réponses politiques pour consolider l'indépendance des autres Etats ex-soviétiques et de leur offrir au moins un minimum de sécurité contre la prédation russe. Il s'agit notamment de l'élargissement de l'OTAN et l'extension des membres de l'Union européenne aux pays de l'ancien bloc soviétique en Europe de l'Est, y compris les Etats baltes. Les américains et autres investisseurs internationaux également emménagé dans des entreprises commerciales clés dans le secteur énergétique de plus en plus attractif dans le bassin de la Caspienne.

§2 Les outils du soft power russe

En parlant des outils du soft power russe, il faut distinguer, d'une part, les vecteurs d'influences dus à l'héritage soviétiques, qui concernent avant tout, les pays de la CEI qui ont une valeur structurante pour cet espace. Ils sont adossés à la langue russe et à la présence des russes dans ces pays. D'autres parts, il s'agit des outils mis en place depuis le milieu des années 2000 qui s'adressent autant à l'espace de la CEI qu'à d'autres parties du monde, avant tout l'Europe et les États-Unis²⁹⁸.

La Russie a considérablement augmenté ses investissements dans ces régions proches créant une domination sur les pays de l'est comme les Etats-Unis le font sur le continent américain. La création de la Communauté des Etats Indépendants (CEI)

²⁹⁷ HILL F., "*Moscow Discovers Soft Power*", op. cit. p.3

²⁹⁸ KASTUEVA – JEAN T., « Soft power » russe: discours, outils, impact ». *IFRI* Octobre 2010. p. 8

regroupe autour de la Russie. L'utilisation du soft power est discrète mais utilise les vecteurs de communication tels les satellites de télévision russe, le cinéma avec les films russes, l'utilisation de logiciels spécifiques, de la musique rock avec le marché des CD et DVD, les romans populaires, le retour de l'art russe traditionnel.

La langue russe reste employée dans les anciens états de l'Union Soviétique pour les coopérations entre les éléments de l'ancienne puissance militaire, pour le commerce, l'emploi, l'éducation. Il ne faut pas oublier les millions de russes vivant dans les nouveaux états bordant la Russie. Parallèlement, la fourniture de biens de consommation, allant de l'utilitaire à l'alimentaire s'est développée. L'utilisation de l'armée s'est réorientée vers la sécurité et la stabilité.

En ce qui concerne la mise en œuvre du soft power, Nye mentionne la communication quotidienne, la communication stratégique et de coopération avec les leaders d'opinion²⁹⁹. Grâce à un contrôle direct ou indirect du Kremlin de réseaux de télévision du pays majeurs, l'élite au pouvoir russe contrôle les outils pour le maintien d'une interprétation plus ou moins uniforme des événements sur les chaînes de télévision du pays. La télévision russe est très populaire dans plusieurs pays de la CEI et dans les Etats baltes. Par exemple, la forte influence des médias russes en Moldavie est démontrée par le fait qu'en 2008, Poutine et Medvedev sont élus par le sondage les politiciens les plus populaire même en dépassant les dirigeants moldaves.

A l'aide de la télévision par satellite, de la Russie et de la culture extensive florissante populaire, comprenant son industrie cinématographique en pleine croissance, la musique pop, la littérature moderne et tradition de l'art dramatique, faire de la Russie une puissance régionale plutôt attrayant. En outre, ces dernières années, les chaînes de télévision sous contrôle gouvernemental direct ou indirect semblent être délibérément cultivées la nostalgie de l'époque soviétique.

La télévision est devenue un élément omniprésent de la vie quotidienne en Russie, la compagne de tous les jours de neuf habitants sur dix. Les sondages indiquent que, dans 54 % des foyers, le téléviseur reste allumé même lorsque personne ne regarde et que 78 %

²⁹⁹ JOSEPH S. NYE Jr., op. cit.

des Russes le mettent en route en même temps qu'ils allument la lumière en se réveillant le matin et en rentrant du travail le soir³⁰⁰. Et, pour le sociologue Daniil Dondourei, nommé en mai 2004 membre de la Commission d'État pour l'attribution des licences de radio et de télédiffusion, « une grande révolution virtuelle s'est produite dans les dix dernières années. Désormais, la réalité empirique dans laquelle nous évoluons, nous agissons, nous existons, a fusionné avec la réalité télévisuelle – retouchée et construite – que nos écrans restituent. Au niveau psychologique, ces deux réalités sont devenues interchangeables et la deuxième dicte nos réactions exactement de la même façon que la première³⁰¹ ».

La chaîne de télévision russe *RTR Planeta* a commencé à diffuser une série appelée, « *Le meilleur moment de notre vie* » à propos de la vie en URSS. Des journalistes de la Russie sont arrivés en Lettonie à tirer des rapports sur les bonnes époques soviétiques et les pertes énormes après l'effondrement de l'URSS. Et ce ne sont là que quelques exemples. La culture de la nostalgie de l'URSS semble suggérer que peut-être sa restauration ne serait pas trop mal, après tout, sinon dans la forme qu'elle a existé, du moins intellectuellement, avec Moscou en son centre.

Une gamme de nouveaux produits russes, une culture florissante populaire transmis par la télévision satellite, d'une industrie croissante du film, la musique rock, romans populaires russe, une renaissance des plus belles réussites de la tradition artistique russe, et de nouveaux emplois dans les secteurs des services et d'autres ont fait de la Russie un pays plus attrayant pour la région autour d'elle. Des millions de personnes originaires du Caucase, Asie centrale, et le reste de l'Eurasie ont envahi Moscou, Saint Petersburg, et d'autres villes russes en quête de travail et une vie meilleure³⁰².

En conséquence, depuis 2000, la plus grande contribution de la Russie à la sécurité et la stabilité de son niveau vulnérables sud n'a pas été par sa présence militaire sur des bases, ses déploiements de troupes, ou les pactes de sécurité et les ventes d'armes. Plutôt, il a été en absorbant le surplus de travail des états de la région, fournissant des marchés pour leurs biens, et en transférant des fonds sous forme d'envois de fonds (plutôt que l'aide étrangère). La migration vers la Russie est devenue la soupape de sécurité de la région.

³⁰⁰ Chiffres cités par Daniil Dondourei, «Tsenzura realnosti », *Logika Uspekha*, III, Moscou, décembre 2003, repris dans *Isskustvo Kino*, mai 2004

³⁰¹ Ibid.

³⁰² HILL F., "Moscow Discovers Soft Power", op. cit. p.3

Section2 Soft power russe en Asie centrale

§1 Le potentiel et l'ambition du soft power russe

Avec une politique réaliste et une approche *soft-power*, la Russie de Poutine réalise un avancement considérable dans son reconquête de son ex-empire, en particulier, en Asie centrale. La capacité de la réalisation du soft power russe dans l'espace pays post-soviétiques est assez significative. La source d'attractivité de la Russie est liée à plusieurs éléments³⁰³:

- une volonté politique,
- un marché du travail énorme,
- la langue,
- une culture commune ou idéologie commune,
- masse media,
- les ressources énergétiques énormes,
- une économie forte pour supporte les charges du soft power.

La plupart des états de l'espace post-soviétiques ont un régime sans visas avec la Russie, ce qui rend son vaste marché du travail tout à fait accessible. Officiellement, il ya environ trois millions de travailleurs en provenance des pays de la CEI en Russie, mais il ya quatre fois plus de personnes qui y travaillent illégalement. La plupart des travailleurs étrangers en Russie proviennent d'Arménie (2,5 millions), de l'Ukraine et de l'Azerbaïdjan (2 millions), de la Géorgie (1 million), de la Biélorussie (jusqu'à 700.000) et de la Moldavie (plus de 300.000) et bien évidemment y compter plusieurs millions migrants-travailleurs de l'Asie centrale.

La Russie est la destination la plus attrayante pour les travaux de ces citoyens, mais dans le cas de l'Ukraine et de la Moldavie, presque le même nombre de personnes préfère

³⁰³ Par ordre aléatoire

travailler dans l'UE, en raison de la proximité géographique et culturelle. En plus du régime d'exemption de visa, généralisation de la connaissance de la langue russe est une autre raison importante de l'émigration vers la Russie. Bien que la minorité russe ne dépasse pas 20% dans les six pays du partenariat oriental, la majorité des populations de ces pays savent russe, notamment en Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie. La langue russe est encore une langue commune dans les affaires, les relations sociales, culturelles et scientifiques, en dépit du fait que l'Union soviétique a rencontré sa disparition il y a 20 ans. Bien que le nombre d'écoles qui utilisent le russe comme langue d'enseignement aient diminué, la majorité des personnes vivant dans des Etats post-soviétiques considèrent le russe comme une langue importante dans l'éducation des jeunes générations.

Les autres sources d'attractivité de la Russie vers les Etats post-soviétiques sont des liens culturels, religieux et historiques. L'Eglise orthodoxe russe joue un rôle très important à cet égard, et sa compétence est reconnue par la plupart des croyants en Biélorussie et en Moldavie, ainsi que par un nombre important d'Ukrainiens. La culture populaire russe, y compris la musique contemporaine, les livres, les films et émissions de télévision, sont également très populaire dans les Etats post-soviétiques.

Les produits les plus influents du soft power russe ont tendance à utiliser la rhétorique de la fraternité en référence à la victoire commune dans la Seconde Guerre mondiale et la nostalgie de l'empire soviétique perdu. Le plus important outil du soft et hard power russe que la Russie utilise l'égard de ses voisins post-soviétiques est son énorme potentiel énergétique. La Russie occupe la première et la huitième dans le monde dans les réserves prouvées de gaz naturel et de pétrole brut. Bien qu'il soit le premier exportateur d'énergie dans le monde, sa position de leader en tant que fournisseur de gaz et de pétrole est possible en raison de développement de son industrie de l'ère soviétique.

Le secteur énergétique russe est très inefficace et a maintenant besoin d'énormes investissements pour maintenir un haut niveau de pétrole brut et de gaz naturel. La proximité géographique des ressources russes peuvent agir comme une source d'attraction économique pour tous les pays post-soviétiques, en particulier pour ceux dont les économies sont largement tributaires des ressources énergétiques bon marché. Il est également intéressant de noter que le manque de transparence dans les transactions

commerciales avec des entreprises énergétiques russes permet souvent élites dans les pays voisins afin d'obtenir d'énormes bénéfices privés.

Une attention particulière devrait être accordée à l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer à long terme pour créer une image positive de la Russie dans le monde. Pour renforcer son pouvoir de persuasion, la Russie doit créer un système de diplomatie publique qui combinerait les vues traditionnelles et nouvelles approches marketing pour atteindre les effets à court et à long terme sur les publics étrangers. La Russie devrait maîtriser les compétences de générer des images aussi. Il y a une disparité évidente technologique des arsenaux des médias et non pas en faveur de la Russie. La guerre médiatique sur les événements en Ossétie du sud en août 2008 a été un exemple éloquent.

En utilisant les forces existantes et des contacts internationaux dans le domaine des relations publiques mondiales, il est logique de recourir aux capacités financières des grandes entreprises russes pour jouer un rôle plus agressif dans le jeu de l'information. L'un des résultats de ces mesures pourrait être l'émergence de nouvelles informations et de nouvelles chaînes, ainsi que des chaînes de télévision et stations de radio couvrant la science populaire, des sports et de divertissement, et la diffusion dans des langues étrangères à des auditoires étrangers.

Les ressources d'information existantes sont tout à fait insuffisantes. La diplomatie publique est nécessaire pour faire en sorte que de vastes auditoires internationaux ne voient pas les ternes gris et noir des photos de sombres quartiers ouvriers de villes industrielles russes que les diffuseurs occidentaux sont tellement envie de montrer, mais plutôt des paysages lumineux de différentes régions du pays , les attractions touristiques, de belles villes et des visages heureux de talent, des gens passionnés, indépendant et prospère.

Non moins remarquable est le développement du segment cyrillique de l'internet, ainsi que la diffusion et la vulgarisation du contenu en langue anglaise de ressources réseau internes. Il ne faut pas ignorer l'utilité de la blogosphère comme une plate-forme de discussion efficace et un simulateur des mécanismes de diplomatie publique au niveau non gouvernemental.

Pourtant, la création des médias internationaux ne sera que la première étape. Pour créer une image de l'opinion publique mondiale trouvez suffisamment d'attrait, l'Etat a besoin d'une structure qui serait chargé de coordonner tous les domaines de la diplomatie publique, diplomatie culturelle, politique culturelle étrangère et la défense, mais aussi assumer la responsabilité de la formation du personnel et participer à l'élaboration de la politique étrangère.

Une telle autorité publique n'existe pas dans la Russie moderne. Ainsi, il n'existe aucun mécanisme pour interministériel la coordination des efforts dans ce domaine. La diplomatie publique russe est régie au niveau de la direction nationale de premier plan à travers le service de presse et des bureaux de la politique étrangère de l'administration présidentielle et le personnel du gouvernement russe. A côté de ses forces tangibles de cette structure à un inconvénient évident: toute l'organisation est strictement verticale, ce qui entrave considérablement initiative populaire.

Bien sûr, il y a le potentiel économique et financier du pays qui constitue la base fondamentale qui permet à la Russie d'utiliser les outils du soft power de façon systématique et organisée pour faire face aux tâches de politique étrangère. À cet égard, le succès dans le développement stratégique de ce segment de la politique étrangère dépend des capacités à la fois du budget fédéral et la politique du gouvernement pour attirer les grandes entreprises de financement à long terme des projets où les effets politiques peuvent se manifester seulement à une date lointaine.

La faisabilité économique de ces efforts peut sembler très douteuse à première vue. Ensuite, le choix devra être fait entre les considérations pragmatiques des conditions économiques actuelles dictées par le marché, et en accord avec le risque d'investissement brin dans les phases initiales de l'échange de la création d'une plate-forme pour exercer une influence politique et économique dans l'avenir.

Il est important de se rappeler que cela ne devrait pas équivaloir à l'indéfini «alimentation» des pays amis, des républiques fraternelles et leurs élites corrompues, d'énormes radiations de dettes, etc. Après avoir calculé les effets à long terme politiques et économiques de telles mesures, nous devrions considérer l'opportunité de ces mesures dans la pratique. Et il est important de se rappeler que, d'une part, l'utilisation ultérieure de

l'arme énergétique comme l'un des outils les plus convaincants et efficaces de la politique étrangère demeure efficace et pertinente; d'autre part, le manque de souplesse dans les politiques des prix du pétrole dans les relations avec les États voisins fraternels et dans d'autres domaines est préjudiciable à la perception de la Russie.

Un domaine particulièrement important et sensible du travail pour la Russie, principalement dans la CEI, la résistance aux actions posées par les États-Unis, qui utilise une variété d'outils de son arsenal alimentaire riche en douce très efficace. Tout d'abord, il s'agit de multi-niveaux blocage des possibilités de projets politiques technologiques pour construire des régimes hostiles le long des frontières de la Russie, de l'ingénierie des «révolutions de velours», le financement des actions antirusse par les pays sur le territoire de l'ex-Union soviétique, etc.

Dans ce contexte, on ne peut pas ne pas mentionner la nécessité de remédier à la fragmentation multicouche du peuple russe, biélorusse et ukrainien en tant que membres d'un seul groupe ethnique. Maintenir les conflits politiques, économiques et même culturels entre les trois peuples est une tâche stratégique de groupes de l'Ouest qui exercent leur influence sur les décisions de politique étrangère et leur contenu dans de nombreux pays ex-soviétiques et de définir la rhétorique politique de dirigeants de ces pays.

Cependant, ce n'est pas seulement la puissance financière de l'État qui détermine sa capacité à maintenir et à mettre à jour régulièrement et de renouveler l'arsenal du soft power, bien que la disponibilité des fonds, bien sûr, soit cruciale. Au cours des huit années de revenus pétroliers exceptionnels et de la formation de toutes sortes d'institutions financières, comme le fonds de stabilisation et le fonds soi-disant bien-être national, la Russie ne peut se permettre le «luxe» d'au moins suggérant la possibilité (même au milieu du monde crise économique) de réserver un article budgétaire spécifique à donner au secteur qui reflète directement l'image internationale de l'État, l'état de la sécurité nationale et de la capacité de défense nationale.

Il est important que l'élite de développer une prise de conscience du problème. Il est nécessaire de faire preuve de volonté politique pour mettre en œuvre des mesures concrètes pour traduire cette prise de conscience dans la réalité. En outre, la dépendance sur les nouvelles institutions esprit civique est plus que jamais pertinente. Dans ce contexte, le

manque flagrant d'un mécanisme de coordination se distingue par la diplomatie publique du gouvernement avec les organisations non gouvernementales et d'autres acteurs non gouvernementaux, tels que les milieux d'affaires. Pendant ce temps, les programmes conjoints d'ONG russes et étrangères, ainsi que des ONG et des entreprises, peut devenir un espace indépendant et efficace de la diplomatie publique en Russie.

Une autre façon plus efficace pour lutter contre l'image artificiellement et le forme négatif de la Russie à l'étranger est le développement du tourisme par l'investissement public, la création de conditions favorables à l'activité touristique et au même temps le détriment des investisseurs privés, qui peuvent élargir la gamme des programmes qui attirent les touristes étrangers en Russie.

Le soft power signifie la puissance d'appel et une image attrayante du pays favorise automatiquement un climat d'investissement confortable et bien évidemment contribue au développement de l'économie nationale. Tout à fait remarquable dans ce contexte est l'idée de clonage de la politique déclarée du leader russe actuel de modernisation et de développement de l'économie innovante en coopération de la Russie avec la CEI autres Etats membres.

L'agence *Rossotroudnitchestv*³⁰⁴ est la rédaction d'un programme spécial pour la coopération innovante par les pays de la CEI jusqu'en 2020. Bien que cette initiative soulève pas mal de questions et est toujours un document de protocole et une déclaration d'intention, le très déplacer le long de ces lignes et la tentative de former une image de la Russie en tant que chef de file novateur de la CEI mérite une attention particulière. Le soutien et le développement de telles initiatives, la recherche intensive du projet, ainsi que le « *programme de Skolkovo*³⁰⁵ » est une contribution indéniable à renforcer les bases du soft power russe.

³⁰⁴ L'agence fédérale pour la CEI, les compatriotes vivant à l'étranger et la coopération humanitaire internationale (Россотрудничество) Créé par le décret du président Medvedov en 2008.

³⁰⁵ Le programme est lancé novembre 2009 par le président Medvedov. Le centre de recherche et développement Skolkova, aussi connu sous le nom de Silicon Valley russe. Les domaines de recherche: l'énergie, IT, la télécommunication, nucléaire et biotechnologie.

§2 La politique « compatriote³⁰⁶ » de la Russie

Les orientations politiques de la Russie envers les compatriotes n'ont pas changé: pour mener à bien la politique de rapatriement, pour définir une communauté de la diaspora des compatriotes de la Russie et de soutenir son identité, de renforcer le statut des membres de la diaspora dans leurs pays d'origine. On pourrait dire que la politique à l'égard des compatriotes sont devenus de plus en plus fragmentés idéologiquement, sert différents objectifs politiques et sont devenus étroitement liés à d'autres initiatives politiques.

L'un des pivots de la politique à l'égard des compatriotes est d'augmenter l'influence culturelle et intellectuelle dans les États cibles. Cependant, un certain nombre d'initiatives et de programmes sont destinés à la mise en œuvre d'une vision plus pragmatique, la promotion d'une image positive de la Russie à l'étranger. Cette intégration à des objectifs politiques, se reflète dans l'organisation du travail des structures bureaucratiques qui effectuent cette politique. Par exemple, en 2012 l'agence fédérale « *Rossotrudnichestvo* »³⁰⁷ est devenue responsable de la mise en œuvre du programme novateur comme :

- la coopération des Etats de la CEI,
- la coopération culturelle l'UE – Russie et les initiatives de la jeunesse liées à l'UE,
- la promotion de la langue et la culture russe,
- la protection des compatriotes, etc.

Les activités réelles en vertu de ces programmes sont soumis à des priorités nationales et de se concentrer sur la promotion de la langue et la culture russe. Pour le

³⁰⁶ LARUELLE M., « La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) ». Les Etudes du CERI - n° 126 - juin 2006. p.31

« Tout individu vivant de manière permanente sur le territoire d'ex URSS et étant citoyen s'il considère le russe comme sa langue maternelle (...), s'il se considère comme appartenant à la civilisation russe et n'a pas renoncé volontairement à cette citoyenneté, ainsi que les descendants de ces personnes ».

³⁰⁷ Agence fédérale aux affaires de CEI « *Rossotrudnichestvo* » (Россотрудничество) créée en Septembre 2008 par le président de la Russie Dmitry Medvedov. Ukaz N°1315. <http://rs.gov.ru/>.

financement de l'organisme un fond spécial a été créé par le ministère russe des Affaires étrangères et l'agence fédérale « *Rosstrudnichestvo* »³⁰⁸.

Le nombre de personnes utilisant le programme de rapatriement de l'agence continue à croître. Néanmoins, il sera toujours insuffisant pour répondre aux besoins de main-d'œuvre dans les régions de la Russie et de compenser pour les problèmes démographiques (le vieillissement et la diminution de la population). La majorité des rapatriés viendra de l'Asie centrale. Il est possible que la Russie, en plus des groupes de travail établis, s'appliquera d'autres mesures visant à simplifier le rapatriement, par exemple organisation de la formation professionnelle dans les États cibles, des formations pour les jeunes professionnels intéressés par le rapatriement, etc.

La dimension de politique étrangère de la politique à l'égard compatriotes se concentre sur la promotion active de la langue russe et la culture, y compris l'enseignement de la langue russe aux étrangers. L'accent principal est mis sur l'enseignement général fourni avec la langue russe d'instruction ou sur la base des programmes de la Russie. Un concept de l'école russe est développé comme un modèle d'école standard basé sur les normes d'éducation de la Russie. Dans le domaine culturel, les réalisations culturelles de la Russie, un programme de promotion, est lancé en 2013. L'enseignement supérieur avec la langue russe de l'instruction dispensée à l'étranger (dits transfrontalière de l'enseignement supérieur) et incitation des étudiants russophones étudiés en Russie sont toujours sur l'ordre du jour.

La Russie utilise la politique « *compatriote* » comme un moyen d'exercer un soft power sur les pays voisins. Afin d'atteindre un groupe aussi large que possible, les responsables politiques russes ont développé le concept du « *monde russe* ». Dans la poursuite de sa politique, l'état a fait équipe avec l'église orthodoxe russe dans la promotion des valeurs qui remettent en cause la norme de la tradition occidentale. La télévision russe est populaire dans de nombreux pays voisins et constitue un vecteur de propagation hors norme³⁰⁹. Le ministre des affaires étrangères Serguey Lavrov confirme que la politique

³⁰⁸ *Kommersant* 10/07/2014

³⁰⁹ KUDAR A., "Russian world – Russia's Soft Power Approach to Compatriots Policy". *Russian analytical digest*, n° 81, June 2010, p. 2

compatriote de la Russie est élaborée par les principes du soft power, examiné et validé en 2007³¹⁰.

Les responsables politiques russes mal interprète le concept de soft power. Ils n'ont pas apprécié l'idée de partenariats avec des avantages évidents pour les deux parties, à court terme et à long terme. Au lieu de cela, Moscou perçoit le soft power comme la capacité d'influencer, voire de manipuler l'opinion publique dans les pays cibles. Bien que la Russie possède influents canaux soft power à Etats post – soviétiques comme l'accès à son marché du travail, la proximité langue, une culture commune, et des ressources énergétiques énormes, Moscou n'a pas réussi à améliorer son attractivité auprès de ses plus proches voisins.

Les autorités russes se concentrer surtout sur des circonscriptions fidèles (comme les compatriotes vivant à l'étranger) et cherchent à mobiliser les personnes ayant déjà suivis des buts et principes de la Russie. La politique du soft power russe dans l'espace post – soviétiques insuffisante due à son attitude néo-impériale envers les Etats voisins. Moscou n'est pas en mesure de leur offrir une vision intéressante de l'intégration sans créer des formes de dépendance forte. Par conséquent, sa proposition de coopération politique et économique étroite semble tout à fait dangereuse pour la souveraineté et de développement à long terme de ses voisins.

La notion de soft power détient un potentiel normatif solide basée sur les normes nationales et les normes de la vie sociale et politique qui sont pratiqués dans l'État cherchent d'accroître son influence à l'étranger. Il est impossible de créer une image attrayante externe sans traiter efficacement les problèmes intérieurs. La Russie a de nombreux problèmes avec la corruption, les violations des droits de l'homme, le manque de démocratie et l'Etat de droit. Ainsi, son modèle de transformation politique et socio-économique ne peut pas être considéré comme un exemple positif pour les autres pays post-soviétiques.

L'efficacité du soft power est d'utiliser les mesures les plus transparentes et démocratiques à renforcer leur attractivité externe, la seule façon pour la Russie de devenir une véritable puissance douce dans l'espace post – soviétique est d'introduire des réformes

³¹⁰ Interview de Lavrov, *Rossiyskaya Gazeta*, Octobre 2008.

internes graves qui mettent l'accent sur la libéralisation de son économie et la démocratisation de son système politique. Ce n'est que par un changement démocratique réel que la Russie atteindra son potentiel du soft power.

On a tendance à trop insister sur le lien entre les intérêts d'affaires russes et les entreprises russes. L'Etat russe est une collection d'individus ayant des objectifs différents de poursuivre. Le fonctionnement des entreprises en fonction de leurs intérêts, qui dépendent, par exemple, qu'il s'agit de monopoles ou non. La relation entre l'attitude de l'Etat russe et le prix du pétrole est très claire et nuisible. Si le prix reste en place, l'Etat sera plus confiant et moins enclins à changer. Il ya quelques cas évidents lorsque des actions publiques russes sont plus proches de la contrainte que l'attraction, en partie parce que l'Etat russe n'est pas un objet très attrayant. Il ya aussi des cas de soutien financier important pour les institutions de recherche par l'Etat russe, par exemple, *Russkiy Mir* (le monde russe)³¹¹.

Il existe un continuum entre les entreprises ayant une relation directe avec l'Etat russe et ceux qui ont une relation de respect craintif. Les entreprises russes peuvent, dans certains cas trouvé leurs activités à l'étranger sont compliquées par des actions de l'Etat. Il est difficile de trouver des exemples d'entreprises russes à l'étranger au service des intérêts d'Etat russes. Les entreprises prennent soin de suivre les règles de l'Ouest, car ils savent qu'ils ont tout à fait une haute barrière de méfiance à surmonter. Les hommes d'affaires russes se prononcer en faveur de leur propre pays et de la modernisation.

En ce qui concerne les investissements occidentaux en Russie, la plupart des entreprises avec des investissements existants sont réticents à critiquer la situation politique ou le climat des affaires et préfèrent accepter le récit Poutine. Certaines entreprises nationales vont plus loin et sont partisans du système russe et de son potentiel. Il s'agit d'une combinaison d'horreur et d'hébergement. Cela pourrait être considéré comme une forme de soft power. Mais le mauvais climat d'investissement agit également comme un moyen de dissuasion à d'autres sociétés. Il ya réticence ou l'incapacité de l'Occident à utiliser son pouvoir de persuasion de la Russie

³¹¹KUDORS A., "Russian World", op. cit. p.2

L'utilisation des techniques de relations publiques a produit des résultats différents pour l'Etat russe et les compagnies russes. L'Etat russe a eu peu de succès dans l'amélioration de son image extérieure. Russie inflige souvent de graves dommages à lui-même se déplace qui reçoivent une grande attention dans les médias occidentaux. L'invasion russe de la Géorgie, de l'énergie conflits avec ses voisins, des niveaux élevés de corruption et de violations des droits humains à la maison gagner une attention considérable en Occident. Les conséquences négatives de ces mesures largement éclipsent les avantages positifs Russie reçoit de ses larges campagnes de relations publiques allant.

En outre, il n'est pas évident que beaucoup de gens sont intéressés par ce type de matériel. Par exemple, rares sont les américains de Russie décideurs politiques sont susceptibles d'être influencés par cet effort, tandis que le grand public est peu probable de se concentrer sur les événements en Russie où les problèmes économiques et politiques plus étroits à la maison sont beaucoup plus urgent. Toutefois, les entreprises russes, y compris d'Etat Gazprom, qui veulent atteindre des objectifs très précis, peut-être en mesure d'utiliser efficacement le soft power dans ces cas plus concrets. De nombreux observateurs ont affirmé que le blâme pour la crise gazière de 2009 entre la Russie et l'Ukraine a été plus équitablement réparti entre les deux pays parce que Gazprom avait amélioré son soft power par rapport à la crise de 2006.

Les partenaires commerciaux de Gazprom ont été visiblement bien préparé et soutenu Gazprom pas seulement avec des mots mais aussi avec des propositions d'actions concrètes. Ces résultats ont probablement eu un impact sur les décideurs politiques. Bien sûr, Gazprom ne sera pas en mesure de convaincre le public occidental, en particulier le grand public, qu'il s'agit d'un chevalier blanc, mais son influence soft peut juste être assez pour assurer partenaires d'affaires et les gouvernements qu'ils peuvent faire des affaires rentables avec Gazprom. De tels résultats sont cruciaux pour l'entreprise.

L'utilisation du soft power dans les pays de la CEI et la politique à l'égard des compatriotes sont une orientation politique à part entière et actif qui sert avec succès divers intérêts et les objectifs de la Russie de l'étranger ainsi que la politique intérieure. Comme précédemment, l'objectif majeur de cette politique est l'expansion de l'influence culturelle et intellectuelle (et spirituelle) de la Russie dans les pays cibles de la politique et des communautés de la diaspora dans ces Etats. Désormais, l'accent sera mis sur les mesures à

une langue et liés à l'éducation en collaboration avec poursuite de la consolidation et l'institutionnalisation des organisations de compatriotes.

Chapitre2. La dimension du soft power russe

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie a hérité d'un énorme potentiel militaire, mais largement perdu de son attrait culturel et idéologique. L'image externe semble être encore plus importante que pendant la guerre froide. Pour reconstruire son attractivité (au moins dans l'espace post-soviétique), la Russie a commencé à développer sa politique étrangère selon les principes de soft power.

Section1 La stratégie du soft power russe

L'influence du soft power est très difficile à mesurer. Il est associé à des ressources intangibles telles que la culture ou l'idéologie, ainsi que la capacité à les utiliser habilement pour gagner des alliés par l'attrait plutôt que par la coercition ou de paiements. Après l'effondrement du communisme, la Russie conservé un énorme potentiel militaire de l'Union soviétique, mais largement perdu de son attrait culturel et idéologique. Par conséquent, afin de reconstruire son attractivité externe (au moins dans l'espace post-soviétique), la Russie a commencé à développer sa politique étrangère selon les principes de soft power.

§1 Soft power – hard gouvernance

Après des années de crises politique et économique, la Russie de Poutine relève la tête et entend retrouver son statut de grande puissance. Aidée par un développement économique lié aux rentes pétrolières et gazières³¹². Le président Poutine a lancé depuis le début des années 2000 une vaste offensive afin de retrouver son statut d'alliée indispensable auprès de son « *étranger proche* ».

Les états seront mieux en mesure d'appliquer le soft power, lorsque trois conditions sont réunies:

1. la cible visée existe dans un marché de fonctionnement d'idées,
2. l'Etat peut communiquer par le biais d'une source crédible qui peut délivrer un message répétés qui parle à des destinataires à un niveau émotionnel, et la cible est ouverte à la communication,
3. l'environnement politique est telle que les attitudes individuelles ont un impact. Ces conditions sont assez restrictives et suggèrent que la portée de l'application réussie du soft power dans la politique internationale peut être plus limité qu'on le pense généralement.

La création des ressources russes du soft power par la consolidation et l'organisation de la diaspora russe est une condition indispensable pour un travail efficace sur cette piste en politique étrangère. On ne peut que constater les mesures constructives concrètes menées par le ministère russe des affaires étrangères afin d'améliorer la coopération avec les Russes vivant à l'étranger. Les représentations diplomatiques russes auprès de consolider les diasporas et de leurs organisations, ce qui a conduit à la création du Conseil mondial de la coordination et les conseils de coordination dans la plupart des communautés russes dans différents pays. Les conseils convoqués des conférences annuelles mondiales de Russes vivant à l'étranger.

³¹² FISCHER S. « La stratégie russe dans l'espace post soviétique: entre soft et hard power. Le cas de l'Ukraine ». *Analyses 2012*. p.1

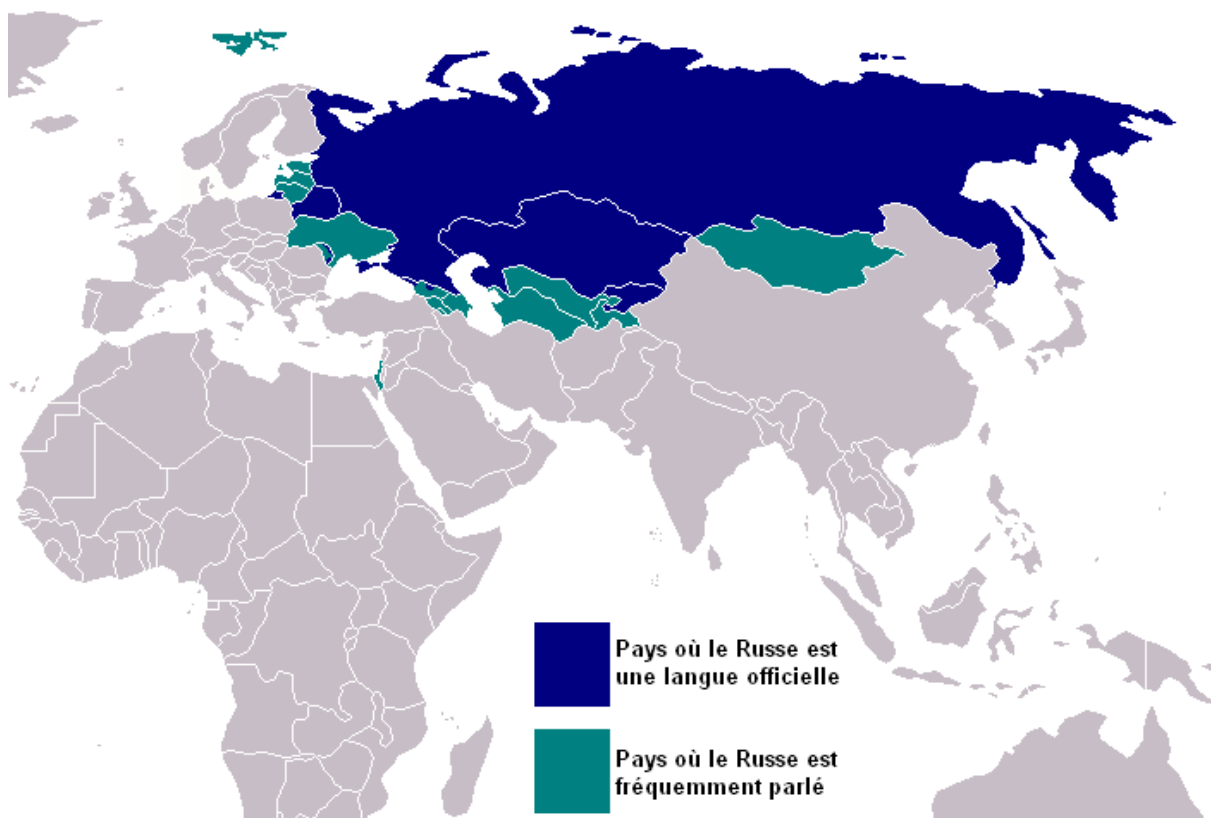
Il y a de Commission gouvernementale pour les affaires des compatriotes à l'étranger, et l'Institut de la diaspora et de l'intégration (l'Institut des pays de la CEI), ainsi que d'un programme d'Etat pour aider à la réinstallation volontaire en Russie. En 2007, le président Vladimir Poutine a promulgué un décret pour établir une fondation «*le monde russe*»³¹³, qui prolonge effectivement la portée de ses activités très utiles. Le président russe Dmitri Medvedev a signé le 24 Juillet 2010, une nouvelle loi sur les Russes vivant à l'étranger.

Toute fois, malgré l'importance et la persistance de la politique soft power russe, il faut admettre qu'ils couvrent à peine un tiers de nécessité pour la Russie de renforcer et d'élargir les possibilités de mise en œuvre d'«*influence soft*» le long du périmètre des frontières de la Russie. Une condition importante pour le renforcement de l'autorité de la Russie sur le territoire de l'ex-Union soviétique est en pleine expansion de la présence culturelle russe là-bas. Les travaux de préserver le rôle de la langue russe en tant que moyen de communication interethnique entre les peuples de l'ex-Union soviétique et de l'expansion des études en langue russe dans les domaines de la Russie intérêts stratégiques demeure une priorité indiscutable.

Malheureusement, l'état actuel des choses dans ce domaine n'est pas exactement encourageant. Le nombre d'écoles russes a diminué depuis les années 1990, ce qui a exacerbé les problèmes qui font obstacle à la promotion de l'éducation en langue russe. Le nombre de russophones dans les pays qui sont des *proches voisins*, y compris les pays baltes, a diminué de moitié depuis les années 1990. Au moins de huit millions de personnes en Ukraine et en Géorgie un million personnes ne parlent pas la langue russe. Il reste que 7000 écoles russophones sur 20000 à l'époque de l'union soviétique. Le nombre d'enfants qui sont éduqués dans la langue russe a chuté de plus de deux millions sur 3,1 millions.

³¹³ Le 21 Juin 2007, Poutine a signé un décret sur la création du fond «Русский мир» (le monde russe) <http://kremlin.ru/news/40799>

La langue russe en ex-URSS



Source : Internet

Au Tadjikistan, le nombre d'écoles qui utilisent le russe comme langue d'enseignement a diminué de deux tiers et le nombre d'écoles qui utilisent l'enseignement de la langue mixte a diminué d'un tiers. Les heures allouées dans le programme de langue russe et des cours de littérature diminuent rapidement au Kazakhstan. En Ouzbékistan et Kirghizistan, le nombre d'heures consacrées à l'enseignement de la langue russe a été réduit aussi.

Il est de notoriété publique que plusieurs universités russes ont reçu le statut d'établissements d'enseignement de base pour soutenir l'éducation dans la langue russe dans la CEI. Certains États-membres de la Communauté ont ouvert institutions conjointes d'enseignement supérieur. Un réseau universitaire de la CEI a été créé en 2008 à l'initiative de l'Université de l'Amitié des Peuples de la Russie, avec l'aide de la Fondation Inter-états de la coopération humanitaire des États-membres de la CEI.

Cependant, malgré les mesures prises, y compris celles visant à promouvoir des programmes d'apprentissage à distance dans les succursales des universités russes dans la CEI, la majorité de ces établissements russes d'enseignement, en particulier dans les républiques d'Asie centrale, souffrent d'un financement insuffisant. Il n'y a pratiquement pas de conférenciers en provenance de Russie, tandis que les États-Unis, par exemple, agissant dans l'esprit de ses traditions de longue date, a eu beaucoup de succès dans la création d'un système d'influence dans la CEI par recrutent activement des enseignants aux États-Unis pour le travail dans les universités à l'étranger. Ample opportunités financières (subventions) permettent aux étudiants locaux pour étudier aux États-Unis, l'Union européenne et d'autres pays.

Il est clair qu'un obstacle important au développement de la langue russe dans l'ex-Union soviétique est la politisation de ce problème par les élites régionales. En outre, la question de la langue est souvent exploitée comme un argument dans la négociation pour d'autres articles sur les programmes bilatéraux. Mais tous ces obstacles doit servir un bon incitatif pour activer efforts de la Russie pour élargir sa présence dans les universités de la CEI.

Il y a eu un effet positif incontestable, par des activités menées par les centres culturels russes, le ministère russe de l'éducation et des sciences et l'agence fédérale pour les affaires de la CEI (Rossotroudnitchestvo) la mise en œuvre du volet de programme international³¹⁴ de la langue russe en période de 2006 - 2010 et à la rédaction d'un programme similaire pour la période 2011-2015. Cependant, il faut reconnaître que l'utilité pratique de ces mesures pour les gens ordinaires n'est pas évidente pour le moment. Il n'y a pas encore d'approche systémique de l'enseignement du russe (par exemple, des cours de langue de travail sur une base permanente). Les cours de langues existants sont rares et loin de toutes les personnes dans les pays de la CEI peuvent se permettre de payer pour la formation linguistique, bien que le désir d'étudier le russe est incontestablement vrai.

Les gens au Tadjikistan, l'Arménie, la Moldavie et le Kirghizstan, dont l'économie repose sur la Russie, sont particulièrement intéressés à l'étude de la langue. Quant à la popularisation de la langue russe dans les pays non CEI, le président russe Medvedev a fait

³¹⁴ KASTUEVA – JEAN T, op. cit. p. 18

une déclaration très révélatrice lors d'une réunion avec des diplômés d'universités soviétiques et russes le 31 Octobre 2010 au cours d'une visite officielle au Vietnam³¹⁵. Il a insisté sur la nécessité de créer des capacités d'information et de nouvelles technologies pour les études de la langue russe. Medvedev a déclaré qu'en fin de compte les effets du travail avec des représentants de pays étrangers qui parlent le russe sont beaucoup plus élevés ... et elle doit être une des priorités.

Près de dix ans, le ministère russe des affaires étrangères a rédigé un document de réflexion appelé *les lignes directrices russes* pour le développement des relations culturelles avec les pays étrangers. Un concept de la politique culturelle à l'étranger, c'est à dire un outil pour atteindre les objectifs de la politique étrangère de l'Etat à travers le développement de la coopération culturelle internationale. Ces lignes directrices devraient maintenant être complété et mis en conformité avec les défis de notre temps.

Il est logique d'aller de l'avant avec des efforts (soutenu par un financement gouvernemental et des sources extrabudgétaires) sur deux fronts principaux:

- La haute culture et de grand art comme image facilement reconnaissable de la Russie dans le monde et son principal point d'exportation culturelle (mesures pour encourager expositions d'œuvres de maîtres russes de l'art classique et ses formes contemporaines, une augmentation du nombre de visites par des sociétés de performance russes, échanges culturels, etc.)
- L'élargissement de production et l'exportation de produits nationaux de culture de masse, mais pas à travers des imitations pas cher de modèles occidentaux de différentes tendances de la musique contemporaine, chorégraphie, etc., mais en cultivant originaux, modèles exclusifs basés sur tous les formats disponibles. En outre, l'exécution hautement professionnel d'idées originales dans chaque niche de la culture pop et sous-culturelles des mouvements, ainsi que des styles musicaux authentiques qui peut en aucun cas être attribuées à la culture de masse universelle (chansons folkloriques, des romances russes et des tendances diverses russe contemporaine musique folklorique, etc.)

³¹⁵ www.kremlin.ru

Une analyse détaillée est nécessaire de l'industrie du cinéma russe contemporain, de la façon d'augmenter sa part du marché russe et son potentiel d'exportation, en particulier dans le territoire de l'ex-Union soviétique. Du point de vue de la présentation des événements historiques doivent être interprétés avantageusement et porteurs d'un message idéologique claire. Le cinéma doit être abordé comme un outil politique, l'expérience d'Hollywood pourrait bien servir d'exemple digne pour les cinéastes russes à suivre.

Les programmes éducatifs sont un mécanisme efficace de mesures à long terme, mais la russe diplomatie publique manque pratiquement de tels arrangements. La Russie salue bien moins d'étudiants étrangers et des professeurs d'université, et la part des représentants des États-Unis et en Europe occidentale entre eux est minuscule. La Russie n'offre aucune instruction en anglais, le russe, en dépit de tous les efforts à l'effet contraire, est utilisé uniquement parmi les immigrants russes et dans les anciennes républiques soviétiques.

Les élèves devraient avoir la possibilité de recevoir des subventions russes et d'étudier en Russie, tandis que les étudiants spécialisés en études régionales russes ou russe devraient être en mesure de visiter le pays et participer à des conférences. Il ya la nécessité de renforcer les interétatiques des programmes d'échanges culturels et éducatifs avec les pays de la CEI, surtout en ce qui concerne les stages de langue russe et l'ouverture de nouveaux établissements de langue russe et des cours dans les pays de la CEI et de la non-CEI.

§2 Soft power – soft gouvernance

La soft gouvernance est simplement la politique des organismes non gouvernementaux qui jouent un rôle déterminant de la réalisation du soft power. Ils sont seuls ou multiples mais aux apparences assez innocentes.

On peut dire même que les ONG, a coté des médias, sont une deuxième source majeure pour la mise en œuvre du soft power. Les activités des ONG sont un moyen de favoriser les changements dans l'opinion publique des autres pays, ainsi que dans la conduite de leurs politiques. Le Kremlin a réagi à la vague des «révolutions colorées» dans les pays voisins en mettant en place en 2006 et 2007, un certain nombre d'ONG, ainsi que

la coopération avec les organisations activant compatriotes de la CEI, les pays baltes et ailleurs dans le monde. L'objectif était d'influencer les processus socio – politiques dans les pays dans un sens plus favorable tout en empêchant en même temps drastiques changements politiques à l'intérieur de la Russie.

En parallèle avec les ambassades russes, maisons de Moscou et d'autres bureaux de représentation officielle, la Fondation mondiale de Russie avec une part croissante dans la gestion des activités des ONG pro-russes dans les pays étrangers. La création de la fondation mondiale de Russie en 2007 sous la supervision de Viatcheslav Nikonov, politologue des liens étroits avec le Kremlin, est un exemple de la mise en œuvre pratique du concept de « *Russkiy Mir* ». Vulgariser la langue et la culture russes à l'étranger est l'un des principaux objectifs de la fondation³¹⁶. La fondation *Russkiy Mir* bénéficie du soutien financier du gouvernement, et le nombre de centres russes établis par ce dernier est en pleine expansion.

Le terme « *Monde russe* » est généralement entendu comme comprenant non seulement la diaspora russe elle-même, mais aussi un concept idéologique de la culture russe et de sa mission dans le monde. Au départ, le concept du *Monde russe* a été développé en parallèle, mais indépendamment de la compatriote russe officielle de la politique. Une fois que Poutine est arrivé au pouvoir, cela a changé, le concept du monde russe est désormais officiellement promu, aussi. Depuis l'appartenance à un groupe culturel-linguistique est considéré comme le principal déterminant de son appartenance au monde russe, ses frontières ne sont pas strictement délimitées.

Cette caractéristique permet à son tour autorités fédérales russes de cibler leur politique de la « *protection des intérêts des compatriotes* » à un large groupe de citoyens de pays étrangers, avec souplesse en l'adaptant à l'évolution des circonstances. Le discours de Poutine à la Octobre 2001, le Congrès des compatriotes résidant à l'étranger favorables à une telle démarche: Le terme « *compatriote* » n'est certainement pas une catégorie juridique. [...] Car, depuis le début, le monde russe, le concept a largement dépassé les frontières géographiques de la Russie et même au-delà des frontières ethniques russes.

³¹⁶ Cwiek-Karpowicz J., "Limits to Russian Soft Power in the Post-Soviet Area", op. cit. p.7

Comme déjà mentionné, selon le concept de Nye du soft power, ses sources peuvent inclure des valeurs particulières qui sont largement perçues comme appartenant à l'identité d'un pays, ainsi que sa politique étrangère³¹⁷. Pendant le premier mandat de Poutine en tant que président, l'élite au pouvoir russe a commencé à chercher dénominateurs communs idéologiques qui pourraient servir d'outils pour l'intégration de la société. Un message qui unit les Russes à la maison pourrait théoriquement aussi être utilisé pour renforcer les liens entre la Russie et ses compatriotes à l'étranger.

Cette approche est basée sur la conviction de l'élite au pouvoir russe que la société russe a besoin d'une idée mobilisatrice. Un sujet qui a atteint une grande popularité parmi les ONG compatriotes russes dernièrement est l'idée que la victoire de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale est une preuve de la puissance de l'État et des muscles de la nation. Un autre sujet de prédilection est l'Église orthodoxe russe et de ses valeurs culturelles traditionnelles comme une alternative aux idées de la démocratie libérale. Le monde russe concept élargit les objectifs de la politique des compatriotes en l'associant à la mission transcendante du peuple russe pour défendre et diffuser les valeurs concrètes.

Le fondateur de l'Institut illustre une nouvelle tendance dans l'approche de la Russie en matière de droits de l'homme et les questions de la démocratie. Si auparavant la Russie officielle, tout en critiquant l'Union européenne pour de prétendues doubles standards, couramment professé son adhésion au universellement acceptées normes des droits humains, la tâche du nouvel Institut est d'initier une discussion sur l'universalité même de certains principes des droits humains. Dans cette discussion, l'élite au pouvoir Russie a le soutien enthousiaste de l'Eglise orthodoxe russe.

Du point de vue de ses promoteurs, l'un des avantages de l'implication de l'Église orthodoxe russe dans la politique des compatriotes, c'est qu'il supprime le programme du domaine purement politique, du moins dans une certaine mesure. Bien que la relation traditionnellement étroite entre les dirigeants de l'Eglise³¹⁸ et les autorités laïques en Russie ne peuvent pas être niés, ceux dans le bureau politique peut sans doute réduire la probabilité et la férocité des attaques contre les activités de l'Etat en s'associant à l'église dans la promotion des politiques compatriotes. La liberté religieuse, très apprécié en

³¹⁷ Joseph Nye, op. cit.

³¹⁸ GIRA V. S., "Russia: Politics of Religion". *Eastern Pulse* Issue 3 (18) 2010

Occident, offre un certain degré de légitimité aux activités internationales de l'Eglise orthodoxe russe.

En plus de pro-Kremlin les organisations non gouvernementales, l'Eglise orthodoxe russe est également devenu un allié important dans le soutien des politiques publiques vers compatriotes vivant à l'étranger³¹⁹. Les dirigeants russes orthodoxes ont souvent soutenu l'idéologie du monde russe. Le nouveau patriarche de Moscou, Kirill Ier, a déclaré que *«le cœur du monde d'aujourd'hui russe est la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et, et ... quel que soit l'État divisions ... nous sommes un peuple spirituellement»*³²⁰. Pour Kirill, qui s'intéresse à l'unification de l' croyant orthodoxe qui vit dans les pays post-soviétiques, il devrait y avoir une civilisation unique russe qui s'oppose à la civilisation occidentale et l'affirmation de l'universalité de la tradition occidentale. Le Patriarcat de Moscou a également intensifié la création d'associations orthodoxes Etats post-soviétiques, notamment en Ukraine, avec un bien pro-russe agenda politique.

La Russie reconquiert progressivement le degré d'influence qu'elle possédait à l'époque du communisme mais avec une approche totalement différente, évoluant du hard power au soft power. La Russie d'aujourd'hui n'est plus l'Union Soviétique d'hier mais elle impose progressivement son leadership dans l'espace post-soviétique. D'autres développements dans la région illustrent les avantages du soft power et en tournant la Russie en un aimant économique.

En Juin 2004 et en Novembre 2005 le gouvernement russe a vu un renversement des tendances négatives dans deux rapports clés en Asie centrale: avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Dans le cas du Tadjikistan, le gouvernement tadjik cherchait le retrait des troupes russes, basés à l'époque soviétique dans la république, et des gardes russes de sa frontière avec l'Afghanistan. Après quelques tensions, les deux parties sont parvenues à un accord mutuellement. D'après cet accord la Russie sécurise ses troupes et les installations militaires, y compris la propriété d'une surveillance de l'espace stratégique contre l'effacement d'une partie des dettes du Tadjikistan envers la Russie. En plus le gouvernement tadjik a obtenu un accord sur l'entrée de ses travailleurs migrants en Russie.

³¹⁹ COHEN A., "Ideology and Soft Power in Contemporary Russia", in BLANK S. J., "Perspectives on Russian Foreign Policy", Strategic Studies Institute Monograph, September 2012, p.202

³²⁰ Cwiek-Karpowicz J., "Limits to Russian Soft Power in the Post-Soviet Area", op. cit. p.7

En 2005 la Russie et Ouzbékistan ont signé un nouvel accord de partenariat stratégique. Cela a marqué la fin d'une décennie pendant laquelle le gouvernement de Tachkent avait tiré plus loin de Moscou (en partie à cause de mauvaises relations personnelles entre les présidents Eltsine et Karimov) et avait commencé à poursuivre le renforcement des relations politiques, économiques et de sécurité avec les États-Unis.

Le nouvel accord a souligné non seulement les questions militaires, y compris la livraison de l'armement et la formation des militaires ouzbeks, mais aussi des projets d'envergure pour apporter Gazprom, Lukoil, et d'autres compagnies russes dans le secteur de l'énergie ouzbèke. Lukoil, par exemple, s'est engagé à investir 1 milliard de dollars dans un projet de gaz unique. Cet accord entre Tachkent et Moscou a lié en grande partie désaccords de Tachkent à la critique de son allié États-Unis sur l'échec de l'Ouzbékistan à poursuivre la libéralisation d'économie et l'aggravation des violations des droits de l'homme. Mais bien évidemment l'attraction de l'énorme potentiel de capital d'investissement de secteur énergétique russe a été aussi un facteur important.

Par la croissance dans les états de la CEI et l'augmentation des échanges commerciales au sein des industries de fabrication de ces états, l'économie russe profite davantage des immigrants de bons marchés. Les migrants de la CEI de remplir les niches de croissance dans les secteurs moins bien rémunérés du secteur des services russes, comme l'agriculture et l'industrie de la construction. La baisse démographique de la Russie demande beaucoup de main d'œuvre à long terme.

Par son orientation de la politique étranger limitée sur la CEI, la Russie est dans une meilleure position d'aujourd'hui à utiliser sa ressource du soft power pour améliorer sa position qui avait perdue depuis la disparition de l'union soviétique. L'union soviétique était une attraction pour les russes et les certaines membres éloignés du bloc soviétique à Cuba, en Afghanistan, au Moyen-Orient et en Afrique. Aujourd'hui, dans la CEI, la Russie peut être plus concentré et tirer à son avantage sur les liens culturels, linguistiques et autres qui persistent dans la région depuis la période soviétique.

La possibilité pour la Russie de changer les modalités en Eurasie vient directement de l'énergie. La nouvelle capacité de la Russie à des ressources exerce un soft power et

étendre son influence économique et politique vient de sa puissance pétrolière. La manne croissante de pétrole et les prix du gaz depuis 1999 a stimulé la croissance économique de la Russie, lui a permis de faire passer certaines réformes importantes, et offert c'est la possibilité de devenir une *nouvelle Russie* à la maison et à l'étranger, y compris bien au-delà des limites de la CEI. Le pétrole et le gaz ont fait de la Russie, une puissance incontournable sur la scène mondiale d'aujourd'hui.

Malgré les précautions nécessaires sur les dangers de trop insister sur la manne du prix du pétrole, l'énergie restera la base de la puissance de la Russie pour l'avenir prévisible. Il soutiendra l'économie russe et la stabilité intérieure, de renforcer la position politique et économique de la Russie en Eurasie, et de restaurer la Russie à un degré de son ancienne superpuissance du statut, au moins comme une superpuissance énergétique, en faisant d'elle un acteur en Asie ainsi qu'en Europe, et en augmentant son attrait pour les Etats-Unis.

Ses vastes ressources énergétiques ont également le potentiel pour faire de la Russie un genre différent de puissance dans le XXI^e siècle de ce qu'elle était dans la vingtième (même si, bien sûr, cela est en conjonction avec l'effondrement de l'Union soviétique, la fin de la confrontation nucléaire et militaire avec les Etats-Unis, et la contraction des ambitions géopolitiques de la Russie). La Russie d'aujourd'hui n'est pas l'union soviétique. La condition de vie des russes ne supporte plus un énorme pouvoir militaro-industriel et la machine militaire.

Cette croissance pourrait être l'une des développements la plus significatif de cette décennie, surtout quand on considère les trajectoires de l'Allemagne et le Japon après la seconde guerre mondiale. L'alimentée par le pétrole et le gaz, la Russie peut encore suivre le même chemin, après la fin de la guerre froide. Elle pourrait devenir la puissance dominante dans son voisinage immédiat en vertu de sa croissance économique et de nouvelles ressources potentielles soft power-non pas comme un résultat de l'ancienne puissance dur qui l'ont conduit à envahir, conquérir, et à coloniser le territoire dans le passé.

La domination russe dans l'Eurasie de cette manière serait beaucoup plus acceptable, même pour les faucons traditionnels des États-Unis et l'Occident, qui sont devenu à l'aise avec la domination économique de l'Allemagne et le Japon de leur

voisinage immédiat. Politiquement, cependant, le potentiel russe soft power ne sera pas réalisé si le partisan d'hard power emporte et gaspille le développement de développer les relations économiques avec la CEI, en recourant aux vieilles tactiques musclées pour pousser les intérêts de Moscou.

La tension entre les défenseurs du soft et hard power reste aiguë. En outre, la politique étrangère et politique intérieure sont intimement liées. Un plus fort, la ligne plus autoritaire dans la politique intérieure russe pourrait facilement déborder sur sa politique étrangère, si les *siloviki* prennent l'avantage à Moscou. C'est un temps à un certain optimisme quant à l'avenir économique de la Russie et son nouveau rôle dans sa région et du monde, mais ce n'est pas un temps pour la complaisance.

Les partenaires de la Russie nécessitent d'encourager Moscou à prendre des mesures pour améliorer et renforcer le secteur de l'énergie et à utiliser les revenus qu'il génère de façon appropriée. C'est une question cruciale non seulement pour la Russie, mais pour une région beaucoup plus vaste en Eurasie, ainsi que pour les principaux consommateurs d'énergie russe en Europe, en Asie, et plus les Etats-Unis.

Section2 La limite du soft power russe en Asie centrale

§1 Soft power russe après la révolution couleur

La période la plus importante pour l'application du soft power dans le cadre de la politique étrangère de la Russie a été pendant les «révolutions colorées» en Géorgie (2003) et en Ukraine (2004). Ces événements sont survenus presque au même moment que l'UE s'est élargie à l'Est, où huit Etats d'Europe centrale et Europe de l'Est, y compris les trois anciennes républiques soviétiques de Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, est devenu le nouveau pays de l'UE. Ces deux processus ont été perçus par les décideurs politiques de la Russie comme une menace pour ses intérêts dans le quartier post-soviétique ainsi que d'un échec de la politique étrangère de la Russie³²¹.

Les hommes politiques russes s'est rendu compte que la prédominance de l'Occident sur la Russie dans l'espace post-soviétique est due à un meilleur accès à l'opinion publique par le soft power développé canaux tels que les ONG internationales et les médias. Le Kremlin a perçu ces instruments en tant qu'outils de propagande occidentale qui devrait être compensée par réaction de la Russie.

Le soft power russe en réaction à la croissance de l'influence occidentale dans l'espace post-soviétique mis l'accent sur la formulation d'une réponse idéologique. Les autorités russes ont commencé à promouvoir leur propre vision de la démocratie, critiquant libérales occidentales des pays démocratiques de l'impérialisme idéologique dans la promotion des valeurs démocratiques dans le monde. En 2004, Sergueï Ivanov, qui est maintenant chef du personnel de l'administration présidentielle et est un ancien ministre de la Défense, a admis que «*s'il y a une démocratie occidentale, la démocratie orientale devrait également exister*»³²². Plus tard, le vice – Premier ministre Vladislav Sourkov a créé le concept de «*démocratie souveraine*», qui justifiait plus faible contrôle social sur les autorités politiques que dans les démocraties libérales occidentales³²³.

³²¹ GRIGAS A., “Legacies, Coercion and Soft Power: Russian Influence in the Baltic States”, Russia and Eurasia Programme, August 2012, p.3

³²² *Rossiyskaya Gazeta*, “Demokratiya po vsem azimutam,” (la démocratie a tout azimut) 07/15/2004

³²³ KRASTEVI I., “Russia’s Post-Orange Empire”, Opendemocracy.net, 10/20/2005

L'idée de «*démocratie souveraine*» a un certain nombre de fonctions. Le premier est l'autoritarisme de Poutine avec une façade démocratiques de le renforcer à l'interne et l'isoler de la critique internationale. La seconde est de contester les idées de l'Occident de la démocratie et les droits de l'homme comme un ensemble de valeurs universelles et les pratiques³²⁴. Nikolai Petrov, un expert russe, affirme que la démocratie souveraine est «tout simplement un nouveau nom de marque pour le développement politique et centralisée et gérée par le gouvernement³²⁵. Au stade de la «*démocratie gérée*» Ryjkov Vladimir, un député libéral russe stipule que «le principe constitutionnel de la population en tant que souveraine est remplacée par la notion de démocratie souveraine inconstitutionnelle »³²⁶. Ce terme implique tout le contraire de la démocratie. Cela signifie limiter la démocratie et de la concurrence politique et de se livrer la volonté de l'élite dirigeante de préserver son pouvoir par tous les moyens nécessaires.

Les autorités russes ont également tenté de formuler un message positif pour les citoyens de l'ex-Union soviétique, sans faire référence aux activités des pays occidentaux. Cette approche est fondée sur la conviction que la société russe, ainsi que d'autres sociétés post-soviétiques besoin d'une idée mobilisatrice. Le soft power russe vise à mobiliser les électeurs en manipulant des identités et d'influencer le discours social et politique. En toile de fond à cela, il convient de noter que la capacité de la société ukrainienne pour l'autoréflexion sur les questions d'identité est limitée. Beaucoup de gens utilisent encore des termes léninistes et quasi-marxistes de référence qui sont profondément en désaccord avec la réalité moderne.

L'identité est un mot nouveau dans le discours russe. Les identités nationales et ethniques en Russie et l'Ukraine sont largement compris en termes primordiaux; constructiviste terminologie, qui comprend l'identité comme une forme de pratique, est rarement employé. En conséquence, pour beaucoup de Russes et d'Ukrainiens, l'identité est considérée comme une mesure et de test de loyauté envers une communauté politique ou ethnique.

³²⁴ POPESCU N., "Russia's Soft Power Ambitions", p.2

³²⁵ PETROV N., "From Managed Democracy to Sovereign Democracy: Putin's regime evolution in 2005", PONARS Policy Memo 396, December 2005.

³²⁶ RYZHKOV V., "Sovereign Democracy and the Usurper State", *The Moscow Times*, 16 August 2005

Il ya une crainte largement répandue dans l'élite politique russe d'être sous-développé. C'est un leitmotiv de l'histoire russe. La Russie veut toujours s'intégrer à l'occident, mais il souhaite le faire à des conditions très différentes de celles des années 90. Le développement politique de l'Ukraine présente un problème pour les élites russes. C'est pourquoi la Russie mobilise mythes de la communauté de la Russie et de l'Ukraine. Elle fait appel à des discours de valeurs collectives et un passé glorieux partagé. Il s'agit notamment de partage des mythes historiques sur les origines de l'Ukraine et de la Russie; l'imagerie puissante de la Grande Guerre patriotique, la langue grand-russe comme un patrimoine commun de tous les peuples slaves de l'Est.

C'est pourquoi une grande partie du soft power russe se concentre sur les élites. Les élites politiques en Russie et en Ukraine part inquiétudes similaires. Ils sont parvenus, ils sont venus à partir de rien et ressentent le besoin de justifier leur nouveau statut. Ils investissent beaucoup d'efforts dans les aspects performatifs d'être élite. Les élites veulent être occidentalisées, ils imiter le style de l'Ouest. Ce que nous voyons en Ukraine, cependant, est une double séparation. Les élites ukrainiennes imiter la façon dont la Russie imiter les Occidentaux.

Il ya certains «*intérêts de classe*» partagées par les élites russes et ukrainiennes. Les deux sont préoccupés par leur sécurité. De nombreuses élites russes et ukrainiennes sont des gens profondément soviétiques. Il en sort partagés arrangements politiques et le discours de la stabilité qui est commun aux deux. La stabilité est le code pour la sécurité du régime. Si vous regardez la façon dont la question a été présentée en Libye, il reflète l'idée d'une communauté de destin entre Poutine et Kadhafi.

Sur les questions de sécurité, M. Ianoukovitch a donné à la Russie un lot. Sur le plan économique, il a donné à la Russie quelque chose et puis il a tracé une ligne rouge et il résister. Les Russes ne s'attendaient pas à cela. Cela suggère que la présence d'une culture d'entreprise commune ne signifie pas que vous avez un ensemble commun d'intérêts commerciaux.

Pourtant, quand il s'agit de questions de culture, d'histoire et de religion, Ianoukovitch et ses partisans sont essentiellement soutenir la position de la Russie. Ils ne collent pas pour la position du patriarche de Kiev en tant que patriarche Kirill tente

d'augmenter son mandat pour couvrir Kiev. Ils soutiennent ceux qui font la promotion de récits russes à propos de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, ce terrain de la lutte de l'ensemble est devenu plus facile pour la partie russe en raison de ce qui se passe en Ukraine occidentale, ont été, nous voyons une retraite à nativisme, le nationalisme et le chauvinisme. Il est en fait plus d'une opposition civile dans l'Est de l'Ukraine de l'Ouest, où les gens souffrent profondément en raison de ses politiques.

La plupart des journalistes ukrainiens, par exemple, obtiennent leurs informations sur le monde à travers le prisme des sources d'information en langue russe. Ils dépendent fortement des ressources en ligne telles qu'*Inosmi.ru* plutôt que d'apprendre d'autres langues et en prise avec le matériau source directement. Cela était évident lors des révolutions en Afrique du Nord. Les médias ukrainiens étaient tributaires de sources russes et cela a influencé la couverture. On a souvent eu le sentiment lorsque des journalistes a écrit à propos de la Libye, ils ont été vraiment parlé de la Russie. En outre, la télévision russe est perçue comme étant plus professionnel que la télévision ukrainienne, et les médias ukrainiens essayent de se modeler sur des exemples russes. L'Ukraine est également filtrée à travers les médias de Moscou. Une grande couverture occidentale de l'Ukraine est faite à partir de Moscou.

Quand la Russie subventionne l'Ukraine, on peut se demander qui va obtenir des prestations. Les associés de Poutine et ceux qui gèrent son portefeuille sont dits fortement impliqué en Ukraine, ils ont donc un intérêt à subventionner le pays. La motivation des *accords de Kharkiv*³²⁷ était d'accord sur un prix qui on a cru l'industrie ukrainienne pouvait se permettre. Mais l'arrangement est rapidement devenu un non-sens parce que même par rapport à la Russie, l'Ukraine secteur de l'énergie est grotesquement inefficace. Cet écart a été absorbées par d'autres facteurs, de sorte quelques semaines de l'accord du Premier ministre Azarov est allé à Moscou et déclaré que l'Ukraine avait besoin d'une remise supplémentaire. Ainsi, sur de nombreuses questions position de la Russie sur l'Ukraine n'est pas unifié à tous. On a fait valoir en réponse que, si la Russie peut être divisé sur l'union douanière, quand il s'agit de l'OTAN de l'élite russe penser et d'agir comme une seule.

³²⁷ Les *accords de Kharkov* sont des accords signés entre la Russie et l'Ukraine, le 21 avril 2010. La prolongation des accords 25 ans, jusqu'au 2042, l'utilisation de base navale de Sébastopol contre des rabais important sur le gaz russe.

Sans problème, formulé des slogans sur l'unité du monde orthodoxe et la mission spirituelle unique de la Russie nettement contraste avec la réalité de la politique étrangère de la Russie comme en témoigne le conflit militaire avec la Géorgie. Des démonstrations de puissance brute sont susceptibles de compromettre l'efficacité de Kremlin continue les efforts de la puissance douce. Si la culture peut devenir une source de succès de la puissance douce dépend de la situation concrète et les circonstances dans lesquelles elles sont insérées.

Même si une proportion relativement importante de la population d'origine russe dans les pays voisins a conservé de bonnes compétences en langue russe, politiser la question linguistique est susceptible d'aliéner des groupes importants à l'étranger à partir des idées du « *monde russe* » et de déclenchement des réactions contre productives. Contrairement aux apparences les élites politiques dans les pays voisins sont beaucoup moins intéressées à l'appel du *soft power* russe. Bien que l'on appelle officiellement les russophones ne sont pas dissuadés de maintenir et de renforcer leur identité ethnique, l'instrumentalisation politique de ces tendances par les tenants des politiques compatriotes est considérée comme problématique par beaucoup. Ainsi, la politique compatriote russe ne possède pas toujours l'attrait et l'emprise morale qui Joseph S. Nye verrait comme essentielles à son efficacité.

Les politiciens et des analystes dans les pays de baltes sont de plus en plus préoccupés par le fait que les valeurs popularisé par Moscou dans les pays voisins sont inconciliables avec les valeurs démocratiques. Anciens pays communistes dans le voisinage immédiat de la Russie estiment que l'acuité de leur exposition à l'influence russe n'est pas toujours vue et entendu plus à l'ouest. Une concurrence féroce pour les cœurs et les esprits a commencé.

Après les révolutions de couleur, la Russie a tenté d'exercer plus d'influence sur les Etats post-soviétiques grâce à des outils tels que le soft power organisations non gouvernementales (ONG), de l'Eglise orthodoxe russe et la diffusion des médias. Les masses medias, en particulier la télévision et l'internet sont largement utilisé par les autorités russes d'accroître leur influence soft power dans les états post-soviétiques et dans d'autres pays à la suite des révolutions de couleur. Les russes contrôlées par l'Etat, les journaux télévisés ont été diffusés à travers la majeure partie du territoire de la CEI et

d'accroître leur influence sur l'opinion publique. En outre, en 2005, le Kremlin a fondé la télévision Russia Today de nouvelles (RT), qui diffuse en anglais, espagnol et arabe dans plus de 100 pays. L'agence de presse privée Regnum³²⁸ également très efficace dans le renforcement du soft power russe dans les états post-soviétiques.

Pour de nombreux journalistes d'Ukraine, de Biélorussie et d'autres pays post-soviétiques, ces points de vente ont été la principale source d'information globale et locale. Ainsi, en 2004, les autorités russes ont également décidé de moderniser l'agence de l'état, la nouvelle RIA Novosti. Ils ont établi l'Inosmi.ru site web pour fournir de langue russe versions de publications étrangères. À l'époque, les journaux russes populaires, parmi eux Komsomolskaïa Pravda et Argumenty i Fakty, élargi leurs éditions spéciales dans les pays voisins, et Rossiyskaya Gazeta a lancé un programme spécial avec des dizaines de journaux mondiaux tels que le Washington Post, le Daily Telegraph et Le Figaro, à modifier leur supplément mensuel sur la situation politique de la Russie à des auditoires étrangers³²⁹.

En réponse aux révolutions de couleur, les élites dirigeantes de la Russie a renforcé leur pouvoir politique dans le pays et limité l'influence occidentale dans l'espace post-soviétique. Leurs activités soft power à cet égard ont été la plupart du temps considéré comme de la propagande contre les efforts occidentaux pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, et non comme une offre fiable de coopération avec les pays cibles. En raison de l'énorme influence des médias russes dans l'espace post-soviétique, une grande partie de la société ukrainienne a appuyé la position de la Russie dans sa guerre de 2008 avec la Géorgie. Cependant, l'Ukraine n'a pas complètement changé son orientation vers l'intégration économique et politique avec les institutions occidentales.

L'intervention militaire russe en Géorgie nuit à la réputation du pays dans l'espace post-soviétique. Les dirigeants des pays de la CEI ont commencé à craindre pour l'intégrité territoriale de leurs Etats, de sorte qu'aucun d'entre eux n'a reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, par rapport aux attentes de la Russie. Pour améliorer les relations politiques et sociales avec les pays voisins, le Kremlin a essayé d'utiliser l'image

³²⁸ Agence de l'information sur le site. *Informacionnoe agentsvo*.

³²⁹ Cwiek-Karpowicz J., "Limits to Russian Soft Power in the Post-Soviet Area", op. cit. p.7

positive de l'Eglise orthodoxe dans l'espace post-soviétique à son avantage. Le patriarche Kirill a aidé la Russie partiellement reconstruire son image en Géorgie. Le Patriarcat de Moscou a reconnu la juridiction canonique de l'Eglise géorgienne sur les régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. L'Eglise russe a également joué le rôle important d'arbitre et a offert, en termes pratiques, un soutien financier pour les paroisses abkhaze et ossète.

Après la guerre russo-géorgienne, les autorités russes ont décidé de renforcer les canaux de la puissance douce vers compatriotes et d'établir des liens plus solides entre Moscou et la diaspora majorité russe. En Septembre 2008, le président Dmitri Medvedev a réformé l'agence fédérale pour les compatriotes (Rossotroudnitchestvo), et en mai 2011. Il a créé le soutien juridique et compatriote Fonds de protection³³⁰. En outre, les autorités russes ont commencé à définir compatriotes non seulement en tant que citoyens de la Fédération de Russie vivant à l'étranger, mais aussi les anciens citoyens de l'URSS, les immigrants russes de l'URSS ou de la Fédération de Russie, les descendants des compatriotes et des étrangers qui admirent la culture de la Russie et de la langue. Moscou a également exigé que l'identité compatriote être certifié par un organisme de la société civile concernée ou par les activités de la personne afin de promouvoir et de préserver la langue et la culture russes.

Les autorités russes ont également décidé de promouvoir plus largement les mouvements de jeunesse russes parmi les compatriotes vivant dans les pays voisins. En été 2010, ils ont organisé un forum international sur le lac Selinger à donner un accueil chaleureux aux jeunes leaders de Etats post-soviétiques. En outre, ultra-nationaliste organisation de jeunesse Nachi (Les nôtres), qui a été créée par pro-Kremlin activiste social Vasily Yakemenko, a étendu ses activités au-delà des frontières russes. Par exemple, en Estonie ils ont établi l'organisation de jeunesse Molodoye Slovo (le mot jeune (de la Jeunesse), qui a soutenu des programmes d'échanges de jeunes, des événements sportifs, des camps d'été, et des manifestations publiques³³¹.

³³⁰ Russian Federations's State Policy toward Compatriots Living Abroad, quoted by Tatyana Kiilo and Yelena Vladimirova, "Compatriots," in: Karmo Tüür (ed.), *Russian Federation 2011: Short-term Prognosis*, Tartu 2011, p. 181.

³³¹ CONLEY, H. A., Gerber, T. P. *Russian Soft Power in the 21st Century*. op. cit. p.5

Les activités du Kremlin visant à la minorité russe sont considérés négativement par les voisins les gouvernements et les sociétés. Ils interprètent la politique russe à l'égard de la diaspora comme un outil de sa politique étrangère qui menace la souveraineté et l'intégrité territoriale de leur pays. Cette hypothèse est confirmée par les déclarations des autorités russes qui admettent que la «*diaspora russe à l'étranger fournit un soutien social et humanitaire pour la mise en œuvre des intérêts de la Fédération de Russie dans les pays post-soviétiques*»³³².

La guerre russo-géorgienne a également resserré la politique russe à l'égard de ses plus proches voisins. Le Kremlin a décidé d'élargir son influence dans la région de la CEI, en mobilisant les circonscriptions fidèles qui y vivent malgré les conséquences négatives qui pourraient découler d'une telle politique. Après la guerre en Géorgie, l'attitude de la Russie envers ses compatriotes vivant à l'étranger est également devenue plus nationaliste, ce qui a suscité des inquiétudes dans les États voisins.

Bien que les politiciens russes affirment que cette politique a été fondée sur les principes du soft power, elle contredit certainement concept de Joseph Nye du soft power, car elle entrave de véritables partenariats avec les pays cibles. La Russie détient influents canaux soft power pour Etats post-soviétiques comme un marché du travail accessible, proximité langue, une culture commune, et des ressources énergétiques énormes. Mais le pays n'a pas été en mesure d'améliorer son attractivité en tant que puissance douce parmi ses plus proches voisins.

Les responsables politiques russes reconnaissent l'importance du soft power, ils ont mal interprété le concept. Ils le réduire à une plate-forme pour faire de la propagande et de se concentrer surtout sur des circonscriptions fidèles comme leurs compatriotes vivant dans les Etats post-soviétiques. La politique de la Russie à cet égard semble en contradiction avec le concept de soft power: au lieu de gagner plus de gens qui ne partagent pas les principes étrangers de la Russie et des objectifs, le pays cherche à mobiliser ceux qui sont déjà d'accord avec eux.

³³² Centre for East European Policy Studies, *The "humanitarian dimension" of Russian foreign policy toward Georgia, Moldova, Ukraine, and the Baltic States*, Riga 2009, p. 63, disponible sur www.geopolitika.lt/files/research_2009.pdf

Les élites russes n'apprécient pas l'idée d'un véritable partenariat avec des bénéficiaires mutuels à court terme et à long terme. La Russie n'a pas l'activisme soft power dans l'espace post-soviétique est aussi le résultat de son néo-impérialiste attitude envers les Etats voisins. Moscou a été incapable de leur offrir une vision intéressante de la coopération sans avoir à construire des formes de dépendance forte. Ainsi sa proposition d'intégration économique plus étroite semble menacer leur souveraineté et leur développement à long terme.

§2 La perspective du soft power russe en Asie centrale

Les gouvernements et les diplomates ont progressivement perdu leur monopole sur les relations internationales. Les nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), en réduisant radicalement les coûts et en augmentant la vitesse de communication, a permis à un large éventail de nouveaux acteurs à participer au débat, et mise en œuvre de la politique étrangère, y compris les gouvernements infranationaux, les ONG et les groupements mondiaux moins formels des citoyens³³³. Non seulement la nouvelle technologie permettra à ces nouveaux acteurs de communiquer et de collaborer plus efficacement, mais il a aussi ouvert un trésor de sources d'information, ce qui signifie qu'ils sont souvent aussi bien, informé sur la touche questions de politique et les développements géopolitiques que les gouvernements et leurs fonctionnaires³³⁴.

Les différents pays utilisent du soft power pour des raisons différentes. L'UE a soft power, car elle représente un club de pays riches, et offre la perspective de rejoindre ce club. L'engagement de l'UE à soutenir la démocratie dans le monde entier fait aussi partie de son soft power. Le soft power de la Chine est dû à sa puissance économique et, pour l'élite, un modèle de croissance alternatif qui est sans valeur. L'Union soviétique a également eu la puissance douce, basée sur le rêve d'une société fondée sur la justice rationnelle et naturelle.

Le soft power russe en Asie centrale a trait à l'utilisation du discours politique, le pouvoir des récits. Souvent, quand on parle de la puissance douce, nous nous concentrons

³³³ MELISSEN JAN, *“The New Public Diplomacy. Soft Power in International Relations”*, Palgrave Macmillan, 2005, p. 190

³³⁴ Ibid. p. 190

sur les actions des individus ou des groupes particuliers d'élite. Nous nous concentrons sur le premier plan de la politique. Mais en Asie centrale, nous devons regarder le contexte, le cadre discursif qui définit les actions de ces individus. Le pouvoir d'attraction de l'Occident et la Chine repose sur une vision intéressante de l'avenir. En revanche, le soft power de la Russie regarde vers le passé, la mobilisation des souvenirs et des legs d'une histoire imaginaire et réel commun. Cela fait partie de ce qui rend le soft power russe si spécifique.

Les projets du soft power russes sont en aucun cas sporadiques ou coïncidence, ils ont un caractère à long terme, et ils ne sont pas susceptibles de se retrouver demain ou après-demain. Tant la Fondation Russkiy Mir et les autres institutions impliquées dans la mise en œuvre de la politique du compatriote ont fonctionné seulement pendant une période de temps relativement courte. Il est donc encore trop tôt pour une évaluation objective de leur efficacité. Le soft power repose essentiellement sur trois ressources: la culture, les valeurs politiques et les politiques étrangères, mais seulement lorsque les politiques étrangères sont considérés comme légitimes et avoir une autorité morale. Cette question est pertinente dans le cas des pays d'Asie centrale.

Après le 11 septembre 2001 la Russie est devenue beaucoup plus dynamique en Asie centrale, de façon générale, et en particulier par la mise en place de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). L'Asie centrale est évidemment dans une situation géographique unique et géopolitique. Les dirigeants d'Asie centrale doivent maintenir un équilibre entre les influences russes, chinoises et occidentales, et avec la présence de bases américaines cela devient plus difficile pour les pays comme le Kirghizstan. Ces dernières années, l'ensemble du patrimoine soviétique a été ramené à l'avant-garde. Russe est encore la lingua franca de la région, en particulier dans les relations d'affaires et le gouvernement.

En termes d'infrastructure, l'héritage soviétique est encore très présent dans les transports par exemple. En termes de promotion des organisations régionales Russie a utilisé plusieurs pays d'Asie centrale pour diriger son doux ainsi leur puissance dure, mais il ya clairement d'autres facteurs externes à prendre en compte, le facteur chinois en particulier. Il est possible d'observer que l'OCS est opérationnelle dans esprit de la lutte collective contre le terrorisme, le fondamentalisme et le séparatisme. Mais les valeurs qui ont été promus par l'OCS sont négatives et réactives. Elle a été de plus en plus présentée comme un projet normatif pour combattre les problèmes liés au terrorisme. La Chine et la

Russie renforcent vue les uns des autres au niveau régional, ainsi qu'au niveau mondial, par le biais du Conseil de sécurité des Nations Unies.

D'une certaine manière, ils ont eu beaucoup de succès avec cette vision de la «faute de l'Ouest» type d'organisation de la sécurité. Le principe légitimant facteur de l'OCS est le droit de chaque Etat de poursuivre ses propres stratégies de sécurité internes. Cela contribue à légitimer ces régimes autoritaires. Parrainage de la Russie de cette idée et de son acceptation dans tous les États d'Asie centrale est important. Les événements au Kirghizstan qui ont conduit au renversement du régime de Kourmanbek Bakiev, a montré que la Russie exerçait une influence moindre qu'on ne le pensait, ou du moins qu'elle ne voulait pas agir³³⁵. En général, l'OCS est vu sous un angle positif par les États d'Asie centrale. Mais la Russie est préoccupée par la projection du soft power de la Chine à plus long terme.

Le patrimoine commun soviétique est très important dans la région d'Asie centrale. Culturellement, il peut avoir moins d'importance, mais parce que la région peut être considérée comme moderniste. L'importance de la diaspora russe dans les différents états varie. Le nombre de locuteurs de langue russe parmi les pays d'Asie centrale a diminué. Au Tadjikistan, par exemple, le nombre d'écoles utilisant le russe a chuté de deux tiers au cours d'une période de dix ans. Cela peut être un signe de déclin de l'influence soft power de la Russie dans la région. Pour la prochaine génération il ya un sens où ils sont moins orientées vers la Russie, en dépit du fait que la jeune génération regarde principalement la télévision russe ou lit médias de langue russe. Mais cela pourrait être parce qu'il n'y a pas beaucoup d'alternatives.

La Russie fait beaucoup d'efforts pour réduire la dilution de la langue russe dans l'enseignement secondaire et supérieur. Il a mis en place une université de la CEI et d'essayer d'augmenter le nombre d'universités offrant une formation conjointe avec les universités russes. Dans la Stratégie 2009 de la sécurité nationale de la Russie accorde une grande priorité à la langue russe en Asie centrale, et a souligné l'importance d'établir un réseau d'information commun des télécommunications au sein de la CEI. Bon nombre de

³³⁵ MAKARYCHEV A. op. cit. p.4

ces initiatives feront l'objet de financer disponibilité, et certains ont déjà été victimes de la crise économie mondiale et régionale.

Les pays d'Asie centrale sont tributaires de l'économie russe. La Russie, quant à lui, a besoin de ressources énergétiques de l'Asie centrale si l'on veut continuer à approvisionner l'Europe. L'énergie est toujours le principal instrument avec lequel la Russie maintient son influence en Asie centrale. La Russie a encore une influence en Asie centrale sur les questions économiques, politiques et aussi, de plus en plus des niveaux normatifs, mais la Russie propres problèmes internes suggèrent que le pouvoir dur sera encore nécessaire pour amplifier le soft power.

CONCLUSION GENERALE

L'objectif de notre étude était de savoir si les efforts de la Russie de Poutine pour établir une influence dominante dans les espaces post – soviétiques reflètent le caractère pragmatique ou une ambition plus impériale. Poutine dans sa conquête de l'Asie centrale, toujours avantager la politique pragmatique, même quelques fois voulu qu'il soit impériale. En sachant que la majeure partie de la période post – soviétiques, la politique de la Russie en Asie centrale a été systématique, évoluée spontanément, en gardant partie par des essais et erreurs³³⁶.

Après l'effondrement de l'Union soviétique et la proclamation de la Communauté des États indépendants, la Fédération de Russie, agissant en tant que successeur de l'URSS sur la scène internationale, pour devenir un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et a confirmé son statut en tant que grandes puissances nucléaires. En même temps mis en place une nouvelle situation géopolitique a exigé que les dirigeants russes à développer un concept adéquat de la politique étrangère.

En 1991-1993 il y avait une recherche intensive pour les priorités de la politique étrangère dans le cadre de l'effondrement de la dominante pendant toute la période d'après-guerre du système bipolaire de «Est - Ouest», qui est dirigé par l'Union soviétique et les Etats-Unis.

En 1994-1998. Réalisé l'harmonisation de la politique étrangère de la Russie avec la politique des grandes nations industrielles du monde, ce qui augmente le degré de son intégration dans l'économie mondiale et le renforcement de son rôle dans les activités des organisations internationales faisant autorité, pour renforcer la position de l'ex-Union soviétique avec un accent sur un étroites et fructueuses relations bilatérales avec les pays de la CEI.

Enfin, au cours de la période 1999-2008. Peut être caractérisé comme une étape réaliste post-soviétique de la politique étrangère russe, en vertu de laquelle s'alignent les relations bilatérales et multilatérales avec les différents pays du monde, sur la base de

³³⁶ PAROMONOV V. et STROKOV A., «The evolution of Russia's Central Asia policy», *Advanced Research and Assessment Group, Central Asia Series*, Defense Academy of the United Kingdom, 2008, p. 18

l'équilibre des intérêts mutuels et de comprendre le potentiel réel de la Russie moderne dans l'arène internationale.

Un élément important de ce processus d'autodéfinition a été la tentative d'élaborer une nouvelle vision de la politique étrangère digne d'une puissance affaiblie, mais encore redoutable face à un monde où les menaces émergentes et incertaines³³⁷. La formulation d'une nouvelle approche de la politique étrangère de la Russie a continué de manière inégale depuis les derniers jours de l'union soviétique.

La nouvelle approche de la politique étrangère reposait sur un consensus profond parmi l'élite russe à propos de la nature des relations internationales et de l'identité de la Russie en tant qu'état. Poutine poursuit une conception stratégique qui reflète à la fois les éléments de base de ce consensus et l'utilisé pour façonner une vision à long terme du rôle de la Russie dans le monde. Renforcé par les prix élevés du pétrole et d'une économie en plein essor, la Russie d'aujourd'hui a réussi à atteindre bon nombre des objectifs. Les documents de stratégie officielle, en particulier le concept de politique étrangère et le concept de sécurité nationale, reflètent cette compréhension du monde.

L'espace postsoviétique est en effet devenu un espace de rivalité d'influence, la présence russe au sein de la faire varier en fonction de l'état en question. En Asie centrale, cette présence est perceptible aussi bien sur le plan politique (soutien du Kremlin sur les régimes actuellement au pouvoir, en particulier les plus autoritaires) et les niveaux géopolitiques de sécurité collective (Organisation du Traité et de coopération de Shanghai), comme dans le domaine économique (économique eurasienne Communauté et le contrôle des ressources énergétiques en Asie centrale par des sociétés russes).

Finalement les mécanismes de la réalisation de la politique étrangère de la Russie en Asie centrale révèlent positives. Le président Poutine a utilisé des différents formats de coopération et des politiques d'engagement comme bilatéralisme, multilatéralisme et la politique du soft power. Ces engagements est bien la plupart de cas adaptée aux capacités politiques et économiques de la Russie. Les mécanismes les plus importants pour la participation de la Russie à la formation d'un système de sécurité régionale en Asie centrale

³³⁷ MANKOFF J., *“Russian Foreign Policy. The Return of Great Power Politics”*, Rowman & Littlefield Publishers, Inc. p.11

sont de l'OTSC et de l'OCS. La Russie continuera de stimuler l'interaction avec l'Asie centrale sous les auspices de ces deux organisations. En outre, l'OCS est considéré par Moscou comme le véhicule le plus utile, avec Pékin, mais à l'exclusion de Washington, pour la création d'un système de sécurité régionale.

Bien que les résultats de la coopération multilatérale entre la Russie et les pays d'Asie centrale directement sous les auspices de l'OTSC et de l'OCS sont assez limités, les perspectives de leur développement dans l'avenir peuvent être accélérées si il ya une forte volonté politique de la part de tous les Etats membres de l'OTSC et de l'OCS. L'accent actuellement sur la démagogie politique et des projets de coopérations à court terme, telles que des exercices de démonstrations, reflètent le fait qu'il est plus facile de dire que les nobles objectifs de coopérer dans la pratique. En réalité, Moscou voit multilatéral de coopération militaire que comme un moyen pas cher et assez efficace d'accroître sa propre influence géopolitique. Cette forme de coopération ne coûte pas autant que le développement intégral sans des liens économiques.

Du point de vue d'aujourd'hui, la voie la plus prometteuse semble consister à élaborer un modèle de coopération bilatérale entre la Russie et chacun de ses homologues d'Asie centrale, donnant des deux côtés une plus grande marge de manœuvre dans la protection de leurs intérêts nationaux.

Les relations entre la Russie et l'Asie centrale dans les domaines géostratégiques et économiques sont bien connues. Beaucoup a été dit au sujet du rapprochement entre ces pays, qui a été très visible depuis 2000 et encore plus prononcée depuis 2005³³⁸. La Russie est de «*retour*» en Asie centrale, Moscou souhaite préserver son contrôle sur l'ancienne république postsoviétiques et de continuer, selon les principes du soft power, à exercer une influence sur la situation instable en Asie centrale.

L'intérêt de la Russie en Asie centrale, dans le sens le plus large, peuvent être résumées comme suit³³⁹:

³³⁸ LARUELLE M., "Russia's Central Asia Policy and the Role of Russian Nationalism". *Central Asia-Caucasus Institute and Silk Studies Program*, April, 2008, p.7

³³⁹ TROFIMOV D., « Russia and United States in Central Asia: Problems, prospects and interests », *Central Asia and Caucasus*, 19(1) 2003

1. Assurer la stabilité en Asie centrale sur la base des partenariats plus proche possible avec les états-régionaux. Nous devons reconnaître que toute déstabilisation dans la région pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour la Russie.
2. L'utilisation sans restriction du potentiel de transit d'Asie centrale, dans le but de soutenir les relations de la Russie avec la Chine, l'Inde et l'Iran. En ce qui concerne la Chine, ce serait une bonne idée de se concentrer sur l'Organisation de coopération de Shanghai; en ce qui concerne l'Inde et l'Iran, ce serait une bonne idée de tirer le meilleur parti du projet de corridor de transport nord-sud qui est encore aux premiers stades de développement.
3. Maintenir un espace économique unique, intégrant à la fois la Russie et l'Asie centrale. À l'avenir, il pourrait être nécessaire pour faciliter une percée dans la modernisation de l'économie russe. On pense que, dans le long terme, la Russie aura besoin de conserver un marché assez grand pour vendre ses propres produits, ainsi que pour accueillir les flux stable des importations (à la fois par manque d'alternatives) d'un large éventail de produits agricoles de l'Asie centrale, notamment de l'orge, le coton et le blé. Les priorités à long terme de la Russie en outre d'accroître la participation russe dans les décisions sur l'utilisation de l'hydro-énergie et matières premières en Asie centrale.
4. L'exploitation du potentiel géostratégique de la région en cherchant des solutions à des problèmes pratiques et il ya, dans le même temps, aux questions relatives à son statut de puissance internationale et régionale. Pour le moins à moyen terme, la Russie n'a pas d'autre alternative que d'utiliser le centre spatial de Baïkonour au Kazakhstan - c'est le site de lancement pour au moins 70% de fusées spatiales de la Russie. Il ya une abondance de sites au Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan qui est d'une grande importance stratégique à la Russie. Tout comme beaucoup de considération doit être donnée aux plans, stipulé dans l'accord de 1999 russo-tadjik, de mettre en place une base militaire russe en Tadjikistan - 201e division d'infanterie motorisée est déjà fondée dans le pays. Il est important de noter que la présence militaire russe au Tadjikistan a été relativement efficace dans la lutte contre les questions de sécurité intérieure ou régionale, mais n'a pas été utilisé comme levier pour atteindre la Russie à long terme les intérêts politiques et économiques.
5. La reconnaissance par les états de la région et des puissances extérieures de droit de la Russie à jouer un rôle en Asie centrale. C'est déjà le cas, du moins

officieusement, comme en témoignent les invitations aux dirigeants russes de participer aux consultations condition *sine qua non* pour l'Asie centrale. Ces consultations ont lieu avant toute décision pouvant avoir une influence configuration géopolitique de la région. Afin de faire progresser ces intérêts, la Russie et les Etats d'Asie centrale ont besoin pour résoudre un large éventail de questions, dont je ne mentionnerai que quelques-uns et en aucun ordre particulier de la pertinence.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

OUVRAGES

Ouvrages en français

Anne de TINGUY, « *La grande migration – La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer* », Plon, 2004, 662 p.

Anne de TANGUY, « *Moscou et le monde, ambition de la grandeur: une illusion?* », Paris, Autrement, 2008, 215 p.

ALLAMAN J., « *Vladimir Poutine et poutinisme* ». Paris, Le Harmattan, 2004, 158 p.

BADIE B. et BIRNBAUM P., « *Sociologie de l'État* ». Paris, Hachette, 1983, 250 p.

BATTISTELLA D., « *Théories des relations internationales* ». 2^e édition revue et augmentée. Paris, Presses de Sciences Po, 2006, 588 p.

BENAROYA F., « *L'économie de la Russie* ». Paris, La Découverte, 2006, 128 p.

BENSAHEL L. et FONTANEL J., « *L'économie souterraine: l'exemple de la Russie* ». Paris, Harmattan, 2006, 103 p.

BLANC Hélène, « *KGB Connexion: le système Poutine* ». Paris, Hors commerce, 2004, 322 p.

BOYER Y., FACON I., « *La Politique de sécurité de la Russie: entre continuité et rupture* ». Paris, Ellipses, 2000, 256 p.

BREAULY Y., JOLICOEUR P., LEVESQUE J., « *La Russie et son ex-empire. Recomposition géopolitique de l'ancien espace soviétique* ». Presses de Science Po. 2003, 335 p.

BRIARNES P., « *Pour l'empire du monde: Les Américains aux frontières de la Russie et de la Chine* ». Paris, Ellipses, 2003, 960 p.

BRZEZINSKI Z., « *Le Grand échiquier: l'Amérique et le reste du monde* ». Paris, Hachette Littératures, 2000, 273 p.

BUER J-I., « *La Russie* ». Paris, le Cavalier bleu, 2001, 126 p.

CAGNAT R. et JAN M., « *Le milieu des empires : entre URSS, Chine et Islam, le destin de l'Asie centrale* ». Edition Robert Laffont, Paris, 1990, 440 p.

CARRERE D'ENCAUSSE H., *La Russie inachevée*. Paris, Fayard, 2002, 340 p.

- CARRE J-M., « *Poutine: Le Parrain de toutes les Russies* ». Paris, Saint-Simon, 2008, 338 p.
- CHUVIN P. et GENTILLE P., « *Asie centrale: L'indépendance, le pétrole et l'islam* », Le Monde – Poche, 1998, 190 p.
- DAUCE F., « *La Russie postsoviétique* », la Découverte, Collection Repères n°525, Novembre 2008, 128 p.
- DJALILI M. R. et KELLNER T., « *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale* ». Paris. Presses universitaires de France, 2003, 585p.
- DREYFUS F-G., « *Une histoire de la Russie: Des origines à Vladimir Poutine* ». Paris, de Fallois, 2005, 295 p.
- ECKERT D., « *La Russie* ». Hachette supérieure, 2007, 191 p.
- EISENBAUM B., « *Guerres en Asie centrale: luttes d'influences, pétrole, islamisme et mafias* ». Paris, B. Grasset, 2005, 254 p.
- FACON I. et BOYER Y., « *La politique de sécurité de la Russie* », Ellipses, 2000, 250 p.
- FAVAREL-GARRIGUES G. et ROUSSELET K., « *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine* ». Paris, Autrement, 2004, 114 p.
- FEDEROVSKI V., « *Le Roman du Kremlin* ». Paris, Rocher, 2005, 249 p.
- FOUCART P. et RUFFIN B., « *La Russie en recomposition* ». Paris, Ellipses, 2004, 127 p.
- GURFINKIEL M. et FEDEROVSKI V., « *Le retour de la Russie* ». Paris, Odile Jacob, 2001, 310 p.
- HOWARD S. Becker, « *Ecrire les sciences sociales* », Economica, Paris, 2009, p. 179
- HUNTIGTON S., « *Le Choc des civilisations* », Odile Jacob, 1997, 545 p.
- KAGARLITSK B., « *La Russie aujourd'hui. Néolibéralisme, autocratie et restauration* ». Paris, l'Aventurine, 2004 (édition française), 380 p.
- KALIKA A., « *L'Empire aliéné: le système du pouvoir russe* ». Paris, CNRS, 2008, 190p.
- KARAM P., « *Asie centrale: le nouveau grand jeu: après le 11 septembre* ». Paris, Harmattan, 2002, 322 p.
- LARUELLE M., « *Extrême droite et nationalisme en Russie* », Paris: CNRS-Editions, 2007, 259 p.
- LARUELLE M., « *Mythe aryen et rêve impérial dans la Russie tsariste* », Paris, CNRS-Editions, 2005, 223 p.

- LARUELLE M. et PEYROUSE S., « *Asie centrale, la dérive autoritaire* », Paris, Autrement, 2006, 135 p.
- LARUELLE M. et PEYROUSE S., « *Les Russes du Kazakhstan. Identités nationales et nouveaux Etats dans l'espace postsoviétique* », Maisonneuve & Larose, 2004, 354 p.
- LARUELLE M. et PEYROUSE S., « *Islam et politique en ex-URSS (Russie d'Europe et Asie centrale)* », Paris: Le Harmattan, 2005, 338 p.
- LIZIN A-M., ZEISLER N., « *Gazprom: Stratégie de la Russie* », Paris, Luc Pire, 2007, 94 p.
- LORRAIN P., « *Le Mystérieuses Ascension de Vladimir Poutine* ». Paris, du Rosher, 2004, 453 p.
- NAZET M., « *La Russie et ses marges: nouvel empire?* », Paris, Ellipses, 2007, 190 p.
- MANDEVILLE L., « *La reconquête russe* ». Paris, Grasset & Fasquelle, 2008, 388 p.
- MARCHAND P., « *Géopolitique de la Russie* ». Paris, Ellipses, 2007, 619 p.
- MARCHAND P. et SUSS C., « *Atlas géopolitique de la Russie: puissance d'hier, puissance de demain?* ». Paris, Autrement, 2007, 79 p.
- MELANDRI P. et VAÏSSE J., « *L'empire du Milieu, Les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide* », Odile Jacob, Paris, 2001, 550 p.
- MENDRAS Marie, « *Russie: l'envers du pouvoir* », Paris, O. Jacob, 2008, 333 p.
- MENDRAS M., « *Russie: des élections «free but unfair»*, Esprit, Janvier 2004, 237 p.
- MENDRAS M. et VICHNEVSKAÏA M., « *Comment fonctionne la Russie* ». Le politique, le bureaucrate et l'oligarque. Paris, CERI Autrement, 2003, 122 p.
- OBRECHT Th., « *Russie, la loi du pouvoir: Enquête sur une parodie démocratique* ». Paris, Autrement, 2006, 186 p.
- PANIOUCHKINE V., ZYGAR M., « *Gazprom: l'arme de la Russie* », Paris, Acte Sud, 2008, 363 p.
- PARVULESCO J., « *Vladimir Poutine et l'Eurasie* ». Paris, (Charmes) Les Amis de la culture européenne, 2005, 433 p.
- POLITKOVSKAIA A. et DARIOT V., « *La Russie selon Poutine* », Paris, Buchet Chastel, 2006, 271 p.
- POLITKOVSKAIA A., RUTKEVICH N., ACKERMAN G., « *Douloureuse Russie* ». Paris, Buchet Chastel, 2006, 420 p.
- PRIMAKOV E., ACKERMAN G., THIBAUD J.C., CARRERE D'ENCAUSSE H., « *Au cœur du pouvoir* », Paris, des Syrtes, 2002, 381 p.

- RADVANYI J., « *La nouvelle Russie* ». Paris, Armand Colin, 2007, 462 p.
- RADVANYI J., « *Les États post-soviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques* ». Paris, Armand Colin, 2003, 230 p.
- RASHID A. et BURY L., « *Asie centrale, champ de guerre* ». Paris, Autrement, 2002, 272p.
- REINHARDT J., « *Boris Eltsine et le réveil russe* ». Paris, Stock, 1992, 439 p.
- ROCH F., « *Les cuisines du Kremlin* ». Paris, Seuil, 2004, 198 p.
- ROCHE J-J., « *Relations internationales* », Clefs, 4^e édition entièrement refondue, Montchrestien, 2001, 159 p.
- ROCH M., « *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie* ». Paris, Harmattan, 2000, 248 p
- ROMER J-Ch., « *Géopolitique de la Russie* ». Paris, Economica, 1999, 112 p.
- ROUBINSKI Y., « *Les éclats de l'Empire ou la Communauté des Etats Indépendants* ». IFRI, Paris, 2001, 164 p.
- ROY O., « *La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des nations* ». Paris, Editions du Seuil, 1997, 332 p.
- ROY O., « *L'Asie centrale contemporaine* ». Collection « *Que sais-je ?* », n° 3601, PUF, Paris, 2001, 128 p.
- TEURTRIE D., « *Géopolitique de la Russie. Intégration régionale, enjeux énergétiques, influence culturelle* ». Paris, Le Harmattan, 2010, 348 p.
- THUMANN M. et ARGELES J-M., « *La puissance russe: Un puzzle à reconstituer?* », Paris, Alvik, 2003, 391 p.
- VALODE Ph. et MARY L., « *Les maître du Kremlin: de prince Igor au président Poutine* ». Archipel, 2004, 216 p.
- WOLTON Th., « *Le KGB au pouvoir: le système Poutine* ». Paris, Gallimard, 2009, 319 p.

Ouvrages en anglais

BLANK S. J., “*Perspectives on Russian Foreign Policy*”, Strategic Studies Institute Monograph, September 2012, p.227

BROWN A., “*Contemporary Russian Politics: A Reader*”, New York: Oxford University Press, 2001, p. 574

CALDER, K. E. and FUKUYAMA F., “*East Asian Multilateralism, Prospects for Regional Stability*”, Baltimore: John Hopkins University Press, 2008, p. 296.

CAMERON R., “*Russian politics under Putin*”. Manchester University Press, illustrated edition, July 29, 2004, p.304.

CHONG A., “*Foreign Policy in Global Information Space. Actualizing Soft Power*”, Palgrave MacMillan. New York. 2007. p. 255

COHEN S. F., “*Failed Crusade: America and the Tragedy of Post-Communist Russia*”, New York, W. W. Norton, 2001, p. 320

DONALDSON R. H. and NOGEE J. L., “*The Foreign Policy of Russia: Changing Systems, Enduring Interests*”, 3rd edition. New York: M. E. Sharp, 2005, p. 220

FORTESCUE S., “*Russia’s Oil Barons and Metal Magnates: Oligarchs and the State of Transition*”, New York: Palgrave MacMillan, 2006, p. 256

GLEASON G., “*The Central Asian States: Discovering Independence*”, Colorado, West views Press, 1997, p. 220

GORODETSKY G. “*Russia between East and West*”, Frank Cass, London, 2003, p. 230

GRAEME P. Herd and ALDIS A., *Russian regions and regionalism: strength through weakness*, RoutledgeCurzon, 2003, p. 321

HOFFMAN D. E., “*The Oligarchs: Wealth and Power in the New Russia*”. New York: Public Affairs, 2002, p. 600

JACKSON N. J., “*Russian foreign policy and the CIS: theories, debates and actions*”. Routledge, 2003, p. 240

JONES LUONG P., “*The Transformation of Central Asia: States and Societies from Soviet Rule to Independence*”, Cornell University Press, 2004, p. 332

JONSON L., “*Vladimir Putin and Central Asia*”, London I. B. Tauris, 2004, p. 253

JOSEPH S. NYE, Jr. “*Soft Power. The Means to Success in World Politics*”, Public Affairs, New York, p. 206

KANET R. E., *“The New Security Environment: The Impact on Russia, Central and Eastern Europe”*, UK: Ashgate, 2005, p. 247

KUHRT N., *“Russian Policy towards China and Japan. The Eltsin and Putin’s periods”*, Routledge series on Russian and East European studies, 2007, p. 228

LARSSON R. L., *“Russia’s Energy Policy: Security Dimensions and Russia’s Reliability as an Energy Supplier”*, Stockholm: Swedish Defence Research Agency, March 2006, p. 362

LARUELLE M., *“Russia’s Central Asia Policy and the Role of Russian Nationalism”*. Central Asia-Caucasus Institute and Silk Studies Program, April, 2008, p. 80

LEVGOLD R., *“Russian Foreign Policy in the 21st Century and the Shadow of the Past”*, New York, Columbia University Press, 2007, p. 544

LO Bobo, *“Vladimir Putin and the evolution of Russian foreign policy”*, Royal Institute of International Affairs, Wiley-Blackwell, May 6, 2003, p.176

LO Bobo, *“Russian Foreign Policy in the Post-Soviet Era, reality, illusion and mythmaking”*, Palgrave MacMillan, 2002, p. 224

NEIL M., PRAVDA A., ROY A. and LIGHT M., *“Internal Factors in Russian Foreign Policy”*, Oxford University Press, 1996, p. 368

NYGREN B., *“The Rebuilding of Greater Russia: Putin’s Foreign Policy towards the CIS Countries”*. London: Routledge, 2007, p. 354

MANDELBAUM M., *“The New Russian Foreign Policy”*. New York: Council on Foreign Relations, 1998, p. 216

MANKOFF J., *“Russian Foreign Policy. The Return of Great Power Politics”*, Rowman & Littlefield Publishers, p.373

MELISSEN JAN, *“The New Public Diplomacy. Soft Power in International Relations”*, Palgrave MacMillan, 2005, p. 246

MACFARLANE N., *“Realism and Russian Strategy after the Collapse of the USSR”*, in Ethan B. Kapstein, 1999, *“Unipolar Politics: Realism and State Strategies after the Cold War”*, p.218

MCFAUL M., PETROV N. and RYABOV A., *“Between Dictatorship and Democracy: Russian Post-Communist Political Reform”*, Washington, DC: Carnegie Endowment for International Peace, 2004, p. 364

MELVILLE A. and SHAKLEINA T., *“Russian foreign policy in transition: concepts and realities”*, Central European University Press Budapest and New York, p. 496

MELVIN N., *“Russians Beyond Russia: The Politics of National Identity”*, London: RIIA, 1995, p. 176

- OLIKER O., CRANE K., Lowell H. Schwartz, YUSUPOV C., “*Russian Foreign Policy: Sources and Implications*”, Rand Project Air Force, 2009, p. 248
- OLCOTT M.B. “*Central Asia's Second Chance*”, Washington D.C., 2005, p. 389
- PRAVDA A., “*Leading Russia: Putin in Perspective*”. Essays in Honor of Archie Brown. Oxford University Press, 2005, p. 319
- ROY A. and JONSON L., “*Central Asian Security: The New International Context*”, Brookings Institution Press, 2001, p.279
- ROY O., “*The New Central Asia: The Creation of Nations*”, I.B. Tauris, 2000, p. 222
- ROZMAN G., TOGO K. and FERGUSON J.P., “*Russian Strategic Thought toward Asia*”, Palgrave MacMillan, 2006, p. 272
- RUMER B., and ZHUKOV S., “*Central Asia: The Challenges of Independence*”, Hardcover, September 1998, p. 304
- RUMER B., “*Central Asia at the End of the Transition*”, M. E. Sharpe, Jun 2005, p. 449
- RUMER B., “*Central Asia and the New Global Economy*”, M. E. Sharpe, 2000, p. 288
- RUMER B., “*Central Asia: Gathering Storm*”, M. E. Sharpe, 2002, p. 432
- SAKWA R., “*Putin: Russia's Choice*”, 2nd edition, New York: Routledge, 2008, p. 401
- SHEVTSOVA L. F., “*Putin's Russia*”, Washington, DC: Carnegie Endowment for International Peace, 2005, p. 457
- SHEVTSOVA L., “*Yeltsin's Russia: Myths and Reality*”, Washington DC: Carnegie Endowment for International Peace, 1999, p. 341
- SHEVTSOVA L. F., “*Russia Lost in Transition: The Yeltsin and Putin Legacies*”. Washington, DC: Carnegie Endowment for International Peace, 2007, p.388
- STARR F., “*Legacy of History in Russia and the New States of Eurasia*”, M. E. Sharpe, 1994, p. 328
- TRENIN D., “*Getting Russia Right*”, Washington: Carnegie Endowment for International Peace, 2007, p. 127
- TRENIN D., *The end of Eurasia: Russia on the Border between Geopolitics and Globalization*, Carnegie Moscow Center, 2001, p. 340
- TSYGNKOV A. P., “*Russia's Foreign Policy Change and Continuity in National Identity*”, Second Edition, Rowman & Littlefield Publishers, 2010, p. 292
- WILSON R. E. and TORJESEN S., “*The Multilateral Dimension in Russian Foreign Policy*”. Routledge 2009, p. 240

WHITE S., PRAVDA A. and GITELMAN Z., “*Developments in Russian Politics 6*”, Durham, NC: Duke University Press Books, 2005, p. 304

WOODEN A. E. and STEFES Ch. H., “*The Politics of Transition in Central Asia and the Caucasus*”, Enduring legacies and emerging challenges, Routledge 2009, p. 282

Ouvrages en russes

KAZANTSEV A.A. *Bolshaya igra s neisvestnimi pravilami: mirovaya politika i Sentralnaya Aziya. (Grand jeu avec des règlements inconnus: la politique mondiale et l'Asie centrale)*. Nasledie evrasii. Moscou. 2008. p. 248

KARIMOV I., *L'Ouzbékistan au seuil du vingt-et-unième siècle* (en russe), Tachkent, 1998.

LUZYANIN C.G., *Vostotchnaya politika Vladimira Putina. Vozvrashenie Rossii na Bolshoy Vostok* (La politique d'Est de V. Poutine. Le retour de la Russie à Grand Est). Edition. Vostok-Zapad. 2007. p.448

Д.Б. Малышева, к.э.н. С.С. Дмитриев., «*Центральная Азия: роль в перестройке мировых рынков нефти и природного газа*». Москва ИМЭМО РАН 2014. p.104

SHAKLEINA T. A. (Шаклеина Т.А.) «*Внешняя политика и безопасность современной России 1991-2002*» (la politique extérieure et sécuritaire de la Russie post moderne) ХРЕСТОМАТИЯ - vol. 4 Moscou. 2002. p. 538

А.Свечников, С.Чаплинский «*Sentralnaya Aziya. Geopolitika i ekonomika regiona*». Институт стратегических оценок и анализа. Москва – 2010. p. 254

А.А. Дынкин, В.Г. Барановский, (sous la direction) «*Вызовы безопасности в Центральной Азии*» (les appels à la sécurité en Asie centrale). М.: ИМЭМО РАН, 2013. – 150 p

ARTICLES

Articles en français

Anne de TANGUY, « Vladimir Poutine et l'Occident: l'heure est au pragmatisme », *Politique étrangère*, n° 3, juillet - septembre 2001, pp. 515-533.

Anne de TANGUY, « De l'Asie centrale au GUAAM : la relance de la diplomatie russe », Asie centrale, mouvements transnationaux et stratégie d'influence (2^e partie), *Rapport de la Défense nationale*, n° 8-9, août-septembre 2001, p.73.

Anne de TANGUY, « La Russie et ses frontières, vingt ans après l'éclatement de l'empire soviétique ». Science Po CERI. Septembre 2009. p.9

FACON I., « Les relations stratégiques Chine – Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique », *Notes de la FRS*, 15 janvier 2006

BARANOVSKY V., « 11 septembre : une vision russe », *Politique étrangère* N°1 - 2002 - 67^e année pp. 9-20

FACON I., « L'Asie centrale comme enjeu dans le « partenariat stratégique » sino-russe » *Fondation pour la Recherche Stratégique*. 27 février 2008. p.35

FACON I., «L'Organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes», *Le Courrier des Pays de l'Est*. 2006/3, n° 1055, p. 26-37.

FACON I., « Les relations Chine – Russie vues de Moscou : variable du politique étranger ou réel partenariat stratégique ? », *Les Cahiers de Mars*, n° 183, 1^{er} trimestre 2005, pp. 100-110.

FACON I., « La politique extérieure de la Russie de Poutine : acquis, difficultés et contraintes », *Annuaire français de relations internationales*, Bruylant, 2003, pp. 551-567.

FACON I., « Entre intérêt politique et enjeux de sécurité: les dilemmes de la Russie en Asie centrale », *Les Cahiers de Mars*, n°177, 2003, p.77-90

FACON I., « La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 2, 2001, pp. 787-806.

FAVAREL-GARRIGUES G., «La corruption en Russie». *Documentation française*, PPS, n° 821, 21 janvier 2000. Série Russie.

FISCHER S. « La stratégie russe dans l'espace post soviétique : entre soft et hard power. Le cas de l'Ukraine ». *Analyses 2012*. p.5

GOMART Th., «Politique étrangère russe : l'étrange inconstance», *Politique étrangère*. 2007/1, Hors-série, p. 51-62.

GOMART Th., «Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ?», *Le Courrier des Pays de l'Est*. 2006/3, n° 1055, p. 4-13.

GOMART Th., « Vladimir Poutine ou les avatars de la politique étrangère russe », *Politique étrangère*, n° 3-4, pp. 789-802.

JAFALIAN A., « Équilibres géopolitiques en Asie centrale: la montée en puissance de la Chine ». *Annuaire stratégique et militaire*, Paris, FRS, Odile Jacob, 2005, pp. 135-149.

JEGO M., «Les nouvelles brigades du Kremlin», *Le Monde*. 23 Novembre 2007.

KASTOUEVA-JEAN T., "Soft power" russe: discours, outils, impacts. Centre Russie/NEI. IFRI. Paris. 2010. 30 p

KELLNER T, « La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale », *Revue internationale et stratégique*, n° 64, hiver 2006-2007

KELLNER T, «La Chine et les républiques d'Asie centrale : de la défiance au partenariat», n° 22 - Arabes et Iraniens, 2005.

KELLNER T., «La Chine et la nouvelle Asie centrale. De l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre ». *Rapport du GRIP*, Bruxelles, 2002/1, p.39.

LARUELLE M., « Le Retour de la Russie en Asie centrale », *Politique internationale*, no. 115, printemps 2007, pp. 377-391.

LARUELLE M., « Russie – Ouzbékistan: le rapprochement énergétique et ses cercles décisionnels », *Foreign Policy* (French Edition), no. 3, 2007.

LARUELLE M., « Le Nouveau rôle de la Russie en Asie centrale : les migrations de travail des Centre-asiatiques vers la Fédération russe », *La Revue internationale et stratégique*, n° 64, 2006, pp. 133-141.

LARUELLE M., « La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *Étude du CERI*, Paris, n° 126, May 2006, 38 p.

LARUELLE M., « Rodina : les mouvances nationalistes russes, du loyalisme à l'opposition », *Kiosque du CERI*, Paris, May 2006.

LIGHT Margot, « La galaxie CEI 1991-2006 », *Le Courrier des Pays de l'Est*. 2006/3, n° 1055, p. 14-25.

LO Bobo et KASTOUEVA-JEAN T., «Un équilibre fragile : les relations sino-russes», *Politique étrangère*. 2007/1, Hors-série, p. 141-151.

NOUGAYREDE N., «Les oligarques et le pouvoir : la redistribution des cartes», *Pouvoirs*. 2005/1, n° 112, p. 35-48.

NIQUET V., « La Chine et l'Asie centrale », *Perspectives chinoises*, n° 96, 2006.

MEDISH M. et DAVID D., «Russie: la transition inachevée», *Politique étrangère*. 2006/1, Printemps, p. 9-23.

MUCCHIELLI A., Le développement des méthodes qualitatives et l'approche constructiviste du phénomène humaine. 2005. *Recherche qualitative et production de savoirs. Hors-série n°1*. p. 34

PEYROUSE S., «La présence chinoise en Asie centrale. Portée géopolitique, enjeux économiques et impact culturel ». *Les études du CERI*, n°148, septembre 2008, pp.2-33.

PONCET J-F. et MONGRENIER J-B., « Le grand retour de l'Asie centrale », *Regards européens*, n° 8, octobre 1998, 27 p.

RADVANYI J. et WILD G., «La Russie entre deux mondes». *Documentations françaises, Documentations photographiques*, n° 8045, 2005, p.64.

ROY O, «L'Asie centrale et le jeu russe», *Critique internationale*, n°14, janvier 2002, pp.19-22.

ROUBINSKI Y., « Les Etats d'Asie centrale face au problème de l'islamisme », *Géopolitique* n° 72, décembre 2000, 148 p.

SHEVTSOVA L. et LOMIDZE S., «La Russie de Vladimir Poutine : un virage vers le passé ?», *Politique étrangère* 2007/1, Hors-série, p. 75-88.

Xavier de VILLEPIN, « La Russie sur l'échiquier mondial : les moyens et les objectifs de la puissance russe aujourd'hui? » au Colloque organisé par l'Association des Historiens au Sénat. 15/01/2002

Le Courrier des Pays de l'Est, «Russie : bilan du premier mandat de Vladimir Poutine». 2003/8, n° 1038.

Le Courrier des Pays de l'Est, « La Russie et son étranger proche. De l'usage du soft power », n° 1055, 2006.

Le Courrier des Pays de l'Est, « Asie centrale : un enjeu géostratégique », n°1057, 2006.

Articles en anglais

ALLISON R., "Security Management in Central Asia", *International Affairs*, Vol. 80, No.3 (May 2004), p. 468

ANDREW M., "Power Politics: China, Russia, and Peace Mission 2005," *China Brief* 5, 20, 2005

ANTONENKO O. et PINNICK K., "Russia's Foreign and Security Policy in Central Asia: The Regional Perspective", *Russia's New Southern Border: Western Siberia – Central Asia*, n°2, 2003, p. 5.

ANTONENKO O., « Russia, Central Asia and the Shanghai Cooperation Organization », *Russian Analytical Digest*, n° 25, 17 July 2007

ARBATOV A., 'Imperial Infantilism and Russia's National Interests', *Nezavisimaya Gazeta*, 24 June 1995, 1–2

BAILES A., DUNAY P., GUANG P. and TROITSKIY M., The Shanghai Cooperation Organization , *SIPRI Policy Paper* (Stockholm International Peace Research Institute) May 2007, n°17: 3-66

BALZER H., « Managed pluralism: Vladimir Putin's emerging regime », *Post-Soviet Affairs*, vol. 19, n° 3, juillet-septembre 2003, p. 189-227

BHATTY S. KH., « Russia: Traditional hegemon in Central Asia », *Perception*, Autumn 2008, pp.45-63

BLAGOV S., "Uzbekistan and Russia Sign Mutual Defense Pact", *Eurasianet*, 5 November 2005

BLANK S., After Two Wars: Reflections on the American Strategic Revolution in Central Asia, *Strategic Studies Institutes*, July 2005, p. 67

BLANK S., U.S. interests in Central Asia and the challenges to them, *Strategic Studies Institutes*, US War College. 2007, 3-53.

BLANK S., "Turkmenistan and Central Asia after Niyazov", *The Strategic Studies Institute*, 2007, p. 99

BLANK S., Russia and Central Asian Gas: Recent Trends and Implications, *CACI Analyst*, 19th March Edition, 2008

BOHR A., "Regionalism in Central Asia: New geopolitics, old regional order", *International Affairs*, 2004, 80(3): 485-502

BO L., OROLBOEV E. and STERLOV Y. "Water and Energy Crisis in Central Asia", *The China and Eurasia Forum Quarterly*", Vol. 6, n° 3, August 2008, pp. 9-21

- BURGHART D., *"In the Tracks of Tamerlane: Central Asia's Path to the 21st Century"*, Washington, D.C.: National Defense University, 2004, p.16.
- BUSZYNSKI L., "Russia's New Role in Central Asia", *Asian Survey*, Vol. 45, No. 4 (July/August 2005), p. 558
- BRZEZINSKI Z., "Putin's Choice", *The Washington Quarterly*, spring 2008, p.99
- CARLSON B., « The Limits of Sino-Russian Strategic Partnership in Central Asia », *Journal of Public and International Affairs*, 21 June 2007
- COHEN A., "After the G-8 Summit: China and the Shanghai Cooperation Organization", *China and Eurasia Forum Quarterly*, 2006, 4(3): 51-64.
- CWIEK-KARPOWICZ J., "Limits to Russian Soft Power in the Post-Soviet Area", *DGAP analyse* 8, July 2012
- CONLEY, H. A., GERBER, T. P. *Russian Soft Power in the 21st Century. Center for Strategic and International Studies*, 2011
- DANNREUTHER R., "Can Russia Sustain its Dominance in Central Asia?", *Security Dialogue*, vol. 32, n° 2, June 2001, pp. 252-253.
- HAAS M., « Russian-Chinese Military Exercises and Their Wider Perspective: Power Play in Central Asia », *Russian Series 05/51, Conflict Studies Research Center*, October 2005.
- HAAS M., "Putin's External & Internal Security Policy", *Conflict Studies Research Center, February 2005, p.3*
- HOUGHTON D. P., "Reinvigorating the Study of Foreign Policy Decision Making: Toward a Constructivist Approach". *Foreign Policy Analysis* 3, 2007, pp. 24-45.
- ESHANOVA Z., "Central Asia: Diplomatic Visits Highlights US, Russian Competition", *RFE/RL*, 3 December 2002.
- FEIGENBAUM E., "Approach to Central Asia", *Remarks at the Central Asia-Caucasus Institute, Nitze School of Advanced International Studies*, Johns Hopkins University, Washington, DC, 2007, p.11
- FLIKKE G. and WILHELMSSEN J., "Central Asia: A Testing Ground for New Great-Power Relations", *NUPI Report*, Norwegian Institute of International Affairs. 2008, p.58
- FUMAGALLI M., "Alignments and Realignments in Central Asia: The Rationale and Implications of Uzbekistan's Rapprochement with Russia", *International Political Science Review*. 2007, 28(3), pp. 253-271.
- HEMMER S. and KATZENSTEIN P., "Why is there no NATO in Asia?", *Collective Identity, Regionalism, and the Origins of Multilateralism*, *International Organization*, 2002, 56 (3), pp. 575-607.

- HILL F., “*Moscow Discovers Soft Power*”, *Current History*, October 2006
- GARNETT S., “Challenges of the Sino-Russian Strategic Partnership”, *The Washington Quarterly*, autumn 2001
- GIRA V. S., “Russia: Politics of Relegion”. *Eastern Pulse* Issue 3 (18) 2010
- GLINNSKI – VASSILIEV D., “The Myth of the New Détente: The Roots of Putin’s Pro-US Policy”, *PONARS Policy Memo* 239, January 2002, pp. 1-5
- GRIGAS A., “Legacies, Coercion and Soft Power: Russian Influence in the Baltic States”, *Russia and Eurasia Programme*, August 2012
- KERR D. and SWINTON L., “China, Xingjian, and the Transnational Security in Central Asia”, *Critican Asian Studies*, *Critical Asian Studies*, 2008, 40(1), pp.113-142
- KHOJAEV A., “China's policy in Central Eurasia (Based on Chinese sources)”, *Central Asia and the Caucasus*, 2007, 45(3), pp. 26-39
- KOBINSKAYA I., “Parallels and Verticals of Putin’s Foreign Policy”, *PONARS Policy Memoes*, n° 263, October 2002
- KUDAR A., “Russian world – Russia’s Soft Power Approach to Compatriots Policy”. *Russian analytical digest*, n° 81, June 2010
- LAPIDUS G. W., “Central Asia in Russian and American Foreign Policy after September 11, 2001”, Stanford University
- LARUELLE M., “Russia's Central Asia policy and the role of Russian nationalism”, *Silk Road Paper*, *Central Asian and Caucasus Institute*, Silk Road Studies Program, April 2008
- LARUELLE M., “Two questions to four experts on Central Asia,” *Washington Profile*, November, 2005
- LOBJAKAS A., “EU: Ministers approve bloc’s Central Asia strategy”, *Eurasia Insight*, 20th June 2007
- MACFARLANE N., “The United States and regionalism in Central Asia”, *International Affairs*, 2004, 80(3):447-461
- MAKARYCHEV A., “Hard Questions about Soft Power: A Normative Outlook at Russia’s Foreign Policy”, DGAP analyse n°7, October 2011
- MAINE C., “America discovers Central Asia”, *Foreign Affairs*, March/April Edition.2003.
- MCDERMOTT, *Countering Global Terrorism: Developing the Antiterrorist Capabilities of the Central Asian Militaries*, p.27
- MCDERMOTT R., “Russia Plans Expansion of its Military Presence in Kyrgyzstan,” *Eurasia Daily Monitor*, May 16 2006.

MCFAUL M., *“The Formation of the Political Party System in Russia, Moscow”*, Carnegie Endowment for International Peace, 1998

“Military Doctrine of the Russian Federation (21 April 2000)”. In MELVILLE A. and SHAKLEINA T., *Russian foreign policy in transition: concepts and realities*. Budapest: CEU Press, 2005. pp. 105-127

MEDREA S., “Persian-Speaking Union Created by Afghanistan, Iran and Tajikistan”, *CACI Analyst*, 2nd April Edition, 2008.

NORLING N. and SWANSTRÖM N., “The virtues and potential gains of continental trade in Eurasia”, *Asian Survey*, 2007, 47(3):351-373.

OLCOTT M.B., « Is China a Reliable Stakeholder in Central Asia? », Testimony before the U.S.-China Economic and Security Review Commission, 4 août 2006

OLCOTT M.B., “Central Asia’s Second Chance”, *Carnegie Endowment for International Peace*, Washington D.C., 2005

OLCOTT M.B., “The Energy Dimension in Russian Global Strategy: Vladimir Putin and the Geopolitics of Oil”. *Houston: James A. Baker III Institute for Public Policy of Rice University*, 2004, p. 40

OLCOTT M.B., « The Great Powers in Central Asia », *Current History*, October 2005.

OLCOTT M., “Vladimir Putin and Russian Oil Policy”, *Rabochie Materialy Moscovskogo Tsentra Karneghi*, No.1, 2005, pp.9-13

OLIPHANT G., ”Russia’s role and interests in Central Asia”, *SAFERWORLD* October 2013, p.6

PANNIER B., “Central Asia: Beijing flexes economic muscle across region”, *RFE/RL Report*, Edition. 29 May 2008.

PAROMONOV V. et STROKOV A., « The evolution of Russia’s Central Asia policy”, *Advanced Research and Assessment Group, Central Asia Series, Defense Academy of the United Kingdom*, 2008, 21p.

PAROMONOV V. & STOLPOVSKIY O., «Russia and the Central Asian countries: Bilateral security cooperation». *Central Asia and the Caucasus*, n°2 (56), 2009, p. 52-64.

POMFRET R., «Turkmenistan's Foreign Policy ». *China and Eurasia Forum Quarterly, Volume 6*, n° 4, 2008, p. 19-34.

POPESCU N., “Russia’s Soft Power Ambitions”, CEPS, Policy brief, n°115, October 2006, p.2

PYANKOV B., ‘Military Cooperation from the Viewpoint of the Coordinating Staff’, *Nezavisimaya Gazeta*, 4 June 1995.

- RICHARD B. STEPHENS, “*The US’s NATO Interest in Central Asia*”, mars 2000, 21 p.
- ROY A., “Strategic reassertion in Russia's Central Asia policy”, *International Affairs*, 2004, 80(2): 277-293.
- RUGGIE J., “Multilateralism: Anatomy of an Institution”, *International Organization*, 1992, 46(3): 561-598.
- RUMER E., “Russian Foreign Policy beyond Putin”, *Putin’s Foreign Policy a Matter of Interest*, p.26
- SAAT J.H., “The Collective Security Treaty Organization”. *Conflict Studies Research Centre – Central Asian Series*. February 2005, pp. 2-22.
- SAIDAZIMOVA G., « *Central Asia: Hizb ut-Tahrir Gains Members* », RFE/RL, 15 August 2007
- SAKWA R., “New Cold War on Twenty Year’s Crisis? Russia and International Politics”, *International Affairs*, Volume 84, Issue 2, 2008, pp. 244-245
- SHLAPENTOKH D., “Dugin, Eurasianism and Central Asia”, *Communist and Post-Communist Studies*, n°40, 2007, pp. 143-156.
- SECRIERU S., “Russia’s foreign policy under Putin: „CIS Project” renewed.” *UNISCI Discussion Papers* 10 (January 2006): 289-308.
- SECRIERU S., “Russia’s Quest for Strategic Identity” NATO defense college 2006, p.21
- SHERR J., Paper delivered at Conference on Russian Soft Power, ‘Russian Soft Power in the “New” and “Old” Europe’, Arlington, VA, 13 January 2011
- SHAKIROV O., “Russian Soft Power under Construction”
- SMITH M.A., “A Review of Russian Foreign Policy”, Defense Academy of the United Kingdom, July 2007,
- STARR F., "A Partnership for Central Asia", *Foreign Affairs*, July/August Edition, 2005, 84(4):164-178.
- STARR, S. F., *Clans, Authoritarian Rulers and Parliaments in Central Asia*, Uppsala & Washington: *CACI & SRSP Silk Road Paper*, June 2006.
- SWANSTÖRM N., «China and Central Asia: a new Great Game or traditional vassal relations? », *Journal of Contemporary China*, 2005, 14(45):569–58.
- TOLIPOV F., “Uzbekistan and Russia: Alliance against a Mythic Threat,” *Central Asia-Caucasus Analyst*, January 11 2006, p.3-5
- TOLIPOV F., “Russia in Central Asia: retreat, retention, or return?”, *Central Asia and Caucasus*, 5 (47), 2007, pp. 19-32

TOLIPOV F., "The Foreign Policy Orientations of Central Asian States: Positive and Negative Diversification." *21st Century COE Program Slavic Eurasian Studies*. N°16-1, 2007, pp. 23-40

TOLIPOV F., "Multilateralism, Bilateralism and Unilateralism in Fighting Terrorism in the SCO Area", *China and Eurasia Forum Quarterly*, Volume 4, n° 2, 2006, pp.153-169

TOLIPOV F., "CACO merges with EEC: the third strike on Central Asia's independence", *CACI Analyst*, Edition of 19th October, 2005, p.8-10

TOLIPOV F., "The expansion of CACO: A Russian offensive or a Central Asian surrender", *CACI Analyst*, Vol.5, n°23, 1 December 2004, p.3-5

TORBAKOV I., "Reexamining old concepts about the Caucasus and Central Asia", *Eurasia Insight*, April 2004

TRENIN D., "New Priorities in Russian Foreign Policy: The CIS Project." In *Russia: The Next Ten Years*, ed. Andrew Kuchins and Dmitri Trenin. Moscow: Carnegie Moscow Center, 2004. pp. 99-105

TRENIN D., "Russia and the Shanghai Cooperation Organization: A Difficult Match", Special Edition: *SCO at One, CEF Quarterly*, Edition. July 2005, p. 25

TRENIN D., "The Post-Imperial Project", *Nezavisimaya gazeta*, February 2006, p. 2.

TRENIN D. in RUMER E., "Central Asia: Views from Washington, Moscow, and Beijing", *M. E. Sharpe*, 2007, p.80

TRENIN D., "Russia's Spheres of Interest, not Influence", *The Washington Quarterly*, October 2009, p.16

TROFIMOV D., "Russia and the United States in Central Asia: Problems, prospects, and interests", *Central Asia and Caucasus*, 19 (1), 2003

TROFIMOV D., "Russia's Foreign Policy Objectives in Central Asia", *Russia's New Southern Border: Western Siberia – Central Asia*, n° 2, 2003, p.14

TSYGANKOV A.P., "New Challenges for Putin's Foreign Policy", *Orbis* (Published by Elsevier Limited on behalf of Foreign Policy Research Institute), winter 2006, p. 153-165

TSYGANKOV A. P., "If Not by Tanks, then by Banks? The Role of Soft Power in Putin's Foreign Policy", *Europe-Asia Studies*, vol. 58, n° 7, November 2006, pp. 1079-1099

TSYGANKOV A., "Mastering space in Eurasia: Russia's geopolitical thinking after the Soviet break-up", *Communist and Post-Communist Studies* 36, 2003, pp. 101–127

TSYGANKOV A. P. "Preserving Influence in a Changing World: Russia's Grand Strategy". *Problems of Post-Communism*, Vol. 58, No. 1, March-April, 2011, pp. 28-44

TSYGANKOV Y., "Farewell to the Oligarchs? Presidency and Business Tycoons in

Contemporary Russia,” In *Russia after Yeltsin*, ed. Vladimir Tikhomirov, Burlington, Vt.: Ashgate, 2001. pp. 79-102

TSYGANKOV A. and TSYGANKOV P., “A Sociology of Russian Liberal IR”, *Paper presented at the Annual Meeting of International Studies Association*, San Diego, February 28, 2007, p.17

WEITZ R., « Averting a New Great Game in Central Asia », *Washington Quarterly*, summer 2006.

XUANLI L., « Central Asia and China’s Energy Security », *China and Eurasia Forum Quarterly*, Vol. 4, n° 4, November 2006

ZEVELEV I., “Russia’s Policy toward Compatriots in the Former Soviet Union”, *Russia in Global Affairs*, January-March 2008 pp. 49-62

Articles en russes

АБДУЛЛАЕВ Е., Ustoychivoe nerovnovesie: otnosheniya Rossii v politike Uzbekistana. Mejdunarodnie processy 2005, Т.3, n°2(8), с.119-126

ALLISON R. « Центральная Азия и Закавказье: региональное сотрудничество и фактор российской политики ». М.: Моск. центр Карнеги, 2004. с. 30

ALLISON R., «Sentralnaya asiya i Zakavkazi: regionalnoe sotrudjestvo i faktor Rossiyskoy politiki» (Asie centrale et Caucase: cooperation regionale et les facteurs de la politique russe). *Moskovskiy sentr Kornegi*. Moskva, n° 10, 2004.

БЕЛОГЛАЗОВ А. В. « Энергетическая политика России в Центральной Азии в начале XXI века » (2000–2007 гг.) Учен. зап. Казан. ун-та. Сер. Гуманит. науки. 2008. Т. 150, кн. 7. с. 219–232.

БЕЛОГЛАЗОВ А. В. « Российско-казахстанское сотрудничество как фактор «большой игры» в Центральной Азии ». Россия и современный мир: проблемы политического развития. М.: ИБП, 2006. с. 69–80.

BELOGLAZOV A.B., “Mejdunarodnie vodnie konflikti v Sentralnoy Azii” (Le conflit de l’eau entre les peuples (états) en Asie centrale). *Gumanitarnie nauki* (edition) 2007, Т.149, кн.3, с.160-170.

CHUBAIS A. “Missiya Rossii v XXI veke”, *Nezavisimaya Gazeta*, 10 janvier 2003.

FAYZULLAEV D., “Turkmenistan: strategiya i taktika osvoeniya gazovih resursov”. *Aziya i Afrika segodnya*, 2005, n° 1, p. 22-25

ЖИЛЬЦОВ С. С., Зонн И.С., Ушков А.М. Геополитика Каспийского региона. Междунар. отношения, 2003. 278 р

KOSMARSKAJA N., "Ruskie diaspory: politicheskie mifologii i reali massovoga soznaniya", *Diaspory*, n° 2, 2002, pp. 110-156

KORTUNOV, S.V. *Sovremennaiia vneshniaia politika Rossii: strategiiia izberatel'noi vovlechennosti*. Moscow: Visshaia shkola ekonomiki, 2009

LITOUYKIN V., "ODKB pererastaiet voyenno - politicheskiye ramki", *Nezavisimaya Gazeta*, le 18 Janvier 2008

ЛУЗЯНИН С. Г. Восточная политика Владимира Путина. Возвращение России на «Большой Восток» (2004–2008 гг.). – М.: АСТ; Восток-Запад, 2007. – 448 с.

MARKEDONOV S., "Rossiia Vladimira Putina i SNG: missiia bez tseli." *Neprikosnovennii zapas* 6, no. 50 (2006)

MELIKOVA N., "Putin i Nazarbayev hotyat i platit i zakazivat za muziku: Rossia i Kazahstan sozdali analog vsemirnogo banka na prostorax SNG", *Nezavisimaya Gazeta*, le 13 Janvier 2006.

МИХАЙЛОВ V., " 'Golubie kaski' postoiannoy gotovnosti", *Nezavisimaya Gazeta*, le 28 Fevrier 2008.

МИХАЙЛОВ V., "Rossia kriet kadri dlya ODKB", *Nezavisimaya Gazeta*, le 28 Mars 2008.

NAUMOY I., "Saldo ushlo v minus: Kitay torguyet s Rossiey kak so svoey kolonией", *Nezavisimaya Gazeta*, le 28 Janvier 2008.

OLCOTT M., "Putin i neftyanaya politika". *Владимир Путин и стратегические ресурсы России (Vladimir Poutine et les ressources stratégiques de la Russie)*. Моск. центр Карнеги, 2005, p.27

PANFILOVA P., "Uzbekistan zarabotal na sammite ShOS pochti 4 milliarda dollarov", *Nezavisimaya gazeta*, le 30 Juin 2006.

PARAMONOV V., «Budushie pastovok gaza iz Sentralnoy Azii v Rossiyu: expertnaya atsenka» (Future livraison du gaz de l'Asie centrale en Russie: appréciation des spécialistes). *Advanced Research and Assessment Group, Central Asian Series*, Febrary 2008, p.29

PAROMONOV V. & STROKOV A., «Strukturnaya vzaimozavisimost Rossii i Sentralnoy Azii v neftegazovoy sfere» (la structure réciproque de la Russie et l'Asie centrale dans les domaines du pétrole et du gaz). *Conflict Studies Recherche Centre – Central Asian Series*. June 2007, p.25.

PAROMONOV V. & STROKOV A., «Etapi vneshney politiki Rossii v Sentralnoy Azii » (Les étapes de la politique étrangère de la Russie en Asie centrale). *Advanced Recherche and Assessment Group, Central Asian Series*, June 2008, c.33

PAROMONOV V. & STROKOV A, « Structural Interdependence of Russia and Central Asia in the Oil and Gas Sectors », Conflict Studies Research Center, 07/16E, juin 2007

PAROMONOV V. & STROKOV A, « Economic Involvement of Russia and China in Central Asia », Conflict Studies Research Center, Central Asia Series, 07/12 (E), mai 2007

PAROMONOV V. & STROKOV A, « Russia and Central Asia: Current and Future Economic Relations », Conflict Studies Research Center, Central Asia Series, 06/31, juillet 2006

PAROMONOV V., « China and Central Asia: Present and Future of Economic Relations», Conflict Studies Research Center, Central Asia Series, 25 may 2005.

PUTIN V., “Mineralno-sirevie resursi v strategii razvitiia Rossiiskoi ekonomiki”. *Zapiski Gornogo instituta* 144, no. 1 (January 1999),

STANKOVICH S., ‘Derzhava’, *Nezavisimaya Gazeta*, 28 March 1992, p. 4

TROTSKIY E. F., « La politique étrangère d’Ouzbékistan 2004 – 2007, de la coopération stratégique avec les Etats-Unis à l’alliance avec la Russie (en russe) », научной редакцией «История» 23 марта 2008 г.

“Vnutrennyaya diplomatiya,” (la diplomatie intérieure) *Kommersant*, 6 Octobre 2006.

SOURCES

Sites internet

www.kremlin.ru/

www.government.gov.ru/

www.mid.ru/

www.polit.ru/

www.svr.gov.ru/

www.centrasia.ru/

www.infoshos.ru/

www.kommersant.ru/

www.ferghana.ru/

www.ca-news.org/

www.eurasianet.org/

www.gov.uz/

www.gov.kz/

Les centres de recherches sur la Russie et Eurasie

Le Centre d'Etudes et de recherches internationales CERI, Paris, www.ceri-sciencepo.com/

The Central Asia-Caucasus Institute, Paul H. Nitze School of Advanced International Studies SAIS, John Hopkins University, Washington, www.cacianalyst.org/

The Carnegie Endowment for International Peace, Washington, www.ceip.org/

Le Centre des recherches post-soviétiques, MGIMO, Moscou, www.mgimo.ru/

ANNEXES

LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE ETRANGERE

Concept de la sécurité nationale de la Fédération de Russie

(Approuvé par l'Oukase du Président de la Fédération n° 24 en date du 10.01. 2000.)

Le concept de la sécurité nationale de la Fédération de Russie (ci-après Concept) constitue un système de points de vue sur la garantie en Fédération de Russie de la sécurité de la personne, de la société et de l'état contre les menaces extérieures et intérieures dans toutes les sphères de la vie. Le Concept formule les pistes importantes de la politique d'état de la Fédération de Russie.

On comprend par la sécurité nationale de la Fédération de Russie la sécurité de son peuple multiethnique en tant que détenteur de la souveraineté et la seule source du pouvoir en Fédération de Russie.

I. La Russie dans la communauté internationale

La situation dans le monde se caractérise par la transformation dynamique du système des relations internationales. Après la fin de l'époque de la confrontation bipolaire, ont prévalu deux tendances contraires.

La première tendance se manifeste dans le renforcement des positions économiques et politiques d'un grand nombre d'états et de leurs unions d'intégration, le perfectionnement des mécanismes de la gestion multipartite des processus internationaux. Cela dit, un rôle toujours plus important revient aux facteurs économiques, politiques, scientifico-techniques, écologiques et informationnels. La Russie va contribuer à la formation de l'idéologie du devenir du monde multipolaire sur cette base.

La seconde tendance se manifeste à travers les tentatives de créer la structure des relations internationales, basée sur la domination au sein de la communauté internationale des pays occidentaux développés avec le leadership des USA et visant le règlement unilatéral, avant tout par la force militaire, des problèmes clé de la politique mondiale en éludant les normes fondamentales du droit international.

La formation des relations internationales est accompagnée par la concurrence et par l'aspiration de plusieurs états à renforcer leur influence sur la politique internationale, y compris par la création d'armes d'extermination massive. L'importance des aspects militaires par la force dans les relations internationales reste toujours substantielle.

La Russie est un des plus grands pays du monde avec une histoire séculaire et les riches traditions culturelles. Malgré la complexité de la situation internationale et les difficultés intérieures, à force d'un important potentiel économique, scientifico-technique et militaire,

de sa situation stratégique unique sur le continent euro-asiatique, elle continue objectivement de jouer un grand rôle dans les processus mondiaux.

On voit en perspective une plus large intégration de la Fédération de Russie dans l'économie mondiale, l'élargissement de la coopération avec les institutions internationales économiques et financières. La communauté des intérêts de la Russie et des autres états sur plusieurs problèmes de la sécurité internationale est objectivement maintenue, y compris l'opposition à la prolifération d'armes d'extermination massive, la prévention et le règlement des conflits régionaux, la lutte contre le terrorisme international et le trafic de drogue, le règlement des problèmes écologiques globaux aigus, dont ceux de la garantie de la sécurité nucléaire et radiologique.

Cependant, on voit s'intensifier les efforts de certains états, visant à affaiblir les positions de la Russie dans les domaines politique, économique, militaire et autres. Les tentatives de négliger les intérêts de la Russie lors du règlement des grands problèmes des relations internationales, y compris les situations conflictuelles, sont capables de saper la sécurité et la stabilité internationales, de freiner les changements positifs qui se passent dans les relations internationales.

Dans plusieurs pays, dont la Fédération de Russie, s'est brusquement aggravé le problème du terrorisme, qui a le caractère multinational et menace la stabilité dans le monde, ce qui détermine le besoin d'unir les efforts de toute la communauté internationale, d'augmenter l'efficacité des formes et méthodes existantes de la lutte contre cette menace, de prendre des mesures urgentes pour la neutraliser.

II. Intérêts nationaux de la Russie

Les intérêts nationaux de la Russie sont définis comme un ensemble des intérêts équilibrés de la personne, de la société et de l'état dans le domaine économique, de politique intérieure, social, international, informationnel, militaire, frontalier, écologique et autres. Ils sont à long terme et définissent les principaux buts, les tâches stratégiques et courantes de la politique intérieure et étrangère de l'état. Les intérêts nationaux sont garantis par les institutions du pouvoir d'état, qui assument leurs fonctions y compris en interaction avec les organisations sociales, qui agissent sur la base de la Constitution de la Fédération de Russie et la législation de la Fédération de Russie.

Les intérêts de la personne consistent à mettre en pratique les droits et les libertés constitutionnels, à garantir la sécurité individuelle, à augmenter la qualité et le niveau de vie, à contribuer au développement physique, spirituel et intellectuel de l'homme et du citoyen.

Les intérêts de la société consistent à renforcer la démocratie, à créer l'état de droit, social, à obtenir et à maintenir la cohésion sociale, à contribuer au renouveau spirituel de la Russie.

Les intérêts de l'état consistent à conférer le caractère inébranlable au régime constitutionnel, à la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Russie, à la stabilité politique, économique et sociale, à garantir le caractère inconditionnel de la loi et du maintien de l'ordre, à développer la coopération internationale égale en droits et mutuellement avantageuse.

La mise en pratique des intérêts nationaux de la Russie n'est possible que sur la base du développement stable de l'économie. C'est pourquoi les intérêts nationaux de la Russie dans ce domaine sont primordiaux.

Dans le domaine de politique intérieure, les intérêts nationaux de la Russie consistent à maintenir la stabilité du régime constitutionnel, des institutions du pouvoir, à garantir la paix civile et la concorde nationale, l'intégrité territoriale, l'unité de l'espace de droit et l'achèvement du processus du devenir de la société démocratique, ainsi qu'à neutraliser les causes et conditions, qui contribuent à l'apparition de l'extrémisme politique et religieux, du séparatisme ethnique et de leurs conséquences - conflits sociaux, interethniques et religieux, terrorisme.

Les intérêts nationaux de la Russie dans la sphère sociale consistent à garantir le haut niveau de la vie du peuple.

Les intérêts nationaux dans la sphère spirituelle consistent à maintenir et à consolider les valeurs morales de la société, des traditions du patriotisme et de l'humanisme, du potentiel culturel et scientifique du pays.

Les intérêts nationaux de la Russie dans le domaine international consistent à garantir la souveraineté, le renforcement des positions de la Russie en tant que grande puissance - un des centres influents du monde multipolaire, à développer les relations d'égalité et mutuellement avantageuses avec tous les pays et les groupements d'intégration, avant tout avec les états membres de la Communauté des Etats Indépendants et les partenaires traditionnels de la Russie, à respecter globalement les droits et les libertés de l'homme et à éviter l'usage dans cela des doubles standards.

Les intérêts nationaux de la Russie dans le domaine informationnel consistent à respecter les droits et les libertés constitutionnels des citoyens à la réception de l'information et à son usage, à développer les technologies des télécommunications modernes, à protéger les ressources informationnelles de l'état contre un accès illégal.

Les intérêts nationaux de la Russie dans le domaine militaire consistent à défendre son indépendance, sa souveraineté, l'intégrité d'état et territoriale, à prévenir l'agression militaire contre la Russie et ses alliés, à garantir les conditions pour un développement pacifique, démocratique de l'état.

Les intérêts nationaux de la Russie dans le domaine frontalier consistent à créer les conditions politiques, juridiques, organisationnelles et autres pour garantir la protection fiable des frontières d'état de la Fédération de Russie, à respecter la procédure et les règles, établies par la législation de la Fédération de Russie pour exercer l'activité économique et autres dans l'espace frontalier de la Fédération de Russie.

Les intérêts nationaux de la Russie dans le domaine écologique consistent à protéger et à assainir l'environnement.

La protection de la personne, de la société et de l'état contre le terrorisme, y compris international, ainsi que contre les situations d'urgence naturelles et techno-gènes et leurs conséquences, et en temps de guerre - contre les dangers, provenant des hostilités ou en

raison de ces actions, constitue une composante importante des intérêts nationaux de la Russie.

III. Menaces à la sécurité nationale de la Fédération de Russie

L'état de l'économie nationale, l'imperfection du système de l'organisation du pouvoir d'état et de la société civile, la polarisation sociopolitique de la société russe et la criminalisation des relations sociales, la croissance de la criminalité organisée et l'extension de l'échelle du terrorisme, l'aggravation des relations interethniques et internationales créent une large gamme de menaces intérieures et extérieures à la sécurité nationale du pays.

Dans le domaine de l'économie, les menaces ont un caractère d'ensemble et sont causées avant tout par une substantielle réduction du produit national brut, la baisse de l'activité d'investissements, d'innovations et du potentiel scientifico-technique, la stagnation du secteur agricole, le déséquilibre du système bancaire, la croissance de la dette d'état intérieure et étrangère, la tendance à la prédominance dans les exportations des matières premières et des combustibles, de l'énergie, et dans les importations - des aliments et des biens de consommation courante, y compris de première nécessité.

L'affaiblissement du potentiel scientifico-technique et technologique du pays, la réduction des recherches sur les pistes stratégiques importantes du développement scientifique et technique, l'exode à l'étranger des spécialistes et de la propriété intellectuelle menacent la Russie de la perte des positions d'avant-garde dans le monde, de la dégradation des productions de pointe, du renforcement de la dépendance technologique étrangère et de l'échec fait au potentiel de défense de la Russie.

Les processus négatifs dans l'économie résident à la base des aspirations séparatistes de certains sujets de la Fédération de Russie. Cela mène au renforcement de l'instabilité politique, à l'affaiblissement de l'espace économique unique de la Russie et de ses composantes importantes - liaisons industrielles technologiques et de transport, systèmes financier et bancaire, de crédits et fiscal.

La désintégration économique, la stratification de la société, la dévaluation des valeurs spirituelles contribuent à la montée de la tension dans les rapports des régions et du centre, ce qui menace la structure fédérale et le mode de vie socioéconomique de la Fédération de Russie.

L'égoïsme ethnique, l'ethnocentrisme et le chauvinisme, qui se manifestent dans l'activité de certaines unions sociales, ainsi que la migration incontrôlée contribuent au renforcement du nationalisme, de l'extrémisme politique et religieux, du séparatisme ethnique et créent les conditions pour l'apparition des conflits.

L'espace de droit unique du pays est érodé à cause du non-respect du principe de la priorité des normes de la Constitution de la Fédération de Russie sur les autres normes de droit, des normes de droit fédérales sur celles des sujets de la Fédération de Russie, de la gestion étatique insuffisamment réglée aux divers niveaux.

La menace de la criminalisation des relations sociales, qui se forment au cours des réformes du régime sociopolitique et de l'activité économique devient surtout aiguë. De graves erreurs, commises à l'étape des réformes dans les domaines économique, militaire,

de maintien de l'ordre et autres de l'activité d'état, l'affaiblissement du système de la régulation et du contrôle étatique, l'imperfection de la base de droit et l'absence d'une politique étatique forte dans la sphère sociale, la baisse du potentiel moral et spirituel de la société sont les principaux facteurs qui contribuent à la croissance de la criminalité, surtout de ses formes organisées, de même que de la corruption.

Les conséquences de ces erreurs se manifestent dans l'affaiblissement du contrôle de la situation dans le pays, la jonction de certains éléments du pouvoir exécutif et législatif avec les structures criminelles, leur pénétration dans le domaine de la gestion du business bancaire, des productions importantes, des organisations commerciales et des réseaux des marchandises. A ce propos, la lutte contre la criminalité organisée et la corruption a le caractère non seulement juridique, mais aussi politique.

L'échelle du terrorisme et de la criminalité organisée augmente à cause du changement des formes de la propriété, souvent accompagnés de conflits, de l'aggravation de la lutte pour le pouvoir sur la base des intérêts de groupe et ethno-nationalistes. L'absence du système efficace de prophylaxie sociale des délits et de l'infrastructure d'appui de l'activité de prévention du terrorisme et de la criminalité organisée, le nihilisme juridique, l'exode des organes de maintien de l'ordre des effectifs qualifiés augmentent le degré de l'influence de cette menace sur la personne, la société et l'état.

La menace à la sécurité nationale de la Russie dans la sphère sociale vient de la profonde stratification de la société en un cercle restreint des riches et la masse prédominante des citoyens à faible revenu, de l'augmentation de la part de la population, qui vit en-deça du seuil de pauvreté, de la croissance du chômage.

La menace à la santé physique de la nation vient de la crise du système de la protection de la santé et de la protection sociale de la population, de la croissance de la consommation de l'alcool et des substances narcotiques.

Les conséquences de la profonde crise sociale se manifestent dans la brusque chute du taux de natalité et de l'espérance moyenne de vie dans le pays, dans la déformation de la composition démographique et sociale, dans l'échec fait aux ressources de travail en tant que base du développement de la production, dans l'affaiblissement de la cellule fondamentale de la société - la famille, dans la baisse du potentiel spirituel, moral et créateur de la population.

L'approfondissement de la crise dans les sphères de politique intérieure, sociale et spirituelle pourra provoquer la perte des conquêtes démocratiques.

Les principales menaces dans le domaine international sont fonction des facteurs ci-dessous :

- aspiration de certains états et de groupement interétatiques à abaisser le rôle des mécanismes existants de la garantie de la sécurité internationale, avant tout de l'ONU et de l'OSCE ;
- danger de l'affaiblissement de l'influence politique, économique et militaire de la Russie dans le monde ;

- consolidation des blocs et unions militaro-politiques, avant tout l'extension de l'OTAN vers l'Est ;
- possibilité de l'apparition à proximité immédiate des frontières russes des bases militaires et des grands contingents militaires étrangers ;
- prolifération d'armes d'extermination massive et des moyens de leur acheminement ;
- affaiblissement des processus d'intégration dans le cadre de la CEI ;
- apparition et escalade des conflits près des frontières d'Etat de la Fédération de Russie et des frontières extérieures des états membres de la Communauté des Etats Indépendants ;
- revendications de territoire de la Fédération de Russie.

Les menaces à la sécurité nationale de la Fédération de Russie dans le domaine international se manifestent dans les tentatives des autres états de s'opposer au renforcement de la Russie en tant qu'un des centres d'influence dans le monde multipolaire, d'empêcher la mise en pratique des intérêts nationaux et d'affaiblir ses positions en Europe, au Proche-Orient, en Transcaucasie, en Asie Centrale et en Asie-Pacifique.

La grave menace à la sécurité nationale de la Fédération de Russie vient du terrorisme. Le terrorisme international a déclenché une campagne ouverte pour déstabiliser la situation en Russie.

On voit s'aggraver les menaces à la sécurité nationale de la Fédération de Russie dans le domaine informationnel. Un grave danger vient de l'aspiration de certains à dominer dans l'espace informationnel mondial, à faire écarter la Russie du marché informationnel intérieur et extérieur ; de l'élaboration par certains états du concept des guerres informationnelles, qui prévoient la création des moyens d'influence dangereuse sur les sphères informationnelles des autres pays du monde ; du dérangement du fonctionnement normal des systèmes d'information et de télécommunication, ainsi que de la protection des ressources informationnelles, de l'accès non autorisé à ces ressources.

Le niveau et l'échelle des menaces dans le domaine militaire augmentent.

Le passage de l'OTAN à la pratique des actions de force (militaires) en-dehors de la zone de responsabilité du bloc sans l'autorisation du Conseil de Sécurité de l'ONU, élevé au rang de la doctrine stratégique, est lourd de la menace de la déstabilisation de la situation stratégique entière au monde.

L'écart technologique croissant de certaines puissances leaders et l'augmentation de leurs possibilités de création d'armes et de matériel militaire de la nouvelle génération crée les bases de l'étape de qualité nouvelle de la course aux armements, du changement fondamental des formes et des moyens de mener les hostilités.

L'activité des services spéciaux étrangers et des organisations qu'ils utilisent sur le territoire de la Fédération de Russie s'intensifie.

Le renforcement des tendances négatives dans le domaine militaire est aidé par le trop long processus des réformes de l'organisation militaire et du complexe militaro-industriel de la Fédération de Russie, le financement insuffisant de la défense nationale et l'imperfection de la base juridique et réglementaire. A l'étape moderne, cela se manifeste dans le niveau critique bas de la préparation opérationnelle et de combat des forces armées de la Fédération de Russie, d'autres troupes, des unités et des organes militaires, dans la réduction inadmissible du complètement des troupes (forces) en armes modernes, en matériel militaire et spécial, dans l'acuité extrême des problèmes sociaux, et provoque l'affaiblissement de la sécurité militaire de la Fédération de Russie en général.

Les menaces à la sécurité nationale et aux intérêts de la Fédération de Russie dans le domaine frontalier sont fonction de ce qui suit :

- l'expansion économique, démographique et culturo-religieuse des états limitrophes sur le territoire russe ;
- l'intensification de l'activité de la criminalité transfrontalière organisée, ainsi que des organisations terroristes étrangères.

La menace de la détérioration de la situation économique dans le pays et du tarissement de ses ressources naturelles dépend directement de l'état de l'économie et de la disposition de la société à comprendre le caractère global et la portée de ces problèmes. Pour la Russie, cette menace est particulièrement grande à cause du développement préférentiel du secteur des combustibles et de l'énergie, de la base législative peu développée de la protection de la nature, de l'absence ou de l'utilisation limitée des technologies de protection de la nature, de la basse culture écologique. On observe la tendance à l'utilisation du territoire de la Russie en tant qu'endroit de transformation et d'enterrement des matériaux et des substances dangereuses pour l'environnement.

Dans ces conditions, l'affaiblissement du contrôle d'état, l'efficacité insuffisante des mécanismes juridiques et économiques de prévention et de liquidation des situations d'urgence augmentent le risque des catastrophes technogènes dans tous les domaines de l'activité économique.

IV. Garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie

Les principales tâches dans le domaine de la garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie sont :

- prévision et détection opportunes des menaces extérieures et intérieures à la sécurité nationale de la Fédération de Russie ;
- mise en pratique rapide et à long terme des mesures de prévention et de neutralisation des menaces intérieures et extérieures ;
- garantie de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie, de la sécurité de son espace frontalier ;
- essor de l'économie du pays, cap économique indépendant et socialement orienté ;

- dépassement de la dépendance scientifico-technique et technologique de la Fédération de Russie des sources étrangères ;
- garantie sur le territoire de la Russie de la sécurité individuelle de l'homme et du citoyen, de ses droits et libertés constitutionnels ;
- perfectionnement du système du pouvoir d'Etat de la Fédération de Russie, des relations fédératives, des autorités locales et de la législation de la Fédération de Russie, formation des relations interethniques harmonieuses, renforcement de l'ordre et maintien de la stabilité sociopolitique de la société ;
- garantie du respect inconditionné de la législation de la Fédération de Russie par tous les citoyens, fonctionnaires, organes publics, partis politiques, organisations sociales et religieuses ;
- garantie de la coopération égale en droits et mutuellement avantageuse de la Russie avec les états leaders du monde avant tout ;
- élévation et maintien au niveau assez haut du potentiel militaire de l'état ;
- renforcement du régime de la non-prolifération des armes d'extermination massive et des moyens de leur acheminement ;
- prise des mesures efficaces de détection, de prévention et de répression de l'activité de reconnaissance et subversive des états étrangers contre la Fédération de Russie ;
- amélioration fondamentale de la situation économique dans le pays.

La garantie de la sécurité nationale et de la défense des intérêts de la Russie dans le domaine économique constituent la piste prioritaire de la politique d'état.

Les tâches importantes dans les échanges commerciaux sont citées ci-dessous :

- création des conditions favorables pour l'intégration internationale de l'économie russe ;
- élargissement des marchés d'écoulement des produits russes ;
- formation de l'espace économique unique avec les états membres la Communauté des Etats Indépendants.

Dans les conditions de la libéralisation du commerce étranger de la Russie et l'aggravation de la concurrence sur le marché mondial des marchandises et des services, il faut renforcer la défense des intérêts des fabricants nationaux.

L'importance particulière revient à la politique de crédits et financière équilibrée, visant la réduction progressive de la dépendance de la Russie des emprunts étrangers et le renforcement de ses positions dans les organisations financières économiques internationales.

Il faut accentuer le rôle de l'état dans la régulation de l'activité des compagnies étrangères bancaires, d'assurance et d'investissement, instaurer les limitations définies et bien fondées sur le transfert en exploitation aux compagnies étrangères des gisements des ressources naturelles stratégiques, des télécommunications, du transport et des réseaux des marchandises.

Il faut prendre des mesures efficaces dans le domaine de la régulation et du contrôle de change pour créer les conditions afin d'arrêter les règlements en devises étrangères sur le marché intérieur et prévenir l'exportation incontrôlée des capitaux.

Les principales pistes pour garantir la sécurité nationale de la Fédération de Russie dans l'activité économique intérieure de l'état sont énumérées ci-dessous :

- appui juridique des réformes et création du mécanisme de contrôle efficace du respect de la législation de la Fédération de Russie ;

- renforcement de la régulation étatique dans l'économie ;

- mesures nécessaires à prendre pour surmonter les conséquences de la crise économique, maintenir et développer le potentiel scientifico-technique et de production, passer à la croissance économique avec la diminution de la probabilité des catastrophées technogènes, augmenter la compétitivité des produits industriels nationaux, procéder à l'essor du bien-être du peuple.

Le passage à l'économie de marché hautement efficace et socialement orientée devra se faire par voie de la formation progressive des mécanismes optima de l'organisation de la fabrication et de la répartition des marchandises et des services visant la croissance maximale du bien-être de la société et de chaque citoyen.

Au premier plan viennent les tâches, liées à la rectification des déformations dans la structure de l'économie russe, à la garantie de la croissance anticipée de la fabrication des produits de pointe et à fort degré de transformation, au soutien des secteurs, qui composent la base de la reproduction élargie, à la garantie de l'emploi de la population.

Une grande importance revient au renforcement du soutien d'état de l'activité d'investissements et d'innovations, aux mesures de création du système bancaire stable, répondant aux intérêts réels de l'économie, à la facilitation de l'accès des entreprises aux crédits à long terme pour financer les immobilisations, au soutien réel de l'état des programmes ciblés de la restructuration de l'industrie.

Les tâches importantes sont le développement anticipé des secteurs et productions compétitifs, l'élargissement du marché des produits des hautes technologies. Pour les résoudre, il faut prendre des mesures, stimulant le transfert des nouvelles technologies militaires dans la production civile, l'introduction du mécanisme de détection et de développement des technologies de pointe, dont la maîtrise garantira la compétitivité des entreprises russes sur le marché mondial.

La solution de ces tâches suppose la concentration des ressources financières et matérielles sur les pistes prioritaires du développement de la science et de la technique, le soutien aux écoles scientifiques leaders, la formation accélérée des fondations scientifico-techniques et

de la base technologique nationale, l'implication du capital privé, y compris par la création des fondations et l'utilisation des subventions, la réalisation des programmes de développement des territoires à fort potentiel scientifique et technique, la création avec le soutien de l'état de l'infrastructure, qui garantirait la commercialisation des résultats des élaborations scientifiques et techniques parallèlement à la protection de la propriété intellectuelle dans le pays et à l'étranger, le développement du réseau accessible de l'information scientifico-technique et commerciale.

L'état devra contribuer à la création des conditions égales du développement et de l'augmentation de la compétitivité des entreprises indépendamment de la forme de leur propriété, y compris au devenir et au développement des entrepreneurs privés dans tous les domaines, où cela contribue à la croissance du bien-être social, au progrès de la science et de l'enseignement, au développement spirituel et moral de la société, à la protection des droits des consommateurs.

Il faudra élaborer dans les plus brefs délais les mécanismes de soutien de l'activité et du développement économique des régions particulièrement sujettes aux crises et des régions du grand Nord, ainsi que la politique tarifaire, garantissant la cohésion de l'espace économique du pays.

La priorité des facteurs économiques dans le domaine social est d'une importance de principe pour renforcer l'état, pour le réel appui par l'état des garanties sociales, pour le développement du mécanisme de la responsabilité collective et de la prise démocratique des décisions, pour le partenariat social. Cela dit, il est important de mener la politique socialement juste et économiquement efficace dans le domaine de la répartition des revenus.

L'organisation du travail des organes fédéraux du pouvoir exécutif, des organes du pouvoir exécutif des sujets de la Fédération de Russie dans la mise en œuvre des mesures concrètes, visant la prévention et la liquidation des menaces aux intérêts nationaux de la Russie dans le domaine de l'économie exige aussi le perfectionnement ultérieur de la législation de la Fédération de Russie et la garantie de son strict respect par tous les agents économiques.

Le rapprochement des intérêts des peuples du pays, l'établissement de leur coopération polyvalente, la politique d'état nationale et régionale responsable et stable permettra de garantir la stabilité intérieure en Russie. L'approche d'ensemble à la solution de ces tâches doit composer la base de la politique intérieure d'état, garantissant le développement de la Fédération de Russie en tant qu'état fédéré démocratique et multinational.

Le renforcement de l'Etat russe, le perfectionnement des relations de la Fédération et des autorités locales devront contribuer à la garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie. On a besoin de l'approche d'ensemble au règlement des problèmes juridiques, économiques, sociaux et ethno-politiques tout en respectant les intérêts équilibrés de la Fédération de Russie et de ses sujets.

L'exercice du principe constitutionnel du pouvoir du peuple exige le fonctionnement et l'interaction concertés de tous les organes du pouvoir d'Etat, une verticale du pouvoir exécutif rigide et la cohésion du système judiciaire de la Russie. Cela est garanti par le principe constitutionnel du partage des pouvoirs, l'établissement d'une répartition

fonctionnelle des pouvoirs plus nette entre les institutions publiques, le renforcement de la structure fédérée de la Russie par voie de perfectionnement de ses relations avec les sujets de la Fédération de Russie dans le cadre de leur statut constitutionnel.

Les principales pistes de la défense du régime constitutionnel de la Russie sont énumérées ci-dessous :

- garantie de la priorité des lois fédérales et perfectionnement sur cette base de la législation des sujets de la Fédération de Russie ;
- mise au point des mécanismes organisationnels et juridiques de la défense de l'intégrité étatique, garantie de la cohésion de l'espace de droit et des intérêts nationaux de la Russie ;
- mise au point et réalisation de la politique régionale, garantissant l'équilibre optimal des intérêts fédéraux et régionaux ;
- perfectionnement du mécanisme, qui interdit la création des partis politiques et des groupements sociaux, qui poursuivent les buts séparatistes et anticonstitutionnels, et arrêt de leur activité.

On a besoin de la consolidation des efforts, visant la lutte contre la criminalité et la corruption. La Russie est extrêmement intéressée à l'éradication de la base économique et sociopolitique de ces phénomènes socialement dangereux, à la mise au point du système d'ensemble des mesures pour une défense efficace de la personne, de la société et de l'état contre les attentats criminels.

L'importance prioritaire revient à la formation du système des mesures de la prophylaxie sociale efficace et de l'éducation des citoyens loyaux. Ces mesures doivent viser la défense des droits et libertés, de la morale, de la santé et de la propriété de chaque personne indépendamment de sa race, nationalité, langue, de ses origines, de sa situation patrimoniale et fonctionnelle, du lieu de son habitation, de son attitude envers la religion, de ses convictions, de son appartenance aux groupements sociaux, ainsi que des autres circonstances.

Les tâches importantes dans le domaine de la lutte contre la criminalité sont énumérées ci-dessous :

- détection, élimination et prévention des causes et des conditions, qui génèrent la criminalité ;
- renforcement du rôle de l'Etat en tant que garant de la sécurité de la personne et de la société, création de la base de droit nécessaire et du mécanisme de son application ;
- renforcement du système des organes de maintien de l'ordre, avant tout des structures, qui s'opposent à la criminalité organisée et au terrorisme, création des conditions pour leur activité efficace ;
- implication des organes publics dans les limites de leur compétence à l'activité de prévention des délits ;

- élargissement de la coopération internationale mutuellement avantageuse dans le domaine de maintien de l'ordre, avant tout avec les états membres de la Communauté des Etats Indépendants.

Les décisions et les mesures, prises par les organes du pouvoir d'Etat dans le domaine de la lutte contre la criminalité, doivent être ouvertes, concrètes et claires pour chaque citoyen, et le caractère d'anticipation doit garantir l'égalité de tous devant la loi et l'imminence de la responsabilité, s'appuyer sur le soutien de la société.

Pour effectuer la prophylaxie de la criminalité et lutter contre elle, on a besoin avant tout de développer la base juridique en tant que fondations de la défense fiable des droits et des intérêts légitimes des citoyens, ainsi que du respect des obligations de droit international de la Fédération de Russie dans le domaine de la lutte contre la criminalité, du respect des droits de l'homme. Il est important de priver la criminalité de son milieu nutritif, causé par les lacunes de la législation, la crise dans l'économie et la sphère sociale.

Afin de prévenir la corruption et éliminer les conditions pour le blanchiment des capitaux illicites, il faut créer un système efficace de contrôle financier, perfectionner les mesures d'influence administrative, civile et pénale, mettre au point le mécanisme de contrôle de la situation patrimoniale et des sources des revenus des fonctionnaires des organismes et établissements indépendamment de la forme de leur propriété, ainsi que de la correspondance de leurs dépenses à ces revenus.

La lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et la contrebande doit se faire sur la base de l'ensemble national des contre-mesures pour éliminer ces activités criminelles.

Il faut, en se basant sur les accords internationaux, coopérer efficacement avec les états étrangers, leurs organes de maintien de l'ordre et leurs services spéciaux, ainsi qu'avec les organisations internationales, dont la tâche comprend la lutte contre le terrorisme. Il faut également utiliser plus largement l'expérience internationale de la lutte contre ce phénomène, créer un mécanisme concerté de l'opposition au terrorisme international, couper faiblement tous les canaux possibles du trafic d'armes et des explosifs à l'intérieur du pays, ainsi que de leur arrivée de l'étranger.

Les organes fédéraux du pouvoir d'état doivent poursuivre sur le territoire du pays les personnes coupables de l'activité terroriste indépendamment de l'endroit, où étaient prévus et perpétrés les actes terroristes, nuisant à la Fédération de Russie.

La garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie comprend la défense du patrimoine culturel, spirituel et moral, des traditions historiques et des normes de la vie sociale, le maintien du patrimoine culturel de tous les peuples de la Russie, la formation de la politique d'état dans le domaine de l'éducation spirituelle et morale de la population, l'interdiction de la transmission par les médias électroniques des programmes, qui font la propagande de la violence, exploitent les bas instincts, de même qu'elle comprend l'opposition à l'influence négative des organisations religieuses et des missionnaires étrangers.

Le renouveau spirituel de la société est impossible sans le maintien du rôle de la langue russe en tant que facteur de l'union spirituelle des peuples de la Russie multiethnique et de

la langue des contacts interétatique des peuples des états membres de la Communauté des états indépendants.

Pour garantir la sauvegarde et le développement de notre patrimoine culturel et spirituel, il faut créer les conditions socioéconomiques pour effectuer l'activité créatrice et le fonctionnement des organismes de la culture.

Dans le domaine de la protection et du renforcement de la santé des citoyens, il faut augmenter l'attention de la société, des autorités publiques de la Fédération de Russie au développement de l'assistance médicale publique (fédérale et municipale) sur assurance et privée, mener le protectionnisme d'état dans l'industrie médicale et pharmaceutique nationale, réaliser les programmes fédéraux dans le domaine sanitaire et épidémiologique, de la protection de la santé des enfants, de l'aide médicale d'urgence, de la médecine des catastrophes.

Parmi les pistes prioritaires de l'activité de l'état dans le domaine écologique sont :

- utilisation rationnelle des ressources naturelles, formation de la culture écologique de la population ;
- prévention de la pollution de l'environnement grâce à l'augmentation du degré de sécurité des technologies, afférents à l'enterrement et à la destruction des déchets toxiques industriels et ménagers ;
- prévention de la pollution radiologique de l'environnement, minimisation des conséquences des pannes et catastrophes radiologiques, qui ont eu lieu auparavant ;
- stockage écologique et destruction sûrs des armes mises hors d'usage, avant tout des sous-marins atomiques, vaisseaux et bateaux à propulsion nucléaire, des munitions nucléaires, du combustible liquide des missiles, du combustible des centrales atomiques ;
- stockage et destruction sûrs pour l'environnement et la santé de la population des réserves d'armes chimiques ;
- création et mise en pratique de la production sûre, recherche des moyens de l'utilisation pratique des sources écologiques de l'énergie, mesures urgentes prises dans le domaine de l'écologie dans les régions écologiquement dangereuses de la Fédération de Russie.

On a besoin de la nouvelle approche à l'organisation et à la mise en pratique de la défense passive sur le territoire de la Fédération de Russie, du perfectionnement qualitatif du système d'état unique de prévention et de liquidation des situations d'urgence, y compris son intégration ultérieure aux systèmes similaires des états étrangers.

La politique étrangère de la Fédération de Russie devra viser :

- le cap de politique étrangère activement mené ;
- le renforcement des mécanismes clé de la gestion multilatérale des processus politiques et économiques mondiaux, avant tout sous l'égide du Conseil de Sécurité de l'ONU ;
- la création des conditions favorables pour le développement économique et social du pays, pour maintenir la stabilité globale et régionale ;
- la défense des droits et intérêts légitimes des citoyens russes à l'étranger, y compris avec l'utilisation à cette fin des mesures politiques, économiques et autres ;
- le développement des relations avec les états membres de la Communauté des Etats Indépendants conformément aux principes du droit international, le développement des processus d'intégration répondant aux intérêts de la Russie dans le cadre de la Communauté des Etats Indépendants ;
- la participation à part entière de la Russie aux structures globales et régionales économiques et politiques ;
- l'aide au règlement des conflits, y compris l'activité pacificatrice sous l'égide de l'ONU et des autres organisations internationales ;
- l'obtention du progrès dans le domaine du contrôle des armes nucléaires, le maintien de la stabilité stratégique dans le monde sur la base du respect par les états de leurs obligations internationales dans ce domaine ;
- le respect des obligations réciproques dans le domaine de la réduction et de la liquidation d'armes d'extermination massive, d'armes conventionnelles, la réalisation des mesures de renforcement de la confiance et de la stabilité, la garantie du contrôle international des exportations des marchandises et des technologies, ainsi que des services d'usage militaire et double ;
- l'adaptation des accords existants de contrôle des armements et de désarmement aux conditions nouvelles des relations internationales, ainsi que l'élaboration, le cas échéant, de nouveaux accords, avant tout concernant les mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité ;
- l'aide à la création des zones libres d'armes d'extermination massive ;
- le développement de la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre la criminalité multinationale et le terrorisme.

La garantie de la sécurité militaire de la Fédération de Russie constitue la piste importante de l'activité de l'état. La garantie de la possibilité de la réaction adéquate aux menaces, qui

peuvent apparaître au XXI^e siècle, les frais rationnels de la défense nationale étant, constituent l'objectif principal dans ce domaine.

Dans la prévention des guerres et des conflits armés, la Fédération de Russie préfère les moyens politiques, diplomatiques, économiques et autres moyens non militaires. Cependant, les intérêts nationaux de la Fédération de Russie exigent la présence de la puissance militaire suffisante pour sa défense. Les Forces Armées de la Fédération de Russie jouent le rôle principal dans la garantie de la sécurité militaire de la Fédération de Russie.

La dissuasion dans l'intérêt de la prévention de l'agression de toute envergure, y compris avec l'usage des armes nucléaires, contre la Russie et ses alliés constitue la tâche importante de la Fédération de Russie.

La Fédération de Russie doit posséder les forces nucléaires, capables de garantir le dommage prévu à causer à tout état agresseur ou coalition d'états dans toutes les situations.

Les Forces Armées de la Fédération de Russie en composition de combat du temps de paix doivent être capables de garantir la défense fiable du pays contre une attaque aérienne et résoudre avec d'autres troupes, unités et organes militaires la tâche de repousser l'agression dans une guerre locale (conflit armé), ainsi que le déploiement stratégique pour résoudre les tâches dans une guerre de grande envergure. Les Forces Armées de la Fédération de Russie doivent garantir l'activité de pacification de la Fédération de Russie.

L'interaction efficace et la coopération avec les états membres de la Communauté des états indépendants constituent une des pistes stratégiques importantes dans le domaine de la garantie de la sécurité militaire de la Fédération de Russie.

Les intérêts de la garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie prédéterminent dans les circonstances appropriées le besoin de la présence militaire de la Russie dans certaines régions d'importance stratégique du monde. Le déploiement dans ces régions, sur la base du droit international et contractuelle, de même que sur les principes de partenariat, de contingents militaires limités (bases militaires, forces de la Marine de guerre) devra garantir la disponibilité de la Russie à respecter ses obligations, à contribuer à la formation de l'équilibre militaro-stratégique durable des forces dans la région et permettre à la Fédération de Russie de réagir aux crises à leur début, à contribuer à la réalisation des objectifs de politique étrangère de l'état.

La Fédération de Russie considère la possibilité de l'usage de la force militaire pour garantir sa sécurité nationale, partant des principes ci-dessous :

- l'usage de toutes les forces et moyens dont elle dispose, y compris armes nucléaires, en cas du besoin de repousser l'agression armée, si toutes les autres mesures du règlement de la crise sont épuisées ou ont été inefficaces ;
- l'usage de la force militaire à l'intérieur du pays est admis en stricte conformité avec la Constitution de la Fédération de Russie et les lois fédérales en cas de l'apparition de la menace à la vie des citoyens, à l'intégrité territoriale du pays, ainsi que de la menace du changement violent du régime constitutionnel.

Un rôle important dans la garantie des intérêts nationaux de la Russie revient au complexe industriel de la défense. La restructuration et la reconversion du complexe industriel de la défense devront avoir lieu sans nuire au développement des nouvelles technologies et des capacités scientifiques et techniques, à la modernisation des armes, du matériel militaire et spécial et au renforcement des positions des fabricants russes sur le marché mondial des armes.

Il faut créer toutes les conditions nécessaires pour organiser les recherches scientifiques, fondamentales, les pronostics prioritaires, qui assureront le lancement du travail à perspective et d'anticipation scientifique et technique dans l'intérêt de la défense et de la sécurité de l'état.

Les principales tâches de la Fédération de Russie dans le domaine frontalier sont celles qui suivent :

- création de la base juridique réglementaire nécessaire ;
- développement de la coopération interétatique dans ce domaine ;
- opposition à l'expansion économique, démographique et culturo-religieuse sur le territoire de la Russie de la part des autres états ;
- élimination de l'activité de la criminalité organisée multinationale et de la migration illégale ;
- application des mesures conjointes pour garantir la sécurité de l'espace frontalier des états membres de la Communauté des Etats Indépendants.

Les tâches importantes de la garantie de la sécurité de l'information de la Fédération de Russie sont celles qui suivent :

- réalisation des droits et des libertés des citoyens de la Fédération de Russie dans le domaine de l'activité informationnelle ;
- perfectionnement et protection de l'infrastructure informationnelle nationale, intégration de la Russie dans l'espace mondial de l'information ;
- opposition à la menace du déclenchement de l'opposition dans la sphère de l'information.

Une importance particulière pour garantir la sécurité nationale de la Fédération de Russie revient à l'utilisation efficace et au développement global des possibilités des services de renseignement et de contre-espionnage pour le dépistage opportun des menaces et la définition de leurs sources.

Le système de la garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie est créé et développé en conformité avec la Constitution de la Fédération de Russie, les lois, oukases et arrêtés du Président de la Fédération de Russie, les arrêtés et les instructions du Gouvernement de la Fédération de Russie, les programmes fédéraux dans ce domaine.

La base du système de la garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie est composée par les organes, forces et moyens de garantie de la sécurité nationale, qui effectuent les mesures politiques, juridiques, organisationnelles, économiques, militaires et autres, visant à assurer la sécurité de la personne, de la société et de l'état.

Les pouvoirs des organes et des forces de garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie, leur composition, les principes et la procédure de leurs actions sont définis par les actes législatifs appropriés de la Fédération de Russie.

A la formation et à la mise en pratique de la politique de la garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie participent :

le Président de la Fédération de Russie - dirige dans les limites de ses pouvoirs constitutionnels les organes et forces de garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie ; autorise les actions pour garantir la sécurité nationale ; conformément à la législation de la Fédération de Russie forme, réorganise et supprime les organes et forces de garantie de la sécurité nationale qui lui sont sujets ; intervient avec les messages, appels et directives sur le problème de la sécurité nationale, précise dans ses messages annuels à l'Assemblée Fédérale certaines dispositions du Concept de la sécurité nationale de la Fédération de Russie, définit les pistes de la politique étrangère et courante du pays ;

L'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie - sur la base de la Constitution de la Fédération de Russie, sur présentation du Président de la Fédération de Russie et du Gouvernement de la Fédération de Russie - forme la bases législative dans le domaine de la garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie ;

le Gouvernement de la Fédération de Russie - dans les limites de ses pouvoirs et compte tenu des priorités, formulées dans les messages annuels du Président de la Fédération de Russie à l'Assemblée Fédérale dans le domaine de la garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie - coordonne l'activité des organes fédéraux du pouvoir exécutif, ainsi que des organes du pouvoir exécutif des sujets de la Fédération de Russie, forme selon la procédure établie les articles du budget fédéral pour réaliser les programmes ciblés concrets dans ce domaine ;

le Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie mène le travail de dépistage d'anticipation et d'évaluation des menaces à la sécurité nationale de la Fédération de Russie, prépare pour le Président de la Fédération de Russie les projets visant leur rapide prévention, élabore les propositions dans le domaine de la garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie et celles pour préciser certaines dispositions du Concept de la sécurité nationale de la Fédération de Russie, coordonne l'activité des forces et des organes de garantie de la sécurité nationale, contrôle l'application des décisions dans ce domaine par les organes fédéraux du pouvoir exécutif et par les organes du pouvoir exécutif des sujets de la Fédération de Russie ;

les organes fédéraux du pouvoir exécutif garantissent l'application de la législation de la Fédération de Russie, des décisions du Président de la Fédération de Russie et du Gouvernement de la Fédération de Russie dans le domaine de la sécurité nationale de la Fédération de Russie ; dans les limites de leur compétence, élaborent les actes réglementaires dans ce domaine et les présentent au Président de la Fédération de Russie et au Gouvernement de la Fédération de Russie ;

les organes du pouvoir exécutif des sujets de la Fédération de Russie interagissent avec les organes fédéraux du pouvoir exécutif dans l'application de la législation de la Fédération de Russie, des décisions du Président de la Fédération de Russie et du Gouvernement de la Fédération de Russie dans le domaine de la sécurité nationale de la Fédération de Russie, des programmes, projets et directives fédéraux, émis par le Chef suprême des Armées de la Fédération de Russie, dans le domaine de la sécurité militaire de la Fédération de Russie ; prennent des mesures pour impliquer les citoyens, les groupements et organisations sociaux à assister et à aider à la résolution des problèmes de la sécurité nationale conformément à la législation de la Fédération de Russie ; apportent aux organes fédéraux du pouvoir exécutif des propositions de perfectionnement de la garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie.

La Fédération de Russie entend résolument et fermement garantir sa sécurité nationale. Les institutions démocratiques de droit créées, la structure formée des autorités publiques de la Fédération de Russie, la large participation des partis politiques et des groupements sociaux à la mise en œuvre du Concept de la sécurité nationale de la Fédération de Russie sont le gage du développement dynamique de la Russie au XXI^e siècle.

Le concept de politique étrangère de la Fédération de Russie

Les zones géographiques de la politique étrangère (en russe)

Пространство СНГ

1. Отношения со странами СНГ являются главным приоритетом российской внешней политики. Здесь концентрируются наши интересы в сфере безопасности и экономики, отсюда исходят серьезные вызовы, включая нелегальную иммиграцию и организованную преступность.

Россия заинтересована в том, чтобы по периметру ее границ были дружественные, процветающие, демократические и стабильные государства. Залогом лидерства России на пространстве СНГ могло бы быть создание привлекательной для партнеров реалистичной модели эволюционного перехода к полноценным рынку и демократии. У нас есть основания исходить из того, что “европейский выбор” России разделяется обществом и политическими элитами других государств Содружества. Путь достижения этой цели нужно подсказывать собственным примером. В частности, интерес могла бы представлять наша практика государственно-частных партнерств.

Как показывает накопленный опыт и осознают наши зарубежные партнеры по СНГ, торгово-экономическое сотрудничество с Россией является необходимым условием устойчивого развития стран Содружества. Речь идет о важных общих ресурсах национального развития, являющихся продуктом экономической взаимодополняемости и многолетнего совместного существования в рамках единого государства. В обозримой перспективе никакие внешние партнеры или альтернативные интеграционные форматы не смогут заменить роль России как в двустороннем плане, так и в СНГ в целом и в форматах разноуровневой интеграции. Желательный конечный результат – создание экономической системы, которая обеспечивала бы эффективное развитие каждого из ее участников.

Попытки игнорировать естественные взаимосвязи и сложившиеся традиции оборачиваются угрозой появления несамостоятельных, слабых государств. Наши отношения со странами СНГ мы хотим строить на трезвом экономическом расчете. Такие отношения более жизнеспособны, чем устаревшие, политизированные схемы. От вывода реальных экономических интересов из тени выиграют и наши отношения с внерегиональными державами на пространстве Содружества. Это – как раз те ясность, открытость и понятность, к которым нас призывают и которых мы, в свою очередь, ожидаем в политике наших партнеров в отношении стран этого жизненно важного для нас региона.

2. СНГ обеспечило “цивилизованный развод” бывших советских республик после распада СССР и сейчас продолжает оставаться востребованной площадкой обсуждения общих проблем. Начатая в рамках Содружества реформа нацелена на нахождение оптимального баланса между модернизацией и сохранением позитивного потенциала, наработанного за последние 15 лет. Ключевое значение в

рамках СНГ приобретает проблематика укрепления общего гуманитарного пространства. Речь идет о том, чтобы сохранить многообразные человеческие связи, укрепить их, в том числе по линии гражданского общества. В этом – важный дополнительный ресурс национального развития для каждой страны Содружества.

Переход на рыночную основу в экономических связях со странами СНГ давно назрел. “Фаворитизм” в отношении отдельных партнеров не только противоречит общепринятой мировой практике, но и искажает процессы их внутреннего развития, снижает стимулы к структурной перестройке экономик, не вписывается в наше общее стремление вступить в ВТО. При этом Россия готова рассматривать варианты постепенного перехода на новые цены на энергоносители. Задача – преодоление политизации экономического сотрудничества, искажающей природу наших отношений. Это, как показывают опросы, отвечает настроениям в российском обществе. Прежние цены как раз диктовала политика, и ни к чему хорошему ни для стран-поставщиков, ни для стран-потребителей это не привело. Речь идет о важнейшем элементе взаимной эмансипации, позволяющей снять все рудименты прошлого и выстраивать прагматичные отношения, устремленные в будущее, основанные на взаимном уважении и взаимной выгоде.

Россия должна стремиться к экономически либерализованному постсоветскому пространству, включая инвестиционную сферу. Прошедшие 15 лет показали, что для России это пространство – огромный перспективный рынок сбыта, в том числе для продукции с высокой добавленной стоимостью. Если в совокупном российском экспорте доля продукции машиностроения составляет 5 %, то в экспорте в страны СНГ – около 21 % в 2005 году. Таким образом Россия может внести свой вклад в экономическую модернизацию в СНГ.

3. Потребность в интеграции на постсоветском пространстве рано или поздно возникнет у большинства бывших республик СССР. На данном этапе реальная интеграция на пространстве СНГ осуществляется в малых форматах. Ядром интеграционных процессов является **Евразийское экономическое сообщество (ЕврАзЭС)**. На ближайшую перспективу перед ним стоит задача создания полноценного таможенного союза, что даст возможность перейти к интеграционному этапу более высокого уровня – созданию в рамках ЕврАзЭС единого экономического пространства (общего рынка).

Осуществляется деятельность по формированию пакета документов таможенного союза “тройки” (Белоруссия, Казахстан, Россия) в формате “шестерки” ЕврАзЭС с использованием наработок переговорного процесса в рамках **Соглашения о Едином экономическом пространстве (ЕЭП)**. Предусмотрено, что присоединение к таможенному союзу “тройки” других государств-членов ЕврАзЭС будет вестись последовательно, с учетом степени их готовности.

Особая роль в реализации крупных инвестиционных проектов на пространстве Сообщества отводится новой международной финансовой организации – **Евразийскому банку развития** (уставный капитал 1,5 млрд. долл.).

4. Интересам укрепления интеграционных процессов между четырьмя наиболее развитыми в экономическом отношении странами СНГ – Россией, Украиной, Казахстаном и Беларуссией, на долю которых приходится около 90 процентов

валового внутреннего продукта государств Содружества, - отвечало бы полноформатное участие Украины в формировании **Единого экономического пространства**. Это соответствовало бы современным реалиям развития мировой экономики, вписывалось бы в контекст процесса глобализации мировых хозяйственных связей.

5. Ключевую роль в обеспечении региональной безопасности и стабильности, включая противодействие новым вызовам и угрозам, играет **Организация Договора о коллективной безопасности (ОДКБ)**. Повышению ее роли в решении этих задач, особенно применительно к Центральноазиатскому региону, способствует возобновление членства в ней Узбекистана. Россия и далее будет содействовать консолидации ОДКБ в качестве военно-политического союза, укреплению миротворческого потенциала Организации, совершенствованию военно-технического сотрудничества между государствами-членами, усилению координации их действий на международной арене. Актуальной задачей является дальнейшее укрепление международного авторитета ОДКБ, развитие ее контактов с другими региональными организациями аналогичного профиля, включая НАТО. Растущее практическое значение приобретает усиление координации между ОДКБ и ЕврАзЭС.

6. Россия последовательно проводит линию на углубление отношений с **Белоруссией**, с которой достигнут наиболее высокий в СНГ уровень политической и экономической интеграции, обеспечивается тесное взаимодействие во внешней политике, в области обороны и безопасности, в гуманитарной сфере.

В дальнейшем углублении интеграционных процессов приоритетное значение приобретает формирование единого экономического пространства. Осуществляемый в этом контексте поэтапный переход в двусторонних отношениях на универсальные рыночные принципы, несмотря на все возникающие сложности, создает условия для выведения российско-белорусского взаимодействия на качественно новый уровень и будет способствовать поиску оптимальной модели строительства Союзного государства.

7. Отношения с **Украиной** – одно из ключевых направлений российской внешней политики. Россия и Украина были и будут друг для друга важнейшими, стратегическими партнерами. Предпосылками для этого являются культурно-историческое родство, взаимодополняемость экономик, обширные гуманитарные связи, взаимопереплетение судеб граждан наших стран. Все наносное в них, связанное с действием различных геополитических факторов в непростой период перехода к новому миропорядку, имеет преходящее значение и будет преодолеваться по мере становления современной устойчивой архитектуры международных отношений.

Состояние российско-украинских отношений проецируется на процессы на всем пространстве СНГ и на европейском континенте в целом. Россия стремится к углублению связей с Украиной на основе принципов добрососедства, прагматизма и взаимной выгоды. Уникальным механизмом реализации этой цели является Российско-Украинская межгосударственная комиссия во главе с президентами двух стран.

8. Россия, оставаясь приверженной политическому урегулированию **приднестровского конфликта** при соблюдении территориальной целостности Молдавии и на основе выработки особого, надежно гарантированного статуса Приднестровья, выступает в переговорном процессе за сохранение механизмов обеспечения стабильности в регионе, включая действующую миротворческую операцию, а также бережное отношение ко всему фонду идей урегулирования. Важнейшим элементом долгосрочного урегулирования является закрепление конституционного статуса Молдавии как нейтрального государства.

9. **Закавказский регион** имеет ключевое значение в плане обеспечения территориальной целостности и национальной безопасности России. Ситуация в регионе остается напряженной, а применительно к Грузии – взрывоопасной. Существующие здесь “замороженные” конфликты используются внерегиональными силами в целях укрепления своего влияния в регионе в ущерб нашим позициям.

10. Политика руководства **Грузии** во главе с М.Саакашвили построена на этническом национализме и пользуется поддержкой ряда западных стран, и прежде всего США. Тбилиси проводит линию на слом существующих миротворческих и переговорных форматов, в результате чего происходит осложнение ситуации вокруг Абхазии и Южной Осетии. Грузия рассчитывает привлечь к этим проблемам повышенное международное внимание, подключить к тематике “замороженных конфликтов” евроатлантические структуры и тем самым форсировать урегулирование на своих условиях, имея в виду обеспечение статуса Абхазии и Южной Осетии как составных частей унитарного государства Грузии. При этом грузинская сторона не прекращает антироссийскую кампанию в СМИ, хотя и несколько снизила ее накал, пытается использовать в своих целях потенциал ОБСЕ, СЕ, ЕС и НАТО, стремится переложить на Россию ответственность за все свои проблемы внутреннего и внешнего характера, что оправдало бы “закручивание гаек” внутри страны, укрепление авторитарных тенденций в политической жизни.

В пользу такой оценки говорят и выводы июльского (2006 года) доклада по России Трехсторонней комиссии, где отмечается, в частности, что Грузия “очень далека от того, чтобы быть маяком демократии и правового государства”, “находится в очень слабом и нестабильном состоянии, и ею управляет в высшей степени эксцентричное руководство”. По мнению авторов, “Запад не должен поощрять заблуждение, что решение проблем Грузии возможно через членство в НАТО и ЕС”.

11. На фоне конфликтов с участием Грузии **нагорно-карабахское урегулирование** выглядит менее острым вопросом. Нынешняя линия – совместные с Вашингтоном и Парижем действия в рамках механизма сопредседательства Минской группы ОБСЕ в поддержку прямых переговоров Баку и Еревана – представляется оптимальной.

12. **Азербайджан** – стратегически важный партнер на ближайшую и долгосрочную перспективу. Установившиеся в наших отношениях уважительный тон, атмосфера доверия и равноправия себя оправдали. Азербайджанское руководство стремится продолжать линию на сближение с Россией.

13. Отношения с **Арменией** носят устойчивый союзнический характер. Она наш стратегический партнер в Закавказье, часть интеграционного ядра Содружества. Будем стремиться к ослаблению транспортной блокады Армении, наращиванию

сотрудничества в энергетике, добиваться более высокой степени внешнеполитической координации двух стран в регионе, укреплять гуманитарное сотрудничество.

14. В регионе **Центральной Азии** США настойчиво продвигают планы формирования новой структуры, объединяющей пять среднеазиатских республик, Афганистан и Пакистан, а в перспективе и Индию. Многие в центральноазиатских политических кругах видят в проникновении в регион США и других стран Запада важный ресурс модернизации, получения финансовой помощи, притока передовых технологий. Крупный фактор неопределенности – деградирующая ситуация в Афганистане. Но если афганская кампания закончится неудачей, а США и НАТО уйдут, страны Центральной Азии и Россия останутся один на один перед лицом последствий усугубившейся афганской проблемы, в первую очередь наркотеррористической угрозы, всплеска фундаменталистских настроений и дестабилизации региона. В этих условиях у России нет иного выбора, как наращивать свою многоплановую вовлеченность в дела Центральной Азии.

15. **Казахстан** – ключевой стратегический партнер и союзник России в центральноазиатском регионе. Данная оценка основывается на его роли одного из ведущих “локомотивов” в интеграционных процессах на постсоветском пространстве, а также исходя из геостратегического значения Республики для России, ее потенциала в энергетической, транспортно-транзитной, военной и иных сферах, динамично, однако еще не в полной мере задействованном в интересах наших двусторонних отношений.

16. Динамично по восходящей развиваются отношения и сотрудничество на принципах стратегического союзничества с **Узбекистаном** в политической, экономической, военно-технической, гуманитарной и других областях. Хороший импульс в этом направлении дало вступление Республики Узбекистан в ЕврАзЭС в конце 2005 года и восстановление ее членства в ОДКБ в 2006 году.

17. Отношения с **Киргизией** развиваются в традиционно дружественном, конструктивном ключе, носят многоплановый характер. Осуществляется военное и военно-техническое сотрудничество на двусторонней основе и в рамках ОДКБ. Ведется планомерная работа по обустройству и развитию российской военной базы в г.Кант, являющейся авиационным компонентом Коллективных сил быстрого развертывания ОДКБ на центральноазиатском направлении.

18. Россия и **Таджикистан** взаимодействуют в рамках ОДКБ, ЕврАзЭС и ШОС, координируют подходы к основным актуальным международным и региональным проблемам. В нормальном режиме функционирует 201-я российская военная база в Таджикистане. Достигнут определенный прогресс в области гидроэнергетики: состоялось перекрытие реки Вахш плотиной для строящейся с помощью России Сангтудинской ГЭС-1. Этим сделан важный шаг в возведении электростанции, которая должна решить проблему обеспечения Республики электроэнергией.

19. Вновь избранный Президент **Туркменистана** Г.М.Бердымухаммедов на встрече с Председателем Правительства Российской Федерации М.Е.Фрадковым в феврале 2007 года подтвердил преемственность линии на развитие тесного сотрудничества с Россией в различных областях.

Европа

1. В работе на европейском направлении требуются обновленные подходы, ориентированные на формирование нового качества отношений. Это связано как с укреплением позиций России, так и с тем, что основные европейские и евроатлантические объединения – ЕС, СЕ, ОБСЕ, НАТО – переживают период трансформации, связанной с поиском ими своих ниш в изменившихся международных реалиях. **В этих условиях точкой опоры политики России на европейском пространстве являются двусторонние отношения,** где присутствуют экономика, политика, социальная сфера, вопросы культуры и контакты между людьми. Реализация потенциала двусторонних связей должна помочь определиться со шкалой приоритетов относительно многосторонних организаций.

2. **Евросоюз** является нашим главным партнером в Европе, с ним связан основной массив российских интересов на европейском направлении. **Несмотря на замедление темпов евроинтеграции, он остается мощным геополитическим фактором, который необходимо учитывать при выстраивании нашей линии на европейском направлении и в международных делах в целом.**

Стратегическое партнерство с ЕС развивается в целом конструктивно, диалог по самому широкому спектру взаимодействия становится все более насыщенным и предметным.

Вместе с тем, отмечаются попытки ряда стран, присоединившихся к Евросоюзу в 2004 году, “воспользоваться” преимуществами членства для реализации своих политических задач на российском направлении, превращая отношения Россия-ЕС в “заложника” собственных узконациональных интересов.

Приоритетным вопросом на повестке дня является запуск переговоров по разработке базового договора Россия-ЕС, который заложил бы новую правовую основу сотрудничества с Евросоюзом взамен Соглашения о партнерстве и сотрудничестве (СПС), первоначальный десятилетний срок действия которого истекает 1 декабря 2007 года. Однако правовой вакуум нашим отношениям не угрожает: стороны могут продлить действующее СПС. В любом случае это – прежде всего проблема самого Евросоюза.

Основное внимание в работе с Евросоюзом уделяется реализации принятых на саммите Россия-ЕС 10 мая 2005 года в Москве “дорожных карт” по формированию четырех общих пространств: экономического; свободы, безопасности и правосудия; внешней безопасности; науки и образования, включая культурные аспекты.

Интенсивная работа проводится по формированию горизонтальных связей в рамках “дорожной карты” по общему экономическому пространству. Запущено 12 отраслевых диалогов Россия-ЕС, особое внимание уделяется энергетической и транспортной проблематике.

Непростым моментом в отношениях остается требование Евросоюза к России ратифицировать Договор к Энергетической хартии и подписать Протокол по транзиту, которые в нынешней редакции не отвечают нашим национальным

интересам. Об этом было четко заявлено партнерам в ходе саммитов Россия-ЕС в Сочи 25 мая 2006 года и в Хельсинки 24 ноября 2006 года, а также в ходе неформальной встречи В.В.Путина с главами 25 стран-членов ЕС в Лахти 20 октября 2006 года. В то же время с российской стороны была подтверждена готовность выработать единые правила энергетического сотрудничества на основе принципов, содержащихся в Энергохартии.

Постепенно решаются проблемы калининградского грузового транзита. Вместе с тем сохраняются разногласия по вопросам транспортных транзитных тарифов, ветеринарных и фитосанитарных проверок. Предстоящее вступление Литвы в Шенгенское пространство не должно сузить свободу передвижения калининградцев.

В рамках взаимодействия по вопросам “дорожной карты” свободы, безопасности и правосудия важной вехой стало подписание соглашений об упрощении выдачи виз и реадмиссии, которые должны вступить в силу в ближайшее время. Нашей стратегической целью остается введение безвизового режима поездок граждан России и ЕС.

Сохраняется актуальность выполнения Евросоюзом своих обязательств по совместному заявлению о расширении ЕС и отношениях Россия-ЕС, принятому в Люксембурге 27 апреля 2004 года, в части, касающейся обеспечения надлежащего соблюдения прав национальных меньшинств в Латвии и Эстонии.

В соответствии с “дорожной картой” общего пространства внешней безопасности на всех уровнях налажен конструктивный диалог по международной проблематике, проводятся регулярные консультации по таким актуальным вопросам, как ближневосточное урегулирование, иранская ядерная программа, ситуация в Ираке.

С общей позитивной тональностью антитеррористического диалога России и ЕС резко контрастирует продолжающееся присутствие и антироссийская деятельность на территории ряда государств-членов ЕС “эмиссаров” чеченских сепаратистов, ведущих не только пропаганду, но и сбор средств на террористическую деятельность против России и российских граждан.

В рамках создания общего пространства науки и образования создан механизм взаимодействия в научной сфере – Совместный комитет по сотрудничеству в области науки и технологий. Функционирует совместный российско-есовский образовательный проект – Европейский учебный институт на базе МГИМО МИД России.

В целях минимизации негативных последствий принятия Румынии и Болгарии в Евросоюз в 2007 году российская сторона в рамках переговорного процесса с КЕС, начатого в октябре 2006 года, подводит партнеров к осознанию необходимости проведения переговоров с Болгарией и Румынией, которые бы предшествовали распространению действия СПС на эти страны.

3. Председательство России в Комитете министров **Совета Европы** (КМСЕ) в мае – ноябре 2006 года существенно укрепило наше влияние на формирование общеевропейской повестки дня, позволило принять меры по нейтрализации намерений Евросоюза по выходу из общеевропейского правочеловеческого

пространства путем создания Агентства Евросоюза по основным правам человека, которое не подпадало бы под действие Европейской Конвенции о правах человека.

Интересам России отвечают в первую очередь следующие направления деятельности Совета Европы: антитеррористическое взаимодействие; межрелигиозный и межкультурный диалог; обеспечение свободы передвижения в Европе путем формирования единого безвизового пространства; сотрудничество в социальной сфере, а также в области культуры, молодежи, спорта.

4. Изначально заложенная в концепцию ОБСЕ функция форума для равноправного политического диалога и принятия коллективных решений по общим для всех государств-участников вопросам европейской безопасности во всех трех ее измерениях (военно-политическом, экономическом и гуманитарном) все больше атрофируется. США и ряд других западных стран пытаются свести деятельность ОБСЕ к роли одностороннего инструмента обеспечения своих внешнеполитических интересов в отношении других государств-участников этой организации. Речь идет прежде всего о воздействии на процессы в СНГ, попытках переустройства “европейской периферии” по навязываемым извне лекалам, давления на государства-не члены НАТО и ЕС в целях изменения вектора их политической ориентации вплоть до смены правящих режимов, вытеснения России из переговорно-миротворческих форматов урегулирования “замороженных конфликтов”.

В этих целях ведется линия на консервацию институциональной “рыхлости” ОБСЕ, доставшейся в наследство от ее “конференционного” (периода СБСЕ) прошлого и выражающейся в “вольнице” Действующего председательствования Организации, ее институтов и полевых присутствий, многие вопросы деятельности которых попросту не выносятся на рассмотрение коллективных межправительственных органов (Постсовета и СМВД). Некоторые из этих институтов, в особенности Бюро по демократическим институтам и правам человека (БДИПЧ), открыто претендуют на некую автономию от государств-участников ОБСЕ, имея в виду сохранить возможность для политически пристрастного “мониторинга” процессов, в т.ч. электоральных, в странах, расположенных “к востоку от Вены”.

Пока усилиями России и союзников удастся сохранять в повестке дня ОБСЕ тему реформы Организации и “точечно” насыщать ее деятельность вопросами противодействия новым вызовам и угрозам. Соответствующие поручения включены в решения Брюссельского СМВД ОБСЕ (декабрь 2006 года).

5. В отношениях с НАТО, которые занимают особое место в российской внешней политике, исходим из реалий - альянс остается геополитическим и силовым фактором, влияющим на ситуацию в сфере безопасности у наших границ.

При всех различиях в тактических и геополитических приоритетах у России и НАТО имеется значительное поле совпадения интересов в реагировании на общие угрозы и вызовы в сфере безопасности – терроризм, региональные кризисы, природные и техногенные катастрофы. В документах альянса неоднократно констатировалось, что партнерство Россия-НАТО является стратегическим элементом в укреплении безопасности на евроатлантическом пространстве.

Комплекс взаимодействия с Североатлантическим альянсом выстраивается через механизм Совета Россия-НАТО (СРН), созданный в соответствии с Римской декларацией от 28 мая 2002 года. Государства-члены Совета работают как равноправные партнеры, на основе принципов консенсуса и неукоснительного соблюдения международного права.

Деятельность СРН стала важным фактором стабильности и предсказуемости в отношениях с альянсом. Существенный прогресс достигнут в становлении главных «опор» СРН – политического диалога и практического сотрудничества.

В рамках политдиалога Россия ставит перед партнерами вопросы, касающиеся планов дальнейшего расширения и трансформации НАТО, реконфигурации военного присутствия в Европе, создания баз на территории новых членов. В работе по укреплению взаимного доверия большое значение имеет практическое сотрудничество по линии СРН между военными в целях повышения оперативной совместимости войск (сил), в том числе для обеспечения взаимодействия миротворческих контингентов. Среди других приоритетных проектов – сотрудничество в области контроля за воздушным движением; формирование потенциала реагирования на террористические акты и другие чрезвычайные ситуации; налаживание военно-технических связей; подготовка кадров для антинаркотических структур Афганистана и стран Центральной Азии.

Расширенческие планы НАТО (в том числе по ускоренному приему Грузии, Украины), приближение военной инфраструктуры к российским границам (создание баз в Румынии и Болгарии), нератификация Соглашения об адаптации ДОВСЕ неизбежно осложняют наши отношения.

Принципиальное значение будет иметь содержание процесса политической трансформации альянса, который, по всеобщему признанию, притормозился. Реальная адаптация НАТО к новым условиям в сфере безопасности может быть реализована только в случае его готовности к равноправному партнерству с другими странами и региональными организациями. Одним из показателей такой готовности может служить реакция НАТО на многократные предложения российской стороны о налаживании взаимодействия с ОДКБ в борьбе с наркотеррористической угрозой, исходящей с территории Афганистана. Наше отношение к трансформации НАТО будет зависеть от того, в каком направлении пойдет этот процесс после рижского саммита альянса, состоявшегося в ноябре 2006 года, насколько будут соблюдаться принципы международного права, включая прерогативы СБ ООН, на деле, а не декларативно учитываться интересы безопасности России. Превращение НАТО из замкнутого военного блока в более современную организацию, занимающуюся реальными, а не мнимыми угрозами безопасности, способствовало бы укреплению международной и европейской стабильности.

6. Ключевое значение для строительства отвечающей нашим интересам европейской архитектуры имеют отношения с **ведущими государствами Европы** – Германией, Францией, Испанией, Италией. Во взаимодействии с этими государствами формируются устои европейской жизни на равноправной основе. Необходимы дальнейшие инициативные шаги по наращиванию с ними эффективного взаимодействия и сотрудничества. В перспективе будет еще более востребован механизм трехстороннего политического диалога Россия-Германия-Франция,

“изменяемая геометрия” других форматов отношений с европейскими странами, рассматривающими роль России на евразийском пространстве как важный стабилизирующий фактор.

7. **Великобритания** остается для нас важным, хотя и непростым партнером. Главный ресурс дальнейшего развития российско-британских связей – торгово-экономическое и инвестиционное сотрудничество, а также совместные наработки в сфере антитеррора, имеющие, однако, ограничители в виде известной позиции Лондона по проблеме т.н. “новых политэмигрантов”. Несмотря на масштабность нашего сотрудничества, двусторонние отношения и взаимодействие на международной арене сдерживаются откровенно мессианским настроением значительной части британской политэлиты, в том числе в отношении внутривнутриполитических процессов в России.

8. Существенным резервом нашей европейской политики остаются **государства Центральной и Восточной Европы**.

9. Россия заинтересована в налаживании добрососедских отношений с **прибалтийскими государствами**, реальный прогресс в которых будет зависеть прежде всего от кардинального улучшения их политического фона, готовности партнеров учитывать российские интересы и озабоченности. Принципиальный характер для России сохраняет задача защиты прав русскоязычного населения в Латвии и Эстонии. Неизменна позиция России в вопросе договорно-правового оформления границ с Латвией и Эстонией: подписание соответствующих двусторонних договоров возможно лишь на условиях, исключающих вероятность предъявления нашей стране территориальных претензий. Дальнейшего последовательного противодействия требуют всплески “оккупационной” риторики, проявления неонацизма в этих странах, планы эстонских национал-радикалов по демонтажу памятников советским воинам.

10. Предпринятые в последнее время действия, в т.ч. по развитию паромной линии, приводят к ослаблению “транзитной зависимости” России от стран, граничащих с **Калининградской областью**. Это существенно укрепляет наши переговорные позиции по вопросам пассажирского, грузового и воинского транзита.

11. Отношения России со **странами Северной Европы** в целом имеют стабильный характер, хотя развиваются с различной степенью интенсивности. Особой динамикой отличается сотрудничество с Финляндией, с которой осуществляется углубленный политдиалог, активно развивается торгово-экономическое взаимодействие. Результаты российско-финляндского сотрудничества наглядно демонстрируют преимущества, в т.ч. и сугубо экономического порядка, поддержания добрососедских отношений с Россией.

12. Приоритетной задачей российской внешней политики на Севере остается дальнейшее укрепление **международного регионального сотрудничества** в рамках Арктического совета (АС), Совета государств Балтийского моря (СГБМ), Совета Баренцева/Евроарктического региона (СБЕР) в целях решения экономических, социальных и экологических проблем северных и северо-западных регионов Российской Федерации.

13. Особого внимания требуют **Балканы**, учитывая наши традиционные связи с этим регионом, а также его роль в деле обеспечения европейской безопасности, включая ее энергетический аспект.

14. Возрастает значение **Черноморского региона**, где развиваются процессы разностороннего регионального сотрудничества на качественно новой основе осознания общности стоящих перед черноморскими государствами проблем, которые за них никто не решит.

США и Канада

1. Приоритетность отношений с США объективно обусловлена тем, что от их состояния зависит ситуация в области международной безопасности и стратегической стабильности, эффективность усилий мирового сообщества в борьбе с новыми вызовами и угрозами. Кроме того, с учетом веса США в мирохозяйственных делах, качество российско-американских отношений – один из факторов создания благоприятных внешних условий для решения задач социально-экономического развития России.

Вместе с тем характер российско-американских отношений на нынешнем этапе остается неоднозначным, сочетающим как важные общие интересы, так и серьезные расхождения.

2. Сложности в отношениях с США возникают, как правило, когда с американской стороны проявляется стремление выстроить их по схеме ведущего и ведомого. Налицо и существенная разница в видении будущего мироустройства: американского однополярного и российского, основанного на многополярности - примате международного взаимодействия в решении глобальных проблем, опоре на международное право и многосторонние институты, прежде всего ООН. Эти расхождения, разумеется, не обрекают нас на конфронтацию. Соревнование идей для мировой истории – состояние обычное. Главное, чтобы конкуренция с Россией на уровне практической политики по всему спектру международных проблем и повсюду в мире, в том числе на постсоветском пространстве, была честной.

Мы стремимся к развитию партнерских отношений с США при том, естественно, понимании, что они будут строиться на принципах равноправия и взаимной выгоды. Решимость России отстаивать собственную точку зрения в мировых делах является абсолютно нормальным явлением. К сожалению, далеко не все в США оказались психологически готовы к быстрому восстановлению Россией внешнеполитической самостоятельности.

Исходим, однако, из того, что Администрация Дж.Буша сделала принципиальный выбор в пользу сотрудничества с Россией, видя в нем необходимую составляющую в поиске эффективных ответов на новые угрозы, в урегулировании региональных кризисных ситуаций. Когда у России и США получается совместная работа, то, как правило, удается согласовать жизнеспособные решения. Мы хотим, чтобы именно такая практика утвердилась в наших отношениях с американскими партнерами.

Высокий уровень взаимного доверия на высшем уровне – важнейший политический ресурс наших отношений. Июльская встреча президентов

В.В.Путина и Дж.Буша накануне саммита “восьмерки” в Санкт-Петербурге подтвердила, что **наши отношения самоценны**. Антитеррор остается одним из факторов, обеспечивающих их устойчивость.

3. Военная акция в Ираке и ее последствия показали необходимость для США наращивания взаимодействия с другими странами, в том числе и с Россией, по многим региональным и международным проблемам.

В переходе Администрации к более трезвым оценкам своих возможностей есть потенциал для нового, расширенного взаимодействия с США в рамках многосторонних структур, в первую очередь — в ООН.

4. Несмотря на возникающие проблемы и разногласия, в том числе принципиального характера, отношения с США развивались в последние годы преимущественно с положительной динамикой. Налажены структура и механизмы диалога, вырабатываются навыки совместных или параллельных действий в сферах общих интересов. Развернулось и идет в целом поступательно сотрудничество по выполнению постоянно обновляемых конкретных поручений двух президентов ведомств обеих стран (так называемый “Контрольный список”). Есть большая, чем в прошлом, предсказуемость в отношениях, хотя до реального учета партнерами российских интересов предстоит пройти еще немалый путь.

5. Одним из направлений взаимодействия, на котором требуется корректировка американских подходов, является разоружение. В частности, это касается задачи обеспечения стратегической стабильности и предсказуемости после истечения срока действия российско - американского Договора о сокращении и ограничении стратегических наступательных вооружений (ДСНВ). Мы выступаем за продолжение надежных и отработанных как в политическом, так и правовом плане договоренностей по дальнейшему ограничению и сокращению вооружений.

6. Перспективной сферой является межрегиональное сотрудничество: его децентрализованный формат способствует развитию экономических связей, преодолению пережитков взаимного недоверия. Значительный резерв в плане создания благоприятного климата в российско-американских отношениях представляет российская диаспора, консолидация которой могла бы привести к формированию в Америке конструктивного и влиятельного “российского лобби”.

7. Объективно ситуация открывает новые возможности, чтобы строить отношения с США на равноправной основе. Остается востребованным наш “двуединый” курс на твердое, без конфронтации отстаивание наших интересов с одновременным продвижением конструктивной повестки дня.

Необходимо придать большую динамику процессу модернизации российско-американских отношений, выйти на партнерство не только по всему спектру вызовов и угроз безопасности, но и в сфере создания условий для совместного процветания. Это поможет укрепить доверие, обеспечить сохранение и развитие партнерских отношений и на период после президентских выборов в России и США в 2008 году.

Объем экономических связей устойчиво растет, однако для масштабов экономик двух стран он недостаточен. Особо стоит выделить задачу интенсификации кооперации в области высоких технологий. В свое время именно практическое сотрудничество в таких сферах, как освоение космоса, создавало почву для улучшения отношений между нашими странами. Сегодня этой цели могло бы послужить сотрудничество по мирному атому. Большие возможности открывает совместная работа по реализации инициатив Президентов России и США о безопасном развитии мировой ядерной энергетики. Потенциальным препятствием, однако, остается американская практика увязок перспектив долгосрочного двустороннего сотрудничества с иными вопросами, в частности, в контексте внутреннего законодательства США по Ирану.

Особая сфера сотрудничества – предотвращение попадания ядерных материалов в руки террористов. Важную роль здесь призвана сыграть Глобальная инициатива по борьбе с актами ядерного терроризма, выдвинутая Президентами России и США на июльском 2006 г. саммите в Санкт-Петербурге.

8. Отношения с **Канадой** носят стабильный характер и мало подвержены влиянию внутривнутриполитических факторов. **Это – важный элемент выстраивания сбалансированной конструкции нашей политики на североамериканском направлении.**

9. Особый элемент в отношениях с Канадой — развитие сотрудничества в освоении природных богатств **Арктики**, охраны ее окружающей среды, сохранении культуры и образа жизни коренных народов Севера. Наш интерес – развернуть такое сотрудничество в плоскость решения национальной задачи подъема российского Севера. Взаимопонимание с канадцами актуально и с учетом растущей остроты проблемы разграничения континентального шельфа в Арктике.

Азиатско-Тихоокеанский регион

1. Стратегическое значение Азиатско-Тихоокеанского региона (АТР) определяется его ролью “локомотива” мировой экономики, одной из главных движущих сил глобального развития, реальный вес которой в обозримой перспективе будет неуклонно возрастать. Важнейшее значение при этом имеет подъем Китая и Индии, а также динамичный рост целого ряда стран Восточной Азии и Латинской Америки.

Реагируя на вызов связанной с этим коррекции сложившейся региональной архитектуры в АТР, США активно проводят линию на сохранение своего влияния в регионе через консолидацию двусторонних стратегических альянсов с Японией, Республикой Корея и Австралией в сочетании с продвижением собственных позиций в существующих и формирующихся интеграционных структурах АТР.

Необходим серьезный учет совокупности данных обстоятельств при выстраивании нашей политики в регионе при максимально эффективном сопряжении внутренних и внешнеполитических интересов обеспечения национальной безопасности России, в том числе путем ускоренного развития районов Сибири и Дальнего Востока. Нашей стратегической целью является формирование углубленных и сбалансированных отношений со странами региона, гарантирующих его долгосрочную стабильность.

Россия располагает мощным потенциалом для содействия решению практических проблем региона на основе признания и уважения законных интересов, национальных особенностей и традиций партнеров. Специфика АТР, отражающаяся в его культурно-цивилизационном разнообразии, позволяет отработать здесь модель комплексной стратегии поддержания межцивилизационного согласия в мире.

2. Отличительной чертой региона является **быстрое развитие интеграционных процессов**. Рост активности действующих здесь объединений отражает общую тенденцию к укреплению принципов многосторонности и выработке коллективных решений. На этом фоне попытки создания группировок стран эксклюзивного состава с участием внерегиональных сил для решения узких задач не могут не вызывать беспокойства.

Создание **Шанхайской организации сотрудничества (ШОС)** стало стратегическим выбором, сделанным Россией совместно с другими пятью государствами Евразийского континента перед лицом вызовов и угроз XXI века в целях достижения прочного мира и устойчивого развития в регионе. Сегодня ШОС, сохраняя свою открытость, утвердилась как эффективное средство сопряжения интересов государств-участников, включая Россию и Китай, а также действенный инструмент обеспечения стабильности в Центральной Азии.

Полностью оправдывает себя курс на наращивание участия России в форуме **“Азиатско-Тихоокеанское экономическое сотрудничество” (АТЭС)** – уникальном интеграционном механизме АТР, который эффективно содействует развитию многосторонней дипломатии.

Все большую значимость приобретают развитие отношений диалогового партнерства с **Ассоциацией государств Юго-Восточной Азии (АСЕАН)**, активное участие в **Региональном форуме АСЕАН по безопасности (АРФ)**, **Совещании по взаимодействию и мерам доверия в Азии (СВМДА)**, последовательное наращивание вовлеченности в **Диалог по сотрудничеству в Азии (ДСА)**, обеспечение полноправной представленности в **Восточноазиатских саммитах**. Важной платформой многостороннего взаимодействия в транспортной, экологической и других сферах является **Экономическая и социальная комиссия ООН для стран Азии и Тихого Океана (ЭСКАТО)**. Прочные позиции России в указанных структурах – эффективный элемент влияния на развитие региональной ситуации, противодействия созданию новых многосторонних механизмов в АТР без российского участия.

3. На беспрецедентно высокий уровень взаимного доверия вышли наши отношения с **Китаем**, ставшие важным фактором мировой политики. В основе нашего сотрудничества с КНР лежат долгосрочные национальные интересы России и близость подходов наших двух государств к основополагающим вопросам современного мироустройства. Продолжая линию на всестороннее укрепление и расширение сфер равноправного доверительного партнерства и стратегического взаимодействия с Китаем, на нынешнем этапе во главу угла политики на китайском направлении необходимо ставить повышение практической отдачи от отношений с этой страной.

4. Одним из приоритетов российской внешней политики остается развитие и углубление стратегического партнерства с **Индией** по всем направлениям – в политической, торгово-экономической, научно-технической, культурной областях и в сфере ВТС, с особым акцентом на продвижение тех сфер взаимодействия, где долговременные интересы наших стран близки или совпадают, а сотрудничество является взаимовыгодным. С этой целью необходимо обеспечивать последовательное, своевременное и максимально полное осуществление приоритетных задач, согласованных на высшем уровне. На нынешнем этапе наиболее актуальной из них является существенное увеличение объемов торгово-экономических связей между Россией и Индией до 10 млрд. долл. США к 2010 году.

5. Открыты для всестороннего партнерства с **Японией** на основе взаимного уважения интересов. Создание прочной экономической базы и углубление связей в практических областях сотрудничества должно содействовать формированию атмосферы для ориентированных в будущее решений политических проблем в двусторонних отношениях.

6. Значительные перспективы открываются в отношениях с **Вьетнамом**, который находится на подъеме (2-е место по темпам экономического роста в регионе после Китая). К тому же здесь имеется важный исторический ресурс нашего взаимодействия.

7. Серьезным вызовом безопасности и стабильности в АТР остается неурегулированность ядерной проблемы Корейского полуострова. Прогресс в ходе шестисторонних переговоров по ее разрешению (Россия, США, Китай, Япония, КНДР, РК) мог бы открыть путь к созданию постоянно действующего диалогового механизма по вопросам безопасности и сотрудничества в Северо-Восточной Азии.

8. Расширение многоплановых отношений с **Ираном**, в т.ч. в торгово-экономической сфере, включая транспорт, телекоммуникации, топливно-энергетический комплекс и сотрудничество в региональных делах, отвечает долгосрочным интересам России. Перспективы двустороннего сотрудничества в самых различных областях во многом будут зависеть от развития ситуации вокруг иранской ядерной программы. В отношении Ирана важно проводить сбалансированный курс, чтобы, с одной стороны, обеспечить наши национальные интересы в этой стране, а с другой – не допустить нарушения режима ядерного нераспространения.

9. Ситуация в районе **Каспия** в значительной мере определяется заинтересованностью крупных международных игроков в создании оптимальных условий для разработки углеводородных ресурсов региона и их транспортировки на внешние рынки.

Россия исходит из того, что прикаспийские государства обладают достаточным потенциалом, чтобы решать проблемы в сфере безопасности и других областях собственными силами без вмешательства извне. Вопросы прокладки магистральных трубопроводов по дну моря, независимо от их маршрутов, должны решаться с участием всех прикаспийских государств.

В основе нашего подхода по проблеме разграничения акватории Каспийского моря лежит понимание того, что задачи защиты природной среды и сохранения

биоресурсов могут быть эффективно решены, если большая часть моря останется в общем пользовании прикаспийских государств. При этом каждое прикаспийское государство должно, разумеется, иметь национальный морской пояс для обеспечения безопасности и осуществления экономической деятельности.

В интересах обеспечения региональной стабильности и нейтрализации вызовов и угроз безопасности прикаспийских государств принципиально важным является формирование объединенной военно-морской группировки в региональном формате. Считаем, что решению данной задачи отвечает российская идея создания военно-морской группы оперативного взаимодействия “Касфор”, основанной на принципах исключительной ответственности прибрежных государств за обеспечение безопасности на Каспии.

Ближний Восток и Северная Африка

1. Регион Ближнего Востока и Северной Африки входит в сферу стратегических интересов России в силу геополитического, экономического, религиозного и других факторов. Наша основная задача на этом направлении состоит в развитии и укреплении взаимовыгодных связей со всеми странами региона. Военно-политическая и экономическая ситуация на Ближнем Востоке в значительной степени влияет на состояние мирового рынка энергоносителей и вооружений, положение дел в междоцивилизационных отношениях. Регион обладает серьезным потенциалом импорта производимых в России товаров и технологий, а также ВТС.

По этим причинам плотная вовлеченность в ближневосточные дела представляется необходимым компонентом и важным инструментом обеспечения национальных интересов России.

2. В последние годы в развитии ситуации на Ближнем Востоке усилились негативные тенденции, общая ситуация в регионе крайне осложнилась, расширилась зона дестабилизации (Ирак, Ливан, палестинские территории, ситуация вокруг Ирана). В условиях неурегулированности арабо-израильского конфликта и продолжающегося силового вмешательства в дела региона внешних сил ответ на вызов модернизации обретает здесь форму распространения идей исламского фундаментализма. Эти идеи вызваны к жизни в том числе осознанием новых возможностей, которые появились у мусульманских стран и общин вследствие глобализации. Они связаны с быстрым увеличением общей численности и удельного веса приверженцев ислама, ростом совокупного богатства и могущества исламской цивилизации.

Наблюдается обострение отношений между суннитами и шиитами. После открытого вовлечения в конфликт с Израилем шиитского радикального движения “Хизбалла” в суннитских элитах арабского мира стали говорить о появлении “смычки” Иран-Сирия-“Хизбалла”-ХАМАС, якобы угрожающей дестабилизацией в регионе Персидского залива.

На этом фоне в странах Ближнего Востока и Северной Африки продолжается консолидация радикальных сил, что ведет к росту экстремизма, разрастанию угрозы терроризма и рисков, связанных с распространением оружия массового уничтожения. По своей сути современный исламский радикализм является

деформированной и опасной, но предсказуемой реакцией на одностороннее реагирование США, которое фактически не встречает системного противодействия в условиях разбалансированности международной системы после окончания “холодной войны”.

В то же время эти тенденции не следует преувеличивать. Нельзя подыгрывать фундаменталистам, которые претендуют на представительство интересов всех мусульман. Тем более опасно давать “зеркальный ответ” на этот вызов. Нельзя исключать, что формирование в лице ислама образа врага имеет целью усиление консолидации, недостающей Западу для глобальной субъектности. Каким бы сложным ни был процесс возрастания веса и роли мусульманских государств в современном мире, в обозримой перспективе вряд ли реально формирование коллективного исламского фактора в глобальном масштабе.

3. “Ахиллесовой пятой” наших связей со странами региона является сравнительно небольшой объем и относительная узость **торгово-экономического сотрудничества**. Объем товарооборота с арабскими странами составляет всего 6 млрд. долл. Необходимо наращивать позитивную динамику, которая была задана недавним визитом в регион Президента В.В.Путина, по максимуму использовать заинтересованность регионалов в развитии деловых связей с Россией.

Африка

1. Африка является одним из наиболее проблемных регионов мира. Общая неблагоприятная ситуация на континенте характеризуется сохранением значительного числа вооруженных конфликтов. По существу в африканских странах все еще продолжают процессы становления государственности и национального строительства, осложняемые давними межэтническими противоречиями, борьбой за власть и ресурсы, хроническим кризисом в социально-экономической сфере, крайней бедностью основной массы населения, нередко – внешним вмешательством.

Очевидно, что Африка не должна оставаться один на один со стоящими перед ней проблемами. Россия выступает за эффективное сочетание международной помощи континенту с действенными мерами самих африканцев. Усилия по урегулированию конфликтов должны сопровождаться шагами по обеспечению устойчивого развития Африки, скорейшему полноценному включению континента в глобальную экономику. Без активного участия африканских стран в мировых делах и международной хозяйственной жизни невозможно налаживание плодотворного сотрудничества, создание целостной и стабильной, базирующейся на примате общепризнанных правовых норм системы глобальной безопасности.

Несмотря на масштабы и сложность вызовов, с которыми сталкивается Африка, этот континент имеет важное значение для международных политических и экономических процессов. Страны региона составляют более четверти всего мирового сообщества и играют заметную роль при формировании согласованных подходов к глобальным вопросам в рамках ООН и других международных форумов. В Африке имеются крупные запасы стратегического сырья, богатые лесные, рыбные и другие ресурсы.

Все это предопределяет неослабевающее внимание к континенту со стороны его традиционных партнеров (Западная Европа и Северная Америка). Активно работают с Африкой “новые игроки”: Китай, Индия, ряд латиноамериканских государств и стран АСЕАН. Интересам России также отвечает расширение разноплановых связей с африканскими государствами.

2. Курс на развитие традиционно дружественных отношений и взаимовыгодного сотрудничества с Африкой позволяет задействовать африканский фактор для продвижения российских интересов на международной арене и решения наших собственных экономических задач. Укрепление России, возрастание ее веса в мировой политике создает благоприятные условия для наращивания российско-африканских связей. Сильный импульс развитию всего комплекса отношений с регионом придал первый в истории визит Президента Российской Федерации В.В.Путина в страны Африки к югу от Сахары в сентябре 2006 года.

Важными предпосылками для расширения многогранного взаимодействия России с континентом являются тот потенциал сотрудничества, который был накоплен в предыдущие десятилетия, включая традиционные связи с руководящими элитами африканских государств, опыт взаимодействия в торгово-экономической, научно-технической, инвестиционной и других сферах, а также близость подходов к формированию нового мироустройства на основе принципов равноправия всех государств, многосторонней дипломатии и уважения международного права. С учетом этого необходимо и далее настойчиво искать пути совершенствования диалога со странами Африки, их региональными и субрегиональными организациями, прежде всего с Африканским союзом.

3. Весомым компонентом российско-африканских отношений становится участие нашей страны в международных усилиях по оказанию **комплексного содействия Африке**, в т.ч. по линии “Группы восьми”. Приоритеты российского председательства в “восьмерке” в 2006 году (энергетическая безопасность, развитие образования и борьба с инфекционными заболеваниями) отвечают коренным интересам африканских народов. Реализация принятых на саммите в Санкт-Петербурге решений по этим и другим вопросам будет способствовать мобилизации собственных усилий африканцев по достижению долгосрочных целей программы “Новое партнерство для развития Африки” (НЕПАД), привлечению дополнительной внешней помощи странам региона.

4. Наряду с укреплением политического взаимодействия с континентом приоритетной задачей является **активизация торгово-экономических связей**, нынешний уровень которых пока не соответствует имеющемуся значительному потенциалу. Необходимость вывода на новый уровень российско-африканского партнерства диктуется потребностями в обеспечении сырьем набирающей обороты российской экономики. Кроме того, Африка является перспективным рынком сбыта для российских товаров, привлекательна с точки зрения развития инвестиционного сотрудничества, подключения российских предпринимательских структур к реализации на континенте различных проектов и программ.

Среди основных задач – последовательное стимулирование развития торгово-экономического и научно-технического сотрудничества, обеспечение политико-дипломатического сопровождения проектов, осуществляемых в Африке

российскими организациями, налаживание партнерства по линии регионов, прямых связей между российскими и африканскими деловыми кругами.

Латинская Америка и Карибский бассейн

1. Роль Латинской Америки в мировой экономике и политике постоянно возрастает. Крупнейшие латиноамериканские страны – Бразилия и Мексика – по объему ВВП занимают места на рубеже первой десятки развитых государств мира. Набирают силу интеграционные структуры, прежде всего Южноамериканский общий рынок (МЕРКОСУР). Возрастает внешнеполитическая активность латиноамериканских стран. Позиции большинства из них в вопросах формирования нового миропорядка, примата международного права, переговорного урегулирования конфликтов, невмешательства во внутренние дела близки к российским подходам. Латинская Америка в целом становится одним из центров экономического роста и политического влияния в формирующейся многополярной структуре международных отношений.

На континенте происходят непростые социальные и политические процессы, идет поиск адекватной местным условиям модели социально-экономического развития. Все это имеет важное цивилизационное измерение, поскольку отражает и обогащает культурно-цивилизационное многообразие современного мира.

2. Страны Латинской Америки и Карибского бассейна рассматривают отношения с Россией как важное направление диверсификации своих внешних связей, видят в нашей стране одного из ключевых партнеров на международной арене. Взаимодействие с ведущими государствами региона в ООН и других международных организациях часто более плодотворно, чем с США и европейскими государствами, учитывая твердую приверженность латиноамериканцев принципам многосторонности, коллективного решения проблем при максимальном учете позиций и интересов всех стран. Это создает благоприятные условия для наращивания политического и экономического сотрудничества с континентом. Принципиальное значение в этом плане имели визиты Президента В.В.Путина на Кубу, в Мексику, Бразилию и Чили, его встречи с латиноамериканскими лидерами на международных форумах (ООН, АТЭС).

Достигнут рекордный для наших отношений с Латинской Америкой уровень товарооборота в 9 млрд. долл. Вместе с тем, при устойчивой тенденции к росту товарооборота мы пока не вышли на отвечающий имеющемуся потенциалу уровень экономического сотрудничества.

3. Визит Председателя Правительства России М.Е.Фрадкова в Гавану в сентябре 2006 года создал условия для **укрепления наших экономических позиций на Кубе**, остающейся одним из наиболее перспективных партнеров в Латинской Америке.

La diplomatie multilatérale de la Russie (en russe)

Участие России в деятельности ООН

1. ООН остается универсальным форумом, наделенным уникальной легитимностью, несущей конструкцией международной системы коллективной безопасности, главным элементом современной многосторонней дипломатии. Наш принципиальный выбор в пользу коллективного образа действий мирового сообщества предполагает укрепление центральной роли Всемирной организации во всех сферах международной жизни.

ООН является платформой для обсуждения и выработки решений по широкому спектру вопросов социально-экономической, гуманитарной и природоохранной повестки дня, включая преодоление бедности, финансирование развития, экономическое сотрудничество и интеграцию, торговлю, развитие промышленности, транспорта и коммуникаций, образование, здравоохранение, предотвращение стихийных бедствий, техногенных катастроф и др.

Именно сейчас, после окончания “холодной войны”, может быть полностью раскрыт потенциал Организации. Разумеется, требуется ее комплексная адаптация к современным условиям, на что и нацелены положения принятого единогласно Итогового документа “Саммита-2005”. Добротная основа, включая основополагающие принципы Устава ООН, имеется. И если ООН удавалось служить интересам мирового сообщества в худшие времена, то тем более Организация в состоянии эффективно делать это сейчас - при наличии доброй воли всех государств.

Активное участие в деятельности ООН, в том числе в качестве постоянного члена Совета Безопасности, позволяет нам эффективно воздействовать на мировые процессы в целях формирования стабильного, справедливого и демократического миропорядка, реализовывать наши национальные интересы через самое широкое международное сотрудничество.

2. В настоящее время ООН переживает в своем развитии сложный момент, связанный с самой крупной за всю историю **реформой Организации**. Россия понимает необходимость реформ ООН, которые позволили бы Организации продолжать играть роль главного международного механизма в коллективном противодействии вызовам и угрозам безопасности и устойчивому развитию. Главное в этом процессе – повышение эффективности ООН, подтверждение ее центральной роли в мировых делах при сохранении межгосударственной природы Организации. Это возможно только на путях максимально широкого согласия стран-членов по всем реформенным решениям. Не будут работоспособными схемы, которые вопреки Уставу ООН отстраняли бы отдельные государства или группы стран от активного участия в делах Организации или внедряли в работу ее Секретариата какую-то одну систему ценностей.

В реформенной сфере уже имеются конкретные достижения: создана Комиссия по миростроительству, учрежден Совет по правам человека, одобрена Глобальная контртеррористическая стратегия, приняты решения по активизации работы Генассамблеи ООН.

3. Россия с самого начала поддержала идею создания **Комиссии по миростроительству**. Мы приняли активное участие в разработке основных положений, определяющих круг ведения КМС, ее состав, взаимоотношения с другими органами ООН. Нам удалось отстоять положение, согласно которому деятельность Комиссии должна развиваться при активном участии Совета Безопасности, в повестке дня которого на протяжении длительного времени стояли вопросы урегулирования конфликтов. Россия как постоянный член Совета Безопасности вошла в руководящее ядро КМС - ее Организационный комитет.

4. Вновь созданный **Совет ООН по правам человека** должен неукоснительно руководствоваться принципами универсальности, конструктивного международного диалога и обеспечения основных свобод для всех без каких-либо различий и на справедливой и равной основе. Важно, чтобы Совет преодолел те негативные моменты, которые мешают правозащитному сектору ООН в полной мере реализовывать свой потенциал, – конфронтацию и “двойные стандарты” при оценке правозащитной ситуации в мире. Работа Совета не должна носить политизированный характер. Россия продолжит активно участвовать в поиске компромиссных развязок, точек соприкосновения и взаимоприемлемых решений международных правозащитных проблем, исходя из того, что взаимодействие государств в области прав человека способно стать объединяющим фактором в международных отношениях.

5. Россия - активный участник **миротворческих усилий ООН**. Россияне работают и несут службу в 13 из 19 текущих ооновских операциях по поддержанию мира (ОПМ). В то же время занимаемое нами сегодня 40-е место по количеству миротворцев, участвующих в ОПМ под эгидой ООН, а также доля в бюджете на миротворческие операции (1,4%) не соответствуют роли России в современном мире.

6. В целях оказания воздействия на ситуации, которые несут в себе угрозу международному миру и безопасности, мировое сообщество может прибегать к комплексу мер ограничительного характера в политико-дипломатической, торгово-экономической и др. сферах.

7. Поступательно развивается российское участие по магистральным направлениям гуманитарной деятельности ООН. При нашей последовательной поддержке **ООН закрепились в качестве глобального центра международных гуманитарных усилий**.

Опыт участия России в многосторонних усилиях по ликвидации последствий масштабных стихийных бедствий, прежде всего цунами в Индийском океане в конце 2004 - начале 2005 гг. (общий донорский вклад России составил порядка 30 млн. долл.), демонстрирует имеющийся у нашей страны и признаваемый партнерами значительный потенциал подключения к таким операциям, включая возможности наращивания поставок российских товаров и услуг гуманитарного назначения как по линии международных организаций, так и на двусторонней основе.

Развитие российского гуманитарного донорства требует перевода наших точечных усилий по линии международных организаций ООН на более планомерную основу,

а также более плотного вовлечения в координацию донорской деятельности на этом направлении.

8. Важной задачей российской дипломатии на ооновском направлении является обеспечение нашей весомой представленности в органах, определяющих политику ООН в вопросах управления, бюджетного планирования, финансирования, закупочной деятельности и т.д.

Участие России в “Группе восьми”

1. Участие в “Группе восьми” – одно из важных направлений реализации стратегического курса России на укрепление многосторонних начал в международных отношениях, ускорение интеграции в мировую экономику, создание благоприятных внешних условий для социально-экономического подъема страны и укрепления ее государственности и демократических институтов. Работа в этом формате в последние годы трансформировалась в крупный самостоятельный участок внешней политики, становится все более важным компонентом международной деятельности широкого круга федеральных министерств и ведомств.

2. Саммит в Санкт-Петербурге позволил России наиболее полно реализовать возможности, предоставляемые участием нашей страны в этом многостороннем механизме как для продвижения российских интересов и подходов к ряду приоритетных глобальных проблем, так и для более энергичного разворота самой “восьмерки” к их решению.

Председательство в “восьмерке” позволило нам включить в повестку дня саммита в Санкт-Петербурге действительно важные для всего мирового сообщества проблемы, настоятельно требующие своего решения, такие как обеспечение международной энергетической безопасности, развитие образования, борьба с инфекционными заболеваниями. Прогресс на этих направлениях отвечает фундаментальным целям внутреннего развития самой России.

При нашем председательстве сделаны крупные шаги в направлении обеспечения большей открытости и демократичности работы “восьмерки”, включая формат диалога с традиционными партнерами - Китаем, Индией, Бразилией, Мексикой и ЮАР, а также рядом крупнейших международных организаций и межгосударственных объединений, в частности – впервые за всю историю “Группы восьми” – Содружеством Независимых Государств. Их представители активно участвовали в выработке ряда документов саммита на профильных встречах министерского и экспертного уровня.

Саммит прошел с учетом рекомендаций двух важнейших форумов - Всемирного саммита религиозных лидеров и Международного форума неправительственных организаций “Гражданская восьмерка-2006”, что позволило российскому председательству вывести на более высокий уровень диалог “восьмерки” с гражданским обществом, способствовать налаживанию диалога между цивилизациями.

3. Характер “Группы восьми” с вступлением в нее России качественно изменился: из эксклюзивного “клуба западных держав” он превращается в более представительный

механизм. Объективно характер работы “восьмерки” будет трансформироваться с учетом растущего значения факторов глобализации, что, в свою очередь, будет требовать ее большей открытости и дальнейшей демократизации. Есть все основания рассматривать “восьмерку” как важный элемент формирующегося в мире неформального механизма коллективного и конструктивного лидерства ведущих государств, которое призвано быть представительным в географическом и цивилизационном отношении.

При этом, разумеется, “восьмерка” не будет дублировать или подменять ООН, через которую, как и через другие многосторонние структуры, будут проводиться согласованные решения. Она призвана функционировать в поддержку ООН, ее центральной роли в международной жизни, в поддержку многосторонней дипломатии, в целях коллективного образа действий мирового сообщества на региональном и глобальном уровнях.

Международное сотрудничество в борьбе с новыми вызовами и угрозами

1. Глобальная контртеррористическая стратегия, принятая в ООН в сентябре 2006 года при активном участии России, содержит развернутый план первоочередных действий для снижения глобальной террористической угрозы. Россия стала первым ядерным государством, ратифицировавшим Международную конвенцию о борьбе с актами ядерного терроризма (МКБЯТ).

2. Необходимо продолжать уделять особое внимание **антитеррористическим усилиям под эгидой Совета Безопасности ООН**. В рамках Комитета 1267 СБ ООН по санкциям в отношении лиц и организаций, связанных с “Аль-Каидой” и движением “Талибан”, мы участвуем в принятии решений о включении конкретных физических и юридических лиц в санкционный список, а также в работе Контртеррористического комитета (КТК) СБ ООН. Россия – в числе ограниченного круга государств, представивших доклад о мерах по пресечению подстрекательства к терроризму в соответствии с резолюцией 1624 СБ ООН.

Принципиально новый вид сотрудничества институционализирован между КТК и Группой контртеррористических действий (ГКД) под эгидой “восьмерки”. Россия как председатель ГКД в 2006 году провела при поддержке ее членов обзор противодействия террористической идеологии и пропаганде на региональной основе по всему миру. КТК был подробно проинформирован о результатах этой работы.

3. В рамках **российского председательства в “Группе восьми”** на саммите в Санкт-Петербурге одобрена Декларация о борьбе с терроризмом, определившая в качестве новой области взаимодействия “противодействие террористическим актам и иным преступным посягательствам на ключевые объекты инфраструктуры”. Важным элементом работы “восьмерки” стало принятие Заявления об укреплении программы ООН по борьбе с терроризмом, подтверждающего центральную координирующую роль Организации в этой деятельности.

Беспрецедентной для “восьмерки” стала **инициатива российского председательства о запуске механизма антитеррористического партнерства государств и бизнеса**, в развитие которой в Москве в ноябре 2006 года состоялся Глобальный форум по партнерству между государствами и бизнесом в

противодействию терроризму. Другое важное направление – противодействие незаконному обороту афганских наркотиков. Соответствующая министерская конференция ("Париж-2 - Москва-1") прошла в Москве в июне 2006 года.

4. В рамках **СНГ** важно продолжать работу по реализации Концепции сотрудничества государств-участников СНГ в борьбе с терроризмом и иными насильственными проявлениями экстремизма в рамках соответствующей Программы сотрудничества на 2005-2007 гг.

Позитивной оценки заслуживает деятельность Антитеррористического центра СНГ и ОДКБ, включая подготовку и проведение антитеррористических учений ("Каспий-антитеррор", "Антитеррористический центр-антитеррор", "Юг-Антитеррор" в формате СНГ, а также "Заслон", "Рубеж" в рамках ОДКБ) и профилактических операций "Канал" (по линии ОДКБ).

5. На саммите **ШОС** в Шанхае в июне 2006 года приняты Декларация пятилетия ШОС с содержательной антитеррористической частью, Соглашение о порядке организации и проведения совместных антитеррористических мероприятий на территориях государств-членов ШОС, Соглашение о сотрудничестве в области выявления и перекрытия каналов проникновения на территории государств-членов ШОС лиц, причастных к террористической, сепаратистской и экстремистской деятельности, Соглашение о технической защите информации в Региональной антитеррористической структуре (РАТС) ШОС, а также Программа сотрудничества государств-членов Шанхайской организации сотрудничества в борьбе с терроризмом, сепаратизмом и экстремизмом на 2007-2009 гг.

6. Вступив в 2003 году в **Группу разработки финансовых мер борьбы с отмыванием денег (ФАТФ)**, Россия активно содействует созданию Евразийской группы по противодействию легализации преступных доходов и финансированию терроризма по типу ФАТФ (ЕАГ).

7. Россия первой из государств-участников Совета Европы ратифицировала **Конвенцию СЕ о предупреждении терроризма (2005 года)**. Это соглашение признает уголовно наказуемыми такие виды деяний, как публичное подстрекательство к совершению террористических актов, вербовку и подготовку террористов.

8. В диалоговом формате **Россия-АСЕАН** приоритетом остается запуск механизма Рабочей группы по противодействию терроризму и транснациональной преступности, согласование Рабочего плана по противодействию транснациональной преступности, а также продолжение ежегодной практики проведения Совещаний старших должностных лиц Россия-АСЕАН по транснациональной преступности. Имеются возможности для дальнейшего упрочения наших позиций на антитеррористическом направлении деятельности Регионального форума АСЕАН по проблемам безопасности.

Перспективным с точки зрения продвижения российских интересов представляется многостороннее сотрудничество по линии Специальной группы по борьбе с терроризмом форума "Азиатско-Тихоокеанское экономическое сотрудничество".

9. Важным механизмом международного антитеррористического взаимодействия становятся **Совещания руководителей спецслужб, органов безопасности и правоохранительных органов.**

10. В рамках **антинаркотического сотрудничества** хорошие перспективы имеет создаваемый под эгидой Управления ООН по наркотикам и преступности **Центральноазиатский региональный информационный координационный центр (ЦАРИКЦ)**, призванный аккумулировать информацию участвующих в нем государств по наркопреступности.

Началась практическая реализация Соглашения между государствами-членами ШОС о сотрудничестве в борьбе с незаконным оборотом наркотических средств, психотропных веществ и их прекурсоров.

В рамках Совета Россия-НАТО согласован пилотный проект подготовки на базе российских центров антиннаркотических кадров для правоохранительных органов Афганистана и стран Центральной Азии.

11. **Россия активно участвует в международном антикоррупционном сотрудничестве.** В июле 2006 года наша страна ратифицировала разработанную в рамках Совета Европы Конвенцию об уголовной ответственности за коррупцию 1999 года, что позволяет ей войти в число **Группы государств Совета Европы против коррупции (ГРЕКО)**. В августе 2006 года Россия приняла участие в первом антикоррупционном форуме Организации Исламская конференция (Куала-Лумпур), а в октябре 2006 года – в первой ежегодной Конференции Международной ассоциации антикоррупционных органов (Пекин).

12. Особое значение приобретает **сотрудничество в вопросах выдачи и правовой помощи по уголовным делам.** К сожалению, не все наши запросы о выдаче и правовой помощи принимаются к должному рассмотрению компетентными органами иностранных государств. Во многих случаях отказы в выдаче преступников имеют политическую мотивацию. К примерам “двойных стандартов” можно отнести позицию США и Великобритании, у которых Российская Федерация продолжает добиваться выдачи И.Ахмадова, А.Закаева и Б.Березовского.

Разоружение, контроль над вооружениями и нераспространение

1. Новые угрозы и вызовы в сфере безопасности, неурегулированность региональных конфликтов, проявившаяся в последние годы **тенденция возрастания фактора силы** в мировых делах оказала неблагоприятное воздействие на динамику разоружения, контроля над вооружениями и нераспространения. Возрос дефицит предсказуемости в сфере международной безопасности. Повышается опасность вмешательства извне во внутренние дела суверенных государств под предлогом решения задач нераспространения ОМУ. Создаются предпосылки для того, чтобы оправдать понижение “порога” применения ядерного оружия.

Эти негативные тенденции, а также отрицательное отношение США к многосторонним юридически обязывающим инструментам в сфере разоружения привели к тому, что в последние годы разоруженческий процесс отодвинут на

второй план. Почти десятилетие бездействует Конференция по разоружению, очевидна стагнация в работе Комиссии ООН по разоружению.

Начинают в реальном военном строительстве проявляться последствия выхода США из **Договора по противоракетной обороне (ПРО)**. Они приступили к развертыванию глобальной системы ПРО. Построены две базы ракет-перехватчиков на Аляске и в Калифорнии. Планируется создание третьей такой базы в Восточной Европе. Американцы втягивают некоторых европейских партнеров по НАТО в развертывание эшелонированной ПРО в Европе в качестве интегрированной части своей глобальной системы ПРО.

Появление европейской противоракетной базы США означало бы существенную реконфигурацию американского военного присутствия в Европе, придание американским вооруженным силам в этом регионе стратегического компонента, способного негативно сказаться на ядерном потенциале сдерживания Российской Федерации.

Новая американская космическая стратегия закрепляет за США возможность **размещать оружие в космосе**, что может спровоцировать гонку космических вооружений. Китай уже провел испытание противоспутникового оружия, продемонстрировав возможность борьбы с космическими аппаратами. Пока не удастся запустить выработку международной договоренности о неразмещении оружия в космосе.

До сих пор не определены перспективы будущих российско-американских договоренностей в области стратегических наступательных вооружений (СНВ). Срок действующего **Договора о СНВ** истекает 5 декабря 2009 года. Позиция США против новых юридических обязательств в этой области по-прежнему сдерживает работу по данной тематике.

Озабоченность вызывает ситуация, складывающаяся вокруг **Договора между СССР и США о ликвидации их ракет средней и меньшей дальности (РСМД)**. Ракеты этих двух классов были уничтожены в соответствии с Договором еще в 1991 году, но с тех пор этому международно-правовому акту так и не было придано универсального характера. Более того, все большее число государств, в том числе расположенных вблизи наших границ, разрабатывают и берут такие ракеты на вооружение. В этих условиях необходимо задуматься об обеспечении нашей собственной безопасности.

“Завис” **Договор о всеобъемлющем запрещении ядерных испытаний (ДВЗЯИ)**, в первую очередь из-за отказа США его ратифицировать.

Отложено “в долгий ящик” вступление в силу адаптированного **Договора о вооруженных силах в Европе** в связи с неготовностью членов НАТО ратифицировать его под надуманным предлогом “невыполнения” Россией т.н. стамбульских обязательств по Грузии и Молдавии.

2. Хотя гонка ядерных вооружений периода “холодной войны” закончилась, **развитие ядерных потенциалов мировых держав продолжается**. Существующие механизмы разоружения и нераспространения не приспособлены для эффективного

реагирования на новые вызовы международной безопасности, включая возможную смычку оружия массового уничтожения и терроризма. Происходит распространение технологий, чувствительных с точки зрения создания ядерного оружия.

Серьезным испытаниям подвергается режим **Договора о нераспространении ядерного оружия (ДНЯО)**. КНДР вышла из этого соглашения и провела ядерное испытание. Остаются вопросы в отношении выполнения своих обязательств Ираном. Вне ДНЯО по-прежнему остаются Индия и Пакистан, которые провозгласили свой “ядерный статус”. Не подтверждает, но и не опровергает факт обладания ядерным оружием Израиль.

Другие страны также начинают раздумывать о ядерном потенциале как о факторе повышения своего международного и регионального статуса. Уже сегодня, по мнению Гендиректора МАГАТЭ М.Эль-Барадея, существует около 30 стран, обладающих потенциалом создания ядерного оружия.

Не получается добиться универсализации **Конвенции о запрещении биологического и токсинного оружия (КБТО)**, а также **Конвенции о запрещении химического оружия (КЗХО)**. Большая группа стран обуславливает свое присоединение к этим Конвенциям присоединением Израиля к ДНЯО в качестве неядерного государства.

В ракетной области продолжают действовать лишь **Режим контроля за ракетной технологией (РКРТ)** и **Гаагский кодекс поведения (ГКП)** по предотвращению распространения баллистических ракет. Эти политические договоренности в силу ограниченности состава участников и недостаточной правовой базы пока не могут служить основой для решения проблемы ракетного распространения.

В то же время подавляющее большинство международного сообщества выступает за укрепление многосторонних основ разоружения, контроля над вооружениями и нераспространения ОМУ. Противодействовать новым вызовам и угрозам предлагаем на основе действующих договоров, несмотря на существующие в них изъяны. Российские инициативы в области предотвращения размещения оружия в космосе, международной информационной безопасности, разработки юридически обязывающей договоренности в области ракетного нераспространения получают все большую поддержку. За наши резолюции на ГА ООН по этим вопросам голосует подавляющее большинство государств и лишь США в одиночку выступают против.

3. Россию и США, несмотря на изъяны в политике нынешней администрации, объединяет общая забота об укреплении режима **нераспространения**. Мы вместе боремся с опасностью попадания ОМУ в руки террористов. На этом направлении есть первые позитивные результаты - резолюция 1540 СБ ООН, российско-американская Глобальная инициатива по борьбе с актами ядерного терроризма, получившая поддержку на саммите “восьмерки” в Санкт-Петербурге и встрече государств - первоначальных участников этой Инициативы в Рабате (Марокко) 30-31 октября 2006 года. Такое взаимодействие необходимо расширять, разрабатывая новые конкретные проекты.

Перспективной мерой укрепления режима нераспространения является реализация инициативы Президента В.В.Путина о создании международной сети ядерных

центров по обогащению урана под контролем МАГАТЭ. Здесь мы также можем действовать вместе с США, выдвинувшими идею, близкую по духу и направленности нашей инициативе, а также при поддержке других ведущих стран мира, в первую очередь стран "восьмерки", Китая и в сотрудничестве с партнерами по СНГ, прежде всего Казахстаном.

4. **Участие во всех режимах экспортного контроля** является обязательным условием успешной интеграции России в международные экономические отношения. В этой связи сохраняется заинтересованность России во вступлении в Австралийскую группу - неформальное объединение стран по контролю за экспортом химических и биологических товаров и технологий двойного назначения. Однако, разумеется, - на недискриминационных для нашей страны условиях. Российским интересам отвечает последовательное распространение в мире передового опыта многосторонних механизмов экспортного контроля, в том числе Группы ядерных поставщиков, РКРТ и Вассенаарских договоренностей (режим контроля за обычными вооружениями, товарами и технологиями двойного назначения).

5. Россия рассматривает **военно-техническое сотрудничество (ВТС)** как важную составную часть своей внешней политики, особенно в свете попыток навязывания миру гипертрофированного значения военной мощи в международных отношениях.

Будем содействовать усилиям государств укреплять обороноспособность, реализовывая свое право на самооборону в соответствии со статьей 51 Устава ООН.

При этом будем соблюдать ответственный подход, оценивая ситуацию в конкретных регионах с целью недопущения дестабилизирующих накоплений вооружений, содействовать поддержанию глобальной и региональной стабильности, повышению порога применения силы в отношениях между государствами.

6. Возникают новые угрозы международной безопасности, связанные с процессами глобальной научно-технической революции и появлением кардинально новых технологических возможностей и средств, прежде всего в информационно-коммуникационной области. В этой связи необходимо и далее проводить линию на содействие многостороннему рассмотрению угроз международной информационной безопасности (МИБ) военно-политического, преступного и террористического характера и поиск совместных путей противодействия им.

Урегулирование конфликтов, кризисное реагирование

1. Политико-дипломатическое урегулирование кризисных ситуаций, в особенности на Ближнем и Среднем Востоке, не имеет разумной альтернативы. Разумеется, любые компромиссы должны быть в рамках правового поля, без ущерба для международной безопасности, при уважении обязательств по международным договоренностям, включая режимы нераспространения ОМУ. Россия не может присоединяться к ультиматумам, которые всех загоняют в тупик, создают новые кризисы в уже серьезно дестабилизированном регионе, наносят удар по авторитету Совета Безопасности ООН. Применение силы в целях принуждения к миру должно быть исключительной мерой, к которой международное сообщество может

прибегнуть в строгом соответствии с Уставом ООН, если все другие возможности урегулирования конфликта исчерпаны.

Учитывая тесную взаимосвязь проблем на обширном пространстве Ближнего Востока и Северной Африки, Россия выступает за комплексный подход к их решению. В частности, в развитие нашей концепции создания системы коллективной безопасности в зоне Персидского залива было бы целесообразным состыковать ее с будущей моделью посткризисного переустройства в масштабах всего региона.

На основе взаимодействия региональных и других заинтересованных сторон необходимо обеспечить продвижение к разблокированию конфликтных ситуаций, договоренностям по мерам доверия и контроля, международным гарантиям, и, в конечном счете, созданию коллективной системы безопасности. Ее частью должны стать договоренности о превращении Ближнего Востока и Северной Африки в зону, свободную от оружия массового уничтожения.

К урегулированию ведет вовлечение, а не изоляция “проблемных” государств. Любые конфликты, будь то в Косово, на Кипре, в Закавказье или Приднестровье, должны разрешаться посредством достижения согласия между сторонами. Только такое урегулирование может быть прочным. Попытки навязывания условий урегулирования извне подрывают основы международного права, чреватые дестабилизацией всей системы международных отношений.

Любая эскалация, как правило, ведет к применению силы. Опасность подобного образа действий, который делает своими заложниками тех, кто вступил на этот скользкий путь, заложена в самой его природе: “Точно определить черту, до которой блеф может идти с успехом, не так-то просто; если один заходит слишком далеко, другой, который до сих пор уступал, тоже начинает наступать, ...вплоть до того момента, когда обоим отступить дальше некуда” (М.Пруст).

Как показывает опыт, при урегулировании конфликтных ситуаций необходимо в полной мере учитывать их генезис. В частности, речь идет об учете взаимосвязи между положением дел в области разоружения и ситуацией в сфере нераспространения: отсутствие прогресса в первой, сопровождаемое силовой политикой, стимулирует тягу к распространению. Другой момент – отсутствие нормальных отношений между государствами, включая нежелание отдельных государств “поступаться принципами” и строить свои отношения с “неудобными” партнерами на основе мирного сосуществования. В целом требуется анализ возможностей обращения в современных условиях к позитивным элементам опыта “холодной войны”, таким как возможности сдерживания посредством устрашения и проведение политики мирного сосуществования.

2. Первопричиной проблем, с которыми сталкиваются страны Ближнего Востока, является **неурегулированность арабо-израильского конфликта**. Ситуация усугубляется тем, что сохраняется напряженность вокруг Сирии и Ливана; имеется опасность дезинтеграции Ирака. Существует угроза дестабилизации в связи с курдской проблемой. Налицо усиление позиций Ирана в регионе, в том числе как следствие недалновидной линии на сдерживание и изоляцию Тегерана вместо его вовлечения в урегулирование всего спектра региональных проблем. Общую

нестабильность подпитывают локальные конфликты в Судане, на Африканском роге, в Западной Сахаре.

Усилия, направленные на разблокирование палестино-израильского конфликта, остаются в числе приоритетов российской ближневосточной политики. Россия видит свою задачу в том, чтобы руководство Израиля, ПНА и арабских государств приняли правильные решения, направленные на прекращение конфронтации и перевод конфликтных ситуаций в русло политического урегулирования. Пока нет реалистичной альтернативы “четверке” как механизму коллективного внешнего воздействия на ситуацию в БВУ и необходимо содействовать повышению его эффективности и оперативности.

Справедливое, всеобъемлющее и прочное урегулирование арабо-израильского конфликта осуществимо на основе комплексного подхода, закрепленного в резолюциях 242, 338, 1397 и 1515 СБ ООН и арабской мирной инициативе 2002 года. Необходим новый серьезный импульс для возобновления мирного процесса на всех треках. В этой связи перспективной представляется идея созыва международной конференции по Ближнему Востоку. Необходим комплексный подход, вовлечение в международные усилия по урегулированию всех заинтересованных сторон, включая Сирию и Иран.

3. Ситуация в Ираке критическая, балансирует на грани полномасштабной гражданской войны. Возрастает уровень террористической активности, обостряются противоречия на этнической и конфессиональной почве. Набирающие силу дезинтеграционные процессы могут привести к окончательному распаду иракского государства. Правительство Ирака и Многонациональные силы (МНС) не способны эффективно контролировать ситуацию на значительной части территории страны. Попытки запустить процесс национального примирения не дают ощутимых результатов, в том числе и вследствие неготовности иракского руководства принять главное требование оппозиции – о выработке временного графика вывода из страны иностранных войск.

Прогрессирующая деградация обстановки в Ираке подтверждает обоснованность наших предостережений о неизбежности серьезных негативных последствий силовой операции против режима С.Хусейна. Военная авантюра США и их союзников в Ираке привела к появлению новых факторов, деструктивное влияние которых может выйти далеко за рамки ближневосточного региона. Выделяем следующие два момента.

Первое – в результате свержения светского авторитарного режима, не имевшего никаких связей с “Аль-Каидой”, **Ирак превратился в “базу” террористов, использующих его для вербовки джихадистов, их обучения и закалывания, в том числе идейного.** Впоследствии, когда иракцы разберутся между собой без всякого внешнего вмешательства, в этой стране, скорее всего, не останется места для террористов. Соответственно, надо ожидать, что, как и после завершения войны в Афганистане, начнется отток террористических элементов в другие страны, в том числе в страны происхождения, что станет одним из серьезнейших факторов дестабилизации отдельных стран и нарастания террористической угрозы в целом.

Второй – объективно **война в Ираке усилила позиции в этой стране шиитского большинства**. Во многих арабских столицах это было воспринято как нарушение в пользу Ирана сложившегося баланса сил в зоне Персидского залива и вызвало опасения по поводу возможности дальнейшей “шиитской экспансии” в регионе.

С другой стороны, Иран способен играть на иракском поле существенную позитивную роль. По мнению ряда экспертов, именно то, что Вашингтон и Тегеран действуют в Ираке на параллельных курсах, поддерживая правительство Н.Малики, позволяет удерживать ситуацию в сфере безопасности от коллапса.

На фоне ожесточающейся суннитско-шиитской конфронтации курдская проблема временно отошла на задний план. Однако сохраняющиеся противоречия между иракскими арабами, курдами и туркоманами, прежде всего по вопросам изменения административных границ и разграничения полномочий центральной и региональных властей, могут в любой момент перевести этот конфликт в активную фазу. В этом случае нельзя исключать и прямого вмешательства в него со стороны соседних государств (прежде всего, Турции, а также Ирана и Сирии), для которых “курдский сепаратизм” является чувствительной внутривосточной проблемой.

Интересам России не отвечало бы неконтролируемое развитие событий в Ираке с выходом на полномасштабную гражданскую войну, в которую могут быть вовлечены соседние страны. В то же время очевидно, что чем раньше внутрииракская ситуация начнет развиваться без искажающего воздействия фактора иностранного военного присутствия, тем скорее осуществится ее урегулирование. Роль внешнего фактора – международного сообщества и соседей Ирака – должна сводиться к содействию в достижении консенсуса в иракском обществе по главным вопросам будущего страны. Цель - формирование широкого национального согласия с участием всех ведущих иракских сил и обеспечение реальной вовлеченности международного сообщества, прежде всего всех без исключения соседей Ирака, в процесс урегулирования.

Собственно, в этом заключается смысл выдвинутой еще в 2003 году российской инициативы созыва представительной международной конференции по Ираку с участием лидеров всех основных этно-конфессиональных групп и ведущих общественно-политических организаций страны, включая и оппозиционные. Данное предложение остается в силе. Оно может быть востребовано в случае, если придет осознание тупиковости нынешней политики США в Ираке и возобладают реалистичные подходы к иракскому урегулированию.

В таком ключе сформулированы рекомендации двухпартийной экспертной группы Дж.Бейкера-Л.Гамильтона, в частности, о целесообразности разработки графика ускоренного вывода МНС, подключения к урегулированию Сирии и Ирана и обеспечения продвижения в арабо-израильском урегулировании.

Иракская ситуация показывает взаимосвязь многих международных проблем. В данном случае речь идет об Ираке и ядерной программе Ирана. Важное практическое следствие из этой связи: участие Ирана в иракском урегулировании в многостороннем формате создаст условия для перехода и к решению проблемы его ядерной программы также в духе умеренности и компромисса, включая нормализацию двусторонних отношений между Вашингтоном и Тегераном.

4. Взвешенный подход России к ситуации вокруг **ядерной программы Ирана** пользуется широким пониманием в мире и разделяется многими международными экспертами. Признается, что данная проблема не имеет силового решения, т.е. ее политико-дипломатическому урегулированию нет разумной альтернативы. Ультимативная политика обречена на провал.

Неконструктивная позиция Ирана привела к тому, что в декабре 2006 года была принята резолюция 1737 СБ ООН, которая требует от Ирана приостановить всю деятельность, связанную с обогащением урана, химпереработкой отработавшего ядерного топлива и тяжеловодными реакторами. Рассматриваем ее в качестве серьезного сигнала Тегерану о необходимости более активного и открытого сотрудничества с МАГАТЭ для снятия сохраняющихся озабоченностей и вопросов в отношении его ядерной программы.

Решение иранской ядерной проблемы возможно только в общем контексте международной и региональной ситуации, имея в виду, что ужесточать режим нераспространения можно будет только в условиях обеспечения верховенства международного права в международных делах и создания системы международных гарантий безопасности для всех без исключения государств, а также обеспечения всем государствам равного, недискриминационного доступа к новейшим технологиям, в том числе ядерным. В любом случае нельзя загонять проблему в тупик, а реакция международного сообщества должна быть адекватной степени угрозы нераспространению, которую могут определить только должным образом уполномоченные на то профессионалы. Заслуживают внимания и предложения о создании в регионе Ближнего и Среднего Востока системы региональной безопасности, частью которой могли бы быть взаимные гарантии безопасности с участием постоянных членов СБ ООН, Ирана, Израиля и Сирии.

Важным фактором в данной ситуации, как и в ряде других, является отсутствие нормальных отношений между Ираном и США. Ситуацию усугубляют попытки наклеить на Тегеран ярлык страны, входящей в “ось зла”, и заявления о необходимости смены режима в Тегеране как единственного средства обеспечения надежного решения проблемы.

Нельзя сбрасывать со счетов и мнение независимых экспертов о том, что реальной целью Тегерана является не столько создание ядерного оружия, сколько достижение способности к его быстрому производству с использованием возможностей невоенного ядерного сектора (так называемый “пороговый потенциал”, которым уже обладает целый ряд стран, включая ФРГ и Японию). Наиболее продуктивной линией международного сообщества в этой связи был бы комплекс мероприятий по вовлечению Тегерана, будь то в региональные дела, включая урегулирование в Ираке и стабилизацию Афганистана, или нормализация с ним двусторонних отношений.

Поддержание нормальных отношений друг с другом является обязанностью всех государств, и никакие соображения, тем более идеологического порядка, не снимают с государств эту ответственность. Настораживают признания ряда американских официальных представителей о том, что реальная цель их иранской политики – смена режима.

Встает и другой, более фундаментальный вопрос: почему надо идти на силовой вариант, грозящий обрушением ситуации в Ираке, если США своими планами размещения элементов национальной ПРО в Европе фактически признают действенность стратегии сдерживания посредством устрашения в отношении предполагаемой ракетно-ядерной угрозы со стороны Ирана?

Что касается интересов России, то наряду с нераспространением для нас имеет значение важная региональная роль Ирана, включая проблематику стабилизации Афганистана и государств Центральной Азии. Заикленность Вашингтона на противостоянии Ирану во что бы то ни стало обуславливает противоречивость американской политики в целом. Например, США в свете их нынешней политики в Закавказье не могут не быть заинтересованы в поставках иранского газа не только для Армении, но и для Грузии. Неурегулированность отношений с Ираном является слабым местом других американских геополитических проектов в этом обширном регионе, включая планы транспортировки каспийских ресурсов в обход российской территории и создания “Большой Центральной Азии”.

5. Шестисторонние переговоры – оптимальный формат обеспечения всеобъемлющего решения **ядерной проблемы Корейского полуострова**, включая предоставление прочных и убедительных гарантий безопасности всем странам региона, нормализацию отношений между КНДР и США, создание условий для развития КНДР и региона в целом. Ключевое значение имеет реализация Совместного заявления от 19 сентября 2005 года, принятого по итогам четвертого раунда “шестисторонки”. В дальнейшем важно приступить к разработке реалистичной “дорожной карты”, в которой была бы ясно отражена последовательность шагов по урегулированию ядерной проблемы Корейского полуострова. Разумеется, шестисторонние переговоры имеют перспективу лишь в расчете на нормализацию двусторонних отношений между КНДР и США.

6. Применительно к **ситуации в Афганистане** пока нет оснований разделять пессимизм тех экспертов, кто считает, что вывод МНС из Ирака обязательно повлечет за собой уход коалиционных сил и прекращение деятельности МССБ в Афганистане. Здесь совершенно иной формат урегулирования и объективно высокие ставки для международного сообщества в целом, НАТО, России, других держав региона и, разумеется, всех соседей Афганистана. Это создает объективную основу для **выхода на согласованный вариант демонополизации политического урегулирования в этой стране, вовлечение в него всех без исключения соседей Афганистана.**

7. Россия участвует в урегулировании **косовской проблемы** в рамках Совета Безопасности ООН и Контактной группы (Россия, Великобритания, Германия, Италия, США, Франция), играет важную роль в выработке линии международного сообщества на основе параметров, согласованных в резолюции 1244 СБ ООН. Однако ряд наших партнеров воспринимают предоставление Косово независимости в качестве безальтернативного варианта решения проблемы, потакая запросам косовских албанцев и выступая за навязывание статусного решения Белграду. Такая ситуация создает элемент напряжения в усилиях международного сообщества. Образование независимого косовского государства чревато серьезными осложнениями для стабильности в Европе. Вызывает сомнения и то, что в условиях независимости Косово без согласия всех стран будет легче добиваться

фундаментальных целей урегулирования – таких, как создание мультиэтнического общества и выполнение других стандартов для Косово. Определенную пищу для размышлений дает опыт международного сообщества, связанный с созданием Израиля. В силу известных причин процесс территориально-политического обустройства Палестины вышел из-под контроля международного сообщества, что является одним из ключевых факторов сохраняющейся неурегулированности арабо-израильского конфликта.

Межцивилизационный диалог

1. Одной из определяющих тенденций современного этапа развития международных отношений стало выдвижение на передний план вопросов, связанных с поддержанием межцивилизационного согласия в мире. Во многом это связано с глобализацией, создающей угрозу национальной самобытности, культурно-цивилизационному многообразию мира, свободе личности. Напряженность в межцивилизационных отношениях провоцируют террористы и те, кто продвигает жестко идеологизированные подходы к международным делам. Угроза раскола мира по цивилизационному признаку становится одним из главных вызовов нашего времени.

Ученые выделяют два основных сценария развития межцивилизационных отношений в мире. Первый вариант связан с дальнейшей всесторонней интернационализацией при сохранении специфических культур, сложившихся в отдельных странах и регионах. Второй предусматривает конвергенцию, при которой цивилизационные ценности различных культур как составные части волеются в глобальную цивилизацию. В любом случае восточным цивилизациям как важной части культурного наследия человечества еще предстоит сыграть позитивную роль в формировании общемировых тенденций развития.

2. Развитие межцивилизационного диалога в этих условиях становится одним из важнейших элементов нашей внешнеполитической стратегии. Есть основания сделать эту тему сквозной в наших международных контактах, закрепить ее в качестве “большой идеи” российской дипломатии на обозримую перспективу. Это уже становится эффективным средством утверждения интеллектуального лидерства России в мировой политике, отстаивания нашей внешнеполитической самостоятельности, а также продвижения национальных интересов в конкретных ситуациях и вопросах международной жизни.

Тема межцивилизационного согласия позволяет в неконфронтационном ключе выходить на целый ряд принципиальных вопросов, отражающих наше видение нового мироустройства. В данном вопросе особо четко проявляется неразрывная связь между внешней и внутренней политикой, затрагиваются интересы национальной безопасности России с ее многонациональным и многоконфессиональным обществом. Межцивилизационная тема дает объединяющую позитивную повестку дня как внутри страны, так и в международном плане, создает необходимые условия для вовлечения религиозных и иных институтов гражданского общества во внешнеполитический процесс. Объективная цивилизационная многовекторность становится важным преимуществом нашей дипломатии.

Большой вклад в развитие межкультурного диалога вносят ведущие российские религиозные организации и, в частности, **Русская православная церковь (РПЦ)**. В 2006 году по инициативе Межрелигиозного совета России и РПЦ состоялся ряд международных межрелигиозных мероприятий, крупнейшим из которых явился Всемирный саммит религиозных лидеров (Москва, 3-5 июля). Его участники высказались за построение миропорядка, который сочетал бы демократические нормы с уважением к нравственным устоям, образу жизни, различным правовым и политическим системам, национальным и религиозным традициям.

LA RUSSIE ET L'ESPACE POST-SOVIETIQUE

La Communauté des Etats Indépendants (CEI)

La Communauté des Etats Indépendants (CEI – *Sodrujestvo Nezavisimyx Gosudartsv - SNG*) est la première et la plus inclusive des organisations régionales postsoviétiques, créées au moment de la dissolution de l'URSS en 1991. Selon sa propre définition, la Communauté des Etats Indépendants représente la forme de coopération égalitaire entre les pays souverains, reconnue comme une organisation internationale régionale par la communauté internationale. Elle s'appuie sur les mécanismes flexibles de la coopération dans presque tous les domaines des interactions interétatiques.

Le 8 Décembre 1991, les dirigeants des républiques de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine ont annoncé que « l'URSS a cessé son existence en tant que sujet du droit international et réalité géopolitique ». Dans le même temps ils ont annoncé la création de la Communauté des Etats Indépendants, une organisation basée sur le principe de coordination, sensée à contribuer au développement des relations de souveraineté entre les républiques de l'ancienne URSS et ouverte à la participation de toutes les républiques de l'URSS. Le 21 Décembre 1991, les dirigeants de neuf républiques de l'ancienne URSS (Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan et Ukraine) ont signé la Déclaration d'Almaty sur l'établissement de la Communauté des Etats Indépendants. Azerbaïdjan, Géorgie et Moldavie ont rejoint la CEI plus tard. Au final, toutes les républiques soviétiques, sauf l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, ont adhéré à la CEI. Le 22 Janvier 1993, les chefs d'Etat de la CEI ont adopté le document constitutionnel de l'organisation – la Charte de la CEI – qui a fixé les objectifs, la structure et les modes de fonctionnement de la Communauté. Suite à la guerre du mois d'Août 2008 opposant la Géorgie à la Russie, la Géorgie a décidé de quitter la CEI. Depuis le 19 Août 2008, la Géorgie ne fait plus partie de la CEI.

Les buts, objectifs et principes de la CEI

La philosophie générale des premiers documents constitutifs de la CEI est de dissoudre des relations de subordination qui existaient pendant l'Union soviétique entre le Centre de commandement du Parti communiste d'une part et les républiques soviétiques d'autre part, et d'asseoir les relations entre les nouvelles entités politiques sur la base des principes de souveraineté et d'indépendance étatique. La deuxième préoccupation majeure des documents constitutifs de la CEI est de conserver la stabilité et la sécurité régionale pendant la transformation des relations interétatiques dans l'espace postsoviétique. Le sujet constant des documents fondateurs de la CEI est donc d'affirmer la nature non-étatique et non-hégémonique de la Communauté. Créée pour remplacer un super-Etat centralisé et totalitaire, les fondateurs de la CEI ont constamment souligné leur volonté de remplacer l'URSS par une communauté des Etats sur la base volontaire et égalitaire. De ce fait, la nature de la CEI a été définie par la négation. Ainsi, l'Accord sur l'établissement de la CEI, du 8 Décembre 1991, affirme que « l'URSS, en tant que sujet de droit international et réalité géopolitique, cesse son existence ». La Déclaration d'Almaty du 21 Décembre 1991, qui a entériné l'établissement de la CEI par la majorité des anciennes républiques soviétiques, insiste sur le fait que « la Communauté des Etats Indépendants n'est ni un Etat, ni une structure supra-Etatique ». Parmi les principes essentiels des relations entre les membres de la Communauté sont les principes de reconnaissance et de respect mutuel de la

souveraineté étatique et de l'égalité souveraine, de droit à l'auto-détermination, de non-interférence dans les affaires domestiques, de refus de l'utilisation de la force, de la menace de la force et des moyens de pression économiques dans les relations interétatiques, de respect mutuel de l'intégrité territoriale ainsi que d'inviolabilité des frontières étatiques existantes. La Charte de la CEI, du 22 Janvier 1993, réaffirme l'absence des attributs étatiques ou supra-étatiques de l'organisation et souligne le caractère volontaire du rassemblement des pays participants au sein de la Communauté.

L'Accord de Minsk sur l'établissement de la CEI a défini un agenda de coopération interétatique très large qui inclut les domaines politique, économique, culturel, éducationnel, médical, écologique, commercial, humanitaire, de sécurité et de paix internationale et d'autres domaines d'activité. Les objectifs initiaux devant les organes de la CEI ont été fixés comme la coordination des activités de la politique étrangère, la coopération dans l'élaboration et le développement de l'espace économique commun, la politique commune douanière, le développement des systèmes des transports et des communications, la protection de l'environnement, la politique des migrations et la lutte contre le crime organisé.

La Charte de la CEI, du 22 Janvier 1993, systématisé les objectifs de la Communauté ainsi qu'elle met en place ses organes constitutionnels. Les buts et objectifs généraux de la CEI sont :

La coopération dans les domaines politique, économique, écologique, humanitaire, culturel, et d'autres domaines ;

Le développement économique et social équilibré des pays dans le cadre d'un espace économique commun, la coopération et l'intégration interétatique ;

Le développement du partenariat égalitaire et mutuellement bénéfique dans le domaine économique par le biais de la formation de la zone de libre-échange ;

Le garanti des droits et des libertés fondamentaux des personnes en conformité avec les principes et les normes généralement reconnus du droit international ainsi que les documents de l'OSCE ;

La coopération entre les pays membres afin de garantir la paix et la sécurité internationale, la réalisation des mesures afin de réduire les armements et les dépenses militaires ainsi que la liquidation des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, et d'arriver au désarmement général et complet ;

L'approfondissement de la coopération entre les pays de la CEI et l'ONU et autres organisations internationales dans le domaine de la régulation des conflits internationaux ;

L'assistance aux citoyens des pays membres dans les communications, les contacts et le mouvement libres au sein de la Communauté ;

L'assistance juridique mutuelle et la coopération dans les autres domaines des relations juridiques ;

L'unification des forces et des moyens dans la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme international et les autres formes d'extrémisme ;

Le règlement pacifique des litiges et des conflits entre les pays membres.

Le fonctionnement de la CEI ainsi que les relations entre les pays membres devront être réalisés en conformité avec les principes suivants :

Le respect des souverainetés des Etats-membres, du droit inaliénable des peuples à l'auto-détermination et de disposer de son destin sans interférence des parties extérieures ;

L'inviolabilité des frontières étatiques, la reconnaissance des frontières existantes et le renoncement aux prétentions territoriales illégitimes ;

L'intégrité territoriale des Etats et le renoncement à toute action visant le démembrement du territoire étranger ;

La non-utilisation de la force et de la menace par la force contre l'indépendance politique des Etats-membres ;
Le règlement pacifique des litiges afin de ne pas mettre en cause la paix internationale, la sécurité et la justice ;
La primauté du droit international dans les relations interétatiques ;
Le garanti des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour toutes les personnes sans distinction de race, d'ethnie, de langue, d'idéologie politique et des autres convictions ;
La réalisation dans la bonne fois des obligations contractées en vertu des documents de la Communauté, y compris la Charte de la CEI ;
La prise en compte des intérêts des partenaires et de la Communauté, l'entraide mutuelle dans tous les domaines des relations réciproques ;
L'unification des efforts et le soutien mutuel afin de créer les conditions pacifiques pour la vie des peuples des pays membres de la Communauté, de garantir leur progrès politique, économique et social ;
Le développement de la coopération économique, scientifique et technique, l'élargissement des processus d'intégration ;
L'union spirituelle des peuples, basée sur le respect mutuel, la coopération étroite afin de préserver les valeurs culturelles et les échanges culturels.

La structure de la CEI

La structure générale de la CEI est composée de 82 organes, incluant les organes constitutionnels et les organes spécialisés.

Le Conseil des chefs d'Etat est l'organe suprême de la Communauté qui a la compétence pour discuter et décider des questions principales liées aux activités des Etats membres dans le domaine de leurs intérêts communs. Il se réunit deux fois par an et adopte ses décisions sur la base du principe de consensus.

Le Conseil des chefs de gouvernement est chargé de la coordination de la coopération des organes exécutifs des pays membres dans les domaines économique, social et autres domaines d'intérêts communs. Il se réunit quatre fois par an.

Le Conseil des ministres des affaires étrangères est l'organe exécutif principal qui est chargé de la coordination des activités de la politique étrangère des pays membres dans le domaine des questions d'intérêt commun, entre les sessions du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement.

Le Conseil économique de la CEI est l'organe exécutif chargé de la réalisation des accords conclus dans le cadre de la CEI ainsi que des décisions du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement concernant la formation et le fonctionnement de la zone de libre-échange et, autres questions de la coopération économique et sociale.

Le Conseil des ministres de la défense est l'organe chargé des questions de la politique et du développement militaire des pays membres. Il est composé des ministres de la défense des pays participants, sauf la Moldavie, le Turkménistan et l'Ukraine. Jusqu'à son démantèlement en 2005, le quartier général pour la coordination de la coopération militaire était l'organe de travail permanent du Conseil des ministres de la défense, son chef faisant partie du Conseil.

Le Conseil des commandants des troupes frontalières est l'organe collégial composé des commandants des troupes frontalières des pays membres de la Communauté, sauf ceux de l'Azerbaïdjan, de la Moldavie et de l'Ukraine, ainsi que le chef du Service de coordination du Conseil, qui est son organe de travail permanent. Le Conseil est chargé des questions de la coordination de la défense des frontières extérieures de la CEI ainsi que des zones économiques des pays membres de la CEI.

La Cour économique de la CEI a la compétence pour veiller à l'implémentation harmonisée des accords entre les pays membres et de leurs obligations et traités économiques par le biais de la résolution des litiges découlant des relations économiques.

L'Assemblée Interparlementaire de la CEI organise les consultations interparlementaires, encourage la coopération au sein de la Communauté et élabore des propositions communes concernant l'activité des parlements nationaux.

Le Conseil des représentants permanents est chargé de la coordination des interactions des Etats membres entre les sessions du Conseil des chefs d'Etat, du Conseil des chefs de gouvernement et du Conseil des ministres des affaires étrangères.

Le Comité exécutif de la CEI est l'organe permanent exécutif, administratif et de coordination de la CEI.

La procédure décisionnelle au sein de la CEI

Les procédures de prise des décisions au sein des structures de la CEI sont subordonnées aux soucis de souveraineté et d'égalité des pays participants. Comme il a été noté, les fondateurs de la CEI ont constamment souligné la nature non-étatique et non-hégémonique de la Communauté. Dans ce contexte, les procédures décisionnelles des organes de la CEI sont en général basées sur le principe de consensus. Le Conseil des chefs d'Etats et le Conseil des chefs de gouvernement adoptent ainsi leurs décisions par le biais de consensus. Dans le même temps, toute Partie peut faire savoir son non-intéressement dans les questions particulières. Toutefois, l'abstention de telle ou telle Partie de la participation dans les décisions particulières n'est pas considérée comme un obstacle à l'adoption des décisions concernées. En outre, les Etats membres peuvent suspendre l'implémentation à leur encontre des certaines clauses des accords conclus dans le cadre de la CEI, en notifiant les Etats partenaires un an avant.

Le mécanisme de la réalisation des décisions du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement, approuvé par le Conseil des chefs d'Etat le 2 Avril 1999, a défini les approches conceptuelles de la Communauté concernant l'implémentation des décisions communautaires. Parmi les principes essentielles sont soulignés la réalisation volontaire et de la bonne foi des obligations par les Etats parties, l'appui sur les mécanismes nationaux de contrôle, la non-interférence dans les affaires domestiques des Etats et la régulation des litiges découlant de la réalisation des documents de la Communauté le biais des négociations entre les Etats membres.

La participation limitée de certains Etats membres dans les activités particulières de la Communauté ou dans les activités de certains organes de la CEI est considérée comme découlant de l'intérêt national des Etats membres et reçue avec la compréhension et le respect de la part de la Communauté et des Etats partenaires.

La sécurité régionale et la coopération politico-militaire

Les sections III et IV de la Charte de la CEI régissent les activités de la Communauté dans les domaines de la sécurité collective, de la coopération militaro-politique ainsi que de la prévention et de la résolution des conflits. Les Etats membres s'engagent à mener une politique coordonnée dans le domaine de la sécurité internationale, du désarmement et du contrôle sur les armes ainsi que la construction et la consolidation des forces armées nationales. Les Parties contribuent à la consolidation et au maintien de la sécurité dans le territoire de la Communauté.

En cas des menaces à la souveraineté, la sécurité et l'intégrité territoriale de l'un ou plusieurs pays membres ou à la paix et la sécurité internationale, les Etats membres activent immédiatement les mécanismes de consultation afin de coordonner leurs positions et d'adopter les mesures nécessaires pour éliminer la menace concernée, incluant

l'organisation des opérations de la paix et l'utilisation des forces armées en conformité avec l'article 51 de la Charte de l'ONU.

Les directions principales de la coopération militaire sont la coopération politico-militaire (notamment, par le biais de la mise en place des consultations et des échanges d'information entre les ministres de la défense des Etats membres, le rapprochement et l'unification des législations nationales en la matière, l'établissement d'un espace de défense commun dans le territoire de la Communauté, et la coopération dans le domaine de la réduction et de l'élimination des armes), la coopération militaire (notamment, la coopération entre les ministres de la défense dans la construction et la consolidation des forces armées, l'organisation des mesures communes de préparation des forces armées, la préparation des cadres militaires, l'amélioration du système de défense aérien commun, l'amélioration des infrastructures militaires, etc.), la coopération militaro-technique, la coopération militaro-scientifique, la coopération dans les domaines des opérations de la paix et de la lutte contre le terrorisme, la coopération dans le domaine d'histoire militaire, la coopération dans les domaines social, juridique et humanitaire, ainsi que la coopération dans les domaines de l'industrie militaire et de l'intégration des entreprises de production militaire aussi bien dans le domaine des exportations des produits de l'industrie militaire.

L'organe suprême de la CEI dans le domaine de la défense est le Conseil des chefs d'Etat. Il élabore et réalise la politique militaire de la Communauté. Il définit la conception de la défense collective, la doctrine militaire et la stratégie nucléaire de la Communauté ainsi que les directions principales de la consolidation militaire. Le Conseil des chefs d'Etat prend ses décisions concernant les questions de la défense sur la base du principe de consensus. Le Conseil des chefs de gouvernement est chargé des questions militaro-économiques et budgétaires.

Le Conseil des ministres de la défense, créé le 14 Février 1994, est chargé des questions de la coordination des efforts des Etats membres dans les domaines de la politique militaire et de la construction militaire. Les membres du Conseil sont les ministres de la défense des Etats membres, à l'exception de la Moldavie, du Turkménistan et de la Moldavie. Le Conseil est dirigé par le président du Conseil et son adjoint. Au sein du Conseil, chaque membre dispose d'une voix. Jusqu'à son démantèlement en 2005, le chef du Quartier général pour la coordination de la coopération militaire faisait partie du Conseil des ministres de la défense. Le Quartier général pour la coordination de la coopération militaire représentait l'organe de travail permanent du Conseil des ministres de la défense. Le 26 Août 2005, le Conseil des chefs d'Etat a décidé de démanteler le Quartier général pour la coordination et de transférer ses fonctions au Secrétariat du Conseil des ministres de la défense, dont l'effectif s'élève à 20 personnes.

Parmi les efforts de la CEI dans le domaine de la sécurité régionale, l'initiative de mettre en place un système régional de la défense collective occupe une place primordiale. Le pas dans cette direction a été faite par la conclusion du Traité sur la sécurité collective entre les pays membres de la CEI, le 15 Mai 1992, à Tachkent, Ouzbékistan. Le Traité de Tachkent prévoyait la mise en place d'une alliance de sécurité et de défense. Notamment, selon l'article 4 du Traité, toute agression dirigée contre l'un des pays signataires du Traité, de la part d'un Etat ou d'un groupement des Etats, est considérée comme l'agression contre l'ensemble des pays signataires et enclenche immédiatement le mécanisme de la défense collective. Le Traité été signé par six pays postsoviétiques (Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan et Ouzbékistan), le 15 Mai 1992 à Tachkent, Ouzbékistan. Plus tard, trois autres pays (Azerbaïdjan, Biélorussie et Géorgie) ont adhéré au Traité. Toutefois en 1999, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan ont quitté le Traité sur la sécurité collective. A partir de l'an 2000, le régime du Traité de Tachkent sur la sécurité collective a pris la

direction de développement institutionnel indépendamment de la CEI avec la création de l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective (OTSC) qui regroupe sept pays de la CEI.

L'élément fondamental de la coopération militaire au sein de la CEI est le système de défense aérien commun, institué en 1995 par l'Accord sur l'établissement du système unifié de la défense aérienne des Etats membres de la CEI. Le système unifié prévoit la protection des frontières aériennes des Etats participants, le contrôle commun de l'utilisation de l'espace aérien des pays participants, l'information des pays participants sur la situation aérienne et l'alerte sur l'attaque aérienne, les activités coordonnées des forces militaires aériennes. Au moment de sa mise en place, Arménie, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan et Ukraine ont rejoint le système unifié tandis que l'Azerbaïdjan et la Moldavie se sont abstenus. A partir de 1997, la Géorgie et le Turkménistan ont terminé leur participation tandis que l'Ouzbékistan et l'Ukraine sont passés au mode de coopération bilatérale avec la Russie. Les forces collectives du système unifié sont essentiellement composées des forces aériennes russes avec la participation limitée de la Biélorussie et du Kazakhstan.

Parmi les autres structures importantes, dotées des fonctions de coordination, pour la coopération dans le domaine de la sécurité régionale et de la défense collective sont :

Le Conseil des commandants des troupes frontalières des Etats membres de la CEI ;

Le Centre antiterroriste de la CEI, avec une branche à Bichkek, Kirghizstan ;

Le Conseil de coordination des procureurs généraux ;

Le Conseil des ministres des affaires intérieures ;

Le Bureau de coordination pour la lutte contre la criminalité organisée et autres formes dangereux de la criminalité ;

Le Conseil des chefs des organes de migration ;

Le Conseil des dirigeants des organes de la sécurité et des services spéciaux ;

Le Conseil interétatique pour les situations d'urgence à caractère naturel et technologique ;

Le Conseil interétatique pour la sécurité industrielle, et autre.

La CEI et les opérations de la paix

Parmi les conséquences de la dissolution de l'URSS et la période de transition, plusieurs conflits intra-étatiques se sont éclatés dans certains nouveaux pays indépendants de la CEI. Il s'agit notamment de la guerre civile au Tadjikistan, les conflits en Géorgie (Abkhazie et Ossétie du Sud) et en Moldavie (Transnistrie). Au Karabakh, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont affrontés militairement. A l'exception du cas de Karabakh, la CEI a mené les efforts de la paix dans tous ces conflits. En outre, le personnel militaire et les observateurs des pays membres de la CEI participent dans les opérations de la paix organisées par les autres organisations internationales, particulièrement l'ONU et l'OSCE, dans les différentes parties du monde.

L'une des conséquences de cette expérience est la mise en place d'un cadre normatif assez développé concernant les activités de la paix. Les activités de la paix de la CEI sont régies par trois groupes des documents normatifs. Le premier groupe est constitué des provisions de la Charte de la CEI, du 22 Janvier 1993, et de la Conception de la prévention et de la régulation des conflits dans le territoire des Etats participants de la CEI, adopté le 19 Janvier 1996. Ces documents définissent la stratégie générale de la CEI et les approches communes des Etats membres en la matière. Selon la Charte de la CEI, les Parties prévoient l'utilisation de tous les moyens légitimes afin de prévenir les conflits, notamment sur les bases ethnique et confessionnelle. Elles s'entraident mutuellement dans la régulation des conflits de cette nature, y compris dans le cadre des organisations internationales. Les Etats membres s'abstiennent de porter des préjudices aux pays

partenaires qui pourraient provoquer des conflits. Ils s'engagent à réguler et à résoudre les litiges d'une manière pacifique par le biais des négociations et autres moyens de règlement pacifique, tel l'arbitrage, la médiation, la conciliation, etc. Ils renoncent à l'utilisation de la force ou de la menace par la force dans leurs relations mutuelles. Dans le cas de l'impossibilité d'arriver à la résolution des litiges par le biais des négociations, les Etats membres peuvent recourir au Conseil des chefs d'Etat afin que ce dernier s'occupe de la recherche des solutions. Le Conseil peut aussi recommander, à tout moment, les procédures et les méthodes de régulation des conflits aux Parties afin que ceux-ci ne mettent pas en cause la paix et la sécurité dans la Communauté. Les Parties s'engagent aussi à soutenir les efforts de paix de la communauté internationale dans le territoire de la Communauté.

La Conception de la prévention et de la régulation des conflits dans le territoire des Etats participants de la CEI met en place le cadre de gestion des situations de conflit dans le territoire de la CEI ainsi que des relations avec l'ONU et l'OSCE dans ce domaine. Selon la Conception, le maintien de la paix et de la stabilité est la condition essentielle de l'existence de la Communauté. La Conception prévoit un ensemble des mesures conjointes pour la prévention et la régulation des conflits ainsi que la consolidation de la paix dans les situations post-conflit, y compris l'organisation des opérations de la paix multilatérales afin de renforcer la sécurité nationale des Etats membres et préserver leur intégrité territoriale et l'indépendance.

Dans le domaine de la prévention des conflits, la Conception privilégie tout d'abord les moyens politiques préventifs et les efforts diplomatiques dans la résolution des litiges et des conflits. Parmi les moyens préconisés par la Conception sont les mesures diplomatiques préventives, telle les bons offices, la médiation, les négociations, et les mesures de confiance, telle l'accord sur la non-utilisation de la force ou de la menace par la force, l'échange des informations, ou l'envoi des missions de médiation et des observateurs, l'utilisation des mécanismes de l'alerte précoce, l'adoption des sanctions économiques et la création des zones démilitarisées. La Conception prévoit aussi, dans les cas de nécessité, de déployer préventivement le personnel policier, civil et militaire dans les zones de possible confrontation afin de prévenir l'escalation de la situation.

La CEI réclame le droit d'organiser la régulation des conflits dans sa zone de responsabilité en tant que l'organisation régionale selon le Chapitre VIII de la Charte onusienne. Par la régulation des conflits est entendu un ensemble des mesures politique, social, juridique, économique ou militaire qui visent à faire cesser les conflits, y compris les confrontations armées. Les objectifs recherchés sont la cession immédiate des confrontations armées, le contrôle de l'implémentation des accords sur le cessez-le-feu et la conciliation, la séparation des parties au conflit jusqu'à la réalisation des accords de paix. L'accent est mis sur le maintien et la consolidation de la paix entre les parties dans la période suivante la cession des hostilités. A ces fins, les opérations du maintien de la paix, avec la participation du personnel militaire, policier et civil, sont organisées par le Conseil des chefs d'Etat de la Communauté. Dans le cas de la nécessité d'adopter les mesures de coercition, le mandat du Conseil de la sécurité de l'ONU est préalablement demandé.

La procédure de l'organisation des opérations de la paix et du déploiement des forces de la paix est comme suivante:

La décision sur le déploiement de l'opération de la paix est adoptée par le Conseil des chefs d'Etat par le biais du consensus. Le Conseil définit le mandat de l'opération, ses compétences, la composition des forces collectives du maintien de la paix, la durée de l'opération, nomme le Chef de mission pour le maintien de la paix ou le représentant spécial de la CEI pour la régulation du conflit, le commandant des forces collectives du

maintien de la paix ainsi que, dans le cas nécessaire, le chef du groupe d'observateurs militaires.

Les conditions pour l'organisation de l'opération du maintien de la paix sont l'accord sur le cessez-le-feu entre les parties et leur volonté de régler leur litige par les voies politiques, l'accord des parties pour l'organisation de l'opération et leur coopération pendant la réalisation de l'opération, l'engagement des parties à respecter le statut international, la neutralité, les privilèges et les immunités du personnel de l'opération de la paix ;

Le Conseil des chefs d'Etat informe immédiatement le Conseil de la Sécurité de l'ONU et le Secrétaire général de l'OSCE sur sa décision de l'organisation de l'opération de la paix ;

Les Forces collectives de la paix de la CEI sont composées par le personnel des pays membres, à l'exception des parties au conflit, sur la base de la contribution volontaire. Les Etats membres définissent la nature et l'étendue de leurs contributions en conformité avec leurs législations nationales respectives. Une fois constituées, les forces collectives de la paix sont soumises au commandement unique, composé des représentants des pays participants, pendant la réalisation de l'opération ainsi qu'aux exigences de neutralité, de respect des lois, des traditions et des mœurs de l'Etat dans le territoire duquel l'opération est réalisée. Les forces de la paix sont dotées des fonctions de la séparation des parties au conflit, le monitoring du respect des accords de cessez-le-feu et d'armistice, l'implémentation des accords sur le désarmement et l'assistance humanitaire. Les forces de la paix s'abstiennent de l'utilisation de la force armée à l'exception des cas de la résistance armée à la réalisation du mandat de l'opération.

Le troisième composant des activités de la paix de la CEI est la consolidation de la paix après le conflit. Par cela est entendu l'ensemble des mesures politique, socio-économique et juridique visant le soutien à l'établissement de la confiance, des contacts mutuels et de la coopération entre les parties au conflit et la prévention de la récurrence de conflit. Ces mesures peuvent inclure le rétablissement des institutions étatiques, le retour des réfugiés et des personnes déplacées, le rétablissement des infrastructures, l'assistance humanitaire, la réintégration des membres des groupes armés, l'organisation des élections, la protection des droits fondamentaux, etc. Afin de veiller à l'implémentation des accords, les observateurs militaires et les divisions des forces collectives de la paix peuvent être déployés avec l'accord des parties.

La CEI envisage une coopération étroite avec les organisations internationales, en priorité avec l'ONU et l'OSCE, dans le cadre de ses activités de la paix. Cette coopération peut prendre la forme des consultations, la pratique d'informer l'ONU et l'OSCE sur la conduite des opérations, le soutien aux efforts de la paix des missions et des représentants de l'ONU et de l'OSCE, la contribution aux opérations de la paix de l'ONU et de l'OSCE, la coopération entre les forces collectives de la paix de la CEI, les groupes d'observateurs militaires et les missions d'observateurs de l'ONU et de l'OSCE, etc.

Le deuxième groupe des documents règlementent les aspects militaires des activités de la paix et définissent les détails de l'organisation et de la conduite des opérations du maintien de la paix. Il s'agit, notamment, de l'Accord sur les groupes d'observateurs militaires et les forces collectives du maintien de la paix dans la Communauté des Etats indépendants, du 20 Mars 1992 (ainsi que des protocoles sur le statut des groupes d'observateurs militaires et des forces collectives du maintien de la paix, sur la procédure temporaire du déploiement des groupes d'observateurs militaires et des forces collectives du maintien de la paix et sur le soutien effectif, structurel, matériel, technique et financier des groupes d'observateurs militaires et des forces collectives du maintien de la paix, signé le 15 Mai 1992), du Règlement sur les forces collectives du maintien de la paix de la CEI, du 19 Janvier 1996, ainsi qu'un ensemble des accords, protocoles, règlements, directions, programmes et méthodologies.

Le troisième ensemble des documents est constitué des décisions concrètes sur les opérations du maintien de la paix, organisées depuis l'existence de la CEI. Actuellement, quatre opérations du maintien de la paix ont été organisées sous le mandat de la CEI. Il s'agit des opérations en Moldavie, en Géorgie (Abkhazie et Ossétie du Sud), et au Tadjikistan.

En Moldavie, Après l'accession de la Moldavie à l'indépendance en août 1991, une République est créée en Transnistrie (à majorité russe) le 2 septembre. Puis des violences éclatent entre les séparatistes et les nouvelles autorités moldaves dès novembre. Une force trilatérale de maintien de la paix (russe, moldave et transnistrien) est déployée le 29 juillet 1992. Les forces collectives de la paix, à la hauteur de 1200 hommes, sont toujours déployées à ce jour, sous la Commission de contrôle conjointe, créée en Août 1992.

Après l'indépendance de la Géorgie en avril 1991, des séparatistes réclament à leur tour un statut équivalent pour la région de l'Abkhazie. Cette situation mène à une guerre. Un accord de cessez-le-feu est signé en juillet 1993, entraînant le déploiement d'une mission des Nations Unies (voir ONU/MONUG) et de troupes russes d'interposition. Cet accord est violé quelques mois plus tard. À la suite d'un nouvel accord le 14 mai 1994, la CEI déploie sa force avec le mandat de remplacer les troupes russes sur le terrain, bien que celles-ci soient demeurées le principal intervenant. La mission s'est retirée en Octobre 2008.

Toujours en Géorgie, des combats opposent les indépendantistes de l'Ossétie du Sud aux forces gouvernementales de la république de Géorgie depuis 1989. Des troupes russes et des deux autres parties sont déployées sur le territoire en litige depuis le 1er juillet 1992. La mission s'achèvera en octobre 2008, quelques mois après la fin de la guerre ayant opposé la Géorgie à la Russie en août 2008.

Au lendemain de l'indépendance, une guerre civile s'est éclatée au Tadjikistan qui opposait le gouvernement à la coalition des forces de l'opposition, composée entre autres des communistes et des mouvements islamiques. La CEI s'est impliquée d'une manière décisive dans la régulation du conflit militaire au Tadjikistan. Les forces collectives de la paix de la CEI ont été déployées par la décision du Conseil des chefs d'Etat en Septembre 1993. Ces forces collectives ont été composées essentiellement des forces russes et ouzbèkes ainsi que des forces du Kazakhstan et du Kirghizstan. Elles ont été déployées de 1993 jusqu'à l'an 2000, trois ans après la signature de l'accord de la paix entre les parties. De 1994 à 2000, l'ONU a aussi institué une mission au Tadjikistan (UNMOT, Résolution n° 963 du Conseil de la sécurité). Les missions de la CEI et de l'ONU ont agi en étroite collaboration pendant leur déploiement. Le déploiement de la division russe n° 201, l'essentiel des forces russes déployées pendant l'opération, a été étendue par un accord spécial entre le Tadjikistan et la Russie, après la guerre et résident actuellement dans le territoire du Tadjikistan.

L'une des particularités de ces opérations du maintien de la paix est qu'il s'agit en fait des opérations menées essentiellement par les forces armées russes, sous le mandat de la CEI. Notamment, c'est le cas des opérations en Géorgie et en Moldavie. La seule exception est le cas de l'opération au Tadjikistan qui a été réalisée avec la participation des forces russes, kazakhes, kirghizes et ouzbèkes. Cette situation mène à la critique de ces opérations en tant que les instruments des ambitions impérialistes de la Russie. La Russie se plaint à son part du manque de la volonté de ses partenaires de la CEI de contribuer des troupes et des ressources aux opérations pour le maintien de la sécurité et la stabilité dans le territoire de la Communauté.

L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)

Documents fondateurs et régissant les aspects institutionnels

- Traité sur la sécurité collective, du 15 Mai 1992, Tachkent, Ouzbékistan
- Protocole sur la prolongation du Traité sur la sécurité collective, du 2 Avril 1999, Moscou, Russie
- Décision du Conseil de Sécurité Collective sur le Concept de la sécurité collective des pays membres du Traité sur la sécurité collective, du 10 Février 1995
- Concept de la sécurité collective des pays membres du Traité sur la sécurité collective, du 10 Février 1995
- Charte de l'Organisation du Traité sur la Sécurité Collective (ODKB), du 7 Octobre 2002, Chisinau, Moldavie
- Accord sur le statu juridique de l'ODKB, du 7 Octobre 2002, Chisinau, Moldavie
- Protocole sur la modification de l'Accord sur le statut juridique de l'ODKB, du 6 Octobre 2007, Douchanbé, Tadjikistan
- Accord sur les principes de la coopération militaire et technique entre les pays membres du Traité sur la sécurité collective, 20 Juin 2000, Moscou, Russie (modifié par le protocole du 19 Septembre 2003)
- Règlement sur le Secrétariat de l'ODKB, du 28 Avril 2003
- Règlement sur le Conseil permanent au sein de l'ODKB, du 28 Avril 2003
- Règlement sur le Conseil des ministres des affaires étrangères de l'ODKB, du 28 Avril 2003
- Règlement sur le Conseil des secrétaires des conseil de sécurité de l'ODKB, du 28 Avril 2003
- Règlement sur le Conseil de sécurité de l'ODKB, du 28 Avril 2003

Documents secondaires

- Mémoire sur l'amélioration de l'efficacité di Traité sur la sécurité collective et sur son adaptation à la situation géopolitique contemporaine, du 24 Mai 2000, Minsk, Belarus
- Déclaration des pays membres du Traité sur la Sécurité collective, du 10 Février 1995, Almaty, Kazakhstan
- Sur l'enregistrement du Traité sur la sécurité collective auprès de l'ONU, 13 Mai 1997
- Décision des chefs d'Etats d'Arménie, Belarus, Kazakhstan, Fédération de Russie, Tadjikistan et Ouzbékistan sur la situation dans la région centrasiatique, 2000 (les événements de Batken)
- Déclaration des chefs d'Etats participants du Traité sur la sécurité collective à l'occasion du dixième anniversaire, 14 Mai 2002, Moscou, Russie
- Déclaration des chefs d'Etats participants du Traité sur la sécurité collective à l'occasion du quinzième anniversaire, 6 Octobre 2007, Douchanbé, Tadjikistan
- Déclaration des pays-membres de l'ODKB sur l'amélioration et le renforcement de l'efficacité des activités de l'Organisation, du 23 Juin 2006
- Déclaration de la session de Moscou du Conseil de Sécurité de l'ODKB, 9 Septembre 2008, Moscou, Russie

- Note d'information du Secrétariat de l'ODKB : ODKB et Eurasec passent à un niveau d'intégration plus élevée
- Note d'information du Secrétariat de l'ODKB sur la coopération entre le Secrétariat de l'ODKB et le Secrétariat du Comité d'Intégration de l'Eurasec

La communauté économique eurasienne (EUROSEC)

Documents fondateurs et régissant les aspects institutionnels

- Accord Entre la Fédération de Russie et Belarus sur la création d'Union Douanière, du 6 Janvier 1995
- Accord sur l'Union Douanière, entre la Fédération de Russie et Belarus, d'une part, et la République de Kazakhstan d'autre part, du 20 Janvier 1995
- Traité sur l'adhésion de la République Kirghize à l'Accord sur l'Union Douanière, du 29 Mars 1996
- Traité sur l'adhésion de la République de Tadjikistan à l'Accord sur l'Union Douanière, du 26 Février 1999
- Traité entre la Fédération de Russie, la République Bélarusse, la République de Kazakhstan et la République Kirghize sur l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économique et humanitaire, du 29 Mars 1996, Moscou, Russie
- Déclaration sur « Les Dix pas simples vers le peuple », du 28 Avril 1998
- Traité sur l'Union Douanière et l'Espace Economique Commun, du 26 Février 1999, Moscou, Russie
- Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2000, Astana, Kazakhstan
- Déclaration des Chefs d'Etats-membres de la Communauté Economique Eurasiatique, du 31 Mai 2001, Minsk, Belarus
- Décision du Conseil Inter-Etatique de l'Eurasec sur le principe de transfert entre les organes d'intégration, du 31 Mai 2001
- Règlement sur le Conseil Inter-Etatique de l'Eurasec, du 31 Mai 2001
- Règlement sur le Comité d'Intégration de l'Eurasec, du 31 Mai 2001
- Règlement sur la Commission des représentants permanents de l'Eurasec, du 31 mai 2001
- Convention sur les privilèges et immunités de l'Eurasec, du 31 Mai 2001
- Règles de procédure du Conseil Inter-Etatique de la Communauté Economique Eurasiatique, adopté par la Décision du Conseil Inter-Etatique du 31 Mai 2001, Minsk, Belarus
- Règlement sur le statut d'observateur au sein de l'Eurasec, du 13 Mai 2002
- Statut de la Cour de l'Eurasec, du 27 Avril 2003
- Accord entre l'Eurasec et la CEI sur la réalisation des fonctions de la Cour d'Eurasec par la Cour Economique de la CEI, du 3 Mars 2004
- Conception de l'activité internationale de l'Eurasec du 25 janvier 2008
- Protocole sur l'introduction des modifications au Traité sur l'établissement de la Communauté Economique Eurasiatique, du 10 Octobre 2001, 25 Janvier 2006, St.-Petersburg
- Décision n° 51 du Conseil Inter-Etatique sur les symboles (emblème et drapeau) de la Communauté Economique Eurasiatique, du 13 Mai 2002, Minsk, Belarus

- Règlement sur la procédure d'admission au sein de la Communauté Economique Eurasiatique, approuvé par la décision n° 45 du Conseil Inter-Etatique du 13 Mai 2002
- Accord sur l'établissement de la Banque Eurasiatique de Développement, du 12 Janvier 2006, Astana, Kazakhstan
- Règlement de la Banque Eurasiatique de Développement, du 12 Janvier 2006, Astana, Kazakhstan
- Accord sur la formation d'Espace Economique Commun, du 23 Février 2003, Yalta, Ukraine
- Concept de formation d'Espace Economique Commun, du 23 Février 2003, Yalta, Ukraine
- Traité sur la création du territoire douanier unique et la formation de l'union douanière, du 6 Octobre 2007, Douchanbé, Tadjikistan
- Traité sur la Commission de l'union douanière, du 6 Octobre 2007, Douchanbé, Tadjikistan

Textes du droit dérivé

- Protocole sur les négociations commerciales internationales des Etats-membres de l'Accord sur l'Union Douanière en vue d'accéder à l'OMC, du 3 Juin 1997, Moscou, Russie
- Accord sur la coopération des systèmes énergétiques entre les Etats-membres de l'Accord sur l'approfondissement d'intégration dans les domaines économique et humanitaire de 1996, du 24 Novembre 1998, Moscou
- Protocole sur le mécanisme d'application des mesures spéciales, d'anti-dumping et des mesures de compensation dans le commerce des Etats-membres de l'Union Douanière, du 17 Février 2000, Moscou, Russie
- Principes de la politique énergétique des Etats-membres de la Communauté Economique Eurasiatique, du 28 Février 2003, Moscou, Russie
- Décision n° 104 du Conseil Inter-Etatique sur le Plan d'actions communes des Etats d'Eurasec pour la formation du marché énergétique commun, du 28 Février 2003, Moscou, Russie
- Directions principales de développement d'Eurasec pour les années 2003-2006, du 27 Avril 2003
- Décision n° 169 du Conseil Inter – Etatique d'Eurasec sur la coopération entre les Etats-membres d'Eurasec pour l'utilisation effective des ressources hydro-énergétiques des bassins des fleuves de Sirdarya et Amudarya, du 18 Juin 2004, Astana, Kazakhstan.

L'Espace économique commun

L'Organisation de la coopération centrasiatique (CACO)

Documents fondateurs et régissant les aspects institutionnels

- Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan et la république d'Ouzbékistan du 10 Janvier 1994, Tachkent, Ouzbékistan
- Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, Cholponata, Kazakhstan, modifié par la décision du Conseil interétatique de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan du 17 juillet 1998)
- Accord sur le Conseil Interétatique de la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan et ses institutions, du 10 Février 1995, Almaty, modifié par les accords du 24 juillet 1996 et du 24 juin 1999
- Accord entre la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur la création de la Banque centrasiatique de coopération et de développement, du 8 Juillet 1994, Almaty, Kazakhstan
- Accord entre la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur l'introduction des modifications à « l'Accord entre la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur la création de la Banque centrasiatique de coopération et de développement, du 8 Juillet 1998 », du 23 Août 1996, Almaty, Kazakhstan
- Décision des chefs d'Etats de la République de Kazakhstan, de la République kirghize et de la République d'Ouzbékistan sur la réalisation du Traité sur la création d'espace économique commun, du 6 Mai 1996, Bichkek, Kirghizstan
- Protocole sur l'adhésion du Tadjikistan au Traité sur la création d'espace économique commun entre la république de Kazakhstan, la République kirghize et la république d'Ouzbékistan du 30 avril 1994, le 26 Mars 1998, 1998
- Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur les actions communes pour combattre le terrorisme, extrémisme religieux et politique, crime transnational organisé et autres menaces à la sécurité et la stabilité des Parties, du 21 Avril 2000, Tachkent, Ouzbékistan
- Traité entre la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan sur l'établissement de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan
- Règlement sur le Comité des coordinateurs nationaux de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, confirmé par la décision des chefs d'Etats la République de Kazakhstan, la République kirghize, la République de Tadjikistan et la République d'Ouzbékistan, du 28 Février 2002, Almaty, Kazakhstan
- Protocole sur l'adhésion de la Fédération de Russie au sein de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan
- Décision du Conseil des chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique sur le développement des processus d'intégration sur l'espace eurasiatique, du 6 Octobre, 2005, St.-Petersburg, Russie

- Protocole sur l'intégration de l'Organisation de Coopération Centrasiatique au sein de la Communauté Economique Eurasiatique, du 23 Juin 2006, Minsk, Belarus.
- Déclarations et communiqués conjoints
- Déclaration d'Issyk-Koul sur la coopération régionale des Etats d'Asie centrale, 1995
- Déclarations d'Almaty des présidents de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan, Turkménistan et République d'Ouzbékistan, du 28 Septembre 1997
- Déclaration d'Achkhabad des présidents de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan, Turkménistan et République d'Ouzbékistan, du 9 Avril 1999
- Déclaration de Bichkek des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 24 Juin 1999
- Déclaration des chefs d'Etats de Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan et de représentant spéciale du Président de la Fédération de Russie, du 20 Août 2000, Bichkek, Kirghizstan
- Déclaration de Tachkent des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 28 Décembre 2001
- Déclaration conjointe des présidents de République de Kazakhstan, de Fédération de Russie, de Turkménistan et de République d'Ouzbékistan, du 1 Mars 2002, Almaty, Kazakhstan
- Communiqué conjoint des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 5 Octobre 2002
- Déclaration de Douchanbé des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 6 Octobre 2002
- Communiqué conjoint à l'issu de rencontre des chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 27 Décembre 2002, Astana, Kazakhstan
- Déclaration conjointe des chefs d'Etats de République de Kazakhstan, République kirghize, République de Tadjikistan et République d'Ouzbékistan, du 6 Juillet 2003, Almaty, Kazakhstan
- Discours de Vladimir Poutine pendant la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan
- Déclaration pour la presse de Vladimir Poutine à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan
- Déclaration conjointe des chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, du 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan
- Réponses des chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération Centrasiatique aux questions des journalistes, 18 Octobre 2004, Douchanbé, Tadjikistan
- Déclaration pour la presse à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique
- Documents sur les projets des consortiums régionaux

- Décision de protocole sur la création de Consortium International de l'Eau et de l'Energie, du 26 Juin 1996, Bichkek, Kirghizstan
- Règlement sur la création et le fonctionnement des consortiums internationaux, du 17 Mars 1998, Bichkek, Kirghizstan
- Règlement sur le Consortium International de l'Eau et de l'Energie, non daté
- Concept de l'Etablissement de Consortium International de l'Eau et de l'Energie des Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, non daté
- Concept de l'Etablissement de Consortium International pour la Nourriture des Etats-membres de l'Organisation de Coopération Centrasiatique, non daté

L'organisation de la coopération de Shanghai (OCS)

Traités fondateurs et régissant les aspects institutionnels

- Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine
- Charte de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie
- Traité entre les Etats-membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai sur la structure régionale antiterroriste du 7 Juin 2002, St.-Petersburg, Russie
- Schéma temporaire régissant les relations de l'Organisation de Coopération de Shanghai avec les autres organisations internationales et les Etats du 23 Novembre 2002, Moscou, Russie
- Règlement sur le Secrétariat de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003
- Règlement sur le Conseil des Chefs d'Etats de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003
- Règlement sur le Conseil des Chefs de Gouvernements (Premiers ministres) de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003
- Règlement sur le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003
- Règlement sur le Conseil des Coordinateurs nationaux de l'Organisation de Coopération de Shanghai confirmé par la décision des Chefs d'Etats le 29 mai 2003
- Règlement sur le Statut d'Observateur au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 16 Juin 2004
- Règlement sur les représentants permanents de l'Organisation de Coopération de Shanghai au sein de structure régionale anti-terroriste de l'OCS du 5 Juillet 2005, Astana, Kazakhstan
- Mémorandum sur la compréhension mutuelle entre le Secrétariat de l'OCS et le Secrétariat de l'OTSC du 5 Octobre 2007, Douchanbe, Tadjikistan (pendant le sommet OTSC)
- Règlement sur le statut de Partenaire pour le dialogue de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 28 Août 2008
- Décision n°2 sur le budget de l'OCS du 23 Septembre 2003, Beijing, Chine
- Déclarations et Communiqués conjoints des Chefs d'Etats de l'OCS
- Déclaration de Bichkek du 25 Août 1999
- Déclaration de Douchanbé du 4 Juillet 2000
- Déclaration sur la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine
- Déclaration conjointe des Chefs d'Etats du 15 Janvier 2001 sur l'adhésion de l'Ouzbékistan au sein de l'OCS
- Déclaration de St.-Petersburg des chefs d'Etat de l'OCS, du 7 Juin 2002
- Déclaration de Moscou des chefs d'Etat de l'OCS, du 29 Mai 2003
- Déclaration de Tachkent des chefs d'Etat de l'OCS, du 17 Juin 2004
- Note d'information sur la réunion du Conseil de Chefs d'Etats du 17 Juin 2004
- Déclaration d'Astana des chefs d'Etat de l'OCS, du 5 Juillet 2005

- Déclaration sur le cinquième anniversaire de l'Organisation de Coopération de Shanghai du 15 Juin 2006, Shanghai, Chine
- Déclaration des chefs d'Etats de l'OCS sur la coopération dans le domaine de sécurité informatique internationale du 15 Juin 2006, Shanghai
- Déclaration de Bichkek des chefs d'Etat de l'OCS, du 16 Août 2007
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'OCS du 16 Août 2007, Bichkek
- Déclaration de Douchanbé des chefs d'Etat de l'OCS, du 28 Août 2008
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'OCS du 28 Août 2008, Douchanbé
- Déclaration d'Ekaterinbourg des chefs d'Etat de l'OCS, du 16 Juin 2009
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'OCS du 16 Juin 2009, Ekaterinbourg, Russie
- Conférence de presse à l'issu de la réunion du Conseil des Chefs d'Etats de l'OCS du 16 Juin 2009, Ekaterinbourg, Russie
- Déclarations du Conseil des Premiers Ministres
- Note d'information sur la première réunion du Conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 14 Septembre 2001, Almaty, Kazakhstan
- Déclaration des Chefs des Gouvernements de l'OCS (sur les événements du 11 Septembre) du 14 Septembre 2001, Almaty, Kazakhstan
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 23 Septembre 2003, Beijing, Chine
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 23 Septembre 2004, Bichkek, Kirghizstan
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 25 Octobre 2005, Moscou, Russie
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 15 Septembre 2006, Douchanbé, Tadjikistan
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 2 Novembre 2007, Tachkent, Ouzbékistan
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du conseil des Chefs des Gouvernements de l'OCS du 28 Août 2008, Douchanbé, Tadjikistan
- Déclarations du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères
- Déclaration conjointe des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS du 7 Janvier 2002, Beijing, Chine
- Déclaration des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS (sur l'anniversaire du 9/11) du 11 Septembre 2002
- Communiqué conjoint des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS du 21 Novembre 2002, Moscou, Russie
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion extraordinaire du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS du 5 Septembre 2003, Tachkent, Ouzbékistan
- Communiqué conjoint à l'issu de la réunion du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS du 25 Février 2005, Astana, Kazakhstan
- Note d'information sur la réunion du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCS du 9 Juillet 2007, Bichkek, Kirghizstan
- Documents sur la coopération dans le domaine de sécurité
- Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, séparatisme et extrémisme du 15 Juin 2001, Shanghai, Chine

- Accord entre les Etats-membres de l'OCS sur la lutte contre le trafic illicite des drogues, substances psychotropes et leurs précurseurs du 17 Juin 2004, Tachkent, Ouzbékistan
- Accord sur la base de données de la structure régionale anti-terroriste de l'OCS du 17 Juin 2004, Tachkent, Ouzbékistan
- Concept de coopération entre les Etats-membres de l'OCS pour combattre le terrorisme, séparatisme et extrémisme, confirmé par la décision n°1 du Conseil des Chefs d'Etats du 5 Juillet 2005
- Rapport du Conseil de la structure régionale anti-terroriste de l'OCS présenté au Conseil des Chefs d'Etats sur les activités de la structure régionale anti-terroriste pendant l'année 2004, confirmé par la décision n°3 du Conseil des Chefs d'Etats du 5 Juillet 2005
- Traité sur le voisinage à long terme, l'amitié et la coopération entre les Etats-membres de l'OCS du 16 Août 2007, Bichkek, Kirghizstan
- Accord entre les gouvernements des pays membres de l'OCS pour la répression de la circulation illicite des armes, des munitions et des explosifs, du 28 Aout 2008, Douchanbé, Tadjikistan
- Mémoire d'entente entre les gouvernements des Etats-membres de l'OCS sur les objectifs et directions principaux de la coopération économique régionale et sur le lancement du processus pour la création des conditions favorables dans le domaine du commerce et des investissements, du 14 Septembre 2001, Almaty, Kazakhstan
- Programme de coopération commerciale et économique multilatérale entre les Etats-membres de l'OCS, confirmé par la décision n°1 du Conseil des Premiers Ministres du 23 Septembre 2003
- Accord entre les Etats-membres de l'OCS sur la coopération et l'assistance mutuelle dans le domaine de douanes, du 2 Novembre 2007, Tachkent, Ouzbékistan
- Protocole entre l'OCS et la République Islamique d'Afghanistan sur la création de Groupe de contact OCS-Afghanistan, du 4 Novembre 2005, Beijing, Chine
- Déclaration de la Conférence spéciale sur la situation en Afghanistan organisée par l'OCS le 23 Mars 2009, Moscou, Russie
- Plan d'action des Etats-membres de l'OCS et de la République Islamique d'Afghanistan sur les problèmes de terrorisme, trafic illicite de la drogue et crime organisé du 27 Mars 2009, Moscou, Russie

La charte de l'OCS (en russe)

Хартия Шанхайской организации сотрудничества

Республика Казахстан, Китайская Народная Республика, Кыргызская Республика, Российская Федерация, Республика Таджикистан и Республика Узбекистан, являющиеся государствами учредителями Шанхайской организации сотрудничества (именуемой далее ШОС или Организация), основываясь на исторически сложившихся связях их народов;

стремясь к дальнейшему углублению всестороннего сотрудничества;

желая совместными усилиями внести вклад в укрепление мира, обеспечение безопасности и стабильности в регионе в условиях развития процессов политической многополярности, экономической и информационной глобализации;

будучи убежденными в том, что создание ШОС способствует более эффективному совместному использованию открывающихся возможностей и противостоянию новым вызовам и угрозам;

считая, что взаимодействие в рамках ШОС содействует раскрытию огромного потенциала добрососедства, единения и сотрудничества между государствами и их народами;

исходя из утвердившегося на встрече глав шести государств в Шанхае (2001 г.) духа взаимного доверия, взаимной выгоды, равенства, взаимных консультаций, уважения к многообразию культур и стремления к совместному развитию;

отмечая, что соблюдение принципов, изложенных в Соглашении между Российской Федерацией, Республикой Казахстан, Кыргызской Республикой, Республикой Таджикистан и Китайской Народной Республикой об укреплении доверия в военной области в районе границы от 26 апреля 1996 года и в Соглашении между Российской Федерацией, Республикой Казахстан, Кыргызской Республикой, Республикой Таджикистан и Китайской Народной Республикой о взаимном сокращении вооруженных сил в районе границы от 24 апреля 1997 года, а также в документах, подписанных в ходе встреч на высшем уровне глав Республики Казахстан, Китайской Народной Республики, Кыргызской Республики, Российской Федерации, Республики Таджикистан и Республики Узбекистан в период с 1998 года по 2001 год, внесло важный вклад в дело поддержания мира, безопасности и стабильности в регионе и во всем мире;

подтверждая свою приверженность целям и принципам Устава Организации Объединенных Наций, другим общепризнанным принципам и нормам международного права, касающимся поддержания международного мира, безопасности и развития добрососедских и дружественных отношений, а также сотрудничества между государствами;

руководствуясь положениями Декларации о создании Шанхайской организации сотрудничества от 15 июня 2001 года;

договорились о следующем:

Статья 1 Цели и задачи

Основными целями и задачами ШОС являются:

укрепление между государствами-членами взаимного доверия, дружбы и добрососедства;

развитие многопрофильного сотрудничества в целях поддержания и укрепления

мира, безопасности и стабильности в регионе, содействия построению нового демократического, справедливого и рационального политического и экономического международного порядка;

совместное противодействие терроризму, сепаратизму и экстремизму во всех их проявлениях, борьба с незаконным оборотом наркотиков и оружия, другими видами транснациональной преступной деятельности, а также незаконной миграцией;

поощрение эффективного регионального сотрудничества в политической, торгово-экономической, оборонной, правоохранительной, природоохранной, культурной, научно-технической, образовательной, энергетической, транспортной, кредитно-финансовой и других областях, представляющих общий интерес;

содействие всестороннему и сбалансированному экономическому росту, социальному и культурному развитию в регионе посредством совместных действий на основе равноправного партнерства в целях неуклонного повышения уровня и улучшения условий жизни народов государств-членов;

координация подходов при интеграции в мировую экономику;

содействие обеспечению прав и основных свобод человека в соответствии с международными обязательствами государств-членов и их национальным законодательством;

поддержание и развитие отношений с другими государствами и международными организациями;

взаимодействие в предотвращении международных конфликтов и их мирном урегулировании;

совместный поиск решений проблем, которые возникнут в XXI веке.

Статья 2 Принципы

Государства - члены ШОС придерживаются следующих принципов:

взаимного уважения суверенитета, независимости, территориальной целостности государств и нерушимости государственных границ, ненападения, невмешательства во внутренние дела, неприменения силы или угрозы силой в международных отношениях, отказа от одностороннего военного превосходства в сопредельных районах;

равноправия всех государств-членов, поиска совместных точек зрения на основе взаимопонимания и уважения мнений каждого из них;

поэтапного осуществления совместных действий в сферах общего интереса;

мирного разрешения возможных разногласий между государствами-членами;

ненаправленности ШОС против других государств и международных организаций; недопущения любых противоправных действий, направленных против интересов ШОС;

добросовестного выполнения обязательств, вытекающих из настоящей Хартии и других документов, принятых в рамках ШОС.

Статья 3 Направления сотрудничества

Основными направлениями сотрудничества в рамках ШОС являются:

поддержание мира и укрепление безопасности и доверия в регионе;

поиск общих точек зрения по внешнеполитическим вопросам, представляющим общий интерес, в том числе в международных организациях и на международных форумах;

выработка и реализация мероприятий по совместному противодействию терроризму, сепаратизму и экстремизму, незаконному обороту наркотиков и оружия, другим видам транснациональной преступной деятельности, а также незаконной миграции; координация усилий по вопросам разоружения и контроля над вооружениями; поддержка и поощрение регионального экономического сотрудничества в различных формах, содействие созданию благоприятных условий для торговли и инвестиций в целях постепенного осуществления свободного передвижения товаров, капиталов, услуг и технологий; эффективное использование имеющейся инфраструктуры в области транспорта и коммуникаций, совершенствование транзитного потенциала государств-членов, развитие энергетических систем; обеспечение рационального природопользования, включая использование водных ресурсов в регионе, осуществление совместных специальных природоохранных программ и проектов; оказание взаимной помощи в предупреждении чрезвычайных ситуаций природного и техногенного характера и ликвидации их последствий; обмен правовой информацией в интересах развития сотрудничества в рамках ШОС; расширение взаимодействия в области науки и техники, образования, здравоохранения, культуры, спорта и туризма. Государства - члены ШОС могут по взаимному согласию расширять сферы сотрудничества.

Статья 4 Органы

1. Для выполнения целей и задач настоящей Хартии в рамках Организации действуют:

Совет глав государств;
Совет глав правительств (премьер-министров);
Совет министров иностранных дел;
Совещания руководителей министерств и/или ведомств;
Совет национальных координаторов;
Региональная антитеррористическая структура;
Секретариат.

2. Функции и порядок работы органов ШОС, за исключением Региональной антитеррористической структуры, определяются соответствующими положениями, которые утверждаются Советом глав государств.

3. Совет глав государств может принять решение о создании других органов ШОС. Создание новых органов оформляется в виде дополнительных протоколов к настоящей Хартии, которые вступают в силу в порядке, установленном статьей 21 настоящей Хартии.

Статья 5 Совет глав государств

Совет глав государств является высшим органом ШОС. Он определяет приоритеты и вырабатывает основные направления деятельности Организации, решает принципиальные вопросы ее внутреннего устройства и функционирования, взаимодействия с другими государствами и международными организациями, а также рассматривает наиболее актуальные международные проблемы. Совет собирается на очередные заседания один раз в год. Председательство на заседании Совета осуществляет глава государства -- организатора очередного

заседания. Место проведения очередного заседания определяется, как правило, в порядке русского алфавита названий государств - членов ШОС.

Статья 6 Совет глав правительств (премьер-министров)

Совет глав правительств (премьер-министров) принимает бюджет Организации, рассматривает и решает основные вопросы, относящиеся к конкретным, в особенности экономическим сферам развития взаимодействия в рамках Организации.

Совет собирается на очередные заседания один раз в год. Председательствование на заседании Совета осуществляет глава правительства (премьер-министр) государства, на территории которого проводится заседание.

Место проведения очередного заседания Совета определяется по предварительной договоренности глав правительств (премьер-министров) государств-членов.

Статья 7 Совет министров иностранных дел

Совет министров иностранных дел рассматривает вопросы текущей деятельности Организации, подготовки заседания Совета глав государств и проведения консультаций в рамках Организации по международным проблемам. Совет может в случае необходимости выступать с заявлениями от имени ШОС.

Совет собирается, как правило, за один месяц до проведения заседания Совета глав государств. Внеочередные заседания Совета министров иностранных дел созываются по инициативе не менее двух государств-членов и с согласия министров иностранных дел всех других государств-членов. Место проведения очередного и внеочередного заседания Совета определяется по взаимной договоренности.

Председательствование в Совете осуществляет министр иностранных дел государства -- члена Организации, на территории которого проводится очередное заседание Совета глав государств, в течение срока, начинающегося с даты завершения последнего очередного заседания Совета глав государств и завершающегося датой очередного заседания Совета глав государств.

Председатель Совета министров иностранных дел при осуществлении внешних контактов представляет Организацию в соответствии с Положением о порядке работы Совета.

Статья 8 Совещания руководителей министерств и/или ведомств

В соответствии с решениями Совета глав государств и Совета глав правительств (премьер-министров) руководители отраслевых министерств и/или ведомств государств-членов на регулярной основе проводят совещания для рассмотрения конкретных вопросов развития взаимодействия в соответствующих областях в рамках ШОС.

Председательствование осуществляет руководитель соответствующего министерства и/или ведомства государства -- организатора совещания. Место и время проведения совещания согласуются предварительно.

Для подготовки и проведения совещаний по предварительной договоренности государств-членов могут создаваться на постоянной или временной основе рабочие группы экспертов, которые осуществляют свою деятельность в соответствии с регламентами работы, утверждаемыми на совещаниях руководителей министерств и/или ведомств. Эти группы формируются из представителей министерств и/или

ведомств государств-членов.

Статья 9 Совет национальных координаторов

Совет национальных координаторов является органом ШОС, осуществляющим координацию и управление текущей деятельностью Организации. Он проводит необходимую подготовку заседаний Совета глав государств, Совета глав правительств (премьер-министров) и Совета министров иностранных дел. Национальные координаторы назначаются каждым государством-членом в соответствии с его внутренними правилами и процедурами.

Совет собирается на заседания не реже трех раз в год. Председательствование в Совете осуществляет национальный координатор государства -- члена Организации, на территории которого будет проводиться очередное заседание Совета глав государств, в течение срока, начинающегося с даты завершения последнего очередного заседания Совета глав государств и завершающегося датой очередного заседания Совета глав государств.

Председатель Совета национальных координаторов по поручению председателя Совета министров иностранных дел при осуществлении внешних контактов может представлять Организацию в соответствии с Положением о порядке работы Совета национальных координаторов.

Статья 10 Региональная антитеррористическая структура

Региональная антитеррористическая структура государств - участников Шанхайской конвенции о борьбе с терроризмом, сепаратизмом и экстремизмом от 15 июня 2001 года с месторасположением в городе Бишкеке /Кыргызская Республика/ является постоянно действующим органом ШОС.

Основные ее задачи и функции, принципы формирования и финансирования, а также порядок деятельности регулируются отдельным международным договором, заключаемым между государствами-членами, и другими необходимыми документами, принимаемыми ими.

Статья 11 Секретариат

Секретариат является постоянно действующим административным органом ШОС. Он осуществляет организационно-техническое обеспечение мероприятий, проводимых в рамках ШОС, готовит предложения по ежегодному бюджету Организации.

Секретариат возглавляется Исполнительным секретарем, который утверждается Советом глав государств по представлению Совета министров иностранных дел. Исполнительный секретарь назначается из числа граждан государств-членов на ротационной основе в порядке русского алфавита названий государств-членов сроком на три года без права продления на следующий срок.

Заместители Исполнительного секретаря утверждаются Советом министров иностранных дел по представлению Совета национальных координаторов. Они не могут быть представителями того государства, от которого назначен Исполнительный секретарь.

Должностные лица Секретариата нанимаются из числа граждан государств-членов на квотной основе.

При исполнении служебных обязанностей Исполнительный секретарь, его

заместители и другие должностные лица Секретариата не должны запрашивать или получать указания от какого бы то ни было государства-члена и/или правительства, организаций или частных лиц, посторонних для Организации. Они должны воздерживаться от любых действий, которые могли бы отразиться на их положении как международных должностных лиц, ответственных только перед ШОС. Государства-члены обязуются уважать международный характер обязанностей Исполнительного секретаря, его заместителей и персонала Секретариата и не оказывать на них влияние при исполнении ими служебных обязанностей. Местом расположения Секретариата ШОС является город Пекин /Китайская Народная Республика/.

Статья 12 Финансирование

ШОС имеет собственный бюджет, который формируется и исполняется в соответствии со специальным Соглашением между государствами-членами. Это Соглашение также определяет размеры взносов, которые ежегодно вносят государства-члены в бюджет Организации на основе принципа долевого участия. Средства бюджета направляются на финансирование постоянно действующих органов ШОС в соответствии с вышеупомянутым Соглашением. Государства-члены самостоятельно несут расходы, связанные с участием их представителей и экспертов в мероприятиях Организации.

Статья 13 Членство

ШОС открыта для приема в ее члены других государств региона, которые обязуются соблюдать цели и принципы настоящей Хартии, а также положения других международных договоров и документов, принятых в рамках ШОС.

Решение вопроса о приеме в ШОС новых членов принимается Советом глав государств по представлению Совета министров иностранных дел на основе официального обращения заинтересованного государства, направляемого действующему председателю Совета министров иностранных дел.

Членство в ШОС государства-члена, нарушающего положения настоящей Хартии и/или систематически не выполняющего свои обязательства по международным договорам и документам, заключенным в рамках ШОС, может быть приостановлено по представлению Совета министров иностранных дел решением Совета глав государств. Если это государство продолжает нарушать свои обязательства, то Совет глав государств может принять решение о его исключении из ШОС с даты, которую определяет сам Совет.

Любое государство-член имеет право выйти из ШОС, направив депозитарию официальное уведомление о выходе из настоящей Хартии не позднее чем за двенадцать месяцев до даты выхода. Обязательства, возникшие в период участия в настоящей Хартии и других документах, принятых в рамках ШОС, связывают соответствующие государства до их полного выполнения.

Статья 14 Взаимоотношения с другими государствами и международными организациями

ШОС может вступать во взаимодействие и диалог, в том числе по отдельным

направлениям сотрудничества, с другими государствами и международными организациями.

ШОС может предоставить заинтересованному государству или международной организации статус партнера по диалогу или наблюдателя. Порядок и процедуры предоставления такого статуса устанавливаются специальным соглашением между государствами-членами.

Настоящая Хартия не затрагивает прав и обязательств государств-членов по другим международным договорам, участниками которых они являются.

Статья 15 Правоспособность

ШОС в качестве субъекта международного права обладает международной правоспособностью. Она пользуется на территории каждого государства-члена такой правоспособностью, которая необходима для реализации ее целей и задач.

ШОС пользуется правами юридического лица и может, в частности:

- заключать договоры;
- приобретать движимое и недвижимое имущество и распоряжаться им;
- выступать в судах в качестве истца или ответчика;
- открывать счета и совершать операции с денежными средствами.

Статья 16 Порядок принятия решений

Решения в органах ШОС принимаются путем согласования без проведения голосования и считаются принятыми, если ни одно из государств-членов в процессе согласования не возразило против них /консенсус/, за исключением решений о приостановке членства или об исключении из Организации, которые принимаются по принципу <консенсус минус один голос заинтересованного государства-члена>.

Любое государство-член может изложить свою точку зрения по отдельным аспектам и/или конкретным вопросам принимаемых решений, что не является препятствием для принятия решения в целом. Эта точка зрения заносится в протокол заседания.

В случаях незаинтересованности одного или нескольких государств-членов в осуществлении отдельных проектов сотрудничества, представляющих интерес для других государств-членов, неучастие в них указанных государств-членов не препятствует осуществлению заинтересованными государствами-членами таких проектов сотрудничества и, вместе с тем, не препятствует указанным государствам-членам в дальнейшем присоединиться к осуществлению таких проектов.

Статья 17 Исполнение решений

Решения органов ШОС исполняются государствами-членами в соответствии с процедурами, определяемыми их национальным законодательством.

Контроль за выполнением обязательств государств-членов по реализации настоящей Хартии, других действующих в рамках ШОС договоров и решений ее органов осуществляется органами ШОС в пределах их компетенции.

Статья 18 Постоянные представители

Государства-члены в соответствии с их внутренними правилами и процедурами

назначают своих постоянных представителей при Секретариате ШОС, которые будут входить в состав дипломатического персонала посольств государств-членов в г. Пекине.

Статья 19 Привилегии и иммунитеты

ШОС и ее должностные лица пользуются на территориях всех государств-членов привилегиями и иммунитетами, которые необходимы для выполнения функций и достижения целей Организации.

Объем привилегий и иммунитетов ШОС и ее должностных лиц определяется отдельным международным договором.

Статья 20 Языки

Официальными и рабочими языками ШОС являются русский и китайский языки.

Статья 21 Срок действия и вступление в силу

Настоящая Хартия заключается на неопределенный срок.

Настоящая Хартия подлежит ратификации подписавшими ее государствами и вступает в силу на тридцатый день с даты сдачи на хранение депозитарию четвертой ратификационной грамоты.

Для государства, подписавшего настоящую Хартию и ратифицировавшего ее позднее, она вступает в силу с даты сдачи им на хранение депозитарию своей ратификационной грамоты.

После вступления настоящей Хартии в силу она открыта для присоединения любого государства.

Для присоединяющегося государства настоящая Хартия вступает в силу на тридцатый день с даты получения депозитарием соответствующих документов о присоединении.

Статья 22 Разрешение споров

В случае возникновения споров и разногласий в связи с толкованием или применением настоящей Хартии государства-члены будут разрешать их путем консультаций и переговоров.

Статья 23 Изменения и дополнения

В настоящую Хартию по взаимному согласию государств-членов могут вноситься изменения и дополнения. Решения Совета глав государств о внесении изменений и дополнений оформляются отдельными протоколами, которые являются ее неотъемлемой частью и вступают в силу в порядке, предусмотренном статьей 21 настоящей Хартии.

Статья 24 Оговорки

К настоящей Хартии не могут быть сделаны оговорки, которые противоречат принципам, целям и задачам Организации, а также могут препятствовать исполнению каким-либо органом ШОС своих функций. В случае если не менее 2/3

государств-членов имеют возражения, оговорки должны быть сочтены как противоречащие принципам, целям и задачам Организации или препятствующие исполнению каким-либо органом своих функций и не имеющие юридической силы.

Статья 25 Депозитарий

Депозитарием настоящей Хартии является Китайская Народная Республика.

Статья 26 Регистрация

Настоящая Хартия в соответствии со статьей 102 Устава Организации Объединенных Наций подлежит регистрации в Секретариате Организации Объединенных Наций.

Совершено в городе Санкт-Петербурге " 7 " июня 2002 года в одном экземпляре на китайском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	9
Cadre théorique et conceptuel général	19
La délimitation de la problématique	22
La considération sur la méthodologie	23
La structure de la thèse	23
PARTIE1 LA RUSSIE DE POUTINE ENTRE REALISME ET NOSTALGIE IMPERIALE.....	24
TITRE1 L'HERITAGE STRATEGIQUE ET HISTORIQUE	25
<i>Chapitre1. L'illusion et désillusion de la puissance</i>	<i>25</i>
Section1 L'évolution de la politique étrangère de la Russie post-soviétique	26
§1 Les idées et les orientations de la politique étrangère de Russie post – soviétiques	27
§2 L' « étranger proche » dans la politique étrangère russe	43
Section2 La politique étrangère de Poutine: une nouvelle approche.....	52
§1 La politique change : la mise en place de la doctrine Poutine	52
§2 Les priorités de la politique étrangère de Poutine	63
<i>Chapitre2. L'Asie centrale dans la politique étrangère de Poutine</i>	<i>70</i>
Section1 Interaction entre les facteurs internes et externes.	70
§1 L'Asie centrale en tant qu'une région	70
§2 L'instabilité de la politique interne. Echec du régionalisme	75
Section2 Les intérêts russes en Asie centrale	85
§1 L'intérêt stratégique : la zone d'influence	85
§2 L'intérêt économique : hydrocarbure.....	91
TITRE2 LES ENJEUX DE LA POLITIQUE REGIONALE ET DE SECURITE EN ASIE CENTRALE ...	99
<i>Chapitre1. L'impact du 11 Septembre 2001 et la politique de la Russie</i>	<i>100</i>
Section1 Le retour de la Russie : le protecteur historique	100
§1 Une nouvelle conception de la sécurité	101
§2 Le renforcement et la normalisation de la politique russe.....	107
Section2 La Russie statut de superpuissance énergétique	108
§1 Les objectifs de la politique de superpuissance énergétique de Poutine.....	109
§2 Le contrôle de la production et de l'infrastructure de l'espace post – soviétique	113
<i>Chapitre2. Grandes puissances et le complexe de sécurité régionale en Asie centrale</i>	<i>121</i>
Section1 L'Asie centrale comme enjeu dans le partenariat stratégique russo-américain	121
§1 Du rapprochement à la concurrence.....	122
§2 Les intérêts américains en Asie centrale	129
Section2 L'Asie centrale comme enjeu dans le partenariat stratégique sino-russe	138
§1 La Russie et la Chine: un partenariat stratégique sous condition.....	138
§2 Les intérêts de la Chine en Asie centrale	146
PARTIE2 L'EVOLUTIONS DES RAPPORTS ENTRE LA RUSSIE ET LES PAYS DE L'ASIE CENTRALE	156
TITRE1 APPROCHE BILATERALE ET MULTILATERALE	157
<i>Chapitre1. Les structures bilatérales et ses fondements juridiques.....</i>	<i>157</i>
Section1 La coopération stratégique bilatérale	157
§1 Approche bilatérale russe en Asie centrale	158
§2 Interaction entre les relations bilatérales de la Russie avec les pays centrasiatique	167
Section2 La Russie et l'Asie centrale : Asymétrie politiques et économiques	172
§1 Renforcements des relations économiques et commerciales	172
§2 Transit des hydrocarbures et les enjeux énergétiques	179
<i>Chapitre2. Les structures multilatérales et ses fondements juridiques.....</i>	<i>185</i>
Section1 La coopération stratégique multilatérale	186
§1 Approche multilatérale russe en Asie centrale	186
§2 La coopération de la sécurité régionale et la limite du multilatéralisme	191
Section2 Les organisations régionales dans l'ordre régional.....	194
§1 La consolidation de l'ancien espace soviétique : CEI, OTSC, Eurasec.....	194
§2 OCS comme un cadre dans la sécurité régionale en Asie centrale	202
TITRE2 SOFT POWER RUSSE EN ASIE CENTRALE	208
<i>Chapitre1. Les principes du soft power russe</i>	<i>209</i>
Section1 Soft power et relations internationales	209

§1 Le soft power dans les discours.....	210
§2 Les outils du soft power russe.....	213
Section2 Soft power russe en Asie centrale.....	216
§1 Le potentiel et l'ambition du soft power russe.....	216
§2 La politique « compatriote » de la Russie.....	222
<i>Chapitre2. La dimension du soft power russe.....</i>	<i>228</i>
Section1 La stratégie du soft power russe.....	228
§1 Soft power – hard gouvernance.....	229
§2 Soft power – soft gouvernance.....	234
Section2 La limite du soft power russe en Asie centrale.....	241
§1 Soft power russe après la révolution couleur.....	241
§2 La perspective du soft power russe en Asie centrale.....	249
CONCLUSION GENERALE.....	253
BIBLIOGRAPHIE GENERALE.....	258
OUVRAGES.....	258
Ouvrages en français.....	258
Ouvrages en anglais.....	262
Ouvrages en russes.....	265
ARTICLES.....	266
Articles en français.....	266
Articles en anglais.....	269
Articles en russes.....	275
SOURCES.....	277
Sites internet.....	278
Les centres de recherches sur la Russie et Eurasie.....	278
ANNEXES.....	279
LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE ETRANGERE.....	279
Concept de la sécurité nationale de la Fédération de Russie.....	279
Le concept de politique étrangère de la Fédération de Russie.....	297
Les zones géographiques de la politique étrangère (en russe).....	297
La diplomatie multilatérale de la Russie (en russe).....	316
LA RUSSIE ET L'ESPACE POST-SOVIETIQUE.....	332
La Communauté des Etats Indépendants (CEI).....	332
L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC).....	341
La communauté économique eurasienne (EUROSEC).....	342
L'Espace économique commun.....	344
L'Organisation de la coopération centrasiatique (CACO).....	344
L'organisation de la coopération de Shanghai (OCS).....	347